Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15133 – 7 F

JEUDI 23 SEPTEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Epreuve de force à Moscou entre M. Eltsine et les conservateurs

Le pari de la démocratie

« TOUS derrière Boris Eltsine ! » Tel est le mot d'ordre – évidemment formulé en langage plus diplomatique – auquel l'Occident s'est rallié, à peine accompli le coup de force du président russe. Loin des atermoiements qui avaient accueilli le putsch manqué d'août 1991 contre Mikhaïl Gorbatchev, il n'y a eu, mardi 21 septembre, aucune fausse note. De Washington à Londres, et de Paris à Bonn, la réaction officielle est identique : appui sans équivoque à Boris Eltsine et à son « camp » dans la bataille pour le pouvoir qui se livre à Moscou.

Principaux partenaires politiques et économiques de la Russie, les Etats-Unis et leurs alliés européens se montrent ainsi fidèles à la ligne de conduite adoptée à la fin des « années Gorbatchev » et réaffirmée avec éclat depuis le début du règne de son successeur, même s'ils l'expriment cette fois avec une promptitude et une netteté qui traduisent une inquiétude et un sens de l'urgence plus aigus que par le passé.

LES dirigeants occidentaux ne nourrissent, ou du moins ne laissent poindre, aucun doute sur la nature de l'interminable affrontement qui met aux prises à Moscou le président russe et ses rivaux emmenés par Alexandre Routskoï. Voilà longtemps déjà qu'ils ont « misé » sur Boris Eltsine, parce qu'ils le tiennent à la fois pour le meilleur champion de la « démocratie russe naissante », pour le plus ardent avocat de l'économie de marché, et pour l'allié le plus sincère d'une coopération internationale qui ne porte atteinte ni aux intérêts économiques ni à la sécurité de ce qui fut jadis « le monde libre ».

Aux yeux de l'Occident, soutenir par principe Boris Eltsine, et a fortiori voler à son secours en cas de péril, c'est parier sur le succès de la transformation économique de la Russie, qui conditionnera la nature du régime, et dans une large mesure, les relations que cet immense pays entretiendra avec le reste du monde. C'est « investir » résolument dans la paix. L'importance de ces enjeux vaut bien, vu d'Occident, qu'on détourne pudiquement le regard lorsqu'au nom de la consolidation des libertés Boris Eltsine moleste provisoirement les principes constitutionnels chers à Montesquieu.

D'autant que le « premier chef d'Etat démocratiquement élu en mille ans d'histoire russe » – pour reprendre une formule du président américain – confie au peuple, appelé à voter en décembre, le soin de trancher le conflit en cours. Voilà le seul homme politique russe pourvu d'une légitimité authentique, depuis sa victoire au référendum d'avril 1993, qui consent à la remettre en cause en sollicitant de lui-même le verdict des urnes. Quel dirigeant d'une démocratie occidentale peut y trouver à redire ?

AUSSI longtemps que Boris Eltsine ne se conduira pas en autocrate, qu'il n'aura pas recours à la violence pour imposer ses vues, il peut compter sur le « soutien total » de l'Occident, et notamment des Américains.

Actualisant une métaphore fluviale du poète Walt Whitman, Bill Clinton s'était exclamé, en avril dernier, lors du sommet de Vancouver : « Aucun tyran ne peut arrêter le flot de la démocratie ». Boris Eltsine, qui n'était pas visé par cet avertissement, le garde sans doute à l'esprit.


M 0147 - 0923 0 - 7,00 F

• Les pays occidentaux apportent leur soutien au président russe
• Le général Alexandre Routskoï se proclame chef de l'Etat

Le ministre de la défense russe, le général Gratchev, a apporté son soutien, mercredi 22 septembre, à Boris Eltsine, dans l'épreuve de force qui l'oppose aux députés conservateurs. Mardi, M. Eltsine avait dissous le Parlement et convoqué des élections législatives anticipées pour les 11 et 12 décembre. Les députés, s'appuyant sur une décision du tribunal constitutionnel, l'ont aussitôt destitué et désigné à la tête de l'Etat le vice-président, le général Routskoï. Quelques centaines de personnes ont manifesté, mercredi matin à Moscou, leur soutien aux conservateurs. Les dirigeants occidentaux ont tous exprimé leur appui résolu à M. Eltsine, suivis par les présidents polonais et tchèque.



« Coup d'Etat en direct »

MOSCOU

de notre correspondant

« *En vertu de la Constitution, j'assume les fonctions de président de la Fédération de Russie.* » Il est à peu près 22 heures, dans la salle du présidium du Parlement, et le général Alexandre Routskoï vient de se substituer à Boris Eltsine. A quelques mètres de lui, assis, le visage livide, costume noir et chemise noire, Rouslan Khasboulatov, président du Parlement, vient de dénoncer le « *coup d'Etat en direct* » perpétré par « *l'ex-président* » Eltsine. Un juriste a expliqué que M. Eltsine, ayant violé la Constitution, sa destitution est automatique et prend effet immédiatement. Et le « *décret n° 2* » du « *président* » Routskoï annule le décret n° 1 400 signé deux heures plus tôt par Boris Eltsine, et par lequel il modifiait d'autorité la Constitution, dissolvait le Parlement, convoquait pour « *les 11 et 12 décembre* » des élections à une assemblée d'un nouveau genre, « *la douma d'Etat* ».

A 20 heures, Boris Eltsine était intervenu à la télévision pour mettre fin « *à une situation politique qui met en danger la sécurité de l'Etat et de la société* ». A 22 heures, la Russie avait deux présidents, ou bien plus aucun.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Lire également

■ Le décret de Boris Eltsine
■ Alexandre Routskoï : allié puis rival
■ Rouslan Khasboulatov : un fidèle devenu opposant farouche
■ Deux années de conflit avec le Parlement *pages 3 à 5*
■ La chronique de Daniel Schneidermann *page 25*

Le point de non-retour

par Michel Tatu

Une fois de plus, l'histoire russe semble se répéter jusqu'à la caricature. Deux ans et un mois après le putsch raté de 1991, on retrouve à nouveau un « *président légitime* » et un « *président ad interim* » qui se disputent le pouvoir. Comme il y a deux ans, les feux de la rampe se braquent vers le même orgueilleux immeuble des bords de la Moskva, la fameuse « Maison Blanche » où les « *députés du peuple* » de Russie, les mêmes qu'alors, dénoncent le « *coup de force* » et crient à la dictature. On craint une intervention de l'armée, on appelle le peuple à la grève générale, à la « *mobilisation générale* » pour la protection des institutions légales...

La seule différence est que, à part les députés, tous les autres protagonistes ont changé de camp. Les jeunes manifestants qui érigeaient des barricades devant la « Maison Blanche » en 1991 ont été remplacés par des protestataires beaucoup plus âgés, porteurs du drapeau rouge de la défunte Union soviétique (le drapeau russe, lui, flotte sur le Kremlin). La coalition « rouge-brun » qui soutenait le putsch de 1991 est passée cette fois du côté de la résistance, à commencer par le Front de salut national et ce qui reste du Parti communiste...

Lire la suite page 4

POINT DE VUE : la France et l'Afrique

Une solidarité exigeante

par Edouard Balladur

A l'heure où la France est obligée de faire des choix difficiles afin de remettre en ordre ses comptes et de soutenir une activité économique insuffisante pour créer des emplois, je tiens pour essentiel qu'elle poursuive sa politique d'aide à l'Afrique et à sa stabilité.

Ce continent, plus que jamais, en a besoin. Les transformations du monde que nous vivons depuis 1989 ne l'ont à l'évidence pas favorisé. Ses structures économiques fragiles ont résisté moins bien que d'autres à la crise. Ses systèmes politiques encore récents ont été déstabilisés par la régression des niveaux de vie. La fin de la division du monde en deux blocs a cessé de faire de l'Afrique un enjeu : elle a contribué à la marginaliser. Dans quelle autre partie de notre planète trouve-t-on tant de pays à la dérive, privés d'Etat et d'organisation sociale, tant de guerres fratricides, sans issue apparente ? La Somalie, le Libéria, le Zaïre, l'Angola sont autant de points où se manifestent des déséquilibres qui menacent le continent tout entier; plus que jamais, l'Afrique est en danger.

Nous ne pouvons accepter qu'une crise sociale, morale et militaire se généralise dans une région si proche de nous. La faillite de l'Afrique serait aussi la nôtre. Nos intérêts sont durement touchés par les crises africaines, qu'il s'agisse du développement du commerce, de la sécurité de nos approvisionnements en matières premières, de risques d'émigration incontrôlée ou encore de conflits qui menacent de mettre en cause l'équilibre du continent tout entier. Nos intérêts ne sont pas le seul enjeu : si l'Afrique devait basculer tout entière dans les troubles, ce serait pour la France et l'Europe l'échec des modèles de développement que nous avons contribué à définir pour ces pays, mais surtout l'échec d'un devoir moral de solidarité auquel je suis plus que tout attaché.

Nul ne peut méconnaître toutes les raisons qui justifient la poursuite d'un effort important de la France en faveur de l'Afrique. Mais comment ignorer, aussi, que les difficultés actuelles nous forcent à nous interroger sur la manière de le rendre plus efficace ? Aujourd'hui, plus de la moitié de notre aide aux Etats est consacrée à payer des dépenses de fonctionnement : elle évite le pire, mais elle ne prépare pas l'avenir.

Lire la suite page 18

Un prêt de l'Etat à la Sécurité sociale

Afin de réduire le poids que l'accumulation des déficits fait peser sur la trésorerie de la Sécurité sociale, l'Etat va prêter 110 milliards de francs au régime général, remboursables sur une quinzaine d'années. Par ailleurs, le conseil des ministres devait adopter, mercredi 22 septembre, le projet de budget 1994.

page 19

Vers une révision de la Constitution

Si l'assemblée générale du Conseil d'Etat confirme, jeudi 23 septembre, l'analyse de sa section de l'intérieur, Edouard Balladur disposera de la réponse qu'il espérait : après la décision du Conseil constitutionnel, le 13 août dernier, il n'est pas possible à la France de refuser d'examiner les dossiers des demandeurs d'asile ayant transité par un autre pays européen sans modifier sa Constitution.

page 9

Deux Français assassinés en Algérie

Les corps de deux géomètres français qui travaillaient à la construction d'une ligne à haute tension ont été découverts mardi 21 septembre près de Sidi-Bel-Abbès, dans l'ouest de l'Algérie. C'est la première fois que des ressortissants étrangers sont assassinés depuis le début des violences politiques en février 1992. Paris a exprimé sa « *vive préoccupation* » et « *vigoureusement condamné cet acte criminel* ».

page 7

L'OM privé de son titre de champion de France

L'attribution du titre de champion de France 1992-1993 à l'Olympique de Marseille a été suspendue provisoirement par le conseil de la Fédération française de football, mercredi 22 septembre. Les joueurs Jorge Burruchaga, Christophe Robert, Jean-Jacques Eydelie, ainsi que l'ex-directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, ne pourront obtenir de licence « *jusqu'à nouvel ordre* ».

page 26

GATT : la France dénonce les « oukases américains »

Les Etats-Unis ont répondu négativement, mardi 21 septembre, à la demande de la CEE de rediscuter plusieurs points du préaccord agricole conclu en novembre 1992 dans le cadre de l'Uruguay Round. Réagissant à cette fin de non-recevoir, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a dénoncé les « *oukases américains* ».

page 16

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Europe

La leçon de Maastricht

par Dominique Wolton

AVEC Maastricht, l'Europe a changé de vitesse, de nature et de légitimité. Une autre histoire a commencé, aussi importante que celle du Marché commun de 1957 ou de l'Acte unique de 1985.

Mais ce passage s'est fait sans savoir si les conditions sociales et culturelles, plus qu'institutionnelles, étaient réunies. On a fait comme si l'Europe politique était la suite de l'Europe économique, avec un zest de suffrage universel en plus. On a fait comme s'il s'agissait de remédier au déficit politique, alors qu'en réalité une tout autre histoire commençait : celle du suffrage universel. Avec lui, on est passé de l'Europe technocratique faite par 50 000 hauts fonctionnaires, industriels et hommes politiques, à l'Europe démocratique, qui requiert l'intérêt de 350 millions de citoyens.

Bien sûr, il s'agissait d'amarrer la construction de l'Europe, après l'effondrement du communisme, et de renforcer un pôle de stabilité dans un contexte devenu plus instable. Bien évidemment, l'Europe démocratique était l'horizon du projet politique, mais on avait sous-estimé l'importance d'un tel changement. Le passage à l'acte a révélé toutes ces difficultés.

La preuve de l'importance de la rupture ? Le silence et le peu de débats sur l'Europe depuis un an. Pas seulement parce que Maastricht fut difficilement ratifié, ou parce que la crise économique et la guerre yougoslave font tout bégayer, mais aussi parce qu'il fallait un certain temps pour métaboliser ce changement. Ce quasi-silence observé dans tous les pays ne signifie pas un refus ou une régression, mais l'épreuve nécessaire du temps.

Technocrates et démocrates

La deuxième cause du silence observé depuis un an vient du fait que l'Europe démocratique a été présentée de manière exclusivement technocratique. Les élites dirigeantes ont laissé à leurs opinions publiques le choix suivant : être d'accord ou être d'accord. Les objections, les réticences furent disqualifiées. Il y avait d'un côté le camp de l'intelligence, du progrès, du changement, de la modernité, et de l'autre, les forces du passé, de l'obscurantisme, de la peur, du conservatisme. Oser parler de souveraineté, d'identité, de patrie, de nation était immédiatement connoté comme des preuves du refus. Le conformisme intellectuel obligeait chacun à se justifier de suite de son « européanité ». Etre pour Maastricht, c'était être pour l'Europe. S'y opposer « révélait » son sentiment anti-européen...

Que faire aujourd'hui pour que les millions de citoyens se mobilisent pour le plus grand chantier de l'Histoire, la construction d'une entité politique neuve, démocratique, rassemblant des peuples, ennemis depuis des siècles, et assagis depuis seulement quelques décennies ? Il faut rompre avec le discours technocratique dominant qui disqualifie ceux qui ne sont pas d'accord, et perpétue une vision dichotomique du monde entre les modernes qui « vont de l'avant » et les autres qui « ont peur du changement ».

Il n'y a plus d'un côté les bons, progressistes, tournés vers l'avenir et l'Europe, et, de l'autre, les passéistes frileux, nationalistes dépassés et craintifs. Au fond, le passage d'une Europe technocratique à une Europe démocratique se voit dans le passage de l'existence d'une minorité pionnière à la mobilisation d'un bien plus grand nombre de protagonistes dans un débat plus large et nécessairement plus conflictuel. Tel est le prix de l'instauration d'un espace politique démocratique : accepter une confrontation où personne n'est en avance sur l'autre, ni assuré d'avoir raison.

On retrouve ici ce qui fut la faiblesse de Maastricht : les conditions de ce débat politique n'étaient pas réunies. Pourquoi ? Parce que l'Europe démocratique est en avance sur les réalités. L'écrasante majorité des citoyens n'a pas d'expérience européenne ; or la démocratie requiert, pour être partagée, que les uns et les autres aient l'expérience d'une même réalité. Pour l'instant, il n'y a pas de vie politique collective en Europe. Le débat est resté au niveau des élites, c'est-à-dire au niveau où il y a effectivement une réalité de l'Europe.

Le pari de Maastricht est de faire passer ce débat au niveau des citoyens. Mais il faut du temps, du temps pour construire un débat politique, d'autant que les termes des affrontements ne sont pas encore très nets. Les élites ont décidé, dans un contexte international instable, de passer rapidement à l'Europe démocratique, mais sans savoir si, du côté des citoyens, les conditions de cette nouvelle expérience étaient réunies. Et voilà le paradoxe. C'est grâce à cette élite technocratique que l'Europe a pu se faire si vite, en quarante ans, mais ces méthodes se révèlent inadaptées pour passer au modèle démocratique.

On ne décrète pas technocratiquement la naissance d'un espace politique. Il faut pour cela que les uns et les autres apprennent à se connaître, se parler, reconnaissent des intérêts et des enjeux communs, aient envie de construire ensemble. Cela obligera d'ailleurs les élites technocratiques à partager, à être contestées, et finalement à se déprendre du quasi-monopole qu'elles avaient sur le chantier européen. D'ailleurs, dans les réticences à l'égard de Maastricht, il y avait probablement autant de résistance antitechnocratique que de refus anti-européen. On pourrait ainsi y voir la première réappropriation politique par les citoyens, la première émancipation par rapport à la logique technocratique.

Le rapport au passé

L'essentiel, pour gagner la bataille de l'Europe démocratique, est à faire du côté des mentalités, des représentations, des cadres de pensée. Il faut accepter de retourner le gant des raisonnements et d'abord arrêter de vouer aux gémonies ceux qui parlent d'identité, de patrie, de souveraineté, de nation, car en parlant de cela, ils parlent de la seule chose qu'ils connaissent. Pourquoi leur dire d'un seul coup que cela doit s'intégrer dans une « nouvelle identité européenne », d'autant plus impalpable que l'Europe, avec son processus constant d'élargissement, offre une identité à géométrie variable ?

Au nom de quoi renvoyer aux ténèbres du passé le seul cadre d'expérience et de représentation à la disposition de tous ? D'autant que la question de la nation et de l'identité n'a plus le même sens aujourd'hui, dans une société ouverte, sans frontières, qu'hier dans un monde fermé. Qui vit naturellement à une échelle européenne ? Personne. Chacun est de « quelque part ». Ce n'est pas parce que les enjeux économiques dépassent les frontières nationales que les individus doivent faire de même et vivre naturellement dans un espace transnational. D'ailleurs, on n'a pas assez réalisé que plus le monde s'ouvre, plus le besoin d'identité, de points de repère, s'impose.

La nation, la patrie, l'identité, ne sont donc pas un obstacle à l'Europe démocratique, elles en sont au contraire une condition d'émergence. Elles étaient peut-être un obstacle dans les quarante premières années où il fallait aller vite pour créer un mouvement irréversible, mais quand il s'agit d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre, il faut au contraire partir de l'expérience de ce plus grand nombre.

Il en est de même pour tout ce qui concerne la tradition et le rapport au passé. L'un et l'autre étaient hier des obstacles à l'Europe, qui, pour se faire, devait s'arracher à cette histoire pleine de bruits et de fureurs. Aujourd'hui, c'est l'inverse. C'est en acceptant le passé et les traditions que l'Europe démocratique émergera.

C'est à la capacité des peuples à s'intéresser progressivement aux uns et aux autres, dans les méandres de leur histoire, que l'on verra l'Europe démocratique émerger. Car il n'y a rien d'évident et de naturel dans le fait de s'intéresser à l'autre. On le voit tous les jours... On le fait d'autant plus volontiers si l'on sait que cela n'est pas au détriment de soi-même, c'est-à-dire de son histoire et de son identité. Et l'exercice pourrait être poursuivi pour la plupart des mots et des concepts avec lesquels nous pensons « naturellement » la politique et la culture.

Voilà le genre de renversement copernicien qu'impose l'Europe démocratique. La gauche et la droite n'ont d'ailleurs rien à voir là-dedans, la nation, la tradition, l'identité appartenant autant à l'une qu'à l'autre. Non, le problème est plutôt dans l'omniprésence d'un discours « moderne » qui pense un peu naïvement que l'on construit une société politique par extension d'une rationalité économique.

En réalité, le prix à payer pour cette formidable utopie de l'Europe démocratique n'est pas seulement de dépasser l'approche technocratique, il est aussi de remettre en cause le paradigme rationaliste, moderniste, inventé en Europe et qui fut si puissant et si utile pendant trois siècles. Il fut le grand facteur de transformation et il a, aujourd'hui, triomphé. Mais si l'on veut construire l'Europe démocratique, défi au moins aussi difficile que la révolution scientifique et politique commencée au XVII[e] siècle, il faut réexaminer les principaux concepts qui ont servi à la naissance de l'Europe moderne.

Acceptera-t-on de réexaminer ces concepts ? Oui, car le risque est celui de la naissance d'un puissant mouvement anti-européen qui, prenant appui sur ces difficultés, accentuées par la récession et l'ouverture à l'Est, pourrait mobiliser les pires dimensions de la haine et du refus de l'autre. L'Europe n'est pas à l'abri de jacqueries anti-européennes, et pourrait devenir même un parfait bouc émissaire.

La leçon optimiste de Maastricht ? Avoir permis de comprendre, plus vite que prévu, combien l'Europe démocratique n'est pas la suite de l'Europe technocratique, combien il est impossible de la réussir sans un changement radical dans les manières de penser et de raisonner. Pour le dire en un mot, le citoyen n'est pas un acteur économique avec un bulletin de vote en plus. Il est bien autre chose, qui mêle l'histoire, les valeurs, les idéologies. Et il ne suffit pas de lui répéter tous les jours que l'Europe est sa grande chance pour qu'il en soit persuadé.

▶ **Dominique Wolton est directeur de recherche au CNRS et auteur de *la Dernière Utopie. – la Naissance de l'Europe démocratique*, à paraître chez Flammarion.**

Somalie

Rendre l'espoir ?

par Nathalie Duhamel

ON les appelait les forces de rétablissement de la paix. Elles sont venues mettre fin au détournement de l'aide alimentaire. Elles ont bien rempli cette première partie de leur mission. La seconde partie, politique, consistait à amorcer la reconstruction d'un Etat somalien. Tâche très difficile nécessitant patience et savoir-faire diplomatique au sein d'une société clanique complexe. Dans ce but, les forces de la paix avaient décidé d'un préalable logique : désarmer les clans. Or elles n'en firent rien pendant de longs mois.

Puis, soudain agressées lors d'une embuscade où vingt-trois des leurs furent tués, le ton et les méthodes changèrent : l'ennemi fut désigné, sa tête mise à prix, sa capture devint nécessaire et urgente. Neuf mois après le début de l'opération « Rendre l'espoir », les opérations de maintien de l'ordre se transforment chaque jour un peu plus en opérations de guerre.

Ainsi, la seconde étape, politique, de « Restore Hope » disparaît sous le vacarme d'une étape militaire. A plusieurs reprises, ces dernières semaines, les équipes d'AICF ont été victimes d'erreurs, de bavures ou d'intimidations des forces de l'UNOSOM ou des rangers de la Delta Force. Morts, blessés, équipements détruits.

Avions-nous recueilli des partisans du général Aïdid ? Non. Une cache d'armes fut-elle découverte ? Non. Les opérations dont nous avons été les victimes frappent brutalement et quotidiennement des femmes, des enfants ou des malades hospitalisés, comme dans l'attaque de l'hôpital Benadir à Mogadiscio.

Nous ne pouvons admettre qu'une carte blanche soit donnée aux militaires qui agissent sans contrôle du pouvoir civil. De ratissage en nettoyage, leurs buts restent vagues, leurs bilans, quant aux armes saisies, secrets. Le budget des Nations unies destiné à l'aide en Somalie est désormais amplement consacré aux seules opérations militaires, alors que les besoins d'aide humanitaire et de reconstruction des structures du pays sont pressants.

Il est urgent pour les pays qui ont envoyé des soldats, de redéfinir les objectifs de leur présence en Somalie, et pour le Conseil de sécurité de réagir avant que l'insurrection de Mogadiscio-Sud ne gagne le pays dans son entier.

Comment ne pas comprendre qu'un homme, chef de clan parmi d'autres, dont on a fait un héros-martyr, bénéficie aujourd'hui de nombreux soutiens et ne sera probablement pas arrêté dans les dédales des faubourgs de la ville ! Comment ne pas comprendre qu'une solution militaire n'a aucune chance d'aboutir sans projet politique négocié !

Comment croire que la reconstruction d'une infrastructure politique, d'une administration locale puisse se régler intelligemment et durablement d'un coup d'hélicoptère et en une après-midi de discussions avec « les anciens » et les chefs de village, afin qu'ils se mettent d'accord pour désigner ou élire leur responsable de district ou de région ! Cette reconstruction des structures de l'Etat est particulièrement difficile, nécessitant des moyens, des hommes et de l'imagination.

Pressée par un calendrier sans rapport avec la réalité somalienne, trop souvent absente du terrain, déconnectée des réalités claniques, sans coordination entre les contingents impliqués, l'opération des Nations unies en Somalie s'est fourvoyée. Ses méthodes sont la conséquence du manque de moyens, voire de l'inexistence de sa branche politique.

La mission de l'UNOSOM a gravement dévié de son objectif initial. S'il n'est pas déjà trop tard, il faut revenir aux objectifs politiques qu'elle s'était fixés. Il y va de son succès en Somalie et de la crédibilité de ses interventions sur de futurs théâtres comparables.

▶ **Nathalie Duhamel est directrice générale d'Action internationale contre la faim (AICF), 9, rue Dareau, 75014 Paris.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

REVUES — FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le désarroi des jeunes des pays de l'Est

Après l'euphorie de la libération du communisme, la déception est grande chez les jeunes des pays de l'Est. Les difficultés économiques et le chômage rendent leur situation particulièrement précaire. Et le divorce psychologique et culturel s'accentue avec les « anciens »

ON se souvient de leurs cortèges joyeux, de leurs déferlements enthousiastes dans les rues de Berlin, de Prague, de Bucarest, de Sofia... Dans les années 88-90, ce sont les jeunes, et particulièrement les étudiants, qui ont ébranlé le vieux monde communiste et ont mis fin à plus de quarante ans de dictature soviétique.

Quatre ans après, où en sont-ils ? Comment cette génération de transition, grandie dans le totalitarisme finissant, vit-elle cette entrée en démocratie, avec toutes les difficultés et les désillusions qu'elle entraîne ? Plusieurs enquêtes effectuées dans les pays de l'Est par des instituts de sociologie permettent de s'en faire une idée. Plusieurs d'entre elles sont rassemblées dans l'excellent dossier présenté dans *la Nouvelle Alternative*, sous le titre : « Etre jeune en Europe centrale et orientale ».

L'impression générale qui s'en dégage est celle d'un immense désarroi. Comme si cette génération, formée dans l'univers stérilisé de la bureaucratie communiste, se retrouvait, après l'euphorie de la révolte, privée de tout repère. Rien dans la formation antérieure de ces jeunes ne leur permet d'affronter les dures réalités de la reconstruction.

Ces difficultés sont d'abord matérielles. Si l'ancien régime était oppressant, du moins assurait-il certaines garanties. Avec le nouveau credo libéral, celles-ci ont disparu. Le coût des études supérieures a considérablement augmenté et leur rentabilité a diminué, avec la disparition des grandes entreprises d'Etat, qui absorbaient une grande partie des diplômés. Le chômage frappe massivement les jeunes et la difficulté de trouver un logement les empêche de quitter leurs parents et de vivre de façon autonome. Plusieurs enquêtes soulignent, que ce soit en Pologne, en Russie ou en Roumanie, à quel point les problèmes d'emploi et de logement contribuent à dégrader les relations entre les jeunes et leurs parents. D'autre part, le chômage encourage les comportements violents et antisociaux, comme on le constate tristement en Allemagne.

Une dépolitisation massive

Le divorce est de plus en plus grand entre les « anciens », qui gardent la nostalgie des valeurs traditionnelles (amour de la patrie, respect de la famille et de l'autorité paternelle, prise en charge des individus par l'Etat, fidélité à la culture populaire...) et les jeunes de plus en plus occidentalisés (valorisation de la réussite individuelle et de l'argent, libération sexuelle, contestation de toute autorité notamment familiale, goût pour la musique rock et le cinéma américain...) Ce phénomène est particulièrement net en Russie, comme le montre une enquête du Centre d'étude de l'opinion publique de Moscou présentée dans la revue *Etudes*.

Dans la vie publique, cette évolution de la jeunesse se traduit d'abord par une dépolitisation massive, l'engagement des années de libération ayant brusquement fait place à une profonde désillusion devant le spectacle déprimant de la « politique politicienne » et des « affaires » et devant l'incapacité des nouveaux régimes à réaliser immédiatement les aspirations de la démocratie. Cette attitude se manifeste à la fois par le rejet des partis « installés », accusés de nerechercher que leur propre intérêt, et une tendance à rejoindre les groupes marginaux, extrémistes ou folkloriques, commé on l'a vu en Pologne, avec le score inattendu réalisé chez les jeunes par le milliardaire Tyminski aux élections présidentielles.

Cette volonté d'anticonformisme peut s'intégrer dans le jeu démocratique (Verts, actions humanitaires, opposition extraparlementaire, créations d'entreprises individuelles...) ou prendre des formes plus radicales (monarchistes, anarchistes, nationalistes), voire violentes (skinheads), pathologiques (suicide, drogue) ou excentriques (magie, sectes...). Elle encourage aussi l'émigration qui prend, dans certains pays, des proportions alarmantes.

Comme on le voit, les dynamiques sociales mises en jeu par ces nouveaux comportements sont ambiguës et contradictoires. Toutes les enquêtes soulignent à la fois le pragmatisme et l'ouverture de ces jeunes générations, soucieuses avant tout de bien-être, d'épanouissement personnel, de plaisir, d'autonomie et de fantaisie, très tournée vers l'étranger et attendant beaucoup de l'Europe. Soudés entre eux, ces jeunes n'accordent guère de crédit aux cadres institutionnels, sociaux, politiques et familiaux, et ne recherchent pas leur modèle de référence dans les générations précédentes. Ils rejettent en bloc l'Etat, le gouvernement, les partis et toutes les formes d'organisation. A l'inverse, ces enquêtes soulignent les risques que comportent ces modes de pensée et de vie : éclatement des solidarités sociales, individualisme exacerbé, manque de perspectives et d'ambition collective, risque de dislocation familiale, grande fragilité face aux crises et aux difficultés quotidiennes.

Maintenir le dialogue

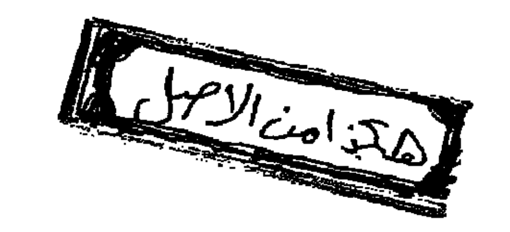
Faut-il voir dans ces tendances un risque important pour l'avenir, sous l'effet des difficultés économiques, des conflits ethniques et de l'incapacité de l'Europe à fournir un contrepoids crédible ? Sans en écarter l'éventualité, les observateurs, généralement, ne le croient pas. Marcin Frybes, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ne pense pas, dans *la Nouvelle Alternative*, que les jeunes Polonais soient prêts à suivre les extrémistes. « *Bien qu'ils vivent souvent des situations matérielles et psychologiques peu enviables, ils restent néanmoins assez lucides et pragmatiques* », observe-t-il. Il relève en particulier chez eux un net rejet de l'antisémitisme.

De même, Angela Merkel, ministre fédéral de la jeunesse et des femmes d'Allemagne, estime que les dérives constatées dans les nouveaux Länder de l'est n'ont rien d'irréversibles, à condition d'entreprendre « *un travail social spécifique en direction des jeunes* ». Elle insiste sur la nécessité de maintenir le dialogue avec ceux qui se livrent à des actions violentes. Remarquant que celles-ci sont souvent dues à l'inactivité et à l'ennui, elle juge indispensable d'« *offrir aux jeunes des perspectives* », dans les domaines du logement, de la formation, de l'emploi et des loisirs.

Elle exhorte notamment les Allemands, à l'est et à l'ouest, à « *s'occuper davantage les uns des autres* » et à ne pas laisser se développer chez les jeunes de l'Est un sentiment d'abandon et d'infériorité. Elle invite aussi les jeunes Français qui s'inquiètent de ce qui se passe en Allemagne à aller davantage dans les Länder de l'est, pour contribuer « *à faire dépasser définitivement la coupure de l'Europe* ».

Angela Merkel rejoint ainsi les préoccupations de bien des observateurs des pays de l'Est, pour lesquels l'une des causes du désarroi des jeunes est le sentiment que l'Europe, après les avoir vivement encouragés à se libérer, est peu empressée de les accueillir.

▶ **La Nouvelle Alternative, n° 31, Septembre 1993, 60 F, 44, rue de l'Amiral-Mouchez 75014 Paris.**
▶ **Etudes, septembre 1993, 55 F, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.**
▶ **Documents, n° 2/93, 50 F, 50, rue de Laborde, 75008 Paris.**



RUSSIE : l'épreuve de force entre Boris Eltsine et les députés conservateurs

L'épreuve de force entre le président Boris Eltsine et les députés conservateurs se poursuivait, mercredi 22 septembre à Moscou. M. Eltsine a regagné dans la matinée son bureau du Kremlin au moment où le Soviet suprême (Parlement) entamait une nouvelle séance. Le conflit entre l'exécutif et le législatif a éclaté au grand jour, mardi, lorsque Boris Eltsine a dissous le Parlement et convoqué des élections législatives anticipées pour les 11 et 12 décembre. Les dirigeants du Parlement ont aussitôt répliqué en suspendant M. Eltsine de ses fonctions et en le remplaçant à la tête de l'Etat par le vice-président, le général Alexandre Routskoï. Dans la nuit de mardi à mercredi, ce dernier a promulgué son premier décret en qualité de «président» de la Russie pour annuler la dissolution du Parlement ordonnée par Boris Eltsine. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, qui passait pour un «conservateur», a immédiatement apporté son *«soutien inconditionnel»* au gouvernement et au président Eltsine.

Mercredi matin, le ministre de la défense, le général Pavel Gratchev, faisait à son tour une déclaration décisive en donnant son appui *«au président Boris Eltsine, élu deux fois par le peuple russe»* et a affirmé n'avoir *«aucune intention d'obéir aux ordres du prétendu nouveau gouvernement nommé par le Parlement»*. Le porte-parole de M. Eltsine a indiqué, mercredi, que le président allait s'entretenir dans la journée avec les trois ministres limogés dans la nuit par les parlementaires, à savoir les ministres de la sécurité, de la défense et de l'intérieur.

A l'ouverture d'une nouvelle séance extraordinaire, mercredi, le Parlement a exhorté les conseils régionaux à prendre le contrôle des médias dans leur zone et a demandé aux représentants du parquet de poursuivre tous ceux qui soutiendraient le président Eltsine. Dans une résolution qualifiée de *«mesures urgentes pour surmonter le coup d'Etat anticonstitutionnel»*, les députés ont mis la main sur deux leviers-clés du pouvoir : la télévision et la Banque centrale. Ils ont exigé la destitution du directeur de la télévision de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et son remplacement par son directeur adjoint. Ils ont aussi réaffirmé leur contrôle sur la Banque centrale de Russie en votant une résolution selon laquelle elle ne peut financer des dépenses publiques qu'avec son accord. – *(AFP, Reuter.)*

Le décret du président russe

Voici les principaux points du décret du président Boris Eltsine :

«La situation politique dans le pays menace la sécurité gouvernementale et publique dans notre pays. Dans ces conditions, le seul moyen de faire cesser la confrontation entre le Congrès et le Soviet suprême d'une part, le président et le gouvernement d'autre part. (...) *réside dans l'élection du nouveau Parlement de la Russie.*

»Ces élections ne sont pas les élections anticipées du Congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie (Assemblée élargie) *ni du Soviet suprême de la Fédération de Russie* (Parlement). *Elles ne contredisent pas la volonté du peuple, exprimée par référendum le 25 avril 1993.*

»La nécessité de ces élections découle du fait que la Fédération de Russie est un nouvel Etat, successeur de la République socialiste fédérative de Russie membre de l'URSS et devenu l'héritier reconnu par la communauté internationale de l'URSS.

»M'appuyant sur les articles 1, 2, 5, 121-5 de la Constitution de la Fédération de Russie et sur les résultats du référendum du 25 avril 1993, je décrète :

»1. Interrompre les fonctions législatives, administratives et de contrôle du Congrès des députés de la Fédération de Russie et du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Jusqu'au début des travaux du nouveau Parlement bicaméral de la Fédération de Russie et la prise par cet organe des pouvoirs qui lui reviennent, gouverner par décrets du président et arrêtés gouvernementaux.

»La Constitution de la Fédération de Russie, la législation de la Fédération et les sujets (Républiques et territoires) *de la Fédération restent en vigueur dans la mesure et la partie qui ne contredit pas ce décret.*

»Les libertés et les droits des citoyens de la Fédération de Russie sont inchangés.

»2. Une commission constitutionnelle et la Conférence constitutionnelle sont chargées de présenter pour le 12 décembre 1993 un projet unifié et coordonné de Constitution de la Fédération de Russie (...).

»4. L'Assemblée fédérale (futur Parlement) *est chargée d'examiner la question des élections du président de la Fédération de Russie.*

»5. Fixer les élections législatives à la Douma d'Etat (l'une des deux Chambres) *de l'Assemblée fédérale russe au 11-12 décembre 1993* (...).

»8. Les pouvoirs des représentants locaux du pouvoir législatif (Soviets) *sont maintenus.*

»9. Le Congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie n'est pas convoqué.

»Les mandats des députés du peuple de la Fédération sont annulés. Les droits des citoyens ayant été députés du peuple sont garantis (...). *Les employés du Parlement sont en congé jusqu'au 13 décembre 1993* (...).

»11. Le gouvernement accomplit toutes les fonctions prévues par la Constitution de la Fédération de Russie, en tenant compte des modifications apportées par ce décret, et par la législation. (...) *Le gouvernement prend sous son contrôle toutes les organisations soumises au Soviet suprême* (Parlement) *de la Fédération de Russie.* (...)

»12. La Banque centrale de la Fédération de Russie est dirigée par décrets présidentiels (...) *jusqu'à la réunion de l'Assemblée fédérale.*

»13. Le président nomme le procureur général (...) *jusqu'à la réunion de l'Assemblée fédérale.*

»14. Les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, de la sécurité et de la défense doivent prendre toutes les mesures sur la sécurité de l'Etat et de la société dans la Fédération (...).

»15. Le ministère des affaires étrangères doit informer les autres Etats, et le secrétaire général de l'ONU, du fait que la tenue d'élections à la Douma d'Etat (l'une des deux Chambres) *de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie est dictée par l'effort de conserver les changements démocratiques et les réformes économiques.* (...)

»17. Ce décret entre en vigueur au moment de sa signature.»

Le décret est signé : *«Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, Moscou, Kremlin, 21 septembre 1993, 20 heures.*

Alexandre Routskoï : allié, puis rival

Il fut, en 1991, l'un des principaux artisans de l'ascension de Boris Eltsine. Deux ans plus tard, Alexandre Routskoï est devenu l'adversaire numéro un du président russe, qu'il défie directement, mardi 21 septembre, en s'autoproclamant président de la Russie lorsque M. Eltsine décide la dissolution du Parlement.

En 1991, le fringant colonel Routskoï paraît l'allié idéal pour Boris Eltsine dans son combat contre les conservateurs : aviateur, ancien combattant d'Afghanistan, où son action lui a valu la distinction de «héros de l'Union soviétique», il apporte à M. Eltsine le soutien du courant modéré du PCUS et des militaires. Et surtout, il le sauve d'un très mauvais pas, au printemps 1991, en lui donnant, lors d'un vote crucial, les voix de son groupe parlementaire, Communistes pour la démocratie. Ce vote ouvre la voie à l'élection présidentielle russe du 12 juin 1991, remportée triomphalement par le «ticket» Eltsine-Routskoï : en signe de reconnaissance, mais aussi pour s'attirer les voix des militaires, Boris Eltsine avait proposé au colonel Routskoï d'être son candidat à la vice-présidence.

Vient le putsch d'août, pendant lequel Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov vont constituer deux maillons essentiels du dispositif Eltsine. Pendant le siège du Parlement russe, on voit le colonel Routskoï s'affairer dans les bureaux de la «Maison blanche» en manches de chemise, le revolver calé sous l'aisselle. C'est lui qui organise l'opération de «sauvetage» de Gorbatchev, isolé par les putschistes dans sa datcha de la mer Noire, déclarant avant de monter dans l'avion, à propos du ministre de la défense putschiste : *«Le maréchal Iazov est un traître et un salaud.»*

Un admirateur de Pierre le Grand

Mais les relations s'assombrissent très vite. A l'automne, la crise tchétchène, lors de laquelle Routskoï, profondément «unioniste», se prononce pour l'envoi de troupes russes contre les séparatistes, fait basculer le vice-président dans l'opposition. La moustache grise impeccable, très soucieux de son élégance vestimentaire, le colonel devenu général, âgé aujourd'hui de quarante-six ans tient un discours sensiblement différent de celui de M. Eltsine, et les Russes n'y sont pas insensibles en ces temps d'incertitude : Alexandre Routskoï défend les droits sociaux des militaires, tellement humiliés qu'*«ils n'osent plus sortir en uniforme»*, il se fait l'avocat des minorités russes des ex-Républiques soviétiques, il vitupère contre la «thérapie de choc» et le FMI. Après avoir flirté avec les nationalistes, il épouse la rhétorique des postcommunistes, bien connue à l'Est, professe son admiration pour Pierre le Grand et pour Stolypine, le premier ministre du tsar Nicolas II qui voulait concilier les réformes et un exécutif fort.

Il s'oppose d'abord à l'entourage présidentiel, plutôt qu'au président lui-même. Le 19 décembre 1991, un décret signé de M. Eltsine le prive de toutes ses responsabilités gouvernementales en lui retirant le contrôle des cinq comités qu'il supervisait (dont celui de la reconversion de l'industrie militaire). M. Routskoï venait d'affirmer à la presse qu'en Russie il n'y avait *«ni pouvoir ni démocratie»* mais *«chaos et anarchie»*... Puis le conflit entre les deux hommes devient de plus en plus flagrant. En août 1992, le vice-président fonde avec l'un des chefs du «complexe militaro-industriel», Arkadi Volski, l'Union civique.

Au printemps 1993, la rupture est consommée. Routskoï fait connaître ses ambitions présidentielles au moment du référendum organisé par Boris Eltsine sur les réformes. Puis il lance une offensive de grande envergure contre l'entourage présidentiel sur le terrain de la corruption : il a, dit-il, *«onze valises»* de dossiers compromettant pour les hommes clés du pouvoir. Mais en août, il doit affronter une contre-attaque, menée avec le concours actif de la télévision : des documents publiés par les *Izvestia* l'accusent d'avoir perçu sur un compte bancaire suisse une «commission» de 3 millions de dollars.

Les humiliations se succèdent pour le vice-président, privé de sa limousine et de ses gardes du corps : le 1er septembre, Boris Eltsine le suspend, tout bonnement, par décret, en attendant que la justice se prononce sur les accusations de corruption. Poussé dans ses derniers retranchements, le général Routskoï attendait son heure pour défier M. Eltsine.

S. K.

Rouslan Khasboulatov : un fidèle devenu un opposant farouche

Personnage incontournable de la vie politique russe, Rouslan Khasboulatov doit beaucoup à M. Eltsine dont il est devenu le redoutable adversaire après avoir accédé à la présidence du Parlement russe. C'est en 1990 que cet économiste peu connu, né en 1942 dans le Caucase et déporté avec ses parents par Staline, fait son apparition sur le devant de la scène.

M. Eltsine, alors président du Parlement russe, l'appelle à la vice-présidence en juin 1991, en espérant que les origines tchétchènes de Khasboulatov permettront de rallier le soutien de toutes les minorités non russes.

Son énergie, sa volubilité agressive ont aidé M. Eltsine, avec le soutien des démocrates, à lutter contre la résistance des communistes. C'est ainsi que Khasboulatov apparaît lors du putsch d'août 1991, aux côtés de Boris Eltsine parmi les personnages qui, de «la Maison blanche» (le Parlement), viennent à bout de la tentative de renversement de Mikhaïl Gorbatchev. Pour le remercier, M. Eltsine, élu président de Russie en juin, parvient à le faire élire à la présidence du Parlement en octobre 1991, malgré l'opposition des députés conservateurs.

Dès lors, le comportement de M. Khasboulatov à l'égard de son protecteur change complètement. Dès janvier 1992 il critique la politique de libéralisation économique du chef du gouvernement, Egor Gaïdar. Il tente aussi, sans y parvenir, de placer le journal *Izvestia* sous la coupe du Parlement, ce qui lui vaut l'inimitié de la presse, et va même jusqu'à constituer une «garde parlementaire», sorte de milice semi-légale.

Au cours des deux précédents Congrès des députés du peuple, il se fera l'avocat de la tendance conservatrice, s'opposant à toutes les tentatives de M. Eltsine de renforcer ses pouvoirs présidentiels aux dépens du Parlement.

«Coup d'Etat en direct»

Suite de la première page

Le drame, ou un nouvel épisode de la comédie du pouvoir ? Comment savoir, après tant d'épreuves de force dissoutes sans résultat tangible ? Devant le Parlement, des petits groupes commencent à se rassembler. Quelques drapeaux rouges, une pancarte : *«Non à la dictature, oui au Parlement»*. De chaque côté de la petite porte par laquelle les députés ont commencé à affluer, dès qu'ils ont entendu le début de l'intervention présidentielle, deux gardes ont revêtu des gilets pare-balles. Mais, pour le reste, Moscou est parfaitement calme. Pas de chars, pas de barrages, rien. A l'intérieur du bâtiment – désormais privé du téléphone intergouvernemental et des liaisons internationales – certains élus ont l'air inquiet, ou perplexe, d'autres jubilent : *«Demain matin, quand il aura dessaoulé, Eltsine sera tout surpris de voir dans quel pétrin il s'est mis»*, proclame, plus avantageux que jamais, Nikolaï Babourine, un communiste pur et dur. Vassili Lipitski, dirigeant de l'Union centriste, proche du général Routskoï, affirme qu'Eltsine va, une fois de plus, devoir reculer, revenir sur sa décision : *«Avec lui, tout est possible.»* Un député «ex»-démocrate, l'un de ceux qui se sont progressivement éloignés du camp présidentiel, ne comprend pas *«cette énorme faute»*, commise à un moment où *«Khasboulatov ne tenait plus qu'à un fil»*, où *«rien ne menaçait Boris Eltsine»*. Tout aussi consterné, le président de la commission du Parlement pour les affaires de sécurité, Evgueni Kojokine, est persuadé que ce *«coup improvisé va avorter»*, que rien n'est prêt pour la suite, que l'armée et la sécurité ne suivront pas...

L'improvisation, pourtant, n'était au moins pas totale. La flambée de décisions prises ces derniers jours par le président russe avait même suscité de très vives inquiétudes des leaders de l'opposition. Jeudi 16 septembre, M. Eltsine rendait inopinément visite à une unité des forces spéciales du ministère de l'intérieur, et annonçait à la surprise générale le retour au gouvernement d'Egor Gaïdar, clair défi à l'opposition et même aux centristes. Dès le lendemain, le général Routskoï annonçait que M. Eltsine s'apprêtait à instituer *«la dictature»*, M. Khasboulatov faisait siéger le Parlement sans discontinuer et dénonçait l'arrivée en ville d'unités de la division Dzerjinsky (celle-là même à laquelle M. Eltsine était allé rendre visite), officiellement chargées de contribuer à la lutte contre la criminalité. Entre-temps, M. Eltsine avait signé un *«décret»* privant le vice-président de la seule prérogative dont il ne l'avait pas dépourvu jusque-là : celle, précisément, de lui succéder en cas de vacance de la présidence.

Elections en décembre

Restait à franchir le pas décisif. Boris Eltsine l'a franchi, mardi soir, après avoir fait prévenir, à peine une heure avant son allocution télévisée, les ambassadeurs des pays du G-7. Le président russe a commencé par une longue énumération des méfaits du Parlement. Après quoi, comme s'il hésitait un instant avant de passer à l'acte, il a bu une gorgée de thé, et il est entré dans le vif du sujet : *«Les fonctions législatives et de contrôle du Congrès des députés et du Parlement prennent fin. Il est mis un terme au mandat des députés.»* La Constitution est modifiée par décret : les élections annoncées pour les 11 et 12 décembre désigneront une assemblée fédérale composée de deux chambres, conformément à un projet élaboré le 12 juin par la Conférence constitutionnelle convoquée par M. Eltsine, mais qui n'a jamais abouti à une décision définitive. Un peu plus tard, on apprendra de la bouche de M. Choumeïko – premier vice-premier ministre «suspendu» par M. Eltsine à la suite d'accusations de corruption mais réintégré dans le gouvernement quelques heures avant l'allocution présidentielle – que les députés perdent leur immunité, leurs indemnités, ainsi que leur droit d'accès aux bâtiments de la télévision.

Le président lui-même précise que toute tentative de s'opposer à la tenue des prochaines élections sera punie par la loi. Un peu plus tard, le général Routskoï proférera des menaces symétriquement inverses. Au passage, M. Eltsine se réserve le droit de nommer lui-même le procureur général de Russie (l'actuel titulaire, M. Stepankov, ayant rejoint depuis le printemps dernier le camp de ses adversaires). Et il donne au gouvernement l'ensemble des responsabilités qui revenaient jusque-là au Parlement, en particulier le contrôle de l'exécutif, qui donc, si l'on comprend bien, s'autocontrôlera, et l'autorité sur la banque centrale. Seule concession, pour compenser cette panoplie de mesures d'autorité, M. Eltsine indique qu'il remettra lui-même en jeu son mandat, en annonçant une élection présidentielle anticipée, dont il ne précise cependant pas la date.

En un mot, Boris Eltsine, après avoir cherché pendant des mois, et sans résultat, le moyen de franchir ou de contourner les obstacles constitutionnels qui se dressaient devant lui, a décidé de les renverser. Lui-même a expressément déclaré qu'il se mettait en dehors, ou plutôt au-dessus de la loi, au nom d'un intérêt supérieur : *«La sécurité de la Russie et de ses peuples est une valeur plus élevée que le respect formel des normes contradictoires édictées par la branche législative du pouvoir.»* Dans ces conditions, le verdict du Tribunal constitutionnel, qui s'est réuni en pleine nuit et a considéré que le président avait violé la Constitution, ne pouvait surprendre personne.

L'appui du gouvernement

C'est donc la troisième fois en dix mois que Boris Eltsine se lance *dans une opération destinée à le* débarrasser de ceux qu'il décrit comme les ennemis des réformes. *En décembre dernier, il avait* annoncé un référendum censé déterminer, qui, du président ou *du Parlement, devait prendre en* charge les destinées de la Russie : le projet se réduisit très vite à un *«compromis», et si un référendum* eut bien lieu, en avril dernier, il permit au président d'obtenir la *confiance de la majorité des* votants, mais pas de renvoyer pour autant les députés. Entretemps, le *20 mars, M. Eltsine avait annoncé* l'entrée en vigueur d'un régime d'administration présidentielle qui mettait entre parenthèses le Parlement. Mais au bout de quelques jours à peine, et devant l'opposition résolue du vice-président Routskoï, du secrétaire du conseil de sécurité, du Tribunal constitutionnel et du procureur général, il revenait sur un décret dont il s'avéra soudain qu'il n'avait jamais été signé...

Cette fois, Boris Eltsine est allé beaucoup plus loin et, sauf à perdre définitivement toute autorité, on imagine mal qu'il puisse revenir en arrière. Il bénéficie en principe de l'appui *«unanime»* du gouvernement, à en croire du moins le premier ministre Viktor Tchernomyrdine – ce qui n'a pas empêché le ministre du commerce extérieur, M. Glaziev, de démissionner dans la nuit en signe de protestation. Toujours selon le premier ministre, *«les directions collégiales des ministères de l'intérieur, de la sécurité et de la défense»* se sont prononcées *«en faveur de la décision du président Eltsine»*. Mercredi matin, plusieurs heures après s'être contenté d'assurer que l'armée *«ne prendrait part à aucune opération active»*, le général Gratchev, ministre de la défense, exprimait son soutien entier *«au président Eltsine, élu deux fois par le peuple russe»*, et affirmait n'avoir *«aucune intention d'obéir aux ordres du soi-disant nouveau gouvernement nommé par le Parlement»*. Un autre général, Viktor Erine, ministre de l'intérieur, avait déclaré mardi soir que ses hommes étaient prêts *«à faire leur devoir, à renforcer la lutte contre la criminalité et pour la sécurité des citoyens russes»*.

Prudence dans les régions

Des propos bien vagues, mais *qui s'éclairent un peu à la lumière* d'une des premières *«décisions»* du général Routskoï, qui, arguant de son autorité présidentielle, a décidé de limoger les ministres de la défense, de la police ainsi que celui de la sécurité, M. Golouchko, nommé il y a quelques jours à peine par Boris Eltsine. Cela veut dire, au moins, que le général Routskoï n'a pas trouvé auprès de ces trois hommes le soutien qu'il leur a vraisemblablement demandé.

Boris Eltsine dispose d'un autre atout de taille : la télévision, qui martèle sans relâche les réactions favorables à son initiative. Mais, selon plusieurs observateurs, et beaucoup de députés, c'est de l'attitude des responsables des régions que dépendra, en définitive, le succès de son entreprise. Pour l'instant, les réactions en province et dans les Républiques autonomes semblent partagées, et surtout prudentes. *«Qu'ils s'arrangent à Moscou»*, a déclaré le directeur de l'administration de la région de Vladivostok, en Extrême-Orient. Dans la même veine, le responsable de l'administration de Nijni-Novgorod, le très réformiste Boris Niemtsov, s'est déclaré persuadé que *«les gens sont bien plus concernés par d'autres problèmes, comment se chauffer, comment assurer l'essentiel aux familles»*.

Des réactions d'attente, pas très éloignées de celles qu'on peut attendre des gens *«ordinaires»* : *«Assez joué, il serait temps de travailler»*, décide une femme de ménage. *«Cela fait longtemps qu'on ne comprend plus rien à leurs histoires»*, explique un Moscovite entre deux âges. Une dame annonce qu'elle va consulter les signes astraux pour savoir qui va l'emporter. Quant à un groupe de policiers en faction devant le Parlement, et auxquels on demande à qui ils obéissent, ils commencent par répondre en rigolant : *«Ça dépend des jours.»* Après quoi, plus sérieusement : *«Nous sommes des policiers au service de la Russie, et nous en avons assez qu'on essaie de nous diviser.»*

JAN KRAUZE

EUROPE

RUSSIE : l'épreuve de force entre Boris Eltsine

Le point de non-retour

Suite de la première page

Le seul qui soit, apparemment, logique avec lui-même est Mikhaïl Gorbatchev, principale victime du premier coup de force il y a deux ans et dénonciateur tout aussi véhément du second...

Quant à Boris Eltsine, il est une fois de plus aux premières lignes, mais du « mauvais » côté. Quoi que l'on puisse penser des institutions russes, on ne peut que donner raison à la Cour constitutionnelle lorsqu'elle constate que le décret présidentiel à l'origine de cette nouvelle crise *« n'est pas conforme à la Constitution »*. Ledit décret a beau faire valoir que la Russie actuelle est un *« nouvel Etat »*, différent de l'ancienne RSFSR parce que *« successeur internationalement reconnu »* de la défunte URSS, l'argument n'est pas très convaincant pour jeter par-dessus bord la Constitution existante. Tout comme celui selon lequel cette Constitution n'est pas applicable pour la simple raison qu'elle *« ne permet pas d'adopter une nouvelle Constitution »*...

Mais qu'importe ! La Russie est dans un tel état que ces considérations juridiques pèsent de peu de poids au regard d'autres réalités encore plus incontournables : si la légalité, incarnée par une Constitution méconnaissable à force d'avoir été rafistolée, n'est nulle part, la légitimité est à l'évidence bien davantage dans le camp d'un président élu au suffrage universel (et reconfirmé dans son mandat par le référendum d'avril dernier) qu'auprès d'un Parlement élu sous l'ancien régime communiste il y a plus de trois ans. Alexandre Routskoï a été élu lui aussi au suffrage universel, mais bien évidemment parce qu'il figurait sur le « ticket » de Boris Eltsine. Non seulement il n'aurait eu aucune chance s'il s'était présenté seul il y a deux ans, mais il faut bien admettre qu'aujourd'hui encore il ne fait pas le poids par rapport à l'associé devenu ennemi.

Une autre réalité est que, tout en passant de l'autre côté de ce que l'on n'ose encore appeler la « barricade », Boris Eltsine n'a pas changé de camp : plus qu'aucun autre personnage de la Russie actuelle, il incarne la conversion vers la démocratie et les réformes. C'est ce qu'ont visiblement voulu dire les dirigeants occidentaux en lui apportant sans tarder leur soutien. L'homme a de gros défauts, mais il faut bien « faire avec » en attendant mieux.

Une autre appréciable différence avec la situation d'août 1991 est qu'il n'y a pas de chars dans les rues, et qu'il ne semble pas qu'il doive y en avoir bientôt. Le ministre de la défense vient de proclamer son soutien au président, mais même la « neutralité » proclamée aux premières heures ne signifiait pas une attitude de défi, dans la mesure où elle ne mettait pas en cause une filière d'autorité qui la rattache clairement (là-dessus la Constitution est formelle) au président du pays.

Querelles de politiciens

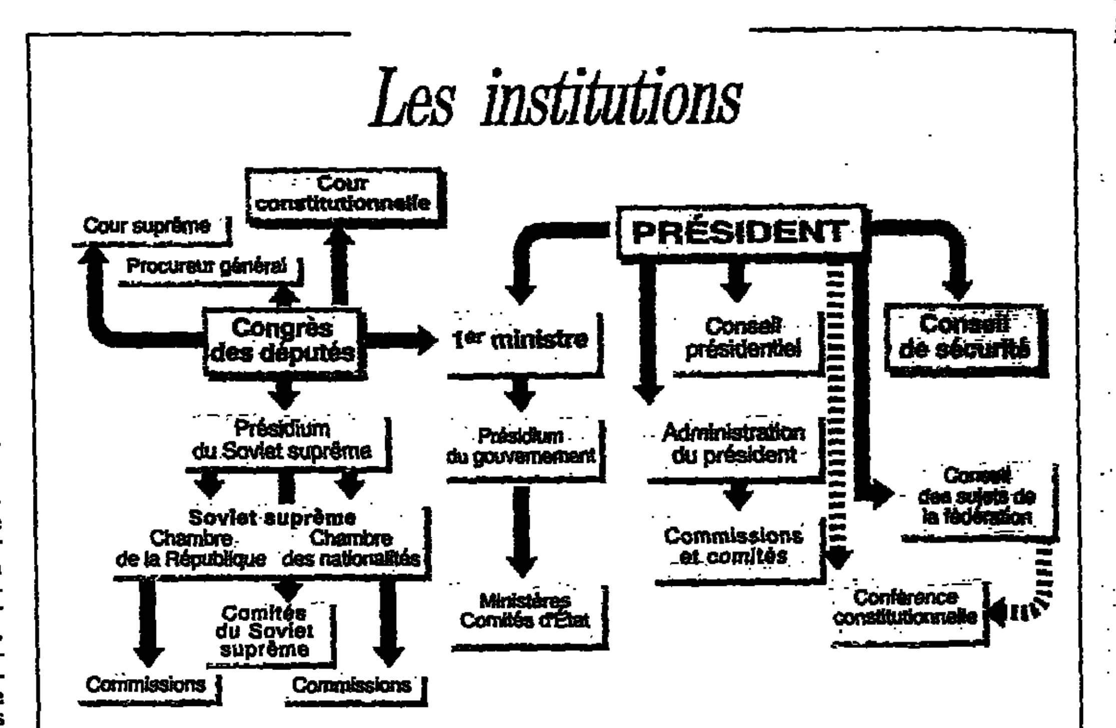
Il faut plutôt y voir le prolongement de l'attitude suivie par les mêmes militaires il y a deux ans (malgré le ralliement formel du ministre de la défense d'alors au « président par intérim ») et qui avait conduit à l'échec du putsch. Surtout, on ne voit pas pourquoi Boris Eltsine aurait besoin, et encore moins intérêt, à faire intervenir l'armée. Cela dépendra bien sûr de l'attitude de la population : sauf à Moscou – et encore ! – celle-ci avait été peu impliquée dans ses profondeurs dans les événements de 1991 ; elle a encore moins de raisons aujourd'hui d'intervenir dans une querelle de politiciens qu'elle suivait avec un parfait détachement depuis de nombreux mois, avec, d'ailleurs, une aversion particulière pour le Parlement. Quant aux autorités régionales (qui ne sont nullement affectées par le décret de Boris Eltsine), elles ont toutes chances de continuer leurs activités habituelles, en ignorant tout autant les « oukazes » du président que les lois et autres règlements votés par le Parlement.

On ne voit pas non plus pourquoi il faudrait employer la force contre ce dernier, voire organiser un « blocus » de la « Maison Blanche ». La destitution du président ne peut être décidée que par le Congrès des députés au complet, et il suffirait que 300 à 400 députés soient absents pour que le quorum ne soit pas réuni. Boris Eltsine a donc tout intérêt à laisser les parlementaires et le vice-président autoproclamé s'enliser dans des débats stériles, comme il l'a fait depuis des mois. A la limite, il aurait pu aller moins loin dans la crise en se bornant à convoquer les électeurs pour décembre (une éventualité à laquelle les députés eux-mêmes semblaient résignés), tout en reconnaissant que le Parlement actuel restait en fonction jusque-là.

Au lieu de cela, il a choisi la guerre, ce qui rend plus difficiles les replâtrages auxquels on avait assisté jusqu'à présent. Certes, des surprises sont toujours possibles, mais, des deux côtés, on semble avoir atteint cette fois le point de non-retour. Espérons seulement qu'il reste dans chaque camp suffisamment de sagesse pour éviter la guerre civile, et aussi qu'il sortira de tout cela une clarification menant à un minimum de stabilisation de la vie politique.

MICHEL TATU

Les institutions



Aux termes de la Constitution adoptée pour la République fédérative socialiste soviétique de Russie (RSFSR) en 1977, et amendée des centaines de fois depuis lors, les deux principaux piliers du pouvoir actuel en Russie se neutralisent.

Le président (élu au suffrage universel direct depuis 1991, en même temps que le vice-président) contrôle directement le conseil de sécurité, qu'il préside et dont les membres sont nommés par lui, à l'exception des personnalités qui y siègent de par leurs fonctions (premier ministre, ministre de la défense, etc.). Le président contrôle aussi, outre une importante administration qui joue le rôle de *« gouvernement* bis », le conseil des *« sujets de la Fédération »* (les représentants, élus ou non, des diverses régions et Républiques qui composent la fédération de Russie), un organisme qu'il souhaitait transformer en *« conseil de la fédération »* pour faire contrepoids au Parlement. C'est notamment en puisant dans ses effectifs que Boris Eltsine a convoqué, en juin dernier, une *« conférence constitutionnelle »* qui a discuté d'un projet de Constitution en concurrence avec celui mis au point par la *« commission constitutionnelle »* du Parlement.

Le pilier parlementaire du pouvoir est tout aussi imposant, puisque le *« Congrès des députés du peuple »* (mille députés environ, élus en 1990) élit les membres de la Cour constitutionnelle et de la cour suprême, ainsi que le procureur général. C'est également le Congrès qui ratifie les candidats proposés par le président pour le poste de premier ministre. Enfin, le congrès élit un soviet suprême plus restreint, composé de deux chambres, le Soviet de la République et le Soviet des nationalités, qui doivent ratifier notamment les nominations des plus importants ministres (défense, sécurité, etc.) Le Parlement s'est entouré d'un appareil important, avec notamment une série de *« comités »* communs aux deux chambres et de *« commissions »* particulières à chacune.

Les réactions

Washington : « Soutien total » au dirigeant russe

WASHINGTON

de notre correspondant

Quitte à être accusés d'appuyer une sorte de « coup d'Etat » à Moscou, les plus hauts responsables de l'administration, le président Bill Clinton en tête, se sont mobilisés, mardi 21 septembre, pour manifester le *« soutien total »* des Etats-Unis à Boris Eltsine dans sa lutte contre le Parlement.

Comme ils l'avaient déjà dit en mars, lorsque M. Eltsine voulut imposer un régime semi-présidentiel, les Etats-Unis estiment que le président russe, seul dirigeant du pays démocratiquement élu, est le garant des réformes en cours à Moscou. A ce titre, il doit être appuyé dans la bataille qu'il mène contre un Parlement élu du temps de l'URSS, dont la légitimité n'est pas la même que celle de M. Eltsine, et qui a le tort, aux yeux des Etats-Unis, de s'opposer aux réformes.

Et, comme ils l'avaient fait au moment du référendum du 25 avril, les dirigeants de l'administration ont appelé, mardi, le Congrès à voter sans tarder un projet d'aide économique – 2,5 milliards de dollars – au bénéfice de la Russie. Il s'agit, avec cet appui financier, de donner un peu de « muscle » aux déclarations de soutien politique. L'administration justifie ce qui peut passer pour une intervention dans le débat intérieur russe – et renforcer le camp des ultranationalistes à Moscou – en faisant valoir l'énormité de l'enjeu : la politique de réforme menée par M. Eltsine, disent les dirigeants américains, va dans le sens des intérêts de sécurité des Etats-Unis.

Relatif optimisme

Tard dans la soirée de mardi à Washington, le sentiment dominant paraissait être un mélange de prudence et de relatif optimisme quant à la situation de M. Eltsine. A en croire les déclarations d'un haut responsable du gouvernement américain, l'armée pencherait du côté de Boris Eltsine, aucun mouvement militaire suspect n'aurait été détecté par le Pentagone et la sécurité personnelle du président russe ne serait pas en danger.

La Maison Blanche a choisi la méthode très solennelle de la déclaration écrite présidentielle pour faire connaître l'appui de M. Clinton à son homologue russe. Le communiqué de la présidence a été publié peu après que M. Clinton se fut entretenu au téléphone avec M. Eltsine. Dans sa déclaration, le président américain relève que M. Eltsine a convoqué des élections législatives anticipées, qui doivent être suivies d'un scrutin présidentiel, et il observe : *« Dans une démocratie, c'est le peuple qui, en dernier recours, doit trancher des problèmes qui sont au cœur du débat politique et social. Le président Eltsine a fait ce choix et je le soutiens totalement. »*

« Il n'y a aucun doute que le président Eltsine a agi en réponse à une crise constitutionnelle qui avait atteint une impasse critique et paralysait le jeu politique », poursuit M. Clinton, qui ajoute : *« En tant que dirigeant démocratiquement élu de Russie, le président Eltsine a choisi de permettre au peuple de Russie de résoudre l'impasse lui même. Je pense que ce choix des élections pour un nouveau Parlement est, en fin de compte, compatible avec le processus de réformes et de démocratie que* (le président Eltsine) *a mis en route. »*

Les Etats-Unis maintiendraient-ils leur soutien à Boris Eltsine si celui-ci devait se résoudre, d'une manière ou d'une autre, à employer la force contre ses adversaires ? Indirectement, et à l'avance, Bill Clinton a répondu à la question : *« J'ai appelé le président Eltsine pour obtenir l'assurance que les difficiles choix auxquels il a procédé seront réalisés d'une manière qui garantisse la paix, la stabilité et un débat politique ouvert cet automne »*, explique le président américain, qui poursuit : *« Il m'a dit qu'il considérait comme très important que les élections qu'il a convoquées se tiennent dans la liberté et la démocratie. »* Autrement dit, le soutien américain a ses limites : il pourrait être remis en question en cas de violences ou d'atteintes aux libertés politiques.

Le vice-président Albert Gore et le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, ont eux aussi pris la parole pour défendre les décisions de M. Eltsine. *« Nous pensons que le peuple russe a le droit de déterminer son avenir dans l'isoloir »*, a expliqué M. Christopher lors d'une conférence de presse spéciale convoquée au département d'Etat. Cependant, Wall Street réagissait à la baisse ; l'or et le dollar, valeurs refuges, enregistraient une hausse soudaine.

L'administration n'a pas été aussi surprise que la Bourse. La semaine dernière à Washington, Andréi Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, avait averti M. Christopher de l'impasse politique à Moscou et de la probabilité d'une initiative de M. Eltsine pour en sortir. Mardi, M. Christopher a précisé avoir été prévenu *« une heure avant »* de la décision du président Eltsine, laquelle a ensuite été expliquée à l'ambassadeur américain à Moscou, Thomas Pickering, appelé au ministère des affaires étrangères.

ALAIN FRACHON

En Russie

L'ancien président Mikhaïl Gorbatchev, en visite en Italie, a estimé que la décision de Boris Eltsine de dissoudre le Parlement *« est une chose insensée et antidémocratique »*. *« Eltsine n'avait aucun droit de faire une chose pareille »*, a-t-il ajouté. Le patriarche Alexis II, chef spirituel des orthodoxes russes, en visite, lui, à San-Francisco, a mis en garde contre les dangers de la crise politique à Moscou : *« J'espère que le conflit à la tête de l'Etat ne dégénérera pas en guerre civile »*, a-t-il dit. Alexandre Soljenytsine, Prix Nobel de littérature, s'est déclaré *« favorable »* à la dissolution du Parlement russe estimant qu'*« il n'est pas un vrai Parlement issu d'élections libres »*.

Dans les anciennes Républiques soviétiques

L'ambassadeur d'Estonie à Moscou, Iouri Kahn, a affirmé que son pays attachait la plus grande importance à la poursuite des réformes et que *« les forces qui se trouvent derrière Boris Eltsine sont la seule garantie de ces réformes »*. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a déclaré avoir parlé mardi avec le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev, qui a soutenu les mesures prises par le président russe et confirmé sa venue à Moscou pour le sommet de la CEI prévu pour vendredi. Des déclarations de soutien à M. Eltsine ont également été faites en Biélorussie et au Turkménistan. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Dans les pays occidentaux

Les membres du G7 (pays les plus industrialisés) ont été informés, par l'intermédiaire de leur ambassade à Moscou, de la décision de Boris Eltsine de dissoudre le Parlement, une heure avant qu'elle ne soit annoncée, mardi 21 septembre. C'est d'eux que sont venues les premières réactions, qui sont toutes de soutien au président russe.

Signe de l'attention avec laquelle l'administration américaine suit les événements de Moscou, c'est par une déclaration écrite solennelle que le président Bill Clinton a exprimé son appui à Boris Eltsine dont il a souligné la légitimité démocratique *(voir l'article d'Alain Frachon)*. Dans une interview à la chaîne américaine ABC, Alexandre Routskoï s'est déclaré *« très déçu »* par cette prise de position du président américain.

Le premier ministre britannique John Major a fait parvenir au président russe un message dans lequel il soutient sa démarche : *« En convoquant des élections pour décembre, vous donnez aux Russes une chance de voir leurs opinions correctement représentées au Parlement. C'est ce pour quoi ils ont voté lors du référendum d'avril. Cela mérite le soutien des démocrates, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie »*, écrit M. Major. Dans un message diffusé mercredi par la chancellerie, Helmut Kohl souligne également l'adhésion de l'Allemagne au projet de Boris Eltsine d'organiser des élections en décembre, pour sortir de *« l'impasse constitutionnelle qui a atteint une phase critique et menace le processus de réformes politiques et économiques »*. Même appui aux efforts de Boris Eltsine *« pour mener la Russie vers la démocratie et l'économie de marché »* de la part du ministre canadien des affaires étrangères, Perrin Beatty, et du premier ministre japonais, Morihiro Hosokawa.

A Paris, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, invité sur France 2, a formé l'espoir *« que ce soient les réformateurs, prêts à se remettre en cause devant le suffrage universel, qui l'emporteront »*. Le chef du gouvernement, Edouard Balladur, interrogé sur TF 1, a regretté les insuffisances de la politique de l'Europe occidentale envers les pays anciennement communistes : *« Nous, peuples européens de l'Ouest, nous devons faire davantage, plus et plus vite, pour stabiliser la situation en Europe de l'Est et stabiliser la liberté dans ces pays. »*

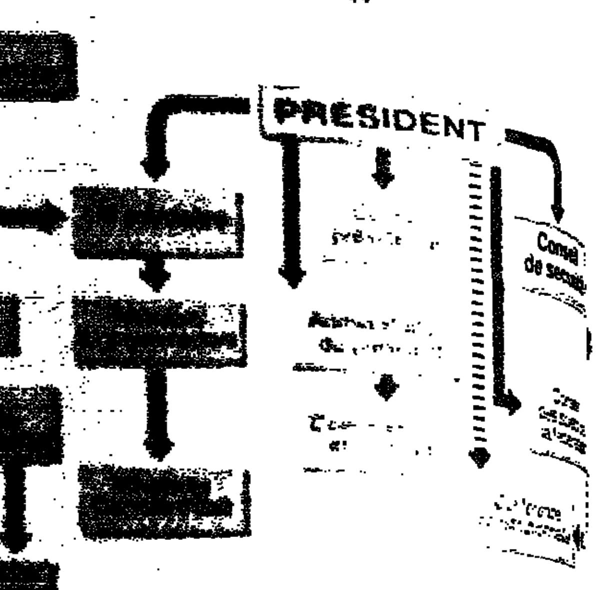
En Chine

Sans prendre parti, Pékin a fait connaître son inquiétude par un communiqué du ministère des affaires étrangères : *« En tant que voisin de la Russie, nous espérons qu'elle maintiendra une situation intérieure stable afin d'éviter un conflit et recherchera une solution pacifique à la crise. »* La Chine, qui lors de l'arrivée de M. Eltsine au pouvoir l'avait qualifié de *« traître au socialisme »*, a adopté depuis une position pragmatique envers la Russie, important fournisseur d'armes, et a reçu le président russe en visite l'an dernier.

EUROPE

L'épreuve de force entre Boris Elt

Les institutions



et les députés conservateurs

Deux années de conflit

1991

12 juin : Boris Eltsine est élu au suffrage universel, dès le premier tour, président de la République de Russie avec 57,3 % des suffrages.

20 juillet : le président publie un décret qui interdit l'activité des partis politiques au sein des entreprises et des administrations de Russie.

19 août : le coup d'Etat contre Mikhaïl Gorbatchev se solde par un échec le 21.

23 août : devant le Parlement de Russie, Boris Eltsine annonce la suspension des activités du PC russe.

1er novembre : le Congrès des députés de Russie accorde à Boris Eltsine les pouvoirs spéciaux qu'il avait demandés le 28 octobre afin d'engager des réformes pour libérer l'économie.

11 novembre : désavouant M. Eltsine, le Parlement russe refuse d'entériner le décret qu'il avait signé le 7, pour imposer l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie qui s'est révoltée pour obtenir son indépendance. Le 12, Boris Eltsine reconnaît son «erreur».

8 décembre : réunis à Minsk, les présidents de Biélorussie, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine constatent que l'Union soviétique *«en tant que sujet de droit international et géopolitique n'existe plus»*. Ils signent un accord créant une *«communauté des Etats souverains ouverte à tous les Etats de l'ancienne URSS»*.

19 décembre : Boris Eltsine place par décret le Kremlin sous son autorité et celle de la Fédération de Russie.

21 décembre : huit Républiques signent l'arrêt de mort de l'URSS à Alma-Ata (Kazakhstan) en rejoignant la CEI créée le 8 décembre. Seule la Géorgie demeure à l'écart. Elles adressent à Mikhaïl Gorbatchev un message l'informant que l'URSS et sa fonction présidentielle ont cessé d'exister.

25 décembre : Mikhaïl Gorbatchev démissionne.

26 décembre : alors que Boris Eltsine tente de reconstituer autour de lui l'ancien pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, son vice-président, Alexandre Routskoï, estime qu'*«il n'y a ni gouvernement ni démocratie en Russie»*.

1992

23 février : une dizaine de milliers de personnes, parmi lesquelles des militaires, manifestent à Moscou et scandent des slogans hostiles à Boris Eltsine.

2 avril : aux prises avec une fronde parlementaire menée par les conservateurs, M. Eltsine décide de se séparer de son ministre des finances, Egor Gaïdar, symbole de la «thérapie de choc» appliquée à l'économie. M. Gaïdar conserve cependant son poste de premier vice-premier ministre du gouvernement. Le lendemain, il révoque son bras droit, Guennadi Bourboulis, de son poste de premier vice-premier ministre, mais il reste secrétaire d'Etat.

6-21 avril : sixième Congrès des députés du peuple. Le 15, Boris Eltsine refuse la démission du gouvernement présentée le 13, ce qui constitue une victoire pour Egor Gaïdar. A l'issue du Congrès, les députés votent une résolution laissant à l'exécutif tous les pouvoirs pour mener les réformes économiques.

19 avril : les députés adoptent le nom de Fédération de Russie pour la République et lancent un processus de révision de la Constitution.

16-17 juin : à l'issue du sommet américano-russe, Boris Eltsine et George Bush s'accordent sur une réduction des deux tiers des armements nucléaires et signent une *«charte du partenariat et de l'amitié américano-russe»*.

6 octobre : Boris Eltsine propose au Parlement de la Fédération de Russie d'autoriser les Russes à acheter des terres et des logements avec les bons de privatisation qui leur ont été distribués. La privatisation des terres, souhaitée par le gouvernement russe, avait été rejetée au printemps.

28 octobre : par un décret de Boris Eltsine, le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, est privé du contrôle de la garde parlementaire.

29 octobre : face à l'opposition extrémiste, Boris Eltsine suspend le retrait des troupes russes stationnées dans les pays baltes et réaffirme son soutien au premier ministre, Egor Gaïdar, et à son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, cibles des milieux conservateurs et nationalistes.

25 novembre : à quelques jours de l'ouverture du Congrès des députés, Boris Eltsine favorise les conservateurs en acceptant la démission du ministre de l'information, Mikhaïl Poltoranine, et supprime le poste de «secrétaire d'Etat» dévolu à son bras droit, Guennadi Bourboulis.

1er-14 décembre : septième Congrès des députés du peuple. A l'issue du Congrès, Boris Eltsine est contraint de sacrifier son premier ministre, Egor Gaïdar, et d'accepter la nomination, le 14, de Viktor Tchernomyrdine à ce poste. En contrepartie, il arrache aux conservateurs un accord constitutionnel. Boris Eltsine annonce la tenue d'un référendum en avril 1993, pour trancher la crise qui l'oppose au Parlement.

23 décembre : le président présente le nouveau gouvernement au sein duquel l'essentiel de l'ancienne équipe est conservé, notamment la «bête noire» des conservateurs, Andreï Kozyrev, qui est maintenu aux affaires étrangères.

1993

3 janvier : George Bush et Boris Eltsine signent à Moscou le traité START II sur la réduction des armements stratégiques mettant ainsi un terme à la «guerre froide».

5 janvier : sur fond de crise politique, le nouveau premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, rétablit le contrôle des prix.

10-13 mars : le huitième Congrès des députés refuse de prolonger les pouvoirs d'exception du président. Il refuse également d'organiser le référendum, prévu pour avril, réclamé par Boris Eltsine pour asseoir son autorité. C'est une défaite pour M. Eltsine face à ses adversaires conservateurs emmenés par le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov.

20 mars : Boris Eltsine réplique en instaurant un régime présidentiel direct et un système de gouvernement par décret jusqu'au 25 avril, date à laquelle il fixe le référendum. Le 21, le Parlement qualifie cette décision d'*«attentat aux fondements de la Constitution»*.

29 mars : le Congrès des députés approuve l'organisation d'un référendum en quatre questions, le 25 avril, portant sur la confiance à accorder au président.

3-4 avril : lors du sommet américano-russe entre Bill Clinton et Boris Eltsine à Vancouver (Canada), les Etats-Unis débloquent 8,8 milliards de francs pour soutenir l'œuvre «réformiste» de Boris Eltsine.

25 avril : lors du référendum, 58 % des votants accordent leur confiance à M. Eltsine. Sa victoire, éclatante dans les grandes villes, est ternie par les résultats négatifs dans plusieurs régions ou Républiques de la Fédération. Ses principaux adversaires, le vice-président, Alexandre Routskoï, et le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, déclarent que le résultat du scrutin n'a aucune signification.

29 avril : en rendant public son projet de Constitution qui fait la part belle à la fonction présidentielle, Boris Eltsine engage la lutte finale contre le Congrès.

23-24 juillet : le retrait de la circulation des roubles émis avant 1993 décidé par la Banque centrale de Russie pour «éponger» la masse monétaire, déclenche les protestations de la population et une nouvelle crise politique.

12 août : Boris Eltsine promet une *«bagarre politique»* pour septembre et des élections législatives à l'automne.

13 août : le président propose la création d'un *«nouvel organe du pouvoir»*, le Conseil de la Fédération, qui permettrait à *«tous les sujets de la Fédération de parler d'une seule voix»*.

21 et 22 septembre : Boris Eltsine ordonne la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives pour le 11 et 12 décembre pour remplacer le Congrès des députés, hérité de l'ère communiste. Le Parlement réplique en prononçant la destitution de M. Eltsine et son remplacement par le général Alexandre Routskoï. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine apporte son soutien au président Eltsine et à son gouvernement.

UKRAINE : à la suite d'un désaccord sur la politique économique

Le Parlement de Kiev accepte la démission du premier ministre

Le Parlement ukrainien a accepté, mardi 21 septembre, la démission du premier ministre, Leonid Koutchma, et de son gouvernement par 294 voix contre 6. Cette décision est intervenue après que, par deux fois dans la même journée, les députés eurent repoussé une résolution allant dans ce sens.

Cette démission met fin à une longue controverse qui s'est développée depuis le mois de mai dernier entre le Parlement et le gouvernement sur la conduite de la politique économique, notamment sur la nécessité, défendue par M. Koutchma, de resserrer les liens avec la Russie. Par trois fois au cours de cette période, le premier ministre avait présenté sa démission, qui avait été refusée. *«Nous avons agi à la manière bolchevique en forçant un homme à faire ce qu'il ne voulait pas faire et ce qu'il ne pouvait probablement pas faire»*, a reconnu au Parlement le député Evrem Griniv. Leonid Koutchma constatait pour sa part que *«le gouvernement n'a pas réussi à éviter la catastrophe et à enrayer la chute de la production»*.

«Il n'y a pas d'autorité centrale en Ukraine, et notre économie tout entière est entre les mains des dirigeants régionaux et de ceux qu'on appelle les directeurs rouges», a-t-il ajouté. Pour le premier ministre démissionnaire, le pays doit d'urgence effectuer des réformes, en particulier accélérer les privatisations, qui ont à peine commencé en Ukraine.

Devant le Parlement, une foule estimée à dix mille personnes, venue de toutes les régions du pays manifestait en criant des slogans nationalistes, hostiles à la Russie et à la CEI, qualifiée de *«nouvel empire russe»*.

Le démantèlement des missiles

Selon la constitution ukrainienne, le président Leonid Kravtchouk doit assurer l'intérim à la tête du cabinet jusqu'à la présentation au Parlement d'un nouveau premier ministre. Dans une résolution, le Parlement a demandé aux ministres de rester en fonctions jusqu'à la mise en place d'une nouvelle équipe.

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères annonçait, mardi, que la Russie avait décidé d'annuler le protocole d'accord signé le 3 septembre entre Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk concernant le démantèlement des missiles nucléaires de l'ex-URSS présents sur le sol d'Ukraine (*le Monde* daté 5-6 septembre). Moscou justifie cette décision en faisant état de la publication à Kiev du texte de l'accord avec des changements *«essentiels»*.

Le texte prévoyait le transport vers la Russie de *«tous»* les missiles dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la ratification par le Parlement ukrainien du traité START 1. Or le 9 septembre, un journal ukrainien publiait ce texte en enlevant le mot *«tous»*, ce qui indique, selon Moscou, que *«l'Ukraine a l'intention de garder une partie des armes nucléaires malgré les engagements qu'elle a pris»*. Le porte-parole a cependant précisé que cet incident ne remettait pas en cause *«le sens de l'accord»* verbal du 3 septembre entre les présidents russe et ukrainien. – *(AFP, UPI.)*

□ **FINLANDE : les groupes d'extrême droite ont créé un parti politique.** – Les mouvements finlandais d'extrême droite ont décidé à la fin de la semaine dernière de se regrouper en vue de créer un parti politique, a annoncé, mardi 21 septembre, l'agence de presse finlandaise FNB. La nouvelle formation, le Front national, devrait compter cinq mille adhérents et sera présidée par Vaeïnoe Kuisma, chef du groupe néo-nazi de la Confrérie finlandaise des Germano-Aryens. – *(AFP.)*

□ **ITALIE : découverte d'une bombe dans le train Palerme-Turin.** – La police italienne a découvert une bombe de plusieurs kilos, qui n'aurait pas été équipée d'un détonateur, à bord du train Palerme-Turin, lors d'une fouille effectuée pendant l'arrêt à Rome, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 septembre. Bien que cette découverte, qui fait suite à la série d'attentats commis cet été à Rome, Milan et Florence, ait suscité un certain émoi, la préfecture de police de Rome ne veut cependant pas, pour le moment, *«privilégier la piste mafieuse ou celle d'autres forces voulant alimenter la tension»*, a déclaré un porte-parole. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

EUROPE

Malgré les concessions obtenues pour la future République musulmane

M. Izetbegovic refuse de souscrire immédiatement au plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

C'est à la fois avec désespoir et soulagement que la population de Sarajevo attendait le 21 septembre, date à laquelle les trois parties au conflit en Bosnie-Herzégovine avaient été conviées par la communauté internationale à une réunion à l'aéroport de Sarajevo pour signer la paix. Epuisée par dix-sept mois de siège, la capitale bosniaque s'était résignée à la capitulation, au renoncement à une Bosnie entière et pluriethnique.

Et c'est également avec désespoir et soulagement qu'elle a appris, mardi, l'annulation de cette rencontre et le refus du président bosniaque Izetbegovic d'apposer immédiatement sa signature sur un accord de paix *«dicté par Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman»*, les présidents de Serbie et de Croatie. Les pourparlers de ces derniers jours entre belligérants semblaient avoir permis *«une avancée considérable»* et une solution paraissait *«à portée de main»*. Mardi cependant, la conclusion d'un règlement de paix restait encore très incertaine : *«La paix nous a filé entre les doigts»*, disait, dans la journée, le porte-parole de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, John Mills.

Certes, Musulmans et Croates, puis Serbes et Musulmans avaient adopté, la semaine dernière, des déclarations communes visant à faciliter la signature du plan de paix élaboré par David Owen et Thorvald Stoltenberg. Lundi, lors d'une rencontre sur le porte-avions britannique *l'Invincible*, la partie serbe comme la partie croate, pressées de conclure, avaient finalement accédé à certaines revendications territoriales des Musulmans. La future République musulmane obtenait des Croates une sortie sur la mer – avec une possible concession de quatre-vingt-dix neuf ans dans le port commercial croate de Ploce – et des Serbes un élargissement de ses territoires en Bosnie orientale, de sorte que les enclaves musulmanes de Gorazde et de Zepa, reliées dans le projet initial par un simple corridor, étaient finalement rattachées.

Les représentants de la partie musulmane ont donc obtenu, pour leur future République qui jusque-là ressemblait *«à une maison sans portes ni fenêtres»*, ce qu'ils avaient réclamé. Lors d'une conférence de presse dans la capitale assiégée, le président Izetbegovic a toutefois déclaré, mardi après-midi, que ces nouvelles concessions territoriales étaient insuffisantes pour aboutir à une signature immédiate du plan de paix et qu'il avait en conséquence demandé aux médiateurs internationaux un report de la réunion prévue afin de consulter, dès la semaine prochaine, son Parlement sur la question.

Des garanties de l'étranger

«En principe, je ne suis pas favorable à cet accord et, pour le moment, je ne pense pas que j'appellerai les députés à le ratifier», a-t-il dit, ajoutant toutefois qu'il fallait étudier si *«ces modestes concessions»* permettraient ou non à la République à majorité musulmane d'être viable. M. Izetbegovic a, d'autre part, déclaré qu'il avait réitéré sa demande de récupérer les territoires qui avant la guerre étaient à majorité musulmane, notamment ceux accolés à l'enclave de Bihac dans le nord-ouest du pays et ceux de Bosnie orientale. *«J'y renoncerai seulement si j'y suis obligé»*, a-t-il précisé, ajoutant : *«En Bosnie, comme en Palestine, les territoires occupés doivent être un jour ou l'autre rétrocédés.»* Il a enfin averti que l'organisation d'un référendum en vue de la dissolution de l'Union, à laquelle aspirent en l'occurrence les Serbes bosniaques, ne pourra avoir lieu qu'après le règlement des litiges territoriaux entre toutes les parties.

Alors que beaucoup lui reprochent dans son pays d'avoir accepté non seulement la partition ethnique de la Bosnie mais son dépeçage à court ou moyen terme, M. Izetbegovic mise manifestement, depuis lundi, sur la stratégie de la surenchère, stratégie de désespoir pour un homme qui ne dispose que de la faible marge de manœuvre des perdants de la guerre.

L'accord de paix en Bosnie achoppe donc toujours sur les différends territoriaux, mais c'est également de la volonté de la communauté internationale de le faire appliquer que dépendra sa signature. A l'instar de M. Izetbegovic, qui réclame que la surveillance de l'application de l'accord soit confiée à l'OTAN, et non aux forces de l'ONU, le vice-ministre des affaires étrangères bosniaques Sulejman Suljic a précisé, mardi à Sarajevo, que rien ne serait ratifié tant que la communauté internationale n'aura pas donné *«des garanties absolues»*. L'Occident, selon lui, doit s'engager à envoyer le nombre de soldats nécessaires avec un mandat leur permettant d'assurer le retrait des troupes serbes des territoires qui doivent être restitués aux Musulmans, l'ouverture des frontières et des corridors entre les trois Républiques de l'Union.

«Si nous avions signé, mardi 21 septembre, comme le voulaient les médiateurs, la République serbe et la République croate d'Herceg-Bosna auraient obtenu leur reconnaissance internationale, sans aucune obligation envers la République bosniaque [musulmane] *et envers l'Union»*, a insisté le ministre. Et de conclure que *«la communauté internationale a tort de faire pression en arguant de l'approche de l'hiver, car nous savons que, si nous faisons n'importe quoi pour survivre pendant la saison froide, nous nous réveillerons au printemps avec rien.»*

FLORENCE HARTMANN

DIPLOMATIE

La visite du chef de l'Etat en Pologne

M. Mitterrand évoque la «décommunisation» de l'Europe de l'Est

GDANSK

de notre envoyé spécial

François Mitterrand a spectaculairement fait écho, à Gdansk, mardi 21 septembre, à l'appel lancé la semaine dernière, à Strasbourg, par une pléiade de comédiens français pour sauver l'identité culturelle européenne des griffes américaines. M. Mitterrand a ainsi profité de l'occasion offerte par la remise, conjointe avec celle du président allemand Richard von Weizacker, du titre de docteur *honoris causa* de l'université de Gdansk, pour apporter son soutien au gouvernement sur ce second front du GATT (volet services) qui fait rimer culture avec agriculture.

Revêtu de la toge universitaire noire relevée d'une large bande bleu nuit, sous les yeux du président Lech Walesa dans la même tenue, M. Mitterrand a exhorté les Européens à faire front commun en rappelant que la culture ne pouvait être traitée dans les négociations internationales en cours comme un simple produit de consommation *(lire les déclarations du chef de l'Etat page 16)*.

Un peu plus tard, devant des étudiants polonais, français et allemand réunis dans le grand amphithéâtre de l'université sous le slogan «Ensemble en Europe», Lech Walesa a semblé renvoyer la balle dans le camp des Douze. Ce n'est pas tant l'impérialisme culturel américain, que le président polonais semble craindre, qu'une forme insidieuse d'hégémonie économique des pays de la Communauté européenne.

L'ancien responsable de Solidarité a plaidé pour que le Pologne soit considérée comme un véritable partenaire et que les Douze n'usent pas d'un double langage en lui demandant de se mettre au niveau économique de l'Ouest, en se félicitant qu'elle y achète ses voitures ou ses ordinateurs, mais en refusant, en contrepartie, d'acheter *«les cerises et les vaches»* qu'elle produit...

Les cerises et les vaches

«Le système capitaliste fonctionne sur des choses élémentaires, simples : le profit», a-t-il regretté en ajoutant : *«On nous encourage de toute part à coopérer (...), mais où sont les fonds, les moyens»* pour le faire. *«Le système occidental voit à court terme, alors qu'une certaine habitude de la planification nous a familiarisé avec le long terme (...).» C'est vrai nous ne sommes pas concurrentiels, mais le problème est : comment respecter les autres sans les repousser sur des voies de garrage au nom du capitalisme?»*, s'est-il interrogé avec un certain agacement dans la voix.

Enfin, le président polonais est revenu sur un propos qu'il avait prononcé le matin même lors de la cérémonie de remise de diplôme : il avait évoqué *«les fantômes du passé* [qui] *peuvent toujours se réveiller»*. Il a rappelé que la liberté et la démocratie n'étaient jamais des données définitivement acquises. Pour autant, il n'a pas semblé particulièrement inquiet de la victoire des ex-communistes aux élections législatives de dimanche dernier : *«Plus jamais personne ne pourra nous introduire dans un système comme celui que nous avons connu.»*

Il s'agit pour lui d'une simple étape, peut-être inévitable compte tenu de la jeunesse de la démocratie polonaise. M. Mitterrand s'est montré, quant à lui, convaincu que la disparition du «grand frère soviétique» et la «décommunisation» de l'Europe de l'Est écartait toute possibilité d'appui pour un gouvernement nostalgique du régime d'antan.

PIERRE SERVENT

□ **La visite de M. Mitterrand à Séoul a été jugée «déshonorante» par la Corée du Nord.** – La Corée du Nord a accusé mardi 21 septembre le président François Mitterrand d'avoir agi de façon *«scandaleuse»* durant sa récente visite à Séoul, jugée *«déshonorante»* par l'agence de presse KCNA. Cet organe officiel accuse la France d'avoir *«rejoint les autorités sud-coréennes»* pour *«diffamer la République démocratique populaire de Corée»*. KCNA ajoute : *«La visite de Mitterrand en Corée du Sud, où le fascisme règne... a terni le prestige de la France»*. Le président de la République a appuyé, durant sa visite, la politique de dialogue qu'a choisie Séoul. Il a condamné Pyongyang pour s'être abstrait du traité de non-prolifération nucléaire. – *(AFP.)*

□ **Les îles Comores admises à la Ligue arabe.** – Le conseil ministériel de la Ligue arabe a approuvé, mardi 21 septembre au Caire, la demande d'adhésion des îles Comores. La République fédérale islamique des Comores devient ainsi le vingt-deuxième membre (vingt et un pays et l'OLP) de l'organisation panarabe. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

M. Kinkel souhaite une meilleure intégration des Turcs

A l'occasion de la visite à Bonn de Tansu Ciller, premier ministre turc, Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères allemand, s'est prononcé, mardi 21 septembre, beaucoup plus concrètement que le chancelier Kohl, en faveur d'une meilleure intégration des Turcs. Il s'est dit favorable à l'acquisition de la double nationalité et du droit de vote aux élections communales pour les ressortissants turcs (la plus importante communauté étrangère avec 1,8 million de personnes) habitant en Allemagne.

Ces mesures, défendues par le Parti libéral (FDP), – dont M. Kinkel est le président – se heurtent à l'opposition des chrétiens-démocrates, majoritaires au sein de la coalition gouvernementale. Par ailleurs, lors d'un entretien avec Mme Ciller, M. Kinkel a réaffirmé qu'il souhaite interdire le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Allemagne. M. Kinkel a souligné que le PKK *«violait les lois de l'hospitalité»* par ses activités sur le territoire de RFA. L'interdiction du PKK par l'Allemagne, où les extrémistes kurdes turcs ont établi leur principale base européenne, est une revendication ancienne du gouvernement d'Ankara, qui évalue à cinq mille le nombre de ses membres actifs dans ce pays.

Le ministre des affaires étrangères turc, Hikmet Cetin, a transmis à son homologue allemand un document détaillé sur les structures du PKK et d'autres organisations turques en Allemagne.

BRÉSIL

Le PMDB (centre droit) décide de continuer à soutenir le gouvernement

Après une semaine de réflexion et de discussions, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) a finalement décidé, mardi 21 septembre, de continuer à soutenir le gouvernement du président Itamar Franco. Par une courte majorité (vingt-cinq voix contre vingt-deux), le bureau du parti a ainsi mis fin à la crise politique qui avait entraîné les démissions de plusieurs ministres (*le Monde* du 16 septembre). Cette décision met le président à l'abri – au moins provisoirement – d'un profond remaniement de son cabinet. Les menaces de rupture que le PMDB avait fait planer entrent dans le cadre de manœuvres pré-électorales, avant le scrutin présidentiel de novembre 1994.

NICARAGUA

Une fusillade entre des grévistes et la police fait deux morts

Deux personnes ont été tuées et au moins six autres blessées, mardi 21 septembre, au cours d'une fusillade d'une vingtaine de minutes qui a opposé les forces de l'ordre à des chauffeurs routiers en grève depuis la veille, sur la route de l'aéroport de Managua.

Un commandant de police, Saul Alvarez, et une mère de famille demeurant à proximité, Margarita Martinez, ont péri au cours de l'affrontement à coups de fusils d'assaut AK47, de mortiers et de grenades lacrymogènes. La police avait reçu l'ordre de «nettoyer» la barricade que les chauffeurs avaient dressée pour empêcher la présidente Violeta Chamorro de rentrer de l'aéroport vers la capitale, paralysée par la grève.

Les manifestants protestent contre un nouvel impôt sur les véhicules et contre la hausse du prix de l'essence. L'ancien président sandiniste Daniel Ortega a rendu le gouvernement responsable de cette nouvelle flambée de violence. – *(AFP., UPI.)*

EN BREF

□ **BANGLADESH : vive agitation islamiste dans deux universités.** – Deux étudiants ont été tués et quarante autres blessés, lundi 20 septembre, lors d'affrontements entre extrémistes islamistes sur le campus de l'université de Khulna, au sud du Bangladesh. Ces violences sont survenues au lendemain de la fermeture de l'université de Rajshadi, dans l'ouest du pays, où des incidents similaires avaient fait un mort et deux cents blessés. Le premier ministre, Mme Zia a dénoncé l'intrusion d'étrangers sur les campus. – *(AFP.)*

□ **CANADA : les conservateurs et les libéraux à nouveau au coude à coude à un mois des élections, selon un sondage.** – Les conservateurs (au pouvoir) et les libéraux sont à nouveau au coude à coude à un mois des élections législatives, renforçant la perspective d'un gouvernement minoritaire, selon un sondage réalisé pour la chaîne de télévision privée Canadian Television. Les deux grands partis canadiens obtiennent chacun 35 % des intentions de vote, le Bloc québécois (séparatiste) et le Reform Party (droite, influent dans l'ouest du pays) sont eux aussi à égalité avec 11 %, tandis que les Néo-Démocrates ne recueillent que 6 %. Quelque 13 % des personnes interrogées étaient encore indécises, précise ce sondage, réalisé par l'institut spécialisé Angus Reid. Les élections doivent avoir lieu le 25 octobre. – *(AFP.)*

□ **ÉGYPTE : assassinats d'un enseignant et d'un policier en Haute-Egypte.** – Un enseignant copte et un policier ont été tués par balles, mardi 21 septembre, le premier à Daïrout, à quelque 320 kilomètres au sud du Caire et le second près d'Assiout, 80 kilomètres plus au sud, par des inconnus, vraisemblablement des militants de l'organisation islamiste clandestine Djamaa Islamiya, ont indiqué des sources policières. Ces meurtres portent à cinquante-quatre pour les policiers et trente-cinq pour les civils coptes le nombre de morts depuis le début de l'agitation islamiste en Egypte au printemps 1992. – *(AFP.)*

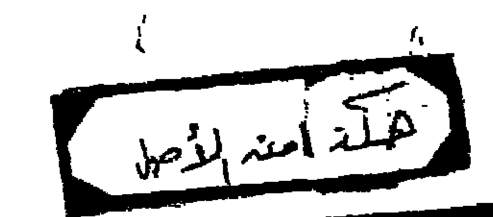
□ **ETATS-UNIS : le général Powell bénéficie d'une très bonne image selon les sondages.** – Une semaine avant son départ en retraite le 30 septembre, le chef d'état-major interarmes Colin Powell bénéficie d'une très grande estime de la part de ses compatriotes : 70 % des Américains ont de lui une image favorable et il battrait Bill Clinton s'il était candidat à la présidence des Etats-Unis. – *(AFP.)*

□ **INDE : treize enfants ont été tués dans le Nord-Est.** – Treize enfants ont été tués lors de l'attaque d'un village kuki, au Manipur, dans le nord-est de l'Inde, rapporte, mardi 21 septembre, l'agence PTI. Les victimes avaient été oubliées par les villageois de Taloulong, qui ont fui lorsqu'ils ont été attaqués, sans doute par des membres de la tribu rivale, les Nagas. Un village naga a été presque simultanément détruit, probablement par des Kukis. Ces communautés se battent pour contrôler une route menant en Birmanie, par où transitent des objets de contrebande sur lesquels elles lèvent des «taxes». – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

…x conceptions du sionisme s'affrontent à la Knesset

PATRICE CLAUDE



PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le débat parlementaire sur les accords avec l'OLP

Deux conceptions du sionisme s'affrontent à la Knesset

Le premier ministre israélien Itzhak Rabin a engagé, mardi 21 septembre, au Parlement, la responsabilité de son gouvernement *sur l'accord avec l'OLP* pour un régime d'autonomie dans les territoires occupés et la reconnaissance mutuelle entre Israël et la centrale palestinienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au-delà de la question de confiance posée par Itzhak Rabin à la Knesset, par-delà le charivari déclenché dans l'enceinte à propos des accords de paix entre Israël et l'OLP, à grand renfort de citations historiques et en convoquant les grands mythes fondateurs du pays, c'est bien un débat historique entre les deux formes les plus anciennes du sionisme, les deux visions opposées de l'avenir du peuple hébreu sur sa terre, qui s'est ouvert mardi 21 septembre au Parlement de Jérusalem. Trente-deux orateurs se sont succédé pendant douze heures d'affilée à la tribune de la Knesset. Au moins cinquante autres étaient prévus au programme de mercredi.

Finie la colonisation messianiste de terres peuplées de Palestiniens rétifs, fini l'expansionnisme biblique, fini *«le sentiment d'isolement qui étreint* [Israël] *depuis près d'un demi-siècle»*. A la tribune, imperturbable et solide comme un roc sous l'avalanche d'avanies déversées sur lui des bancs de l'opposition, le premier ministre a répété ce qu'il avait dit lors de son élection en juin 1991 : *«Il est temps de nous intégrer à un monde en mutation.»*

Pendant un siècle, *«nous avons cherché à vivre ici, chez nous, dans la paix et la tranquillité (...) Durant plus d'un siècle nous avons rêvé, et nous nous sommes battus»*. Aujourd'hui, la légitimité d'Israël est établie au Proche-Orient, la reconnaissance de l'Etat juif *«par ses ennemis les plus décidés, c'est cela la victoire du sionisme»*.

Costumé, cravaté, ce qui représente toujours pour lui un effort, l'ancien général n'a pas cherché à finasser avec son auditoire. *«Oui, l'OLP est une organisation sans pitié, une organisation de terreur et de destruction qui a jeté des meurtriers d'enfants parmi nous (...) Oui les mains de l'OLP ont versé le sang de centaines d'entre ceux qui nous sont chers.»* A ce moment, Rehavam Zeevi, ancien général lui aussi et chef d'un parti d'extrême droite, n'y tient plus : *«Et toi, tu a serré cette main d'assassin. Honte sur toi !»* Sur son siège, Abdel Wahab Daraoushé, député du Parti démocratique arabe, s'énerve à son tour : *«Mais ne laissez pas ce raciste brailler ainsi !»*

Marches et provocations des colons messianistes

Itzhak Rabin ne dit rien. Il ne lève pas les yeux de son discours écrit. Tout juste rajuste-t-il ses lunettes et poursuit : *«Messieurs les membres de la Knesset, on ne choisit ni ses voisins ni ses ennemis (...) Nous, nous avons choisi la voie de l'espoir.»* Malgré les cris – *«tu nous mènes droit à la guerre, oui !»* – le discours continue : *«Je l'ai dit à Washington mais je veux le répéter ici haut et fort : assez de sang et de larmes. Assez !»*

Le chef de l'exécutif s'adresse aux Palestiniens qui sans doute, comme beaucoup en Israël, regardent le débat retransmis en direct, toute la journée, sur la seconde chaîne de télévision. *«Nous n'avons aucun désir de vengeance. Nous n'avons pas de haine contre vous. Comme vous (...), nous voulons vivre dans la dignité (...), dans la liberté (...) Aujourd'hui nous donnons une chance à la paix : prions pour qu'un jour nous puissions dire adieu aux armes.»*

Il est environ midi. A 3 ou 4 kilomètres de là, dans la vieille ville de Jérusalem, cinq mille à six mille colons se regroupent pour une prière collective au mur des Lamentations. Ils ne prient pas pour la paix mais pour *«sauver Israël de l'accord scélérat»* signé par le gouvernement. Les rabbins, drapés du *talith* réglementaire, sonnent le *shoffar* : non pas pour proclamer la souveraineté de Dieu sur la terre, mais pour repousser le démon, pour effrayer Satan qui se profile derrière l'OLP. A chacun sa lecture des textes sacrés. Le rabbin Haïm Druckman, colon de la première heure, choisit une phrase de circonstance dans l'Ancien Testament : *«...Et je détruirai aussitôt les pervers de la terre...»* Face au mur, les messianistes se balancent à la cadence de leurs prières. Hommes et femmes sont séparés comme il se doit. Bientôt, ils se rejoindront pour une dangereuse marche à travers les ruelles des quartiers arabes, derrière les remparts.

Effrayés par cette foule chantante, beaucoup de marchands ferment leurs échoppes, se retranchent dans les arrière-boutiques. Il faut éviter une provocation qui est déjà bien avancée. La police est nombreuse, mais pas assez pour éviter l'incident. Un colon en kippa avise un drapeau palestinien, grimpe sur un mur pour l'arracher. Pour de jeunes Arabes c'en est trop. On attrape l'agresseur, on le roue de coups.

D'autres s'en mêlent. Coups de poings, coups de pieds, insultes, c'est la mêlée. La vitrine d'un magasin éclate. Les gardes-frontières se fâchent, s'emparent sans ménagement d'une poignée de trouble-fête. Bientôt, l'incident est clos. Hérissé de centaines de drapeaux d'Israël, le cortège des colons sort de la vieille ville, déborde dans la nouvelle, bloque la circulation, déclenche un embouteillage monstre et s'en va en chantant vers la Knesset. Quand il y parvient, la foule a grossi. Selon la police, ils sont autour de vingt mille à scander leur refus des accords conclus, à insulter leurs signataires.

Le manque de crédibilité de l'opposition de droite

Il est près de 20 heures. A l'intérieur de l'enceinte parlementaire, Itzhak Rabin a fini son discours depuis longtemps. Il a parlé des *«limites de la force militaire»*, de la nécessité de *«briser le cycle des guerres»*, des *«grands risques»* que son gouvernement a pris pour la paix, mais aussi de sa foi en *«un pays fort, en un pays bon»*. En face, personne ne lui a répondu à la même hauteur.

Benyamin Netanyahu, chef de file du Likoud, n'a pas la taille, pas l'expérience, pas la prestance du vieux général. Et quand du haut de ses quarante-trois ans il accuse M. Rabin de *«naïveté, d'inconscience»*, quand du haut de sa brève carrière militaire et politique il sermonne le vainqueur de la guerre de six jours – *«allons, la politique ne se construit pas sur l'espoir ou la foi»* – le gros problème du chef nominal de l'opposition saute aux yeux de tous : crédibilité...

Quand il prédit *«une mer de larmes»* à venir, quand il évoque le jour où Yasser Arafat s'exclamera *«le mont du Temple est à nous !»*, Itzhak Rabin qui a regagné son banc, aura du mal à réprimer un sourire. Pendant une heure de discours – le double du premier ministre, – M. Netanyahu s'emploiera à essayer de réveiller les peurs du peuple d'Israël. Il dira que l'OLP n'a pas changé, qu'elle veut toujours *«détruire»* l'Etat juif, qu'un jour *«Arafat s'associera avec l'Irak et la Jordanie pour faire front commun et hisser son drapeau sur Jérusalem»*. Péroraison négative, défensive, aucune proposition, pas la moindre alternative offerte.

Une seule fois, selon les commentateurs locaux, le chef du Likoud touchera juste, quand il s'écriera : *«Vous avez jeté les bases d'un Etat palestinien à nos portes. Même Henry Kissinger le dit !»* Itzhak Rabin aime bien le «dear Henry». Peut-être aurait-il hoché la tête sur son banc. Mais à ce moment-là, le premier ministre en avait eu assez et il était parti. Les trente discours suivants s'adresseront surtout aux caméras de télévision. Pour le reste de la journée, et en attendant la reprise des péroraisons, sera le lendemain au même endroit, la Knesset sera aux trois quarts vide...

PATRICE CLAUDE

□ **Un avocat palestinien proche de l'OLP a été assassiné à Gaza.** – Des Palestiniens masqués ont tué par balles, mardi 21 septembre, un avocat palestinien proche de l'OLP, Mohammad Abou Chaaban, trente-six ans, ancien chef du comité politique dépendant du Fath dans la bande de Gaza. Considéré comme un pacifiste, M. Chaaban venait de participer à une réunion en faveur de l'accord signé le 13 septembre à Washington entre Israël et l'OLP. Son assassinat n'avait toujours pas été revendiqué en fin de soirée. C'est le premier assassinat politique dans ce territoire de Gaza depuis l'accord du 13 septembre. – *(AFP.)*

AFRIQUE

ALGÉRIE

Deux Français ont été assassinés près de Sidi-bel-Abbès

ALGER

de notre correspondante

«Je n'en reviens pas ! Je n'imaginais pas qu'on pouvait s'en prendre aux étrangers !» s'exclame, la voix cassée, ce pied-noir né et résidant à Oran, joint par téléphone, dans la soirée du mardi 21 septembre. *«C'est monstrueux ! Je ne peux pas vous dire à quel point je suis choqué. Jusqu'à présent, les choses restaient entre nous. Et là... Les pauvres gosses !»*, s'écrie, comme en écho, ce fonctionnaire algérien, également natif de l'Ouest et travaillant dans l'Oranie.

L'annonce du meurtre de deux ressortissants français, faite quelques heures auparavant sur les ondes de la radio nationale, a frappé l'Algérie de stupeur. C'est la première fois, depuis le déclenchement des violences politiques qui ensanglantent le nord du pays, que des étrangers sont victimes d'un assassinat.

Les cadavres des deux géomètres, François Barthelet, âgé de trente-deux ans, et Emmanuel Didion, âgé de vingt-cinq ans, employés de la société française Herliq, ont été retrouvés, mardi matin, à une trentaine de kilomètres de Sidi-Bel-Abbès. Ils avaient été enlevés, la veille, *«par un groupe armé»*, a précisé la radio, alors qu'ils se rendaient vers leur lieu de travail, sur la route reliant Sidi-bel-Abbès à la bourgade de Oued-Tlelat.

Du côté algérien, comme du côté français, aucune indication n'a été fournie quant aux circonstances exactes de ce double meurtre, qu'il s'agisse des armes utilisées, du nombre ou de l'identité des agresseurs. Associée à l'importante société GTME (GTM-Entrepose – Electricité), qui figure parmi les numéros un mondiaux de l'ingénierie électrique, la société Herliq était chargée d'installer une ligne électrique haute tension entre la ville de Ghazaouet, située non loin de la frontière marocaine, et la bourgade d'Oued-Tlelat, voisine d'Oran.

Le gouvernement algérien a immédiatement *«condamné, avec la dernière énergie, cet acte ignoble»*, visant à *«entacher les traditions d'accueil et d'hospitalité»* de l'Algérie, et s'est engagé à *«déployer tous les moyens pour assurer la sécurité et la sauvegarde des biens et des personnes de nationalité étrangère»*. Le ministre de l'intérieur, Salim Saadi, s'est rendu sur les lieux de l'attentat, sitôt connue la nouvelle du drame, tandis que, dans la capitale, l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Kessedjian, était reçu par le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salah Dembri. A Oran comme à Alger, les diplomates français se sont refusés à tout commentaire officiel.

«Si encore cela s'était passé dans l'Algérois !..., soupire un vieil Oranais. *Mais ici, dans une région où il n'y a pas de couvre-feu, vous vous rendez compte ! Ce n'est pas que nous soyons complètement épargnés, mais enfin, tout de même, l'Oranie est plus calme !»* A Sidi-bel-Abbès, berceau de la musique raï, comme à Oran, si longtemps réputée pour sa douceur de vivre, la majorité de la population n'a appris la nouvelle qu'en début de soirée, par la télévision. *«Psychologiquement, ça va être terrible ! Depuis l'indépendance et les massacres du 5 juillet, il n'y avait jamais eu d'assassinat politique dont ait été victime un étranger»*, souligne un universitaire. Car, pour lui comme pour beaucoup d'Oranais, l'affaire est entendue.

Ceux que le gouvernement dénonce, fermement mais évasivement, comme des *«assassins sans foi ni morale»*, ne peuvent être que des membres de groupes armés islamistes. Une conviction que d'aucuns jugeront peut-être irrationnelle ou, en tout cas, prématurée. L'enquête en décidera, qui permettra sans doute, comme l'a souhaité, mardi, le gouvernement français, que *«toute la lumière soit faite»* sur cette mystérieuse tragédie.

La tentative d'assassinat, perpétrée au début de l'été, à Oran, contre l'avocat M'Hamed Ferhat, membre du Conseil consultatif national (CCN, créé par feu le président Mohamed Boudiaf et censé faire office de Parlement), avait provoqué un vif émoi dans la communauté intellectuelle oranaise (1). Les incidents, survenus à la prison militaire de Mers-el-Kébir, au mois de juillet, au cours desquels plusieurs prisonniers politiques auraient tenté de s'évader, avaient brutalement ravivé la tension.

Réseaux islamistes dans l'Oranie ?

Des rumeurs persistantes faisant état de l'existence de réseaux islamistes, voire de maquis, installés notamment dans la région de Tiaret et de Sidi-bel-Abbès (les forêts de Tenira et de Telagh servant de sanctuaires privilégiés) n'ont cessé, depuis lors, de circuler. Deux gardes forestiers auraient été détroussés, la semaine dernière, de leurs uniformes et de leurs talkies-walkies, avant d'être relâchés, sains et saufs, quelques heures plus tard. S'agissait-il d'un «coup» perpétré par de simples malfrats ou par des maquisards en herbe ? Plusieurs «accrochages» auraient eu lieu, ces six derniers mois, dans la région d'Oran, opposant forces de sécurité et bandes armées.

La récente arrestation, dans un hôtel d'Oran, d'un des fils de l'ancien dirigeant du Front islamique du salut (FIS, dissous), Abassi Madani (*le Monde* du 16 septembre), ne pouvait que stimuler l'esprit spéculatif des Oranais – et aiguiser leurs craintes. Les islamistes auraient-ils décidé d'étendre leurs actions à l'Oranie, après s'être attaqués à la forteresse kabyle – elle aussi réputée inexpugnable ? L'annonce, il y a quelques jours, de la constitution d'une *«direction unifiée»* de l'ex-FIS à l'étranger, sous la férule de Rabah Kébir et de plusieurs autres cadres de l'ancien parti théocratique algérien, en exil en Europe, est-elle liée à cette apparente expansion de la violence, jusque-là *«limitée»* à l'Algérois ? Depuis l'instauration de l'état d'urgence, en février 1992, plusieurs centaines d'Algériens ont été tués, principalement des policiers, des fonctionnaires d'administration locale, mais également des commerçants, des enseignants, des chercheurs ou des journalistes.

La promesse renouvelée par le gouvernement algérien de mener une *«lutte implacable»* contre le terrorisme sera sans doute bien accueillie à Paris. En Algérie, où quelque 24 000 ressortissants français (y compris, bien sûr, les binationaux) sont enregistrés, le message aura vraisemblablement plus de mal à passer. *«Les Français vont avoir peur»*, soulignait-on, avec tristesse, mardi soir, à Sidi-bel-Abbès – où le nombre de Français n'atteindrait pas la centaine, sur plus de 250 000 habitants. *«Ceux qui ont fait le coup veulent créer la panique»*, ajoutait-on, avec une pointe de colère.

CATHERINE SIMON

(1) : Trois autres membres du CCN, Djilali Lyabès, Laadi Flici et Hafid Senhadri, ont été assassinés, au mois de mars, à Alger.

□ **La France *«condamne vigoureusement»*.** – La France *«condamne vigoureusement cet acte criminel»*, a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué publié mardi 21 septembre dans la soirée. De son côté, le ministre des affaires étrangères Alain Juppé, dans un entretien accordé à France 2, a estimé qu'il fallait *«d'abord refuser toute complaisance... envers ceux qui utilisent le terrorisme»* et ensuite *«aider l'Algérie à se sortir de ses difficultés économiques (...), encourager le dialogue démocratique et politique»*.

□ **Démission d'un membre du Conseil national consultatif.** – Abdelhamid Bendadouga, président par intérim du Conseil national consultatif, a démissionné de son poste, a-t-on appris dans son entourage. Les raisons de sa démission n'ont pas été précisées. Sa secrétaire a indiqué qu'il lui avait fait part de son intention de *«ne plus mettre les pieds»* au bureau. – *(AP.)*

SOMALIE : pour obtenir la libération d'un proche

Le général Mohamed Farah Aïdid lance un ultimatum à l'ONU

Les miliciens du général Mohamed Farah Aïdid ont repoussé à mercredi midi l'expiration de l'ultimatum lancé mardi 21 septembre aux Nations unies, qu'ils menaçaient d'une attaque massive si elles ne libéraient pas un proche du principal chef de guerre somalien arrêté à Mogadiscio.

Par ailleurs, trois soldats pakistanais ont été tués et sept autres blessés, mardi dans la capitale, lorsque des hommes du général Aïdid ont attaqué leur véhicule blindé au fusil lance-grenades, portant à cinquante-six le nombre de «casques bleus» tués (dont quatre par accidents) depuis que l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II) a pris la relève des forces internationales engagées dans l'opération «Rendre l'espoir», le 4 mai.

Une grenade a touché leur blindé alors qu'ils démantelaient des barricades de pneus enflammés à 500 mètres du quartier général de l'ONU, a déclaré un porte-parole de l'ONUSOM II, David Stockwell. Quelques heures après cette embuscade, une cinquantaine de rangers américains ont arrêté un proche du général Aïdid, Osman Hassan Ali, plus connu sous le nom d'Osman Ato et considéré comme le principal financier et conseiller du chef de guerre, déclenchant des menaces de représailles de la part de sa milice.

L'ultimatum de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aïdid est un signe, selon certains diplomates, du rôle-clé joué par le financier. A l'origine, les miliciens avaient donné un délai de quatre heures aux Nations unies pour libérer le conseiller du général Aïdid. Boran Mohamed, un proche d'Osman Ato, avait averti que la ville *«pourrait exploser»*. Le major Stockwell avait déclaré que cette menace était *«prise au sérieux»* et que des *«mesures de sécurité»* allaient être prises.

Selon des sources hospitalières, quatre Somaliens ont été tués et trente-cinq autres blessés par des hélicoptères de combat américains au cours de l'opération de capture. Le commandant Stockwell a estimé qu'un *«certain nombre de Somaliens pourraient avoir été tués»* lorsque les hélicoptères ont riposté à des tirs de grenades. L'ANS a affirmé de son côté que treize Somaliens avaient été tués, parmi lesquels un enfant et trois femmes. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : vingt-quatre morts au cours de deux attaques contre des taxis collectifs.** – Vingt-quatre personnes ont été tuées par balles, mardi 21 septembre, au cours de deux attaques distinctes contre des passagers de taxis collectifs et des piétons. Ces vingt-quatre morts portent à cinquante-deux le nombre de personnes tuées depuis samedi dans les ghettos noirs près de Johannesburg. – *(AFP.)*

POINT / LES JEUX OLYMPIQUES DE L'AN 2000

Cinq villes en compétition

C'est jeudi 23 septembre à 20 h 30, au stade Louis-II de Monaco, que Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), annoncera le choix fait entre Berlin, Istanbul, Manchester, Pékin et Sydney de la ville qui accueillera les jeux de la XXVII[e] Olympiade en l'an 2000.

Par leur présence en principauté, John Major, Paul Keating, Tansu Ciller, respectivement premiers ministres de Grande-Bretagne, d'Australie et de Turquie et Li Lanquing, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, confirment l'intérêt que leurs gouvernements attachent à ce vote. Le développement de la télévision et des autres médias, appelés à se focaliser sur la ville choisie pendant les mois de préparation et, plus encore, pendant la quinzaine des compétitions, font de l'organisation des Jeux olympiques un enjeu politique et économique majeur.

La présence de Pékin parmi les cinq villes candidates a provoqué des réactions des associations de défense des droits de l'homme, ainsi que des réserves de la Chambre des représentants aux Etats-Unis et du Parlement européen. Mardi 21 septembre, pour l'ouverture de la 101[e] cession du CIO, Juan Antonio Samaranch a invité les quatre-vingt-dix membres présents à se prononcer *« en toute liberté »* et *« indépendamment de toute pression »* économique ou politique.

« C'est toujours avec beaucoup d'émotion que j'annonce la ville organisatrice*, a affirmé le président du CIO. *Séoul parce que c'était, pour moi, la première fois. Barcelone parce que c'était ma ville. Atlanta parce que ce seront les Jeux du centenaire. Maintenant, pour l'an 2000, c'est peut-être encore plus lourd de symboles... »

La course aux anneaux d'or

L'époque est bien révolue où l'organisation des Jeux apparaîssait comme une ruineuse opération de prestige. Après l'énorme déficit des Jeux de Montréal (1976), boycottés par la plupart des Etats africains et les Jeux de Moscou (1980) disputés sans les Américains et certains représentants des pays occidentaux, Los Angeles était la seule ville candidate pour accueillir les Jeux de 1984. Financés par des capitaux privés, ils allaient être les premiers à dégager des bénéfices.

Dès son élection à la présidence du CIO en 1980, Juan Antonio Samaranch s'est efforcé de doter le mouvement olympique des ressources financières qui avaient fait défaut à ses prédécesseurs. Ainsi, le montant des droits de télévision est passé de 87 millions de dollars à Moscou à 282 millions à Los Angeles, 407 millions à Séoul et 652 millions à Barcelone. Pour 1996 à Atlanta, NBC a déjà signé, pour 453 millions de dollars, le contrat d'exclusivité pour les Etats-Unis et les télévisions européennes (UER) se sont engagées à payer quelque 200 millions de dollars.

Un caractère symbolique

Pour éviter une dépendance excessive par rapport aux télévisions, le président du CIO a lancé en 1985 le premier TOP (The Olympic Program) permettant à de grandes firmes commerciales d'associer leur image à celle des anneaux olympiques. Le premier TOP a rapporté quelque 100 millions de dollars pour les Jeux de Séoul.

Le second, 170 millions pour Albertville et Barcelone. Le troisième, pour Lillehammer et Atlanta, n'est pas encore clos, mais devrait dépasser les 200 millions de dollars. L'apport de ces ressources nouvelles réparties entre le CIO, les comités nationaux olympiques (CNO), les fédérations sportives internationales et les comités d'organisation des Jeux, permet à ces derniers de disposer de budgets importants, complétés par leurs propres opérations de parrainage. Ainsi les organisateurs d'Atlanta espèrent commercialiser leur logo auprès d'une douzaine de sociétés qui investiraient chacune 40 millions de dollars.

A l'heure des bilans, le budget du Comité d'organisation des Jeux de Barcelone dégageait un bénéfice de 339 millions de pesetas (près de 15 millions de francs). Comme Albertville et la Savoie quelques mois plus tôt, la capitale de la Catalogne a surtout profité des concours financiers de l'Etat et de la région, pour réaliser une politique de grands travaux préparant la ville pour le vingt et unième siècle.

Le caractère symbolique des premiers Jeux du troisième millénaire, n'a pas échappé aux cinq candidats à l'organisation pour ceux de l'an 2000. Istanbul, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, serait la première ville choisie dans un pays musulman. Depuis l'abolition du mur, Berlin se veut le symbole de la réconciliation est-ouest. Sydney, soutenue par Greenpeace International, propose les premiers Jeux écologiques. Manchester entend gommer son image de ville façonnée par la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. Pékin ne comprendrait pas que le pays le plus peuplé de la planète soit encore tenu à l'écart de l'organisation du plus grand événement sportif.

A quelques heures du scrutin, les candidatures de Manchester, Berlin et Istanbul semblent toutefois un peu en retrait. La ville britannique a déjà été battue par Atlanta pour 1996. Les violentes campagnes de militants anti-olympiques vont peser sur le dossier allemand, tout comme les menaces des séparatistes kurdes sur celui d'Istanbul.

Atouts chinois

La commission d'évaluation envoyée dans les cinq villes par le CIO aurait décerné ses meilleures notes à Sydney, mais Pékin fait néanmoins figure de favori. Malgré les réserves des associations de défense des droits de l'homme et le vote de la Chambre des représentants aux Etats-Unis, demandant au CIO de ne pas apporter de caution au régime communiste, Pékin ne manque pas d'atouts de poids: le formidable marché potentiel d'un pays de 1,170 milliard d'habitants pour les partenaires commerciaux du CIO et l'étonnante progression du sport chinois depuis son retour aux Jeux en 1984.

Ultime argument des défenseurs de la candidature de Pékin: l'attribution des Jeux à la capitale chinoise, ouverte pendant sept années aux visiteurs et aux médias du monde entier, pourrait avoir des conséquences sur la nature du régime en place. Comme en 1988 à Séoul où les Jeux avaient sonné le glas de la dictature militaire.

Stockholm 1912
Amsterdam 1928
Manchester
Londres 1908-1948
Anvers 1920
Paris 1900-1924
Berlin 1936
Munich 1972
Istanbul
Barcelone 1992
Rome 1960
Athènes 1896
Manchester
Berlin
Sydney
Istanbul
Pékin
Los Angeles 1932-1984
St-Louis 1904
Montréal 1976
Atlanta 1996
Mexico 1968
Tokyo 1964
Séoul 1988
Sydney
Melbourne 1956
Jeux olympiques d'été
● de 1896 à 1996
○ candidatures pour l'an 2000

BERLIN

Le prix de la réunification

La candidature de Berlin avait été suggérée en 1987 par... Ronald Reagan. Symbole de l'après-guerre froide, la nouvelle capitale allemande semblait être le lieu idéal pour célébrer la réconciliation entre l'Est et l'Ouest. Cette symbolique a mal résisté à des malversations financières obligeant à remanier le comité de candidature, à des enquêtes sur les goûts de certains membres du CIO et aux nombreuses manifestations des opposants à ce projet.

Selon les sondages, cette candidature ne séduit plus qu'un Berlinois sur deux et 61% des Allemands pensent qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir les Jeux alors que le pays devra continuer à financer la réunification et le déménagement du gouvernement et du Parlement de Bonn à Berlin, également prévu à l'horizon de l'an 2000.

De nombreuses installations sportives, dont le stade olympique de 76 000 places qui avait accueilli les Jeux de 1936, existent déjà et auraient seulement besoin d'être modernisées. Toutes ces installations seraient concentrées dans le centre-ville et la distance maximale entre les sites ne dépasserait pas 25 km. Le succès des récents Championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart, sur le plan de l'organisation comme du public, a relevé *in extremis* la cote de Berlin, sans pour autant replacer la capitale allemande parmi les favoris de la course aux Jeux de l'an 2000.

Ce dossier a été réalisé par GÉRARD ALBOUY

ISTANBUL

Un carrefour de civilisations

«Rencontrons-nous là où deux continents se rencontrent». Le slogan de la campagne d'Istanbul, et son logo, deux courbes rouges qui se croisent, illustrent le rôle de pont que la ville turque entend jouer entre l'Europe et l'Asie. La Turquie serait aussi le premier pays à 99% musulman qui accueillerait les Jeux.

Les 15 000 sportifs et officiels seraient hébergés dans un village olympique unique situé à dix minutes par autoroute du Parc olympique qui accueillerait les compétitions de quinze disciplines. Ce parc abriterait, en particulier, le stade de 100 000 places qui serait à construire. Une « loi olympique », ratifiée en 1992 pour permettre des prélèvements sur les revenus des loteries, des courses hippiques et sur les impôts immobiliers, devrait permettre de financer en partie le coût de ces installations.

Malgré les progrès enregistrés au cours des années 80 dans le domaine de l'économie, du tourisme et des télécommunications, Istanbul est une mégapole de plus de dix millions d'habitants confrontée à d'énormes problèmes de transports, d'environnement, de logement et d'infrastructures, même si la municipalité affirme pouvoir résoudre toutes ces questions d'ici à l'an 2000.

La principale menace est toutefois celle du mouvement séparatiste kurde PKK. *« Istanbul fait partie d'une zone de guerre où nous avons l'intention d'intensifier nos actions »*, a déclaré un porte-parole du PKK. *« Accorder les Jeux à la Turquie, Etat dont les escadrons de la mort massacrent notre population, serait une récompense à un Etat terroriste »*.

MANCHESTER

Le retour aux sources

C'est la deuxième fois consécutive que Manchester postule à l'organisation des Jeux. *« Des Jeux classiques en plein centre d'une ville tournée vers l'avenir »*. Par le slogan de sa campagne, Manchester voudrait faire oublier son image d'ancienne capitale de l'industrie textile (coton). L'attribution des Jeux pourrait accélérer le processus de rénovation du centre-ville et générer la création de quelque 11 000 emplois.

Le village olympique et les installations pour quinze des vingt-cinq disciplines au programme des Jeux, dont le futur stade de 80 000 places, seraient aménagés en ville. Le coût de ces installations est estimé à 2 milliards de dollars mais la candidature britannique bénéficie du soutien financier de l'Etat et de 150 entreprises du secteur privé.

Grâce aux succès internationaux des clubs de football « locaux », Manchester United et Manchester City, Liverpool et Everton, les Anglais estiment avoir une bonne maîtrise de l'organisation des grands événements sportifs et des questions de sécurité. L'organisation des Jeux serait pour eux un juste retour aux sources dans un pays qui a codifié la plupart des disciplines sportives.

Dans leur budget prévisionnel, les Britanniques envisagent quelque 100 millions de dollars de bénéfices. Aussi se sont-ils engagés à octroyer, à partir de 1996, 25 millions de dollars aux nations du tiers-monde pour se préparer.

PÉKIN

Le poids du nombre

Le premier slogan officiel, *« Une Chine plus ouverte attend les JO de l'an 2000 »*, a été remplacé par un plus sobre : *« Pékin 2000, nouvel horizon olympique »*. Après les campagnes des associations de défense des droits de l'homme et le vote de la Chambre américaine des représentants, qui demandent au CIO de ne pas apporter leur caution au régime communiste chinois, les responsables de la candidature de Pékin ont concentré leurs efforts de séduction sur les membres du CIO.

Pour tenter de leur faire oublier le massacre de la place Tienanmen en 1989, les atteintes aux droits de l'homme, la pollution inquiétante de la capitale, la vétusté de certaines installations par rapport aux normes exigées, les responsables chinois ont multiplié les «petits gestes»: don au Musée olympique de deux statues de guerriers en terre cuite retrouvés à Xian; promesse d'ériger sur la Grande muraille un monument portant les noms des membres du CIO et de tous les médaillés d'or des Jeux de l'an 2000; éloge de M. Samaranch, jugé digne de recevoir le prix Nobel de la paix.

Le programme de construction des installations olympiques, avec notamment un stade de 100 000 places, se double d'un effort colossal pour moderniser les infrastructures et les transmissions et reconstruire certains quartiers de la capitale. La Chine, qui n'a jamais accueilli les Jeux, est surtout consciente que ses meilleurs atouts résident dans le poids économique d'un marché potentiel de 1,17 milliard de personnes et les résultats de ses sportifs qui se sont hissés à la quatrième place des Jeux de Barcelone et à la deuxième des récents championnats du monde d'athlétisme.

SYDNEY

Un ticket écologique

Les responsables de la candidature de Sydney ont misé sur la qualité de leur dossier pour être la deuxième ville australienne à organiser les Jeux après Melbourne en 1956. Parmi les arguments qui plaident en leur faveur, les organisateurs citent la sécurité, l'environnement, l'adhésion de toutes les communautés ethniques de la ville, la proximité des sites et du village olympique, les bonnes conditions de logement et la qualité des transports. Les mesures envisagées pour préserver l'environnement ont même valu à Sydney le soutien de Greenpeace International.

Les 15 000 athlètes et officiels pourraient être regroupés dans le village olympique, créé pour la circonstance. Quatorze des sites olympiques seraient accessibles à pied depuis le village. Quatre grandes enceintes sportives seraient à construire : le stade olympique de 80 000 places, un stade de base-ball, un vélodrome couvert et une salle de 15 000 places pour la gymnastique, le volley-ball et le handball. L'organisation des Jeux permettrait d'injecter l'équivalent de 5 milliards de dollars (américains) dans l'économie australienne et de créer 150 000 emplois, à temps plein ou à temps partiel, au cours des quatorze prochaines années.

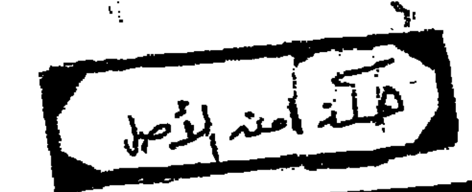
Afin de réduire le handicap de l'isolement géographique, les organisateurs ont prévu d'offrir le voyage aux athlètes et aux officiels. Les deux vrais handicaps des Australiens résident plutôt dans le décalage horaire pour les télévisions américaines qui fournissent le budget le plus important et les manœuvres politiques au sein du CIO pour donner à la Chine la reconnaissance du mouvement sportif.

La procédure du vote

Le Comité international olympique (CIO) est composé de quatre-vingt-onze membres qui se cooptent et représentent le mouvement olympique auprès des instances politiques et sportives de leurs pays. Leur principale tâche consiste à désigner les villes qui accueilleront les Jeux d'hiver et d'été. Après tirage au sort, les délégués de Berlin, Sydney, Manchester, Pékin et Istanbul présenteront successivement leur dossier de candidature, jeudi 23 septembre. Le vote, au scrutin majoritaire, débutera à 18 heures. Juan Antonio Samaranch ayant décidé de ne pas participer aux votes depuis son élection à la présidence du CIO en 1980, quarante-cinq voix sont nécessaires pour l'emporter (1).

Si cette majorité n'est pas atteinte, la ville ayant reçu le moins de voix sera éliminée à chaque tour de scrutin. Le nombre de voix obtenues à chaque tour par chacune des villes ne sera pas communiqué afin d'éviter les votes « tactiques ». Quelle que soit la durée du vote, M. Samaranch attendra 20 h 30 pour pouvoir annoncer en Mondiovision : *« La ville qui aura l'honneur d'accueillir les jeux de la XXVII[e] Olympiade en l'an 2000 est... »*

(1) Ivan Slatkov, membre bulgare du CIO, gendre de l'ancien chef de l'Etat Todor Jivkov, n'a pas été autorisé à quitter Sofia où il est assigné à résidence depuis quatre ans.



POLITIQUE

La controverse sur le droit d'asile

Le Conseil d'Etat incline à juger indispensable une révision constitutionnelle

Le Conseil d'Etat doit rendre, jeudi 23 septembre, son avis sur la possibilité d'appliquer les accords européens sur le droit d'asile sans modifier la Constitution. Compte tenu de la formulation de la question posée par le premier ministre, la réponse ne fait guère de doute (*le Monde* du 9 septembre). L'assemblée générale du Conseil devrait expliquer qu'une révision constitutionnelle est indispensable, si, du moins, elle suit l'opinion émise mardi par sa section de l'intérieur.

La procédure traditionnelle de délibération a été strictement respectée. La demande d'avis du chef du gouvernement a été transmise à la section compétente en l'espèce, celle de l'intérieur. Le président de celle-ci a désigné un rapporteur, Philippe Sauzay, ancien préfet, qui fut, de 1974 à 1978, le chef de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. M. Sauzay a été choisi parce qu'il avait déjà été le rapporteur du projet de Charles Pasqua sur le contrôle de l'immigration, que le Conseil constitutionnel a ensuite, en partie, censuré.

La section de l'intérieur a donc examiné, mardi, le rapport de M. Sauzay et rédigé un projet d'avis. Elle n'a pu que constater qu'afin de concilier la lecture de la Loi fondamentale faite par le Conseil constitutionnel et la volonté du gouvernement, rappelée dans la question posée par le premier ministre – que la France ne soit pas contrainte d'examiner les demandes d'asile rejetées par un autre Etat membre de la Communauté européenne, – il est nécessaire de réformer la Constitution. Pour arriver à ce constat, elle a commencé par étudier ce qu'il serait possible de faire par une loi simple. Elle a relevé que des adaptations législatives sont à l'évidence possibles, par exemple en imaginant un traitement très rapide des demandes manifestement infondées, mais que cela ne permettrait pas de répondre pleinement aux exigences gouvernementales. Pour autant, elle n'estime pas indispensable de modifier le préambule de 1946, sur lequel se sont appuyés les gardiens de la Constitution ; un simple ajout dans le corps même du texte constitutionnel suffirait à permettre un transfert de souveraineté aux Etats signataires des conventions européennes sur le droit d'asile.

L'assemblée générale du Conseil d'Etat, à laquelle va être soumis le projet d'avis, ne comprend que les conseillers d'Etat eux-mêmes. Ils seront ainsi une centaine à débattre, après avoir entendu le rapport de M. Sauzay, en présence d'une dizaine de « commissaires du gouvernement », c'est-à-dire de représentants des ministères concernés (Matignon, intérieur, affaires étrangères), et sous la présidence de Marceau Long, vice-président du Conseil. Etant donné la force des arguments juridiques et la tradition du Conseil, qui amène chacun de ses membres à ne guère tenir compte de ses engagements politiques, il serait surprenant que la réponse définitive soit très différente du projet préparé par la section de l'intérieur.

THIERRY BRÉHIER

L'examen du projet de loi quinquennale

L'Assemblée nationale prévoit plus de dix jours de débats sur l'emploi

Les députés entameront, le 28 septembre, en séance publique l'examen du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Cet examen se poursuivra sur une période de onze jours, qui devrait s'achever le 11 octobre, la veille de l'ouverture du débat budgétaire : tel est le calendrier prévu par la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, réunie mardi 21 septembre.

Edouard Balladur devrait intervenir le 28 septembre, en début d'après-midi, pour exposer la politique de l'emploi du gouvernement. Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a manifesté son intention de présider les séances dans leur intégralité, afin d'éviter que cet ordre du jour ne soit perturbé par une bataille de procédure de l'opposition – le groupe PC a déjà annoncé qu'il déposera six cents amendements, – qui pourrait conduire le gouvernement à recourir à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, comme cela avait été le cas lors de l'examen du projet de loi sur les privatisations au printemps dernier. Les nouvelles modalités du vote personnel annoncées, le 15 septembre, par M. Séguin, seront inaugurées à cette occasion.

La commission des affaires sociales, culturelles et familiales, présidée par Michel Péricard (RPR), a commencé, mardi, l'examen du texte, en l'absence des députés communistes, retenus par d'autres obligations. En dépit de la grande sensibilité du sujet, cette réunion n'a pas provoqué d'éclats majeurs. Au nom du groupe PS, Jean Glavany (Hautes-Pyrénées), Didier Mathus (Saône-et-Loire) et Michel Berson (Essonne) ont surtout critiqué les mesures visant à alléger le coût du travail sans compensation salariale. La discussion a été l'occasion de vérifier que les députés de la majorité eux-mêmes sont divisés sur ce projet. Au sein du RPR, les partisans de la dérégulation, tel Jean Ueberschlag (Haut-Rhin), s'opposent aux gaullistes sociaux, qui, à l'instar de Jean-Yves Chamard (Vienne), mettent en exergue le thème de la participation au sein de l'entreprise.

Des sensibilités différentes se manifestent aussi, au sein de l'UDF, entre les centristes du CDS et les libéraux du PR. Les membres de la commission, en revanche, sont unanimes à vouloir amender l'article 12 du texte, encadrant les conditions dans lesquelles les jeunes âgés de dix-huit à vingt-six ans pourront bénéficier de contrats emploi-solidarité (CES). Ils demandent au gouvernement de débloquer des crédits, afin de donner toute sa portée à la formule des CES.

FRÉDÉRIC BOBIN

La Grande Loge féminine et la Grande Loge mixte de France ont désigné leurs dirigeantes

Marie-France Coquard a été élue grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France par le convent (assemblée générale maçonnique) réuni du 16 au 19 septembre. Fondée en 1952, la Grande Loge féminine compte plus de huit mille membres, répartis dans deux cent cinquante loges. Mme Coquard succède à Jeannine Augé.

Martine Lannes a été réélue, le 19 septembre, à la grande maîtrise de la Grande Loge mixte de France. Issue, en 1982, d'une scission de la Grande Loge mixte universelle, cette organisation compte un millier de membres, répartis dans cinquante loges, qui peuvent être soit masculines, soit féminines, soit mixtes.

[Née le 15 octobre 1944 à Abondant (Eure-et-Loir), Marie-France Coquard est diplômée de l'Institut national d'études du travail et de l'orientation professionnelle (INETOP). Fonctionnaire de l'éducation nationale, elle est directrice du Centre d'information et d'orientation (CIO) et présidente de la fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement. Initiée en 1974, Mme Coquard a été grande maîtresse adjointe de la Grande Loge féminine pour la province.]

□ **M. Gaudin n'exclut pas d'être candidat à la mairie de Marseille.** – Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, indique, dans un entretien publié lundi 20 septembre par *le Provençal*, que l'hypothèse de sa candidature à la mairie de Marseille, en 1995, *« n'est peut-être plus totalement exclue »*. *« Je pèserai les choses avec sérénité. Je ne ferai rien s'il n'existe pas, à ce moment-là, un consensus profond et sincère à travers la ville »*, précise-t-il. Après son échec aux élections municipales de 1989 face à Robert Vigouroux, M. Gaudin avait affirmé que la mairie de Marseille ne l'intéressait plus.

□ **Guadeloupe : un chef d'entreprise est mis en examen dans l'affaire Chammougon.** – Christian Viviès, chef d'entreprise et ancien président de l'union patronale de Guadeloupe, a été mis en examen, mardi 21 septembre, par le juge d'instruction Hubert Hansenne, pour corruption active dans le cadre d'une affaire de malversations financières dans laquelle est impliquée Edouard Chammougon, député (République et Liberté, ex-non-inscrit), lui-même mis en examen le 17 septembre (*le Monde* daté 19-20 septembre). – *(Corresp.)*

La fin des Journées parlementaires de la confédération

Charles Millon veut garantir l'indépendance de l'UDF à l'égard du premier ministre

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, ont réaffirmé, mardi 21 septembre, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), en conclusion des Journées parlementaires de l'UDF, le *« soutien exigeant »* de la confédération libérale et centriste au gouvernement d'Edouard Balladur. M. Millon a souligné aussi l'indépendance de l'UDF, en assurant qu'elle est une *« famille politique majeure »*.

Edouard Balladur peut bien faire montre de savoir-vivre, les responsables de l'UDF ne sont pas loin de le trouver envahissant. Une bonne partie de la journée de mardi a d'ailleurs consisté, pour eux, à lutter contre les effets émollients produits sur leurs députés par le discours que le premier ministre avait prononcé la veille. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, a donc rappelé une nouvelle fois que l'UDF souhaite soutenir le gouvernement, sans doute avec *« loyauté »*, vraisemblablement avec *« bienveillance »*, comme l'a suggéré M. Balladur, mais aussi et surtout avec *« exigence »*.

Avec beaucoup de fermeté, le député de l'Ain a démontré que, contrairement à ce qu'avait assuré le premier ministre (*le Monde* du 22 septembre), sur l'emploi, l'aménagement du territoire ou l'Europe, l'UDF a des conceptions sensiblement différentes de celles du gouvernement et du RPR. Après Philippe Vasseur (Pas-de-Calais), qui avait déjà plaidé pour un droit à *« l'utopie »*, M. Millon a rêvé de *« révolution »* et opposé au souci d'*« union »*, martelé par M. Balladur, le risque d'*« uniformité »*.

« Au-delà du projet de loi quinquennal [contre le chômage], *nous souhaitons que, définitivement, une autre logique soit choisie par le gouvernement*, a-t-il expliqué. *La solution au problème du chômage exige une véritable révolution des mentalités. »* Après avoir demandé une approche *« non conformiste »* et, là aussi, *« révolutionnaire »* de l'aménagement du territoire, afin de montrer que l'UDF entend ne pas se laisser voler ce sujet par Charles Pasqua, M. Millon a appelé de ses vœux *« une initiative française pour proposer au prochain conseil européen la constitution d'un comité de personnalités qualifiées, de type Spaak, qui aurait pour objectif de soumettre aux gouvernements des propositions d'organisation du pouvoir politique européen »* (1). Cette perspective ne provoquera certainement pas l'enthousiasme du RPR, toujours divisé sur le sujet.

« Une famille politique majeure »

Cependant, M. Millon ne s'est pas contenté de marquer le territoire de l'UDF sur ces grands dossiers. Il a aussi tenté de s'opposer à l'attraction balladurienne et à ses effets induits sur les hommes, le dernier en date étant Ladislas Poniatowski, qui avait assuré, la semaine dernière, que M. Balladur s'impose à l'UDF comme le *« meilleur présidentiable »*. En trois courtes phrases, le député de l'Ain a jugé avec sévérité les manœuvres de rapprochement engagées, avec plus ou moins d'habileté, par certains membres de l'UDF, voire par des formations tout entières, que ce soit le Parti républicain ou le Centre des démocrates-sociaux. *« L'UDF*, a-t-il affirmé, *ne doit en aucun cas se transformer en outil de négociation : elle n'est pas à vendre par appartements ; elle n'est pas un tremplin pour la satisfaction de petites ambitions personnelles : elle est une famille politique majeure. »* M. Millon visait ainsi, très ouvertement, certains ministres UDF suspectés de toutes les trahisons. Sur un ton plus feutré, M. Giscard d'Estaing a lui aussi donné la réplique à M. Balladur. Le *« rôle »* de l'UDF est de soutenir et d'aider la politique de redressement du gouvernement, *« sans ambiguïté et sans hésitation »*, mais cela n'empêche nullement d'*« amender les projets du gouvernement »*, puisqu'il en va de *« l'utilité et la dignité de l'Institution »* parlementaire. Le devoir de solidarité n'empêche pas, non plus, aux yeux de l'ancien président de la République, d'estimer que *« la crise est plus profonde qu'on ne le croit »* et que, *« si les mesures appropriées ne sont pas prises, la sortie sera plus longue et se fera plus lentement qu'on ne le pense »*. La loyauté n'interdit pas, enfin, de juger que cette crise reste, somme toute, moins importante que les chocs pétroliers des années 70.

Le président de l'UDF s'est gardé d'évoquer de nouveau le système des « primaires » pour la présidentielle, en faveur duquel Bernard Bosson, ministre des transports et secrétaire général du CDS, s'était prononcé, le 20 septembre, sur Europe 1, si personne ne *« s'impose »* à droite. En revanche, l'ancien président de la République a poussé encore plus loin que M. Millon le pion européen. Il souhaite donner *« leur véritable caractère »* aux élections européennes, et il a indiqué que l'UDF discutera de son projet, le 6 octobre, avec ses partenaires de la Communauté qui siègent au groupe PPE du Parlement européen. Dans l'ordre de ses priorités, l'ancien président de la République préfère donc au RPR, avec lequel il discutera à la fin de l'année, le Parti populaire espagnol et, bien sûr, la CDU allemande.

GILLES PARIS

(1) En 1955, après l'échec de la Communauté européenne de défense, un comité intergouvernemental avait confié à Paul-Henri Spaak, ministre belge des affaires étrangères, la rédaction d'un rapport d'ensemble sur la formation d'un marché commun et sur l'organisation commune de l'énergie atomique, rapport qui avait été à la base du traité de Rome de 1957.

□ **M. Fourcade (UDF) : le gouvernement ponctionne trop les finances des collectivités locales.** – Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine, président du comité des finances locales, a reproché au gouvernement, mardi 21 septembre, de *« ponctionner de 4 à 5 milliards les finances des collectivités locales »* dans le projet de budget pour 1994. Il l'a averti que, pour avoir *« voulu charger trop la barque »*, il risque *« d'avoir de sérieuses difficultés au Parlement »*. Le comité, qui a entendu mardi le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, et le ministre délégué aux collectivités locales, Daniel Hœffel, à la veille de la présentation du projet de loi de finances, conteste, notamment, la diminution de la compensation de la TVA et de la taxe professionnelle.

Devant les responsables fédéraux du parti

Michel Rocard lance la campagne du PS contre le gouvernement

Michel Rocard a réuni, mardi 21 septembre, à huis clos, les premiers secrétaires fédéraux du Parti socialiste pour le déclenchement d'une *« campagne d'action et de mobilisation contre la politique du gouvernement »* et la mise au point des préparatifs du congrès du Bourget. *« Chaque fédération*, précise un communiqué du PS, *mènera cette campagne sur le terrain, à travers différentes initiatives : conférences de presse, réunions publiques avec, à l'appui, des affiches et un journal. »*

« Cette réunion, indique aussi le PS, *a témoigné de la volonté de rassemblement, de détermination et de pugnacité des responsables départementaux du PS, au moment où les premiers signes d'une remontée du Parti socialiste apparaissent, en particulier avec la réélection d'Henri Emmanuelli et le bon résultat de Claude Evin. »* Ces deux élections législatives partielles ont été beaucoup commentées. Michel Rocard a salué Henri Emmanuelli, *« qui a rendu leur honneur à tous les socialistes »*, et relevé que le second tour de l'élection partielle de Saint-Nazaire, qui a vu la réélection du candidat de la majorité, illustre le problème essentiel du PS pour demain : être un parti de rassemblement.

Les suites de l'élection partielle de Saint-Nazaire

Claude Evin (PS) n'exclut pas un nouveau recours

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Quarante-quatre voix, et non vingt-neuf, séparent le vainqueur de l'élection législative partielle dans la huitième circonscription de Loire-Atlantique, Etienne Garnier (RPR), de son concurrent socialiste, Claude Evin. Le premier a obtenu 16 948 suffrages, le second 16 904, cette différence avec les résultats proclamés au soir du second tour, le 19 septembre (*le Monde* du 21 septembre), tenant au fait que la commission de recensement des votes a finalement considéré comme valables des bulletins imprimés pour le premier tour et utilisés au second.

Claude Evin avait annoncé qu'il n'envisageait pas de recours. Il est moins affirmatif aujourd'hui. *« Nous avons dix jours pour le faire*, a-t-il déclaré mardi 21 septembre. *La réflexion se poursuit. »* Dans un communiqué, M. Evin estime que l'ambiance de la campagne électorale a *« malheureusement été marquée par des comportements diffamatoires »*. De son côté, reçu mardi à l'hôtel Matignon par Edouard Balladur, M. Garnier a déclaré que, pour éviter tout *« reflux »* après une *« vague déferlante »* comme celle de mars dernier, il faut *« beaucoup de travail »*. *« Le premier ministre*, a affirmé le député, *est en situation psychologique à l'égard des Français comme l'ont été des hommes comme le général de Gaulle, en 1958, et François Mitterrand, en 1981. »*

J.-Cl. Ch.

□ **André Labarrère « réintègre » le PS.** – André Labarrère, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques et maire de Pau, a annoncé, dans un entretien publié par *la République des Pyrénées* (daté 19-20 septembre), qu'il *« réintègre »* le Parti socialiste, dont il s'était mis en « congé », en décembre 1992, en raison d'un différend qui l'avait opposé au gouvernement de l'époque à propos du tunnel du Somport. Malgré ce conflit, M. Labarrère avait continué à siéger sur les bancs du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

A Paris et à Gdansk

Variations à deux voix sur la cohabitation

Edouard Balladur a été interrogé, mardi 21 septembre, au cours du journal du soir de TF 1, sur un sondage de l'institut Louis-Harris pour l'hebdomadaire *Profession Politique* (1 006 personnes âgées de dix-huit ans et plus, interrogées les 10 et 11 septembre par téléphone), selon lequel 56 % des Français estiment qu'il y a une entente *« de façade »* entre le président de la République et le premier ministre, 36 % d'entre eux jugeant cette entente *« réelle »*, et 3 % pensant qu'il n'y a *« aucune »* entente entre eux. *« C'est déjà bien qu'il y ait une belle façade »*, a commenté M. Balladur.

« Aussi longtemps que cela dépendra de moi, les choses se passeront de la manière la plus sereine possible », a-t-il assuré, ajoutant qu'il ne veut pas *« être, dans notre vie politique et nationale, un élément de trouble »*. *« Le pays a suffisamment de difficultés économiques, sociales, morales, nationales et internationales pour ne pas y surajouter une crise politique*, a expliqué le chef du gouvernement. *Je m'efforce, en restant fidèle à mes convictions et au mandat que nous avons reçu, de faire en sorte que les choses se déroulent le mieux, le plus convenablement possible. »*

A Gdansk, où il était venu pour recevoir, avec le président allemand, Richard von Weizsäcker, le titre de docteur *honoris causa* de l'université de cette ville *(lire page 00)*, François Mitterrand a confié ses impressions sur la cohabitation à un parterre d'étudiants polonais, allemands et français. Interrogé sur le point de savoir s'il allait prodiguer à Lech Walesa des conseils dans ce domaine, compte tenu du résultat des élections polonaises, il a déclaré qu'il est sans doute, lui, *« l'un des meilleurs experts de l'Europe »* sur ce chapitre.

« Moi, la cohabitation, cela ne me fait pas plaisir, a dit le chef de l'État. *Le problème n'est pas de savoir si cela me fait plaisir ou si cela ne me fait pas plaisir ; le problème, c'est de faire fonctionner les institutions. Le président Walesa n'a pas à faire comme moi. Il fera comme il l'entend, mais en respectant la règle d'or de la démocratie* [qu'est] *la volonté populaire. »* M. Mitterrand a précisé qu'il ne s'attend pas à connaître d'autres cohabitations. *« La prochaine fois*, a-t-il indiqué, *je n'en aurai pas l'occasion. Je ne peux pas m'installer éternellement à la tête de mon pays... »*

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Le philosophe et le doyen

N'EST pas philosophe qui veut. Philippe Meirieu l'a récemment appris à ses dépens. Titulaire d'un CAPES de philosophie, ayant enseigné cette discipline pendant six ans, puis professeur de lettres en collège, il passe finalement sa thèse et devient, il y a une douzaine d'années, professeur à l'université Lumière (Lyon-II). Mais par une coupable incongruité, une regrettable faute de goût, M. Meirieu quitte le champ clos de la philosophie et consacre toutes ses recherches aux sciences de l'éducation, dont il devient rapidement l'un des spécialistes français reconnus, siégeant au Conseil national des programmes, depuis la création de ce dernier en 1990, et associé de près à la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Bref, un symbole.

Or, au début de l'été, Philippe Meirieu décide de reprendre quelques heures de cours de philo en classe terminale, en plus de son service d'universitaire. *«Dans le cadre de mes recherches, il me paraissait utile de confronter théorie et pratique de terrain, de retrouver le contact direct avec des élèves, dans un établissement ou un secteur réputés difficiles.»*

Gardien du temple

Au lycée technologique de Vénissieux, ce genre de bonnes volontés ne court pas les rues et il faut plutôt se battre pour trouver des enseignants volontaires. Le chef de cet établissement, Claude Rebaud, accueille donc volontiers la venue de M. Meirieu, qui avait obtenu le feu vert du rectorat pour enseigner dans une classe de terminale B et une autre de terminale F. *«Un lycée de banlieue de ce type, à forte dominante technologique et industrielle, est à la fois intéressant et fragile. La pédagogie et la personnalité des enseignants y jouent un rôle essentiel.»*

Hélas, on ne brave pas impunément les gardiens du temple. Apprenant l'initiative de M. Meirieu et l'accord du rectorat, le doyen de l'inspection générale de philosophie, Claude Montheillet, n'hésite pas une seconde : à la mi-juillet, il met en garde le proviseur de Vénissieux, puis alerte le ministère et exprime son opposition, pour ne pas dire : son veto.

Ce faisant, monsieur le doyen se défend de toute volonté de revanche à l'égard de Philippe Meirieu : il ne faut voir dans son intervention aucun règlement de comptes à l'égard du porte-drapeau des sciences de l'éducation. Pas davantage à l'égard d'un des initiateurs des IUFM, dont l'ambition est d'introduire une dimension professionnelle et un souci pédagogique dans la formation des enseignants. Encore moins à l'encontre d'un des membres du Conseil national des programmes, en sommeil depuis quelques mois, mais dont la création, en 1990, avait été ressentie, par l'inspection générale, comme une marque de défiance, presque une provocation de la part du ministre de l'éducation nationale de l'époque, M. Jospin.

Toute supposition de cette nature serait donc malveillante. Loin de s'embarquer dans une telle croisade – si éloignée des vertus de tolérance des philosophes, – M. Montheillet se veut un scrupuleux défenseur des *«usages»* et des *«procédures statutaires»*. *«Les choses ne devaient pas être faites de cette manière. Les postes de philosophie du second degré ne sont pas à la disposition – à la discrétion – des uns et des autres. Mon devoir est de contrôler les conditions dans lesquelles l'enseignement philosophique est assuré et de ne pas livrer cet enseignement à n'importe qui.»*

Le doyen a été entendu. Le proviseur de Vénissieux s'est vu proposer un autre enseignant. Et le rectorat a prudemment suggéré à Philippe Meirieu de prendre en charge quelques heures de français dans un collège de la banlieue lyonnaise. Ce qu'il a accepté. *«Ayant toujours dit que j'étais convaincu qu'il fallait confier les classes les plus difficiles aux meilleurs enseignants, je vis cette opportunité comme un honneur»* (1), souligne-t-il... non sans philosophie.

GÉRARD COURTOIS

(1) En post-scriptum de son dernier ouvrage, *l'Envers du tableau*, qui vient de paraître. Ed. ESF, 282 p.

Croisade contre le bizutage

Un père d'élève remue ciel et terre pour faire évoluer les pratiques de l'«usinage» à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers

HENRI FLAMBARD était pourtant prêt. Lundi 20 septembre, cet homme d'une cinquantaine d'années à la barbe courte, la démarche rapide et le geste précis, aurait bien voulu effectuer sa rentrée avec les nouveaux élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM). Il avait d'ailleurs préparé un document intitulé «Messages aux conscrits» et avait prévu de le remettre aux jeunes qui venaient de réussir le concours d'entrée et allaient faire partie de la congrégation très fermée des gadzarts.

Mais M. Flambard n'ira pas à Bordeaux, ni dans aucun des cinq autres centres des Arts et Métiers. L'administration de cette école lui a demandé de différer sa venue. Car ce père d'un élève de deuxième année dérange. Il a entrepris un véritable combat. A force de ténacité et d'acharnement, cet ingénieur, qui ne peut se prévaloir du statut de gadzart, oblige l'une des plus anciennes écoles d'ingénieurs et sa très puissante société d'anciens élèves (24 000 membres) à remettre en cause certains de ses rites d'initiation.

Scandalisé, l'an dernier, par le témoignage de son fils admis à l'ENSAM, révolté par la loi du silence qui couvre les méthodes employées à l'encontre des nouveaux élèves, choqué par la complicité passive des dirigeants des établissements, Henri Flambard s'est lancé dans une lutte sans merci contre l'une des traditions les plus ancrées dans cette école : l'«usinage», terme utilisé pour désigner le bizutage en vigueur aux Arts et Métiers.

Résistances et pressions

Ici, l'accueil des nouveaux élèves obéit à des règles strictes. Les «conscrits» sont littéralement «usinés», c'est-à-dire fabriqués, par référence à la vocation de l'école. Le traitement est rude et particulièrement long. La période d'usinage s'étend en effet sur plusieurs semaines : *«Les deuxième année instaurent un régime de terreur pendant deux mois»*, explique ainsi un élève qui a accepté de témoigner devant la section des affaires sociales du Conseil économique et social. Brimades physiques, mesures d'intimidation, absence de vie privée à l'internat, insultes... Les témoignages, rares du fait de la volonté des nouveaux de s'intégrer et de leur crainte de nuire à l'image de marque de l'école, sont édifiants.

L'une des caractéristiques des Arts et Métiers est la difficulté d'échapper à l'usinage. Certes, ce rite d'entrée n'est pas obligatoire, mais le refuser revient à se mettre en marge. Et pas seulement durant la scolarité : *«Si l'on refuse, on est rapidement isolé et exclu de la vie scolaire et extrascolaire, du club de volley au piano-bar situé dans la résidence des internes. On n'assiste plus aux assemblées générales, on ne peut s'exprimer dans le journal interne, on n'a pas droit à l'uniforme de l'école,* raconte Joël Flambard, qui, l'an dernier, s'était rebellé contre ce traitement. *De plus, lorsque l'on se met HU* (hors usinage), *l'avenir devient incertain. On n'est pas certain d'obtenir de l'aide des anciens élèves pour trouver un stage, s'assurer d'un premier emploi ou d'une carrière. Très récemment encore, on ne figurait pas dans l'annuaire des anciens élèves.»*

Henri Flambard, son père, est persuadé que l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers peut évoluer. Depuis un an, il multiplie les contacts avec l'administration de l'établissement, plaide auprès des élèves lorsqu'il en a l'occasion, rencontre les membres de l'Association des anciens élèves. Cette dernière a tissé un réseau fort de 24 000 membres, très soudés et solidaires. Responsable d'un service dans une grande entreprise publique, Henri Flambard n'a-t-il pas été convoqué par le numéro trois de cette association, lui-même ingénieur des Arts et Métiers, pour s'entendre dire que son action nuisait à l'école et qu'il serait bon d'y mettre un terme?

FRAPPEZ AVEC L'ANNUAIRE DES ANCIENS ÉLÈVES, ÇA LAISSE PAS DE MARQUE.

Face à ces résistances et à ces pressions, cet homme aurait pu baisser les bras. D'autant qu'un certain nombre des parents d'élèves avec lesquels il était entré en contact, bien qu'émus par ces pratiques, ne souhaitaient pas s'engager davantage de peur de nuire à leur enfant. Mais Henri Flambard ne s'est pas découragé. Pour se protéger et apparaître moins isolé, il est devenu membre de l'Association des usagers de l'administration. Depuis 1989, l'ADUA a fait de la lutte contre le bizutage un de ses chevaux de bataille. Ses armes sont désormais connues : non seulement elle informe les «bizuts» (les nouveaux élèves) de leurs droits, mais elle entreprend de toucher les établissements concernés au point sensible : leur réputation.

Ainsi, la société des anciens élèves de l'ENSAM a beau affirmer haut et fort qu'elle n'a *«pas attendu l'ADUA pour chercher à faire évoluer les pratiques de l'usinage»*, force est de constater que les témoignages des Flambard père et fils ont brisé une certaine loi du silence qui étouffait tout changement sérieux. Car jusqu'à présent les réserves n'étaient pas connues à l'extérieur de l'établissement.

Elles existaient cependant : ainsi, en 1989, un ancien élève de la promotion 1956 écrivait à l'élève de deuxième année responsable de l'usinage dans le centre de Bordeaux après une réception réunissant les gadzarts et les élèves de la nouvelle promotion : *«Mon cher camarade, (...), la réunion était fort sympathique et particulièrement chaleureuse. Une ombre toutefois dans le paysage : la présence de conscrits en larmes. Cette situation, inadmissible, est due à la conjonction d'une pression psychologique et d'une fatigue excessives. Les trad's* (traditions) *ne sont pas faites pour traumatiser les conscrits, mais pour développer solidarité et responsabilité tout en respectant la personne humaine (...).»*

Une communauté divisée

Henri Flambard le reconnaît lui-même : *«Un nombre important d'anciens élèves et de membres de l'administration de l'école souhaitent que les pratiques de l'usinage évoluent. D'autres, bien sûr, sont très attachés à ces traditions.»* Le directeur du centre de Bordeaux, François Lizarazu, indique pour sa part qu'il va tenter cette année de convaincre les élèves de deuxième année d'adoucir l'usinage. *«L'argument est simple,* explique ce normalien qui n'est pas ancien élève de l'ENSAM. *L'usinage est légitimé par le souci de créer un esprit de fraternité. Il est évident que certaines méthodes employées sont en contradiction avec cet objectif.»* Ce discours sera-t-il suffisant, s'il n'est pas accompagné de mesures plus vigoureuses? La direction générale de l'école a en effet choisi de ne pas interdire l'usinage, de peur, indique-t-elle, que les élèves ne le pratiquent de façon clandestine, sans en référer aux anciens et aux chefs d'établissement comme c'est le cas aujourd'hui. La société des anciens élèves souscrit à cette position.

Mais les choses bougent, à tout petits pas. Ainsi, une décision symbolique a été prise cet été : les «HU» pourront désormais figurer sur l'annuaire des anciens élèves. Ils ne sont plus bannis, exclus de la communauté, mais deviennent des gadzarts à part entière. De la même façon, un observatoire, réunissant un représentant de la direction de l'établissement, un élève et deux membres de la société des anciens élèves, vient d'être mis en place pour surveiller les différents usinages. Cet observatoire aura un correspondant dans chaque centre. *«Les délégués des élèves de deuxième année viennent d'être contactés,* continue Thierry Rault, vice-président de la société. *Nous leur avons indiqué que nous ne trouverions pas malsain qu'il y ait davantage de HU, c'est-à-dire de nouveaux élèves qui refusent l'usinage.»* Jusqu'à présent, dans chaque centre, les élèves hors usinage se comptaient sur les doigts d'une main, pour des promotions d'environ 170 personnes...

Si, dans son discours, la communauté des Arts et Métiers semble souhaiter une évolution des pratiques de l'usinage, elle risque d'être contrainte de changer plus vite que prévu. Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche exerce en effet toute sa vigilance à l'encontre de cet établissement. Et le fait savoir. La direction des enseignements supérieurs vient d'envoyer une lettre «personnalisée» au directeur de l'ENSAM, lui indiquant que ses services avaient été alertés de certains *«excès»* et que sa propre responsabilité administrative et pénale ainsi que celle des directeurs de centre pouvait être engagée. On ne saurait être plus clair.

MICHÈLE AULAGNON

Circulaire aux oubliettes

Empêtrés dans des sacs-poubelle, maculés de mousse à raser, les «bizuts» sont de retour, comme les feuilles mortes. L'an dernier pourtant, Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale, avait souhaité donner un coup d'arrêt à certains excès observés lors de ces rituels d'accueil. Ecartant une interdiction formelle, le ministre souhaitait assurer un juste équilibre entre folklore potache et dérapages inacceptables. La circulaire ministérielle du 8 septembre 1992 incitait les chefs d'établissement à prendre des *«mesures exemplaires»* en cas de débordements, à rendre publiques les sanctions qu'encourent les «bizuteurs» et à encourager les victimes à porter plainte.

Pour éviter que «sa» circulaire ne passe aux oubliettes, comme la dizaine de textes similaires adoptés depuis le début du siècle, M. Lang avait demandé à chaque recteur d'effectuer une enquête sur les pratiques observées dans les établissements. En dehors de quelques cas ponctuels, les débordements observés lors de bizutages paraissent rares. Mais il est vrai que les enquêtes réalisées par les rectorats ne concernaient pas les établissements d'enseignement supérieur.

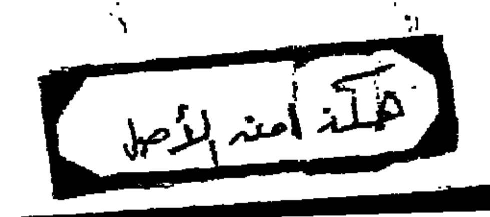
«Une marée mauvaise»

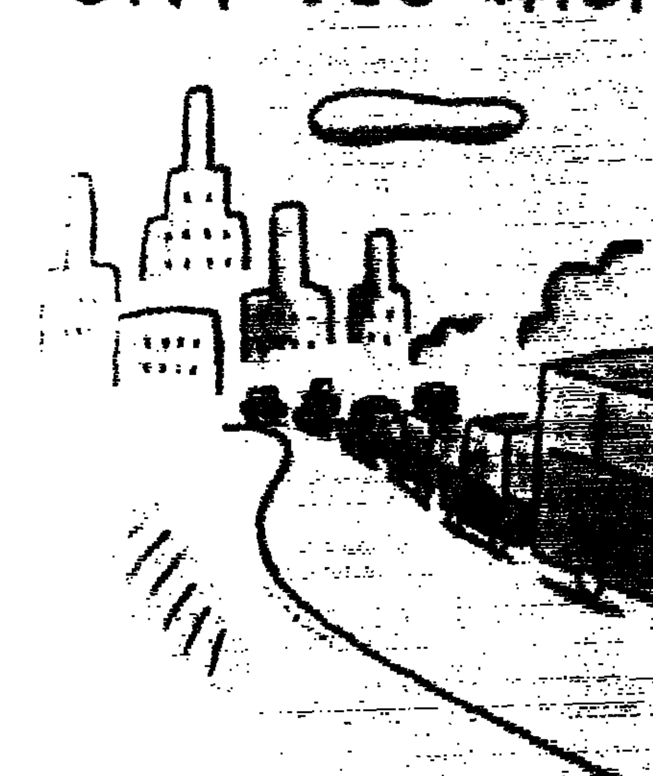
C'est pourtant là que les «excès» sont les plus nombreux. D'autant que le bizutage, une pratique jusque-là réservée aux grandes écoles et à quelques facultés comme médecine ou les beaux-arts, s'étend. Des établissements moins prestigieux, plus récents, souvent privés mais parfois publics, comme les instituts universitaires de technologie (IUT), en font une opération de relations publiques. Ils font «comme les grands». *«Aujourd'hui, le bizutage s'est répandu dans tout l'enseignement supérieur, telle une marée mauvaise»*, estiment Emmanuel Davidenkoff et Pascal Junghans, auteurs d'une enquête sur ce sujet (1). Y échappent encore les étudiants des sections de techniciens supérieurs et ceux inscrits dans les filières non professionnalisées des universités, en lettres et sciences humaines notamment.

Les mises en garde réitérées par les nouveaux ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ne seront donc pas inutiles. En août dernier, François Bayrou a demandé aux recteurs de veiller à l'application de la dernière circulaire et de *«ne tolérer aucun excès»*. Et M. Fillon a enjoint les présidents d'université et les chefs d'établissements d'enseignement supérieur de lui faire parvenir d'ici à la fin de l'année un compte rendu détaillé des mesures qu'ils comptent prendre pour que la rentrée se déroule dans de bonnes conditions.

M. A.

(1) *Du bizutage, des grandes écoles et de l'élite*, par Emmanuel Davidenkoff et Pascal Junghans, Plon, 200 pages, 99 francs.





CULTURE

La mort de Fernand Ledoux

De la Comédie-Française à « la Bête humaine »

Le comédien Fernand Ledoux est mort mardi 21 septembre à Villerville (Calvados) à l'âge de quatre-vingt-seize ans (*le Monde* du 22 septembre).

Fernand Ledoux avait rêvé, dans sa jeunesse, d'entrer à la Comédie-Française. Il réalisa ce rêve et connut au théâtre une carrière prestigieuse. Il disait avoir joué dans plus de huit cents pièces. C'est pourtant le cinéma qui fit de lui un acteur populaire. Avec son physique bonhomme, un peu « M. Tout-le-Monde », il y composa des personnages complexes, parfois comiques, le plus souvent dramatiques, couvant des violences et des passions sourdes, hésitant sur la frontière ténue qui sépare le bien du mal, et souvent aux prises avec le destin. Ses premiers succès à l'écran lui vinrent vers la fin des années 30. On ne l'a donc pas vraiment connu jeune dans ses films mais on l'y a vu vieillir avec ce sens de l'humanisme, de la psychologie, qui avait tant contribué à faire de lui un grand comédien.

Fernand Ledoux naît le 24 janvier 1897 à Tirlemont, en Belgique. Elevé au séminaire, il a la révélation de sa vocation théâtrale au cours d'études où il ne se distingue guère. En 1914, il s'engage dans l'armée, fait vaillamment la guerre. Démobilisé en 1919, il s'en va à Paris et s'inscrit au Conservatoire. Ses camarades de cours s'appellent Pierre Blanchar, Charles Boyer, Marie Bell, Madeleine Renaud.

En 1920, Fernand Ledoux acquiert la nationalité française. L'année suivante, à vingt-quatre ans, il est admis à la Comédie-Française. Pendant dix ans, on le voue aux « utilités » et aux seconds rôles. A partir de 1931, la mort de Léon Bérard libère des emplois qui vont permettre à Fernand Ledoux des interprétations éblouissantes avec des pièces de Molière, Pirandello, François Mauriac, etc.

En 1918, Jacques Feyder, cinéaste d'origine belge qui avait remarqué l'élève du Conservatoire, l'avait fait débuter au cinéma dans un moyen-métrage, *la Faute d'orthographe*. En 1921, il lui donna un petit rôle dans son *Atlantide*, d'après Pierre Benoit. Entre-temps, deux passages chez Marcel L'Herbier (*le Carnaval des vérités*, *Villa Destin*). Vient le parlant. Fernand Ledoux, de par sa formation théâtrale, y est plus à l'aise qu'au muet. Pourtant, il vaut mieux que cet adjudant Flick qu'il interprète dans *le Train de 8 h 47* (Henry Wulschleger, 1935), d'après Courteline, ou ses petits rôles dans *Folies-Bergère*, *Tarass Boulba*, *Mayerling* ou *Alerte en Méditerranée*.

C'est Jean Renoir qui va révéler Fernand Ledoux en lui confiant dans *la Bête humaine* (1938) le personnage de Roubaud, le chef de gare criminel, époux de Simone Simon qui veut le faire assassiner par Jean Gabin. Cette adaptation « moderne » du roman de Zola ouvre pour Fernand Ledoux l'ère des grands rôles : *Volpone*, de Maurice Tourneur, face à Harry Baur (1940), *Un tel père et fils*, de Julien Duvivier (1940), *Remorques* de Jean Grémillon (1939-41) avec Jean Gabin, Michèle Morgan et Madeleine Renaud, *l'Assassinat du Père Noël*, de Christian-Jaque (1941) avec, de nouveau, Harry Baur.

C'est l'époque des hommes entre deux âges : le père de deux filles aussi différentes que le jour et la nuit, bricoleur qui meurt au moment où toutes ses pendules sonnent, enfin, en même temps (*Premier bal*, de Christian-Jaque, 1941); le professeur chahuté, vieux garçon cherchant l'âme sœur dans les petites annonces (*Premier rendez-vous*, de Henri Decoin, 1941 avec Danielle Darrieux et Louis Jourdan). En 1942, Fernand Ledoux, du fait de l'Occupation et de l'atmosphère qui règne alors dans le milieu théâtral, démissionne de la Comédie-Française en se disant accaparé par le cinéma. Après *la Grande Manière*, de Jean de Marguenat, il est, à l'écran, cette année-là, dans *le Lit à colonnes*, de Roland Tual (adaptation d'un roman de Louise de Vilmorin), un directeur de prison s'attribuant la paternité d'un opéra composé par un jeune prisonnier (Jean Marais), amoureux de sa fille (Odette Joyeux) qu'il a entrevue à travers les barreaux de sa cellule.

A cette figure sournoisement terrible d'homme mûr affamé de célébrité artistique succède celle d'un seigneur du Moyen Age conduit à sa perte par Arletty, fille du diable (Jules Berry) dans *les Visiteurs du soir*, de Marcel Carné, film phare des années noires. On peut, pour 1943, oublier *Béatrice devant le désir*, de Jean de Marguenat. Mais la sortie de *Goupi Mains Rouges*, de Jacques Becker, chronique paysanne au surprenant réalisme, d'après un roman de Pierre Véry, apporte à Fernand Ledoux une nouvelle consécration. Il retrouve un personnage d'homme ordinaire tenté par le destin dans *l'Homme de Londres* (Henri Decoin, 1944), d'après un roman de Simenon, et un autre monde paysan pour *Sortilèges* (Christian-Jaques, 1944), film au réalisme poétique et fantastique.

Rôles divers et pittoresques

Il tient des rôles divers et pittoresques dans *la Fille aux yeux gris* (Jean Faurz, 1945), *la Fille du diable* (Henri Decoin, 1945), *la Rose de la mer* (Jacques de Baroncelli, 1946), *Danger de mort* (Gilles Grangier, 1947), *Eternel Conflit* (Georges Lacombe, 1947) puis se distingue en cabaretier-mareyeur breton, dupé par une fille de petite vertu qu'il a installé chez lui et veut épouser et, dans *Pattes blanches* (Jean Grémillon, 1948), sur un scénario de Jean Anouilh. Dans le « tragique quotidien » de cette œuvre noire, Fernand Ledoux a pour partenaires Suzy Delair, Paul Bernard, Michel Bouquet et Arlette Thomas. En 1949, il trouve l'occasion d'une composition saisissante avec l'adaptation d'une nouvelle d'Edgar Poe pour *Histoires extraordinaires*, le film à sketches de Jean Faurez.

En 1951, Fernand Ledoux revient à la Comédie-Française. Il a cinquante-quatre ans, le cinéma ne le sollicite plus autant, on ne lui trouve plus de rôles à sa mesure. Le voilà petit-bourgeois vieillissant, marié à Gaby Morlay et père de Robert Lamoureux dans les deux films de Jean-Paul Le Chanois *Papa, maman, la bonne et moi* (1954) et *Papa, maman, ma femme et moi* (1955). Il tourne aussi sous la direction de Bernard Borderie, Ralph Habib, et Henri Calef. Il apparaît en Monseigneur Myriel, évêque de Digne, dans *les Misérables*, version Jean-Paul Le Chanois (1957), en père de Romy Schneider, midinette viennoise de *Christine* (Pierre Gaspard-Huit, 1948) « remake » du *Liebelei* de Max Ophuls, d'après Arthur Schnitzler, qui est bien loin de valoir l'original.

Après *Recours en grâce*, de Laslo Benedek (1959) et *la Vérité*, de Henri-Georges Clouzot (1960), Fernand Ledoux se promène dans quelques films américains : *le Grand Risque* (Richard Fleischer, 1961), *le Jour le plus long* (Darryl F. Zanuck, 1961), *Freud, passions secrètes* (John Huston, 1962), *le Jour d'après* (Robert Parrish, 1964). En France, il tourne avec André Cayatte *le Glaive et la Balance* (1962) et Orson Welles *le Procès* d'après Kafka (1962), où sont réunis ses acteurs vedettes.

Les années passent et les films s'espacent. On notera *Peau d'âne* de Jacques Demy (1970), puis un curieux second souffle de Fernand Ledoux dans les comédies vachardes de Jean Yanne (*Moi y'en a vouloir des sous*, 1972, *les Chinois à Paris*, 1973), chez Jean Marbœuf (*Bel Ordure*, 1973) et Claude Chabrol (*Alice ou la dernière chance*, 1976). Après *Mille milliards de dollars* de Henri Verneuil (1981), il se retire définitivement.

JACQUES SICLIER

□ **Précision.** – Jean-Luc Boutté est bien sociétaire de la Comédie-Française et non comédien au Théâtre du Palais-Royal à Paris, comme pouvait le laisser croire le sous-titre de l'article qui lui était consacré dans *le Monde* du 22 septembre.

Le Val-de-Grâce restauré

François Mitterrand et Jacques Toubon devaient visiter le 22 septembre les anciens bâtiments qui s'ouvrent au public

En fait de val, il s'agit d'une colline. C'est en effet sur la montagne Sainte-Geneviève qu'Anne d'Autriche – la mère de Louis XIV, la reine des *Trois Mousquetaires* – installa une communauté de bénédictines, transfuges de la vallée de la Bièvre (d'où son appelation), en 1621. Cet Escurial parisien mit près d'un demi-siècle à sortir définitivement de terre. La première République le transforma en hôpital militaire. La restauration actuelle marque donc également le bicentenaire de l'installation du service des armées au Val-de-Grâce. Les salles du couvent furent aménagées pour les malades et les blessés. Une école d'application du service de santé des armées s'y installa à son tour en 1850.

La construction d'un établissement moderne, ouvert en 1979, a permis la rénovation des vieux bâtiments. Des salles pour des colloques et des expositions temporaires, le musée et la bibliothèque du service de santé, mais aussi des logements pour les infirmiers de l'hôpital et les stagiaires de l'école, s'y installeront. Ce sont ces bâtiments restaurés, sous la direction d'Yves Boiret, que François Mitterrand et Jacques Toubon doivent visiter, mercredi 22 septembre.

Les plans de l'abbaye royale furent dessinés par François Mansart, mais profondément remaniés par Jacques Le Mercier et Pierre Le Muet. C'est à ce dernier que l'on doit l'élan du tambour de la chapelle – chef-d'œuvre du baroque français. Il ordonna également le riche décor sculpté que l'on peut voir à l'intérieur de l'église, réalisé par Michel Anguier, tandis que Pierre Mignard brossait la fresque du dôme. C'est encore à Le Muet que l'on doit le dessin du baldaquin qui coiffe l'autel. L'orgue Cavaillé-Coll, d'abord installé au Panthéon, puis transféré au Val-de-Grâce vers 1890 a été restauré . L'avant-cour fut achevée après la mort de la reine (1666). Dans un avenir que l'on affirme proche deux fontaines devraient orner l'actuelle place Alphonse-Laveran, débarrassée de ses voitures.

Les travaux de restauration (1) entrepris dès 1981 (le dôme et la fresque) ont été longs et coûteux. Près de 280 millions de francs ont été investis, à différents titres, depuis cette date, par les ministères de la défense et de la culture (87,7 millions de francs entre 1988 et 1993). Le jardin du cloître a retrouvé son bassin et ses parterres. Le musée, véritable conservatoire de la pathologie de guerre qui, au fil des ans, avait tourné au bric-à-brac tragique, va être restructuré profondément.

Dans la crypte, les souvenirs purement commémoratifs ; dans des salles ouvertes au grand public, la partie proprement historique (matériels sanitaires, maquettes, peintures, uniformes, etc) ; dans une section spéciale destinée aux chercheurs, les pièces anatomiques (réelles ou en cire) accompagnées de leur documentation. A la bibliothèque (40 000 ouvrages, 130 000 thèses), ouverte depuis 1990, s'ajouteront les archives. La première exposition (temporaire) est bien sûr consacrée au bâtiment et à son histoire. Ce nouvel espace, sobrement aménagé par Catel, sera inauguré par François Mitterrand, dont il faut noter qu'il est l'un des rares chefs d'Etat français à ne pas avoir son port d'attache médical au Val-de-Grâce.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les services du génie ont effectué la plupart des travaux dans les parties non classées.

► **La prochaine opération « Mon patrimoine », destinée à sensibiliser le public à un aspect du patrimoine, se déroulera au Val-de-Grâce du 27 septembre au 3 octobre. Pendant ces six jours, de nombreuses manifestations gratuites (visites guidées, concerts d'orgue, démonstrations d'artisans, projections de films) seront proposées (tél. : 40-15-82-92).**



ÉCONOMIE

Après le refus des Etats-Unis de rediscuter le préaccord de Blair House sur le GATT

Pas de triomphalisme

Le sentiment de soulagement qui a immédiatement suivi le compromis, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 septembre, entre les Douze à propos du volet agricole du GATT, n'aura été que de courte durée. Les ministres français, d'ailleurs, qui avaient, dans la chaleur de l'accord, exprimé leur *«satisfaction»*, se sont bien gardés par la suite de toute déclaration triomphaliste et les organisations agricoles majoritaires ont même appelé à *«la plus grande prudence»*, puisque *«rien n'était gagné et que tout restait à faire»*.

Mais c'est le communiqué de Mickey Kantor, représentant de Bill Clinton pour les négociations commerciales, qui a jeté mardi un froid glacial sur les relations – déjà délicates à cause de l'aéronautique et des transports maritimes notamment – américano-européennes. Si l'unité de la CEE a été sauvée, en revanche la tension de part et d'autre de l'Atlantique a monté de plusieurs crans. *«Pas question de rouvrir le préaccord de Blair House, directement ou de manière déguisée,* ont fait savoir sèchement les Américains, *sous couvert d'interprétation ou de clarification.»* Autant dire que la marge dont disposera Sir Leon Brittan, le commissaire-négociateur européen qui est attendu à Washington le 26 septembre, sera fort étroite, voire infinitésimale. Ce dernier s'est d'ailleurs montré fort irrité par les innombrables communiqués, commentaires ou supputations avant même qu'il ait mis le pied, muni d'un nouveau mandat des Douze, sur le sol américain.

Mais, pour la France, Sir Leon Brittan n'est pas un commissaire ordinaire. Connu pour ses thèses foncièrement libérales, il a eu l'occasion dans le passé de multiplier les passes d'armes avec Paris sur des dossiers comme les aides publiques à Renault ou la tentative de rachat par l'Aérospatiale et un partenaire italien du constructeur canadien d'avions De Havilland. Dire que le gouvernement Balladur surveillera de très près les *«conversations»* – le sens des mots revêt maintenant une importance particulière, et l'on sait les inépuisables ressources du vocabulaire – de l'envoyé spécial européen est un euphémisme.

La question de fond reste de savoir si les agricultures française et européenne ont sauvé l'essentiel ou si le pire est à venir. Il est sûr que le gouvernement, qui a mis la barre très haut, n'aura pas satisfaction à 100 %. Edouard Balladur le sait et le dit. Mais ce que ne dit pas assez le gouvernement, c'est qu'il dispose encore de trois cartouches pour calmer, si besoin, les paysans : l'amélioration entre les Douze des dispositions de la politique agricole commune (PAC), le budget 1994 de l'agriculture qui peut faire l'objet de retouches parlementaires significatives, et les politiques propres des régions et départements dont l'aménagement de *«leur»* territoire rural pourrait, ici ou là, être érigé en priorité.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Alain Juppé dénonce «les oukases américains» sur l'agriculture

Après le compromis entre les Douze à Bruxelles, la réaction la plus attendue est venue, mardi 21 septembre, des Etats-Unis, Mickey Kantor, chargé auprès de Bill Clinton des négociations du GATT, ayant indiqué qu'il n'était pas question pour Washington de renégocier, sous une forme ou sous une autre, le préaccord agricole de Blair House. Aux premiers sentiments de soulagement, mêlés toutefois de prudence, est venu s'ajouter le risque de nouvelles tensions entre la CEE et les Etats-Unis. Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé, sur France 2 le même jour, que *«les oukases américains n'étaient pas une méthode de discussion internationale»* et que, *«si la rediscussion de l'accord n'était pas au menu des entretiens Kantor-Brittan, alors l'approbation du GATT ne sera pas au menu de la Communauté»*. Estimant pour sa part que ce qui s'était passé à Bruxelles était *«irréversible»*, Edouard Balladur a précisé sur TF1, à l'adresse de Washington, mais aussi sans doute des syndicats agricoles français : *«Il faut que chacun accepte qu'il n'a pas raison à 100 % tout seul. La question essentielle est de savoir si l'Europe doit être ouverte à tous les vents ou être organisée avec une politique claire et les moyens de la défendre.»* A Bonn, le chef de la diplomatie, Klaus Kinkel, a indiqué qu'*«on devait le compromis de Bruxelles, qui n'a pas été facile à obtenir, à l'étroite coordination entre les gouvernements allemand et français. Les soucis, questions et doutes de la France ont été pris en compte»*.

Dans les milieux professionnels agricoles, la FNSEA et le CNJA demeurent très vigilants (*lire ci-dessous*). La confédération paysanne dénonce *«la stratégie pour gagner du temps et masquer une capitulation»* et le MODEF, une des composantes de la Coordination rurale, qui parle aussi de *«capitulation»*, stigmatise *«la mascarade des Douze à Bruxelles, qui a débouché sur l'inacceptable et qui n'avait pour seul objectif que de tromper les Français»*.

Washington exprime sa fermeté

Au risque de se retrouver, à leur tour, isolés sur une position intransigeante, les Etats-Unis ont répondu par une quasi fin de non-recevoir, mardi 21 septembre, à la demande de la Communauté économique européenne de rediscuter certaines interprétations du préaccord dit de Blair House, sur le volet agricole du GATT.

WASHINGTON

de notre correspondant

Avant même de s'entretenir avec sir Leon Brittan, attendu les 26 et 27 septembre à Washington, l'administration américaine a fait savoir que les pourparlers avec le commissaire européen chargé du commerce extérieur ne sauraient être que limités. Ils ne devront en aucun cas aboutir à *«modification déguisée»* du document négocié en novembre 1992 à Blair House, à Washington, qui prévoit une diminution de 21 % des exportations agricoles subventionnées. Mickey Kantor, le représentant de Bill Clinton pour les négociations commerciales, a prévenu qu'il attendait M. Brittan avec méfiance, bien décidé à ne pas s'embarquer dans ce qui ressemblerait à une renégociation du document de Blair House.

«Nous ne rouvrirons pas, directement ou indirectement, l'accord de Blair House», indique M. Kantor dans un communiqué d'une dizaine de lignes, publié quelques heures après que les Européens eurent décidé de confier à M. Brittan le soin de *«discuter»* – et non, formellement, de renégocier – avec les Américains certains aspects du dossier agricole. M. Kantor observe que la visite de M. Brittan à Washington avait été décidée avant la réunion de Bruxelles de lundi et que la *«réouverture de l'accord de Blair House ne figure pas au menu des entretiens prévus»* avec le commissaire européen.

Si la porte n'est pas tout à fait fermée à la discussion, la marge de négociation paraît plus qu'étroite : un débat sur *«une interprétation ou une clarification de Blair House ne saurait être une manière déguisée d'en modifier les termes»*, souligne M. Kantor. Autrement dit, le négociateur américain accepte le principe du débat, puisqu'il lui est difficile de ne pas recevoir M. Brittan, mais il en définit à l'avance les conclusions : pas de renégociation de Blair House. On peut discuter de Blair House, pas formellement le *«rouvrir»*, laisse entendre M. Kantor, dont la subtilité sémantique paraît répondre à celle déployée par les ministres de la CEE lors de leur réunion de Bruxelles.

«Tout juste acceptable»

M. Kantor fait valoir que *«l'accord de Blair House reflète un compromis difficile que les Etats-Unis acceptent dans son intégralité»*. Le document représente *«pour les Etats-Unis, comme pour les autres partenaires commerciaux de la CEE, quelque chose de tout juste acceptable»*, dit encore M. Kantor, qui paraît reprendre une des armes souvent utilisées par Washington : jouer sur les divisions européennes, en l'espèce opposer la France aux autres membres de la Communauté.

M. Kantor réaffirme que l'administration Clinton entend conclure l'Uruguay Round d'ici à la mi-décembre, date à laquelle elle doit soumettre au Congrès un accord de principe sur cette nouvelle étape de la libéralisation du commerce. Les milieux officiels américains accusent les Européens de manquer à leur parole : *«Pour nous,* disent-ils, *Blair House était bel et bien un accord, nous nous sommes engagés»* lors de la négociation menée en novembre 1992 avec la Commission. La France et nombre de ses partenaires font valoir qu'il ne s'agit que d'un *«préaccord»* sans valeur tant qu'il n'a pas été entériné par le Conseil des ministres de la Communauté.

A Washington, l'idée de reprendre ce qui fut une négociation extrêmement difficile – menée, ici aussi, sous la pression du lobby agricole – est vécue comme un cauchemar. Interrogé sur l'impact d'une éventuelle renégociation de Blair House, un responsable américain répondait, horrifié : *«C'est comme si vous me demandiez si le fait de me casser la jambe serait bon pour mon tennis.»* Il ne se disait guère plus disposé à admettre *«une exception culturelle»* pour, comme le demande la France, exclure de l'Uruguay Round le cinéma et l'audiovisuel. Signe d'une nouvelle période d'exaspération réciproque entre Washington et Paris, le *Washington Post* écrivait mardi : *«Les Français imputent tous leurs maux, et même les difficultés de leur industrie cinématographique, à l'habituel suspect, les Etats-Unis.»*

A. Fr.

POINT DE VUE

Le risque d'une crise

par Luc Guyau et Christian Jacob

QUELS sont les résultats du conseil plutôt embrouillé des Douze sur le volet agricole du GATT ? L'agriculture française et européenne est-elle tirée d'affaire ? La FNSEA et le CNJA sont-ils satisfaits ? Malheureusement, si les négociateurs français ont des motifs de satisfaction après l'engagement de leurs partenaires européens en faveur d'une reprise des discussions avec les Etats-Unis, pour l'Europe tout reste à faire.

Le commissaire européen chargé des négociations commerciales, M. Brittan, qui repart pour les Etats-Unis la semaine prochaine, doit concrétiser à Washington la décision du conseil des Douze de réviser le préaccord de Blair House. L'agriculture française et européenne n'est toujours pas à l'abri et, puisque les Français soutiennent massivement le combat des agriculteurs (à 70 %, disent les sondages), ils doivent savoir que l'agriculture est toujours au bord du gouffre. Le risque s'est même accru lundi, les négociations à venir pouvant se résumer à un tour de passe-passe diplomatique qui laisserait inchangée la substance de Blair House.

Du point de vue diplomatique, avoir évité une crise n'est pas, pour l'Europe, un succès en soi. Le seul objectif à poursuivre doit être de forcer l'Europe à exister sur la scène internationale, en évitant la crise ou, au contraire, en y ayant recours. Une telle crise n'est d'ailleurs pas à exclure pour les semaines à venir, l'Europe doit en être bien consciente. La France ne devra pas hésiter à la provoquer si les négociations entre les Etats-Unis et la Commission européenne échouent.

Dans l'immédiat, c'est autour des négociations américano-européennes que va s'organiser l'action syndicale de la FNSEA et du CNJA et, nous l'espérons, le soutien de toute l'opinion publique. La FNSEA et le CNJA continueront d'appeler les élus de la nation à être fidèles à leurs discours antérieurs, tout en incitant l'ensemble des responsables socio-économiques à s'interroger sur le GATT, sur ses avantages, ses inconvénients et sur les moyens les meilleurs de rendre sa vitalité à l'économie européenne et française.

Ce combat n'est pas seulement celui de l'agriculture, l'audiovisuel, le textile et bien d'autres secteurs économiques européens sont eux aussi gravement menacés. C'est pourquoi nous apportons tout notre soutien à ces professions qui, avec nous, défendent une réelle identité européenne.

► Luc Guyau est président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et Christian Jacob président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs).

Les réactions politiques

□ **Jacques Chirac : *«défense exemplaire»*.** – Le président du RPR a déclaré, mardi 21 septembre, que *«le gouvernement a défendu les intérêts de la France de façon exemplaire»*. *«Je m'en réjouis»*, a-t-il indiqué après un déjeuner avec Edouard Balladur, ajoutant qu'il souhaite *«que* [la] *fermeté* [du premier ministre] *soit couronnée de succès»*.

□ **Valéry Giscard d'Estaing : *«rester vigilant»*.** – *«C'est un bon résultat obtenu par les négociateurs français. Nous avons évité la crise européenne, mais il reste encore deux obstacles à franchir : la réouverture de la négociation avec les Etats-Unis et la réaction de nos amis européens dans le cas où la discussion avec les Etats-Unis échouerait. Il faut rester vigilant»*, a déclaré Valéry Giscard d'Estaing, madi, au cours des journées parlementaires de l'UDF à Issy-les-Moulineaux.

□ **Clubs Perspectives et Réalités : *«bonne collaboration franco-allemande»*.** – Jean-Marc Nesme, porte-parole des Clubs Perspectives et Réalités, se félicite *«qu'on ait su éviter une nouvelle crise européenne* (...). *La France vient de reprendre l'initiative en s'appuyant sur une bonne collaboration franco-allemande* (...). *Avec ce succès d'étape, la voie est dégagée pour un accord raisonnable* (...). *La vigilance s'impose car rien n'est encore gagné définitivement»*.

□ **Yves Galland (Parti radical) : *«succès significatif»*.** – Le président du Parti radical, Yves Galland, estime que *«le gouvernement français a remporté un succès significatif en obtenant le réexamen du volet agricole du GATT»*. *«La Commission européenne a désormais une obligation de résultats. Nous demanderons au commissaire, Leon Brittan, de nous en rendre compte au Parlement européen»*, a ajouté M. Gazlland.

□ **CNI : *«rassurer les agriculteurs»*.** – *«La fermeté du gouvernement français, qui n'hésitera pas à faire usage de son droit de veto, devrait rassurer les agriculteurs»*, estime Jean-Antoine Giansily, président du Centre national des indépendants (CNI).

□ **PS : *«faux-semblant»*.** – Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que *«le gouvernement n'hésite pas à transformer en réussite ce qui est, en réalité, un échec»*. *«Une seule chose est claire : l'Europe, avec l'accord de la France ne renégociera pas Blair House»*, a déclaré M. Malvy, selon qui, *«depuis des mois, la droite clamait à tous vents : veto ! veto ! veto !»* alors qu'*«elle se contente maintenant d'un faux-semblant»*.

□ **PCF : *«capitulation»*.** – Le PCF dénonce *«la capitulation»* du gouvernement, qui n'a *«même pas prononcé le mot «veto» à Bruxelles»*. *«Une telle capitulation donne le feu vert aux ambitions dominatrices des Etats-Unis»*, estime le Parti communiste, avec des *«conséquences catastrophiques pour la France et pour les autres pays européennes, frappés par les friches, la désertification et le chômage, tout comme pour ceux du tiers-monde, où la famine s'aggraverait»*.

MM. Mitterrand, Balladur et Toubon défendent la clause d'«exception culturelle»

A Gdansk (Pologne), où il était reçu mardi 21 septembre docteur *honoris causa*, le président de la République a vigoureusement défendu la «clause d'exception culturelle» invoquée par la France à l'occasion de la renégociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le président de la République a renouvelé, en insistant, l'appui qu'il avait apporté le 7 septembre aux industries française et européennes de l'image.

Le même jour, le ministre de la culture, Jacques Toubon, a développé à Bruxelles des arguments identiques auprès de la Commission européenne. M. Toubon a rencontré Leon Brittan, le commissaire chargé des négociations du GATT. Le ministre français a défendu la thèse selon laquelle «l'exception culturelle» doit avoir pour conséquence d'exclure l'audiovisuel des discussions internationales portant sur le commerce. M. Brittan, pour sa part, a préféré parler de «spécificité culturelle».

Enfin, interrogé sur TF1 lundi soir, M. Balladur s'est déclaré disposé à tout faire pour faire accepter la notion d' «exception culturelle» aux Etats-Unis et aux partenaires européens de la France.

Développant les thèmes évoqués devant les responsables de l'audiovisuel qu'il avait reçus à l'Elysée, M. Mitterrand a déclaré : *«Le succès médiatique et l'efficacité commerciale peuvent-ils impunément s'imposer aux exigences de la pensée et de l'éthique ?*

» Nos partenaires d'Amérique [demandent] *l'inclusion des activités de production et de diffusion des images dans l'accord général, ils veulent obtenir, en vertu du principe de libre concurrence, la suppression des règles que l'Europe s'est fixées pour assurer sur ses écrans de télévision la présence d'un nombre, que je dirais raisonnable, d'œuvres européennes.»*

Après avoir évoqué les parts de marché des films américains dans plusieurs pays d'Europe (85 % au Portugal, 84 % en Grande-Bretagne), le président de la République a rejeté l'accusation de protectionnisme en s'interrogeant : *«L'Europe est-elle protectionniste lorsqu'elle achète aux Etats-Unis quinze fois plus d'images qu'elle ne lui en vend ?»* et en déplorant le *«mauvais procès qui s'attache aux aides financières à la production et à la diffusion de nos cinémas d'Europe et qui seraient contraires aux principes de la juste concurrence.»* Faisant allusion au système français fondé, entre autres, sur l'avance sur recettes, M. Mitterrand a fait observer que *«ces aides ne sont pas en majorité des aides publiques, ce sont des financements prélevés par les professionnels eux-mêmes sur leurs propres gains et réservés par eux dans l'économie audiovisuelle»*.

Le président de la République a poursuivi : *«Ce qui est en jeu, c'est l'identité culturelle de nos nations, c'est le droit pour chaque peuple à sa propre culture, c'est la liberté de créer et de choisir nos images. Une société qui abandonne à d'autres ses moyens de représentation, c'est-à-dire les moyens de se rendre présente à elle-même, est une société asservie.»*

Tout en se défendant de *«dresser les unes contre les autres les cultures d'Europe et celles du Nouveau Monde»* M. Mitterrand a indiqué : *«Voilà pourquoi la France et je l'espère l'Europe tout entière défendront dans la négociation internationale en cours la clause «d'exception culturelle» – celle-là même qui vient d'être adoptée par les Etats-Unis, à la demande du Canada, dans le traité d'échange nord-américain. Cette clause stipulera que le cinéma et l'audiovisuel sont exclus du champ de l'accord commercial, comme le sont d'autres secteurs sensibles, telle la santé».*

«Toute autre position, a ajouté M. Mitterrand, *serait en outre contraire au traité de Maastricht qui définit, en son article 128, la responsabilité de la Communauté dans – je cite : «l'épanouissement des cultures des Etats membres» et «l'appui à la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur audiovisuel».*

» Toute autre position conduirait au démantèlement des mécanismes de soutien de notre création, comme les programmes issus de «l'Eurêka audiovisuel» qui préfigurent ce que nous devrons développer en commun.

» On ne construira pas l'Europe sans images de l'Europe», a conclu le chef de l'Etat.

□ **Alain Madelin lance une campagne en faveur du développement local.** – Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, a présenté, mardi 21 septembre, la campagne du gouvernement en faveur du développement local. Cette campagne, qui vise à favoriser la relance économique en *«détectant les projets d'entrepreneurs qui sommeillent ou qui ont du mal, pour des raisons administratives ou financières, à se concrétiser»*, se traduira par la signature de chartes de développement local. La première convention sera signée à Alès (Gard), jeudi 23 septembre, et les grandes entreprises installées dans ce bassin d'emploi (par exemple Rhône-Poulenc ou Merlin Gerin), ou la chambre de commerce et les collectivités locales s'engageront, à côté de l'Ecole des mines d'Alès à *«être des partenaires actifs du développement»*.

□ **Projet de recours à un médiateur pour régler les conflits entre banquiers et clients.** – A l'image du système que les assureurs mettent en place à partir du 1er octobre pour régler les litiges entre les compagnies et leurs clients, le comité consultatif des usagers bancaires veut relancer l'idée d'un médiateur entre les banques et les consommateurs . Selon Maurice Gousseau, président du comité consultatif, *«la France est très en retard par rapport aux autres pays de l'Europe de l'Ouest dans le traitement des litiges entre banques et clients»*. Le débat a été engagé par le comité consultatif depuis 1991 et l'Association française des banques (AFB) y participe depuis quelques mois. Mais, selon le porte-parole de celle-ci, *«Il ne faut pas se focaliser sur le médiateur, qui place un écran supplémentaire entre le banquier et le client»*.



ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances à Abidjan

La France conditionne son aide aux pays de la zone franc à des accords avec le FMI

Lors de la réunion des ministres des finances de la zone franc, lundi 20 et mardi 21 septembre à Abidjan (Côte-d'Ivoire), Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a confirmé à ses homologues que la France ne fournirait plus d'aide à l'ajustement aux pays qui ne concluront pas d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI).

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

L'avertissement figurait dans une lettre envoyée la semaine dernière par Edouard Balladur aux chefs d'Etat des quatorze pays de la zone franc. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, l'a renouvelé au cours de la réunion d'Abidjan : la France, a-t-il dit, *«ne pourra* [pas] *prolonger son aide à l'ajustement»* aux pays qui ne s'engagent pas à négocier *«au plus vite»* un accord avec le FMI.

Pour justifier ce *«ton nouveau»*, M. Alphandéry a avancé deux raisons essentielles : l'état des finances publiques de la France, d'une part, qui lui interdit d'accroître l'aide financière aux pays de la zone franc pour qu'ils équilibrent leurs finances publiques (elle a été multipliée par quatre entre 1987 et 1992); le peu d'efficacité de ces milliards de francs déboursés par Paris (4 milliards l'an passé), d'autre part.

Dégradation rapide

Utilisé – dans le meilleur des cas – pour rembourser les organismes internationaux prêteurs, cet argent n'a pas empêché la situation économique de *«se dégrader très rapidement»* dans les pays de la zone franc, a reconnu M. Alphandéry.

D'où l'inflexion du discours français. Paris désormais subordonne le maintien d'une partie de son aide (*«l'aide au développement»* n'est pas concernée) à la conclusion d'accords entre ses partenaires africains et le FMI. Des accords synonymes de réduction des salaires et des emplois dans la fonction publique, de libération partielle de certains prix, en échange de nouveaux prêts.

Mais la fermeté du discours français ne doit pas faire illusion. L'incitation à passer des accords avec le FMI ne date pas d'aujourd'hui. Quatre des pays africains de la zone franc l'ont déjà fait (Mali, Burkina-Faso, Bénin, Guinée-Equatoriale). Le Sénégal va suivre sous peu, comme le Gabon une fois les élections passées. La Côte-d'Ivoire hésite.. . Au-delà, les pays de la zone franc savent qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant l'avertissement de Paris. *«Ce n'est pas une menace. Je sais que la France ne nous lâchera pas si nous avons des problèmes»*, confiait Ousmane Sakho, le ministre sénégalais de l'économie, des finances et du plan. Il n'est sans doute pas le seul à tenir ce discours.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Une solidarité exigeante

Suite de la première page

La Banque mondiale, et cela depuis plusieurs années, reçoit plus de l'Afrique qu'elle ne lui prête et a quasiment cessé d'intervenir au profit des pays de la zone franc. Nos grands partenaires du monde occidental diminuent leur aide, la plupart des pays de cette zone se retrouvent seuls face à la France. J'ajoute que, dans le domaine de la sécurité, notre pays est impliqué dans un nombre important de pays, qu'il s'agisse du Tchad, de la Somalie ou du Rwanda : notre action, pour essentielle qu'elle soit aujourd'hui au maintien de la paix, atteint ses limites.

Pour l'avenir, notre politique doit être clairement énoncée. Nous devons cette franchise à nos partenaires africains, afin de leur permettre de prendre en compte nos orientations, dans l'exercice si difficile de leur gouvernement. Nous sommes partenaires, dans une politique de coopération qui doit répondre à leur attente. Mais nous sommes en droit d'être aussi exigeants à leur endroit que nous le sommes avec nous-mêmes.

Notre aide doit s'insérer dans une politique économique cohérente : si ce n'était pas le cas, elle perdrait toute efficacité. Elle doit intervenir dans des pays en paix avec eux-mêmes comme avec leurs voisins et dans le cadre d'un consensus démocratique minimum : si ces conditions n'étaient pas réunies, le risque serait grand qu'elle soit confisquée au profit de certains, voire tout simplement détournée.

Privilégier les projets de développement

La France, soucieuse d'apporter une aide importante qui soit aussi une aide efficace, doit s'attacher à donner à son action des lignes permettant de la guider.

Seuls les pays qui auront engagé avec courage une indispensable politique de redressement pourront désormais compter sur un soutien durable de la France, mais aussi de la communauté internationale. Nous sommes prêts, comme par le passé, à user de toute notre influence pour que les institutions de Bretton Woods témoignent leur intérêt et apportent leur appui aux pays africains. Mais nous ne pourrons plus intervenir si certains pays préfèrent rester à l'écart de la communauté financière internationale et des règles de la bonne gestion. De même, nous nous efforcerons de favoriser toutes les mesures qui permettront le développement sur le continent africain des politiques d'intégration régionale.

Pour soutenir ces politiques de redressement, la France maintiendra le niveau de son aide, l'un des plus élevés des pays industrialisés, mais son effort de solidarité devra se réorienter progressivement vers des projets de développement et non plus vers des aides financières, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela signifie que nos partenaires africains doivent s'efforcer de couvrir par leurs recettes fiscales et douanières, qui font trop souvent encore l'objet d'évasion ou de non-recouvrement, les dépenses de fonctionnement de leurs Etats. Un effort particulier de coopération technique leur sera proposé dans ces différents domaines.

La présence des entreprises françaises sur le continent est déjà importante, et le dynamisme des communautés françaises expatriées contribue à la renforcer. Il faut cependant aller plus loin. La France entend contribuer à la réhabilitation et au développement de l'entreprise privée en Afrique, et à améliorer son environnement politique, économique et juridique. C'est à cette seule condition que les entreprises françaises et étrangères orienteront leurs investissements en Afrique plutôt que vers d'autres régions du monde, et contribueront ainsi à son développement.

Il n'y a de progrès économique durable que dans la stabilité politique et la sécurité.

La France n'a pas vocation à s'immiscer dans les affaires d'autrui pour donner des leçons de démocratie ou de bon gouvernement. C'est d'autant plus vrai que notre règle la plus absolue est d'entretenir des relations avec des Etats, quel que soit leur gouvernement. On ne peut toutefois lui ôter le droit de choisir ses partenaires et d'en préférer certains à d'autres. Par fidélité à une certaine conception de la dignité humaine, elle souhaite réserver l'essentiel de la coopération aux Etats où existe un consensus démocratique et où, de ce fait, l'ensemble de la population peut être mobilisé en faveur du développement. Elle souhaite par conséquent user de son influence pour favoriser l'Etat de droit et toutes les procédures qui permettent d'assurer la légitimité démocratique, en fonction des coutumes et des systèmes politiques propres à chaque pays.

S'agissant de la sécurité, la France entend continuer à jouer en Afrique un rôle stabilisateur. Tel a été l'effet d'une présence militaire substantielle qui, de la corne de l'Afrique, à l'est, au Sénégal, à l'ouest, ou encore au Gabon, au centre, a contribué à limiter l'instabilité et l'insécurité sur le continent.

Penser ensemble notre avenir

Il est arrivé à la France d'intervenir seule, lorsque cela lui était demandé en vertu d'un accord de coopération. Elle participe de façon croissante aux opérations menées sous l'égide des Nations unies. Il est à mes yeux essentiel que, dans l'effort d'organisation que doit accomplir notre société internationale, l'Afrique se dote progressivement de moyens d'action efficaces. L'OUA, en particulier, qui s'est efforcée lors de son dernier sommet du Caire de réfléchir au règlement pacifique des différends, doit davantage prendre en charge, avec l'aide de l'ONU, la gestion des crises qui agitent l'Afrique. La France est prête à apporter tout son soutien à un tel effort. N'est-ce pas en Afrique que l'ONU a développé de façon spectaculaire son nouveau rôle, qu'il s'agisse de prendre en charge totalement l'organisation d'élections dans un pays, comme ce fut le cas en Namibie, ou encore d'intervenir sans appel d'un Etat membre, comme c'est le cas aujourd'hui en Somalie?

Les relations entre la France et l'Afrique entrent aujourd'hui dans une nouvelle étape, celle de la maturité. Les liens de l'amitié et de l'estime réciproque restent ce qu'ils furent toujours. Mais les risques que court l'Afrique, dans la compétition internationale, sont désormais tels qu'une exigence de rigueur est le témoignage le plus efficace de solidarité. Elle est la meilleure réponse que l'on puisse donner à ceux que la crise pousse à l'égoïsme et au repli sur eux-mêmes.

La France, pas plus que l'Europe, ne retrouvera la prospérité et le progrès si, à quelques centaines de kilomètres de ses côtes, règnent la misère et le désespoir. Je suis convaincu que l'Afrique peut demain, si elle en prend les moyens et avec notre aide, être le partenaire dont l'Europe a besoin; la grande capacité de ses hommes, l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, ses ressources en matières premières comme l'évolution positive de l'Afrique du Sud sont autant d'espoirs pour l'avenir.

Il y a plus de trente ans, l'Afrique a commencé à accéder à l'indépendance. *«Plus qu'un transfert d'attributions*, dira André Malraux, *c'est un transfert de destin.»* Aujourd'hui encore, pourtant, la France ne souhaite pas que son destin et celui du continent empruntent des voies trop divergentes : nos liens sont trop forts, notre amitié trop fidèle pour que nous ne souhaitions pas, ensemble, penser notre avenir.

EDOUARD BALLADUR

Les conséquences de la crise du marché de l'automobile

Le groupe Peugeot-Citroën va supprimer 6 000 emplois en 1994

L'an prochain, le groupe automobile PSA (85 000 salariés) prévoit de supprimer quelque 6 000 emplois, après 4 200 en 1993. Mardi 21 septembre, la direction de Peugeot (53 000 salariés) a confirmé devant le comité central d'entreprise un plan social qui concernera 4 023 personnes. Dans les semaines qui viennent, Citroën (30 000 salariés) devrait officialiser une diminution de quelque 2 000 postes en 1994.

De plus grande ampleur qu'en 1993, le plan social officialisé mardi 21 septembre par Peugeot est aussi plus précoce. En effet, l'an passé, la firme au lion avait attendu le 13 janvier avant d'informer le comité central d'entreprise. Cette année, l'annonce sera intervenue presque quatre mois plus tôt, afin que les départs s'échelonnent sur la totalité de l'année.

L'effondrement du marché européen de l'automobile, en recul de 17 % sur les huit premiers mois de l'année, est évidemment à l'origine de cette accélération des restructurations engagées depuis plusieurs années. Une remise à niveau d'autant plus nécessaire, estime-t-on chez PSA, que la concurrence mondiale que se livrent les constructeurs exige une amélioration constante de la productivité. En clair, il faut produire des véhicules de meilleure qualité avec des salariés moins nombreux et mieux formés. Malgré la multiplication des mesures de chômage partiel, l'objectif de 12 % de gains de productivité fixé par les dirigeants du groupe – qui entend égaler, vers l'an 2000, le niveau de compétitivité des usines japonaises installées en Europe – exige de nouveaux sacrifices sur l'emploi mais aussi une action résolue sur les frais généraux.

Les usines de la société Automobiles Peugeot vont subir une cure d'amaigrissement comparable à celle de 1993 (2 547 contre 2 597). Les disparitions de postes se répartissent entre les unités de Sochaux (1 408), Mulhouse (995), Lille (98), Saint-Etienne (7) et Sept-Fons (39). Sont prévus 1 159 départs en préretraite parallèlement au recours à des préretraites progressives (passage à mi-temps avec 80 % du salaire), des incitations au départ volontaire, des reclassements internes et externes ainsi que des aides au retour pour les travailleurs étrangers.

Une certaine inquiétude

Epargnée jusqu'à présent, l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) (10 000 salariés) va réduire de 1 476 ses effectifs (dont 926 départs en préretraite). Cet établissement, qui n'avait pas connu de plan social depuis 1989, compte de ce fait une forte population de salariés de plus de cinquante-six ans et deux mois susceptibles de bénéficier de «mesures d'âge». Chez Citroën, le plan social sera atténué par la prise en compte de 800 suppressions de postes non réalisées à l'usine de Rennes dans le cadre de 2 685 réductions d'effectifs annoncées en 1991. Le succès commercial de la Xantia (produite à 1 100 exemplaires par jour dans l'établissement breton, où l'on compte 700 intérimaires) donne un peu d'air à cette unité qui souffre de la mévente de la XM. En dix ans, Citroën aura perdu 30 % de ses effectifs.

Même s'ils excluent des licenciements «secs», (à condition que le dispositif de reclassement soit efficace) ces plans par leur ampleur, engendrent une certaine inquiétude. Outre que le nombre de salariés pouvant prétendre à la préretraite (ceux dont l'âge excède cinquante-six ans et deux mois ou, exceptionnellement, qui ont cinquante-cinq ans) se réduit, compte tenu de la structure par âge des effectifs, la politique des pouvoirs publics consiste à renchérir la participation des entreprises afin de les inciter à adopter des mesures alternatives. L'an prochain, la quote-part de Peugeot pourrait passer de 13 % à quelque 16 % pour les préretraites classiques et de 15,5 % à 19 % pour celles accordées dès cinquante-cinq ans.

Et ce n'est pas tout. Au fil des années, l'efficacité des actions de reclassement à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise ne peut que décroître. Dans une région comme celle de Sochaux (Doubs), où Peugeot détermine largement le niveau de l'activité économique, quelles sont vraiment les chances de retrouver un emploi stable, malgré les efforts déployés par le groupe au travers de Peugeot Développement, une structure destinée à soutenir les initiatives locales? Les fournisseurs des firmes automobiles – qui ont «récupéré» une partie des emplois supprimés par les constructeurs, ces derniers ayant confié certaines activités à leurs sous-traitants – sont eux aussi frappés de plein fouet par le repli du marché.

Enfin, en ne cessant de mettre en avant des objectifs de productivité toujours plus élevés, Jacques Calvet, le PDG du groupe automobile, court le risque de donner le sentiment que sa politique sociale se réduit pour l'essentiel à une règle de trois. Si l'amélioration de la productivité est inévitable, un discours exclusivement centré sur ce thème pourrait bien, *in fine*, engendrer des effets contre-productifs. Dans ce groupe où le dialogue social n'a jamais été vraiment considéré comme une réelle priorité, les traces du long conflit Peugeot de l'automne 1989 restent vivaces.

Le groupe PSA peut tout de même s'enorgueillir d'avoir d'ores et déjà créé 1 000 emplois dans sa nouvelle usine de Valenciennes avec, il est vrai, de fortes aides publiques. Réalisée avec le groupe Fiat pour la production, début 1994, d'un véhicule monospace, celle-ci dans quelques mois comptera 1 500 salariés, recrutés localement pour l'essentiel.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les plans sociaux des autres constructeurs

PSA n'est pas le seul groupe automobile à procéder à une accélération du rythme des suppressions d'emplois. Mercedes (163 000 salariés) vient de faire part de son intention de réduire dès cette année de 8 400 ses effectifs travaillant en Allemagne et de 14 000 l'an prochain. Volkswagen a programmé 12 500 suppressions d'emplois de 1992 à 1994, et Toyota s'apprête à réduire d'un millier le nombre des salariés de sa filiale australienne. En Grande-Bretagne, Ford va se séparer de plus d'un millier de personnes sur la base du volontariat, alors qu'en Espagne Seat prévoit 3 600 suppressions d'emplois d'ici à 1996. Enfin, Volvo a entamé une baisse de ses effectifs touchant 3 766 postes.

En France, Renault (60 000 salariés), dont le plan social 1993 portait sur 2 249 postes, annoncera son dispositif 1994 en novembre. Le groupe nationalisé, qui est concerné par les objectifs fixés par le gouvernement aux entreprises publiques (*le Monde* du 22 septembre), n'a pas encore déterminé le volume de son sureffectif.

Le syndicat maison se rebiffe

Organisation dominante chez Citroën comme à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy, la CSL (Confédération des syndicats libres) faisait figure d'alliée naturel de la direction. Solidement ancrée à droite, tenant la grève en horreur, la CSL est toujours accusée par les confédérations représentatives d'avoir totalement investi la hiérarchie intermédiaire et de signer les accords souhaités par l'entreprise (la semaine de quatre fois dix heures à Poissy, par exemple). Pourtant, devant la succession des journées de chômage technique et l'accélération des plans sociaux, ses responsables ont changé de ton.

«La CSL estime que les gains de productivité ne peuvent plus se faire sur les effectifs; les frais de personnel ne représentent plus que 17 % dans le prix de revient d'une voiture. La direction doit donc chercher ailleurs. Que dire de l'indécence qui consiste à annoncer le même jour un plan social et la participation à la formule 1?», affirme un récent tract distribué à Poissy et que ne renierait pas la CGT. *«Nous avons une culture d'entreprise spécifique»*, insiste Hervé Martin, secrétaire général de la CSL-Poissy, qui, à demi-mot, reconnaît que la *«greffe Peugeot»* sur cette ancienne usine Simca puis Chrysler, n'a jamais vraiment pris. Ne s'agit-il pas d'une simple filiale, juridiquement distincte de la maison mère? Jacques Gimet, responsable CSL à l'usine Citroën de Rennes, juge de son côté que les licenciements sont *«scandaleux»*.

Ce brusque accès contestataire laisse les autres syndicats incrédules. *«Derrière la façade revendicative, la complicité avec la direction reste réelle. Pour obtenir de l'avancement, la carte CSL est toujours un atout de choix»*, remarque un militant CFDT. *«Mais le système commence un peu à se gripper*, ajoute-t-il. *Avec la dégradation de la situation, la CSL n'est plus une autorité. C'est pourquoi elle se fait plus présente sur le terrain.»*

J.-M. N.

Faute d'avoir obtenu des garanties suffisantes de Bucarest

Renault renoncerait à construire une usine d'assemblage en Roumanie

BUCAREST

correspondance

Sauf retournement de situation, ce ne sera pas en Roumanie que Renault établira sa nouvelle tête de pont en Europe centrale et orientale après l'installation, il y a quelques années, d'une usine d'assemblage en Slovénie. La marque au losange vient d'avertir les autorités roumaines de son intention de suspendre les discussions qu'elle menait depuis plus de deux ans avec le constructeur roumain Oltcit.

Le projet portait sur l'implantation en Roumanie d'une unité d'assemblage de petits véhicules utilitaires Renault Express et de R5. Dans une lettre adressée, fin août, au groupe Oltcit, ancien joint-venture créé en 1976 avec Citroën, Renault explique sa décision par *«l'instabilité de l'avenir roumain»* et la conjoncture médiocre du marché automobile mondial. Ces arguments incontestables n'expliquent qu'en partie la décision française. Renault n'est pas parvenu à obtenir les trois garanties que le constructeur français réclamait à l'Etat roumain comme préalables à un investissement de plusieurs centaines de millions de francs.

Décision «grave»

A l'instar de Fiat en Pologne, Renault avait demandé l'établissement de barrières douanières et un accès préférentiel au marché des changes, alors que le pays connaît une pénurie chronique de devises. Les Roumains ne se sont engagés que sur le troisième point, la garantie de l'Etat roumain sur les emprunts nécessaires à l'investissement.

Pourtant, sur le plan technique, le dossier de l'unité d'assemblage paraissait bouclé. Un protocole d'accord avait même été signé en mai dernier par Oltcit et Renault, prévoyant la constitution d'une société commune détenue à 40 % par les Français.

Le ministère roumain de l'industrie est intervenu auprès des autorités françaises pour qu'elles fassent revenir Renault sur une décision que Bucarest qualifie de *«grave»*. Le dernier investissement français représentatif remonte au début de l'année avec l'arrivée de Transpac, filiale de France Télécom.

Les sociétés françaises ne sont pas les seules à donner l'impression de piétiner. Si plus de 25 000 joint-ventures ont été créés au cours des trois dernières années, en revanche le montant total du capital de ces sociétés est resté inférieur à 700 millions de dollars (4 milliards de francs).

CHRISTOPHE CHATELOT

ÉCONOMIE

Présenté au conseil des ministres mercredi 22 septembre

Le projet de budget pour 1994 imposera des sacrifices aux collectivités locales

Réforme du barème de l'impôt sur le revenu, réforme de la fiscalité de l'épargne, modification de la fiscalité de groupe pour les sociétés, réductions des versements de l'Etat aux collectivités locales : le projet de loi de finances, que M. Sarkozy devait présenter mercredi 22 septembre au conseil des ministres, est riche de nouveautés.

Le barème de l'impôt sur le revenu, qui ne comprend plus que sept tranches (0 %, 12 %, 25 %, 35 %, 45 %, 50 %, 56,8 %) au lieu de treize précédemment, prévoit un allègement de 19 milliards de francs dont bénéficieront tous les contribuables.

Ces allègements, qui – à revenu égal – iront de 1 à 12 ou 13 %, seront les plus importants pour les familles. Cela du fait de l'intégration des minorations de 11 %, 6 %, et 3 % (créés à partir de 1984) qui sont actuellement calculées sur l'impôt dû et ne tiennent donc pas compte du nombre d'enfants. Leur réintégration dans le barème va les «familialiser», donc les multiplier. La moitié environ du coût de la réforme y serait consacrée. Ainsi 87 % des familles de trois enfants et *plus* verront leur impôt diminuer de plus de 10 %. La réforme sera poursuivie en 1995, le nombre des tranches étant à nouveau diminué pour revenir de sept à quatre ou cinq.

Autre réforme : celle de la fiscalité de groupe. Depuis la réforme de 1988, une société mère peut choisir d'être redevable de l'impôt dû par l'ensemble du groupe. Celui-ci est constitué par la «tête de groupe» et par les sociétés qu'elle détient à au moins 95 % : une disposition qui permet aux sociétés mères, que leurs structures financières amènent souvent à être déficitaires (ce sont elles qui empruntent et qui pour l'essentiel de leurs ressources vivent des dividendes qui leur sont versés), d'imputer leurs pertes sur les bénéfices de leurs filiales, l'inverse étant également possible (déficit de la filiale imputé sur la tête de groupe).

Ce nouveau dispositif favorable aux entreprises conservait cependant des rigidités. Ainsi, lorsqu'une société mère se faisait absorber par une autre société à plus de 95 %, le groupe fiscal disparaissait et perdait donc ses avantages. Dans le cas d'une absorption en août 1993 par exemple, l'administration considérait que le groupe fiscal avait cessé d'exister au 31 décembre 1992 et que le nouveau groupe prenant sa place ne pouvait exister qu'à partir du 1er janvier 1994. Une année était donc perdue, ce qui pouvait être extrêmement pénalisant dans le cas d'un déficit important en 1993 dans l'exemple choisi. La loi de finances prévoit de supprimer cette rupture, le nouveau groupe formé ayant une existence fiscale immédiate.

Autre réforme importante : l'Etat va réduire la subvention qu'elle verse aux communes depuis 1987 pour compenser la réduction de 16 % des bases de la taxe professionnelle décidée cette année-là. Jusqu'à présent, cette compensation était indexée sur les recettes de l'Etat. En 1994, on réduira cette compensation de 30 % de la progression entre 1987 et 1993 du produit des rôles de la taxe professionnelle de la commune. Cette mesure, qui rapportera 2,5 milliards de francs à l'Etat, sera toutefois plafonnée à 50 % de la progression, ce qui concernera les communes dont les rôles de la taxe professionnelle auront beaucoup augmenté. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président du Comité des finances locales, a protesté contre cette mesure et contre d'autres réductions prévues concernant la DGF (dotation globale de fonctionnement) et les remboursements de TVA aux communes.

AL. V.

La crise de trésorerie du régime général

L'Etat va prêter 110 milliards de francs à la Sécurité sociale

Afin de réduire le poids énorme que fait peser sur la trésorerie de la Sécurité sociale l'accumulation des déficits, l'Etat va attribuer, sous forme de prêt, quelque 110 milliards de francs au régime général. Remboursable sur une longue période – une quinzaine d'années – cette avance financée par une série d'appels au marché financier au cours des prochains mois, permettra d'«éponger» l'équivalent du découvert de trésorerie prévisible fin décembre 1993. Celui-ci provient des besoins de financement non couverts au titre des exercices 1990, 1991 et 1992 et du déséquilibre attendu en 1993 (sans doute 40 milliards).

Pour le gouvernement, il s'agit de *«remettre les compteurs à zéro»* et d'alléger les frais financiers de la Sécurité sociale qui, régulièrement, doit solliciter des avances exceptionnelles du Trésor. Cependant, les pouvoirs publics vont au-delà de ce qu'ils envisageaient il y a quelques mois, lorsqu'ils tablaient sur l'attribution de 65 milliards de francs. Malgré les économies imposées aux malades, la non-revalorisation des prestations, la hausse de 1,3 point de la contribution sociale généralisée (CSG) et le relèvement de plusieurs taxes, les finances de la Sécurité sociale sont toujours à la dérive. Affectées par la moindre progression des salaires et l'impact des suppressions d'emplois, les rentrées de cotisations n'augmentent plus que de 1 % en septembre 1993 par rapport à septembre 1992 et ce taux pourrait encore fléchir d'ici à la fin de l'année. Quant aux dépenses (quelque 1000 milliards de francs par an) des différentes branches du régime général (retraite, maladie, famille), leur hausse est d'environ 6 %.

C'est le «fonds de solidarité» des retraites, regroupant les prestations assurées par l'Etat (cotisations de chômeurs, minimum-vieillesse) et alimenté, notamment, par la hausse de la CSG, qui remboursera l'Etat (7 milliards seront versés en 1994). La rémunération (6,5 % environ) devrait être inférieure aux conditions auxquelles est actuellement soumise la «Sécu» (un point au-dessus du taux du marché monétaire).

Inhabituel par sa nature comme par son ampleur, ce recours à l'emprunt au profit de la Sécurité sociale permet au gouvernement d'éloigner le spectre d'une nouvelle hausse de la CSG ou des cotisations fin 1994 ou début 1995. A moins que la situation économique ne se dégrade encore durablement, la trésorerie du régime général devrait pouvoir passer le cap des prochains dix-huit mois.

J.-M. N.

Bénéficiant du maintien des aides publiques et des dépenses des entreprises

La recherche industrielle souffre peu de la crise

La recherche industrielle et l'innovation ne semblent guère sacrifiées en cette période de crise. Côté public, le projet de budget des ministères de la recherche et de l'enseignement supérieur d'une part, et de l'industrie, d'autre part, prévoit une légère augmentation des aides à la recherche aux entreprises. Du côté des firmes, les budgets de recherche et développement ne semblent pas être profondément remis en question.

Le projet de budget prévoit une légère augmentation des dépenses de recherche industrielle. Au ministère de l'industrie, les autorisations de programmes fléchissent légèrement, passant de 4,45 milliards de francs en 1993 à 4,3 milliards en 1994 ; en revanche, les crédits de paiement augmentent passant de 3,4 à 3,7 milliards de francs. L'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) est particulièrement bien traitée avec une augmentation de 16 % de ses crédits de paiement. Le crédit impôt-recherche, dont le maintien fut discuté dans le passé, n'est plus remis en question. Il faut dire qu'une bonne partie de ces aides servira à rattraper les retards de paiement des précédents exercices. Dans les entreprises moyennes et grandes, le délai de paiement du ministère de la recherche est passé de deux mois à... deux ans ! Priorité serait donnée aux PME qui bénéficieraient de délais plus courts.

D'une façon générale, les PMI devraient être à l'avenir particulièrement choyées. Quantitativement, mais aussi qualitativement. En continuant de les aider à embaucher des jeunes chercheurs ou des techniciens supérieurs, grâce à divers mécanismes d'aides (conventions CIFRE, subventions Cortex, en particulier). Mais aussi en favorisant l'allongement de la durée des stages d'étudiants qui pourraient atteindre six mois au lieu des quelques semaines actuelles. Le rapprochement de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein d'un même ministère devenant alors un avantage pour la mise en place de ce type de dispositif.

Le plaidoyer pro-PMI

Cette défense des aides à la recherche aux PMI ne fait pourtant pas l'unanimité du côté des pouvoirs publics. Pour ce haut fonctionnaire du ministère de l'industrie, les PMI *« ne sont pas en butée de crédit. Elles sont en butée d'idées ! »* Mieux vaudrait donc aider les *« grosses entreprises moyennes »* pour les aider à atteindre les meilleurs niveaux mondiaux. En Allemagne, où la valeur des entreprises moyennes continue de faire des envieux, les aides publiques aux entreprises moyennes seraient le double des aides françaises. A court terme, le plaidoyer pro-PMI devrait continuer néanmoins d'avoir le dessus. Ne serait-ce que parce que *« les grandes entreprises ont besoin d'elles »*, soutient Robert Chabbal, chargé de mission au ministère de la recherche et auteur d'un récent rapport sur l'*Innovation dans les PMI.*

Ces aides diffuses n'empêcheront pas que des aides sectorielles aux hautes technologies soient aussi mises en œuvre. A l'appui de cette stratégie, des statistiques de l'OCDE portant sur la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon, sur la période 1975-1985, montrent qu'il y a une forte corrélation entre l'emploi dans les entreprises de haute technologie et la situation de l'emploi d'un pays en général : *« Les pays dont la proportion d'emplois dans les secteurs de haute technologie augmente, sont aussi ceux dont l'emploi augmente le plus et réciproquement. »*

Dans l'entourage du ministre de l'industrie, on insiste sur l'aide à fournir aux biotechnologies : *« La France dispose d'énormes atouts dans ce domaine, avec une très bonne recherche publique ; nous ne voudrions pas que ce potentiel s'effiloche parce que le transfert ne se fait pas vers les entreprises. »*

La consultation nationale engagée par le ministère de la recherche devrait aider à définir quels sont les autres secteurs ou technologies stratégiques. Les résultats seront connus en février 1994 et les objectifs du gouvernement arrêtés le mois suivant.

Côté entreprises, malgré d'énormes disparités entre firmes en fonction de leur secteur d'activité et de leur taille, l'heure n'est pas non plus aux révisions déchirantes. Aucun chiffre global pour 1993 n'est actuellement disponible. Mais en 1992, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), qui cumule l'ensemble des travaux de recherche publics et privés effectués dans un pays, est restée stable. Certes, l'augmentation légèrement plus forte que celle du PIB durant les dix années précédentes n'est plus de mise. Il est néanmoins encore trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra en 1993.

« La crise n'a pas modifié notre stratégie de R et D », confirme Laurent Citti, PDG d'Alcatel-Alsthom Recherche. *« Il faut préparer le TGV de demain »*, poursuit-il à titre d'exemple. Il a consacré, en 1992, plus de 15 milliards de francs à la recherche, soit près de 10 % du chiffre d'affaires de son groupe. *« Nous ne diminuons pas le budget, mais nous rationalisons. »* Après avoir racheté les filiales télécommunications d'ITT, une analyse approfondie a montré que les laboratoires italiens d'ITT étaient plus compétitifs que les allemands ou que les laboratoires français d'Alcatel-Alsthom. En conséquence, les équipes de recherche ont été transférées en Italie.

A l'ANVAR, *« on n'assiste pas à un effondrement des programmes d'innovation »*. Ce qui tendrait à prouver que les PMI aussi estiment que l'innovation est stratégique, pour mieux vivre en période de crise, et surtout être à même de bénéficier de la reprise quand celle-ci aura lieu. Quand il n'est pas déjà trop tard.

ANNIE KAHN

COMMUNICATION

Un entretien avec Alain Carignon

« Je n'agis pas en fonction des groupes de pression » nous déclare le ministre de la communication

Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé mardi 22 septembre à Paris, le ministre de la communication, Alain Carignon, s'est défendu d'avoir l'intention de céder aux groupes de pression, et particulièrement à TF 1. Cette déclaration intervient alors que s'engage le débat sur son avant-projet de loi, qui vise à réformer la loi de 1986 sur la communication audiovisuelle. Dans le Monde *du 22 septembre, cet avant-projet avait été présenté sous le titre: «M. Carignon privilégie les demandes de TF 1».*

« Pourquoi précipiter la présentation d'une telle réforme?

– Je ne précipite rien. Cela fait plusieurs mois que mes services travaillent sur ce projet. S'il n'est pas déposé à cette session d'automne, Canal Plus risque d'être en difficulté. Avant le 6 décembre, en vertu de la loi selon laquelle cette chaîne a été créée, le gouvernement doit notifier son intention de renouveler ou de ne pas renouveler la concession aux opérateurs de la chaîne cryptée. Je me suis heurté d'emblée à un formidable vide juridique.

– Pourquoi ne pas renouveler la concession comme le demandait Canal Plus?

– Parce que ce régime n'existe plus. La loi de 1986 lui a substitué le régime de l'autorisation. Il y a là un élément capital que vous avez passé sous silence : le régime de concession s'achevant pour Canal Plus, sans modification il devrait y avoir le 31 décembre 1995 un appel à candidatures pour savoir qui, de Canal Plus ou d'un autre candidat, exploiterait le réseau. C'est donc avant tout pour éviter une déstabilisation de Canal Plus que je propose de modifier la loi à cette session. Si j'avais fait cela pour TF 1... je n'ose imaginer ce que *le Monde* aurait écrit! Le texte de loi se propose de conforter Canal Plus tout en le faisant entrer dans le droit commun, contrôlé par le CSA. Il faut que ce groupe puisse continuer à investir dans le cinéma et l'audiovisuel. Je vous le dis, je n'agis pas en fonction des groupes de pression qui peuvent venir me voir, pas plus que je ne me crois obligé de me référer aux conditions qui ont présidé à la création de Canal Plus.

– Pourquoi le gouvernement a-t-il confié à Jacques Friedmann le soin de s'occuper de l'avenir de Canal Plus?

– Plusieurs ministères sont concernés par cette renégociation. Le ministère des télécommunications pour les aspects satellites, le ministère de la Culture pour le cinéma, le ministère du budget pour les aspects financiers. Ce n'est pas plus mal qu'il y ait un homme de la qualité de M. Friedmann qui, en permanence, tienne les fils de ce débat en concertation avec le premier ministre et moi-même.

« Une bonne chose pour l'intérêt général »

– Si le renouvellement des autorisations est fait pour Canal Plus, le relèvement des seuils en capital est bien fait pour TF 1. Et cela change la donne pour Canal Plus...

– Le relèvement éventuel des seuils de 25 % à 49 % ne change rien au regard du pluralisme, qui est fondé sur l'existence de plusieurs chaînes dans notre pays. Il ne change donc rien pour le téléspectateur. En revanche, il donne aux opérateurs des capacités d'investissement supplémentaires. La France a besoin de groupes multimédias d'envergure européenne, voire mondiale, et, à ce jour, malheureusement, seul Canal Plus est à cette échelle. Si des groupes se constituent à l'échelle mondiale et sont capables de tenir tête à Turner ou à Murdoch, alors le relèvement des seuils est une bonne décision pour l'intérêt général. M 6 aura la possibilité d'entrer en bourse l'année prochaine, s'il le souhaite. Si ce relèvement a de bonnes conséquences pour tous les groupes de communication, pourquoi le refuser?

– Parallèlement, il y aura peut-être une dissociation des chaînes publiques...

– Ce n'est pas ce que propose la commission Campet, qui a travaillé tout l'été à des propositions en faveur du renforcement du secteur public. Et ne me dites pas que j'affaiblis la télévision publique. Le projet de budget que je présente va multiplier par quatre les remboursements d'exonération de redevance par l'Etat au secteur public. Nous passons de 300 millions à 1,2 milliard de francs. En outre, le budget prévoit une hausse de 4% des recettes publiques.

» Avec l'adjonction qui sera faite aux chaînes généralistes publiques de la chaîne de la connaissance et de la formation, nous aurons un secteur public parmi les plus forts du monde. Et les ressources de ces entreprises ne seront pas assises sur des recettes de privatisation aléatoires comme elles l'étaient sous le précédent gouvernement. Ce sont des recettes budgétaires. Vous noterez entre l'absence de chasse aux sorcières, le maintien de l'autorité de régulation et les importants moyens financiers mis en œuvre, nous témoignons de notre attachement au secteur public. Quel est le gouvernement, qui aussi, depuis dix ans, aura été respectueux des hommes et des entreprises?

– Le texte de votre avant-projet de loi accorde la seconde coupure publicitaire à M 6 dans les œuvres audiovisuelles et délie TF 1 de ses engagements contractuels de n'opérer qu'une seule coupure...

– Une seconde coupure publicitaire permettrait davantage d'investissements de la part des diffuseurs dans la production audiovisuelle. Rien que la hausse du chiffre d'affaires qu'elle entraînerait permettrait d'accroître le volume de commandes aux producteurs français et européens. Quant à TF1, il me semble qu'on ne peut pas créer une discrimination entre chaînes privées. Avec ce projet de loi, le paysage audiovisuel gagne en sérénité et en équilibre. C'est le but recherché. Encore faut-il que le débat s'organise lui aussi dans un climat de sérénité et d'équilibre. »

Propos recueillis par YVES MAMOU

AUTOMOBILE

Les 306 de Peugeot rejoignent les GTI

Après avoir durant des années été chez les constructeurs le symbole de la réussite et de l'esprit sportif, les petites voitures gonflées et généralement aidées par la suralimentation ont laissé la place à des véhicules moins pointus, plus lourds et plutôt tournés vers la multiplication des soupapes. La dernière venue dans la danse est la 306 de Peugeot que les quatre soupapes par cylindre amènent désormais à la hauteur d'une concurrence qui avait pris les devants en la matière. Voici donc (livrable début novembre) une version de la 306 en trois portes qui va courir dans la cour des Golf GTI 16 V, des Clio 16S, de l'Opel Astra en 16 soupapes aussi, voire de la série très spéciale et superbe de Renault baptisée Clio 21 « Williams », pour ne citer que les voitures les plus connues.

Tous les groupes moteurs de ce type d'engin avoisinent les 2 000 cm³ et les 150 chevaux (110 kW), ce qui est, pour des voitures qui ne pèsent pas plus d'une tonne, un rapport poids-puissance pour le moins favorable. De la même façon, on retrouve chez tous les constructeurs la volonté de mettre à l'intérieur de ces véhicules autrefois austère les ingrédients d'un confort que ne négligent plus autant aujourd'hui les amateurs de frissons mécaniques. Autres temps, autres mœurs.

Quoi qu'il en soit cette 306 S 16, qui atteint, elle, les 155 chevaux (111,6 kW) est bien agréable à conduire, pour son comportement routier exemplaire, sa discrétion sonore, si l'on ne joue pas trop sur les intermédiaires, la fidélité de sa boîte de vitesse, et son freinage sur quatre disques sans blocage de roues. Equipement complet – ce qui mérite d'être relevé sur un véhicule de la marque, – bonne position de conduite font le reste et autorisent de longs parcours sans tour de rein. Ainsi les 306 S 16 apparaissent-elles, comme la plupart de leurs concurrentes, destinées avant tout aux sportifs d'un certain âge quelque peu malmenés autrefois par des suspensions trop vertes. Pour les conducteurs plus nerveux et moins sensibles aux rebonds dus aux revêtements douteux, Peugeot va toutefois distribuer en octobre une 106 Rallye (1294 cm³ et 100 chevaux, soit 72 kW) dont une version allégée (– 40 kg) sera particulièrement destinée à la compétition. Ouf! L'arrivée proche de Peugeot en F1 méritait bien d'être fêtée avec l'apparition d'une petite trois portes acidulée et particulièrement allègre sur les routes sinueuses.

CLAUDE LAMOTTE

► **Prix : 306 16 soupapes : 136 000 F. Une version XSi sera distribuée en 8 soupapes : 115 000 F. 106 Rallye : 77 000 F.**

□ **Peugeot en F1 : le sens du vent.** – Comme l'on s'étonnait l'autre soir sur les bords du lac d'Annecy de l'arrivée prochaine de Peugeot en F1 après que la nouvelle eut été si souvent démentie, Jacques Calvet, qui participait à la présentation des nouveaux modèles de la firme et citant, selon lui, Edgar Faure, fit remarquer que sur un toit *« ce n'était pas la girouette qui changeait de position mais le vent qui pouvait tourner »*. Une formule de circonstance certes et qui pourrait s'expliquer par l'arrivée prochaine d'un partenaire dans la nouvelle aventure entreprise par Peugeot. Ainsi souffle le vent, d'ouest ou d'est.

Aux Entretiens Hachette Livre-Le Monde

M. Bayrou : la lecture reste la « clé universelle » de l'accès au savoir

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, qui ouvrait mardi 21 septembre à la Sorbonne les entretiens organisés par Hachette Livre et Le Monde sur le thème « Savoir et citoyenneté: quelle transmission du savoir aujourd'hui? », a souligné que si les nouvelles technologies sont porteuses d'*« une révolution aussi importante que celle qui installa le livre comme le plus important moyen de transmission des connaissances »*, la lecture demeure la *« clé universelle »* de l'accès à la culture. Il a toutefois ajouté que dans deux secteurs aujourd'hui *« béants »* – la formation continue et la formation dans le tiers monde – ces nouveaux outils pouvaient jouer un rôle privilégié en ouvrant à chacun *« la capacité de se former à son heure et à son rythme »*.

Au cours des débats qui ont suivi, les différents intervenants se sont accordés sur la nécessaire *« complémentarité »*, comme l'a dit Joël de Rosnay, entre les anciens et les nouveaux instruments de transmission, même si certains, comme Dominique Wolton, ont fait observer que cette complémentarité n'excluait pas l'existence de *« rapports de force »* entre les tenants des uns et des autres.

► **Les Entretiens Hachette Livre-Le Monde feront l'objet d'un compte rendu dans le numéro d'octobre du *Monde des débats*.**

LE MONDE DES CARRIÈRES

FABRICANT PRODUITS TECHNIQUE BATIMENT cherche COMMERCIAUX
Adr. CV à PROCOM SA ZA P. BARRE 89930 GROW

Hôtel et Sté immobilière recherchent

CHEF COMPTABLE

Travaillant seul 43 heures paie du personnel, informatique comptabilité journalière comptes de gestion immobilisations, déclarations sociales, fiscales.
Écrire avec CV et photo : Société Immobilière du Fbg Saint-Honoré 40 rue du Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS

Jne agence de photographie cherche ADJOINT (e)
à la Direction Générale chargé (e) de dynamiser les relations commerciales et de réorganiser la gestion administrative.
Exp. profes. souhaitée du le milieu photographie..
Bonne connaissance de l'anglais. Adresser CV + lettre manuscrite sous réf. : 8677
LE MONDE PUBLICITÉ 15-17 rue du Col. P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

MAGAZINE INTERNATIONAL recherche

JOURNALISTE CONFIRMÉ

excellente maîtrise des

économies africaines anglais

parlé et écrit

Adr. CV au Monde Pub sous N° 8676 15/17 rue du Col. P. Avia 75902 Paris Cedex 15

DEMANDES D'EMPLOI

H. 33 ans, ing. informat. pilot prof. hélico, sens affaires, autonome, trl. bricoleur, ch. poste bras droit ou employé serv. divers, étud. ttes propos. T. (1) 43-70-91-63 (rép.)

H. 36 a., DEA droit des affaires. 10 ans exp. dans services juridique et contentieux. Etud. toutes propos. sur Paris, région parisienne et Sud-Ouest. Tél. : 42-80-28-48 rép.

MBA Universitaire Sc. Eco 43 ans ex. Patron PME, solide exp. Eco./gestion, d'ent. + aff. intern. quadri., fr., angl., suédois, arabe. Tél. : (19) 48-13-14-89-77

SECRÉTAIRE DIRECTION 40 ans, bil. angl., exp. assist. PDG-PME étud. Coll. D.G. 43-22-16-80

Cause déplacement, nombreuses années, recherche patron ayant société implantée au Maroc. CASABLANCA/RABAT
J.F. 27 a. Etudes langues-O., recherche poste stable de collaboratrice ADM/CIALE, exp., assistant, motivée, polyglotte, très disponible, organisatrice...
Écrire sous N° 8672. LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du col.-P.-Avia, 75015 PARIS.

H. 47 ans, GARDIEN, empl. de maison, (logé), bon. réf. bil. angl. 42-08-50-12 ch. 52

J. F. 23 ans, ch. poste de commercial ou étud. ttes propos. Tél. : (16) 88-61-45-16

J. F. amér., 22 ans, bil. angl./grec, conn. ital./dact., diplôm. Rutgers University, désirant appr. le français, cherche emploi Paris/province. Susanna Philippousis. 43 Hassemer Road, CHERRY HILL, NJ 08002

JH 28 a. diplômé en gériatrie assist. pers. âgée nuit et jour. Ecrire n° 8090 Le Monde pub. 15/17, rue du colonel P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

Jne ciale export. rech. poste en rel. av. Asie S/E bac + 4 avec expérience angl., viet., fra., all., norv. Tél. : (16) 41-60-10-98

J.H., 28 ans, dég. O.M., bac + 2, parlant et écrivant l'anglais (vécu un an en Angleterre), 3 ans d'expérience agent technico-commercial dans entreprise spécialisée en matériel photo, vidéo, accepterait toutes formations néces. Excellente présentation. Tél. : 43-04-63-60 ou 43-04-42-41.

PROF. D'ESPAGNOL DE langue maternel. rech. poste à temps complet, de préf. pr rentrée scol. 93-94. T. : 42-84-57-77 à part. 4 sept.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ASSISTANTE DE DIRECTION - 35 ans - maîtrise de langues pratique TTX (WORD - WORD PERFECT) anglais, allemand, italien courants - 8 ans enseignement langues à l'étranger - 3 ans assistante de direction dans organisme national - (Contacts internationaux OCDE - CCE... Rédact. traduct. organisation conf.) Sté financière (Interprétariat) souhaite : s'investir domaine relations internationales (commerce, relations publiques - culture) - (Section BCO/FD 2476).

DIRECTEUR HYPERMARCHÉS - 45 ans - superviseur G.S.B. - créateur de 2 entreprises - imaginatif - indépendant - atypique - spécialisé dans gestions difficiles - expatriable - anglais courant - cherche : poste à responsabilités - préférence Martinique où il réside - (Section BCO/SDS 2477).

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE - École centrale de Lille - 25 ans, 1re expérience réussie de conseil en informatique dans grand cabinet anglo-saxon.
Recherche : En R.P. poste opérationnel et évolutif, dépassant informatique pure - sens aigu résultat - souci qualité - grande rigueur - aime contacts humains - relever challenges - bon niveau anglais/italien - (section BCO/TL 2478).

DIRECTEUR FINANCIER - Homme 45 ans - + de 10 ans d'expérience dont 8 dans groupes américains - connaissances informatiques et développement - systèmes de contrôle financier - bilingue français anglais.
Recherche : poste similaire ou direction Audit - libre immédiatement (Section BCO/TL 2479).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL : 42-85-44-40, poste 27
FAX : 42-81-25-62

Pour passer vos annonces :





46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. « Ou des offres exceptionnelles ». Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie.
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin. Magasin à l'ÉTOILE : 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

Cours

Cours d'allemand par prof. bilingue cert. et expér. Tél. : rép. 30-21-28-80

COURS D'ARABE journée, soir, samedi ts. niv. intensif, extensif AFAC. TÉL. : 42-72-20-88

PROF. DE MATHS donne cours à dom. ts. niv. Tél. : 43-08-19-86 (soir).

PROF DE MATHS (expé.) ch. les cours supplé. pour compléter ses heures. Tél. : 47-07-95-82.

STAGES EN CHINE Séjours linguistiques : chinois des aff. cantonais... stages spécifiques : Tai chi chuan, acupuncture ORIENTALE FORMATION Tél. et Fax (16) 73-24-52-33 Tél. : (16) 73-90-07-85

Stages

COMMUNICATION-JOURNALISME RESSOURCES HUMAINES du Bac au 3e cycle Cours et stages Tél. : IICP 42-40-47-47

Tableaux

GAYRAU abstrait contemp. coté, vend en atelier 75 F le point toiles, pastels. Tél. : 46-40-07-35 pour RV.

Vacances, tourisme, loisirs

HOME D'ENFANTS

JURA
(900 m d'altitude près frontière suisse)

Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIe s., confortablement rénovée. 2 ou 3 enfts par chbre avec s. de bns, w.-c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts. Idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, tennis, poney, initiat. échecs, fabric. du pain. 2 150 F semaine/enfant. Tél. : (16) 81-38-12-51

capitaux propositions commerciales

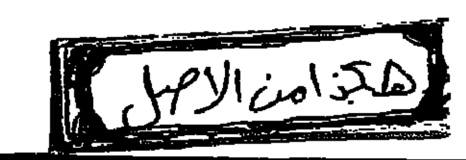
Société suisse avec nouveau produit RÉVOLUTIONNAIRE dans le domaine de l'absorption et la séparation de différents corps gras (carburants, huiles, encres, peintures, mazout, octane, etc...) recherche importateur ou distributeur exclusif à l'échelle nationale
ELTICO SA Aeschenvorstadt 57 4051 BALE-SUISSE FAX : 19-41-61-272-1331

LES LOCAT

La rubrique « Locations d

FRANCE

GTF







Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



appartements ventes

1er arrdt

Mº TUILERIES
R. St-Honoré, studio 30 m² kitchen., s.d.bns, s/cour, 4e ét. asc., imm. pierre de t
Px : 600 000 F ferme
40-53-92-09

RIVOLI
222 m², possib. profession libérale - Px : 6 500 000 F
NOTAIRE 44-77-37-63

2e arrdt

Zone piétonne
Studio prêt à habiter cuis. aménagée s. de bns wc digicode. Concierge.
Px 740 000 F. T. 42-38-28-31.

5e arrdt

CENSIER 3 P
cuis., bains, 2e asc.
Sud, calme. 43-36-17-36

CENSIER beau studio S/verd. clair calme parf. ét. 650 000 F 43-25-97-16

GOBELINS DUPLEX
3 P, style petite maison qualité charme, 43-36-17-36

PLACE MONGE
Récent. Séj. 2 chbres 75 m² 3e ét. s/jard. 1 850 000 F
FONCIA 45-44-55-50

6e arrdt

PRÈS LUXEMBOURG
2 récept., 4 chambres, 3 bains. luxueux, p. de t. vue soleil 2 services box location. 47-20-02-64.

7e arrdt

PRÈS ALMA
3 récept., 4 chambres, 3 bains, luxueux, p. de t, soleil 3 serv., ascens. park. location. 47-20-02-64.

R UNIVERSITÉ EXCEPT.
2 p. arts déco 7 m s/plaf.
• mezzanine 1 320 000 F
PARTENA 42-66-36-53

RUE DE VERNEUIL, 125 m² 5e asc. Cheminée, poutres. Double exposition. Travaux. Px : 3 750 000 F. 42-89-33-55

8e arrdt

FG SAINT-HONORÉ 83 m² 3 p. gd séj. clair, charme. Px : 2 100 000 F. 42-89-33-55

AVEN. MONTAIGNE, 2P
Cadre luxueux, jardin.
KHS-SELECT - 42-15-04-57

9e arrdt

Mº LIÈGE poss. lib. 128 m² 5 p. 2e asc., balc., cheminées, calme, serv. 3 100 000 F
VALETTE : 42-89-33-55

SAINT-LAZARE
STUDIO 24 m² 450 000 F
2 P 35 m² 730 000 F
MADELEINE 2P 46 m² 1 100 000 F
PARTENA MADELEINE
11, r. Tronchet 47-42-07-43

11e arrdt

RUE ST-AMBROISE
5 P, 119 m² + 20 m² loggias, 3e asc., résidence moderne stand., cave gar. 2 630 000 F
St-Dizier et Burger
Tél. : 40-53-92-09

12e arrdt

BOIS VINCENNES prox. récent Gd stud. S/jard. soleil calme 650 000 F 43-25-97-16

DAUMESNIL STUDIO 28 M² IMM. 1980 pierre de taille 560 000 F 43-61-88-36

13e arrdt

Squ. Le Gall stdg 7e pl. sol. stud. tt cft log. park. ld. Et. ou P. à t. 790 000 - 43-35-18-36

Arago, nf, jem. hab., dem. ét., 3-4 P., 86 m², balc., gr. ter. 23 m², park., fr. mugx. réd. urgt. 43-35-18-36.

2/3 P ARAGO-NORMANN 6e étage. Sud. 47 m², exc. état. 820 000 F. 43-20-77-47.

14e arrdt

14e PROX. MONTPARNASSE 2 P TT CFT VUE S/JARD asc. PARKING. 1 130 000 F
CASSIL RIVE GAUCHE
45-66-43-43

Alésia stdg s/jd. ss vis-à-vis pl. sol. 4-5 p. 106 m², balcons 18 m², box dble. urgt. 43-35-18-36

Montparnasse, anc., caract., 3-4 p., cft, 100 m², rue jard. b. exposé, chf. ind. gaz, charme. 43-35-18-36

Montparnasse réc. ss vis-à-vis vér. bijou. stud., ent., c., bs, w.-c., ld. P.-à-t. ou étud. 43-35-18-36

RUE SARETTE, récent 56 m², 2 p. 5e asc., calme, soleil, balcon. Px : 1 250 000 F
VALETTE : 42-89-33-55

15e arrdt

CONVENTION 4 P. 4e, asc. belles prestations, soleil 1 680 000 F 44-18-60-74

PASTEUR 2 P. très bon état gd séj. cuis. équip. 43 m², 866 250 F 44-18-60-73

16e arrdt

75 m² 1 550 000 F
4 pièces - tt cft - Mº Exelmans
Immo MARCADET 42-51-51-51

JASMIN ; PDT :
7-8 p. ; charme, jardin ;
KHS – SELECT 42-15-04-57.

MAISON DE LA RADIO
p. de t., 2/3 P, 70 m² 2e, ss vis-à-vis. BOX
2 500 000 F. 45-31-51-10.

TROCADÉRO
AV. D'EYLAU, bel imm. pierre de t., 3e étg. triple récept. 3 chbres, px : 6 800 000 F
NOTAIRE 44-77-37-63

19e arrdt

Mº PYRÉNÉES - Imm. récent 3 pièces 65 m² - balcon refait neuf - 1 100 000 F
Immo MARCADET 42-51-51-51

20e arrdt

COURS DE VINCENNES
Mº NATION. 2 P, 42 m² à rafraîchir, sur cour d'un très bel imm. p de t haussmannien en cours de ravalement. Entrée, séjour chbre, s. bains, w.-c. - 1er ét. 650 000 F ferme. St-Dizier et Burger - 40-53-92-09

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
dans imm. nf, stand. taux réduits, vue dégagée, apperts 3 p. et plus, terrasse, park.
NOTAIRE 44-77-37-63

94 Val-de-Marne

NOGENT/CENTRE
TAUX BONIFIÉ 5,95 % *
A saisir
4 P. duplex 92 m² + 2 parkings 7/8e étage - très ensoleillé.
Vues dégagées.
Frais notaire réduits.
Livraison immédiate.
Prix : 1 800 000 F
* Condition sur bur. vente

BREGUET
TÉL. : 47-58-07-17

NOGENT S/MARNE

DUPLEX 2P CFT
EXCEPTION. 490 000 F
Pptaire : 42-65-11-66

Province

Part. vend AIX-EN-PROVENCE studio 25 m² TBE kitchen. s de bns, wc, hall, séjour, rangts, asc. Tél. : 91-09-21-04.

appartements achats

COLLABORATRICE LE MONDE cherche à acheter studio ou 2 pièces proche du journal. 15e, 14e, 7e ou 6e arrondissements.
Tél. : le jour : 40-65-28-82
le soir : 45-33-30-75.

EMBASSY SERVICE
43, av. Marceau, 75116 Paris rech. POUR CLIENTS ÉTRANGERS 40 à 100 m² QUARTIERS RÉSIDENTIELS

(1) 47-20-40-03

VOUS VENDEZ
un appartement avec ou sans confort. Adressez-vous à un professionnel FNAIM
IMMO MARCADET
42-51-51-51 FAX 42-55-55-55

locations non meublées offres

Paris

13e proche Tolbiac 2-3 p. en duplex parfait état s-de-bns cuis. équip. idéal étud. 4 200 c.c. CASSIL RIVE GAUCHE 45-66-43-43

16e RARE ET PRESTIGIEUX FACE ST-JAMES CLUB
Appt de récept. 290 m² chbre serv. park. 28 000 F H. CH.
PARTENA 42-66-36-53

6e N-DAME-CHAMPS beau studio gd balc. s/jard. s-d-bns cuis. équip. réc. stand 4 500 h. ch CASSIL RIVE GAUCHE 45-66-43-43

7e QUAI VOLTAIRE Gd 3 P caractère calme cuis. équipée S-de-bns cave 4e étg asc. 10 500 C.C. CASSIL RIVE GAUCHE 45-66-43-43

BD VOLTAIRE Idéal prof. libér. Beau 5 p. 130 m² 12 250 F h. ch
PARTENA 47-42-07-43

Région parisienne

BOULOGNE
Pont-de-Sèvres
Résid. 6 p. + park., stand. 12 000 F/mois
Tél. : 42-65-32-59

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS GESTION POSSIBLE

(1) 47-20-30-05

Journaliste au Monde cherche 2 pièces à louer, centre Paris ou rive gauche. Maximum 5 500 francs.
Tél. : 42-01-79-82.

locations meublées offres

Paris

5e jard. des Plantes stnd. + sdb. kitchenette 4e asc. Interphone 3 000 F + charges.
Tél. : (16) 31-86-11-90

Mº VANEAU BEAU 2 P
Charme, meub. av. goût 5 500 + 350 ch. CASSIL RIVE GAUCHE 45-66-43-43

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
et tous services 43-55-17-50

boutiques

Ventes

ST-JACQUES, murs de bout. libre, ts cces s/2 niv. 116 m², urgt 43-35-18-36

viagers

Achète à particulier
VIAGER LIBRE OU OCCUPÉ pour placement. 42-42-25-29.

Bon 15e. Viager occupé 1 tête, beau 70 m², asc., 7e ét. s/jard. 580 000 F + rente.
Tél. : 43-06-50-57.

maisons de campagne

VEND ARIÈGE
Prox. Foix, Tarascon/Ariège maison de rapport à rest. alt. 730 m surf. sol 60 m² 3 façades, actuelt. eau élect. Px : 210 000 F à débatt.
Tél. : 61-64-88-88

châteaux

30 km nord TOULOUSE-31, près 81, petit château 1781 sur 3 ha. 150 m de Rives s/Tarn. bois, pré, verger, potager, 25 pces, bien dispo., grde dépend., bureaux, bon jardinier, gardien.
Sur place. 3 800 000 F.
Part. 69-20-90-81, matin ou après 20 heures.

terrains

TERRAIN VIABILISÉ, 1200 m², 90 km de Paris, 12 km gare de Dreux. Charmant village.
Prix 150 000 F.
Tél matin : 47-98-35-50.

villas

Ile d'Elbe (Italie)
Soleil 6 pers. pour sept.
T. (19) 32 10-61-10-93

JOUGNES (25)
Près frontière suisse. part. vd maison sur terrain 1 400 m², comprenant 2 appts 76 m² et 66 m² tt cft, garage, cave, terrasse et balcon, chauffage central fuel et bois.
Prix : 1 050 000 F
Tél. : (16) 81-49-05-76

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER
PARIS – ILE-DE-FRANCE

FNAIM

Vente

MICHEL-BIZOT
3 p. tt cft + terrasse 30 m², imm. 1975, 9e ét., superbe vue.
FONCIA - 43-67-07-65

ILE-SAINT-LOUIS, duplex exceptionnel, 80 m² environ, clair, calme. 3 350 000 F
DVI 44-18-07-07

Métro Duroc, 3-4 p., cuis. équip., tout confort, parfait état, calme. 1 720 000 F. 45-48-15-15

LUXEMBOURG, p. de t., dble séj. + 4 chbres, vue dégagée est-ouest, bon plan. 3 890 000 F
CL.-BERNARD, beau 4 p., stand., sud, sans vis-à-vis, calme. 2 100 000 F - 43-25-97-16

2-3 p. ARAGO-NORDMANN, 6e ét., sud, 47 m², exc. état. 820 000 F - 43-20-77-47

Studio, rue Firmin-Gillot, bel im. ancien, 5e ét., asc. à rafraîchir - 375 000 F
43-20-77-47

RUE LAMARCK
Bon 18e, très bel immeuble, p. de taille, 2e étage, clair et très calme, magnifiques prestations prêt à habiter,
GRAND 2 P. CUISINE, BNS, TRÈS BONNE DISTRIBUTION, 780 000 F, EXCLUSIVITÉ.
Cab. ARDOUIN 42-29-44-61

FG SAINT-HONORÉ, 83 m², 3 p., gd séjour, clair, charme. Px : 2 100 000 F - 42-89-33-55

RUE DE VERNEUIL, 125 m², 5e, asc., cheminée, poutres, double exposition, travaux. Px : 3 750 000 F - 42-89-33-55

RUE SARRETTE, récent 56 m², 2 p., 5e, asc., calme, soleil, balcon. Px : 1 250 000 F
VALETTE - 42-89-33-55

Achat

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE,
PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43 même le soir

Locations

MADELEINE
51 m² 10 170 F mens.
41 m² 8 800 F mens.
BAIL NEUF sans reprise.
PARTENA - 47-42-07-43

FEUCHEROLLES, mais. gd stand. 7 p. s/750 m² env., loyer net 17 000 F/ms
Ag. Empereur 30-54-98-00

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95). Villeron : belle maison individuelle dans impasse résidentielle 6 P., poutres en chêne, lambris, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Roux de Provence avec insert. Sous-sol total. Terrain clos de 500 m². Prix : 1 300 000 F. Frais de notaire réduits.
Tél. après 20 h : 34-72-32-94

pavillons

95 – 15' de Paris, tr. beau pav., 102 m² + jardinet, séj. avec mezzanine et cheminée. Cuis. amén. Vogica av tab. cuisson vitroc., 2 WC, s. de bns équip., + placards, 3 ch av. arm. encastrées. Garage, cellier, chauf. élect., gde véranda, portes coul. dble vitr. total.
PRIX : 1 250 000 F.
Tél. : 39-90-28-90.

A VENDRE A MAFFLIERS (95).
Pavillon (1987) F5 100 m² hab. sur terrain arboré + garage cuis. équip., séj. avec cheminée. A l'étage : 3 ch. & dressing combles aménageables
PRIX : 890 000 F
TÉL. : 39-90-11-12 domicile
TÉL. : 44-79-16-35 bureau.

propriétés

Prox. VERSAILLES
A 10 mn de la gare. Dans parc paysagé de 3 200 m², BELLE DEMEURE de style anglo-normand grande surface habitable. Nombreuses dépendances
PV 5 775 000 F
ILC 39-46-16-72

fonds de commerce

Ventes

Proche retraite, cède comm. fossiles, minéraux, bijoux, gde ville. Intermédiaire s'abst sous réf. : 8674
Le Monde Publicité
15-17, rue du Col.-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15

Vd restaurant 65 couverts, plein centre St-Tropez, fds de commerce 750 000 F, loyer : 72 000 F/an.
Tél. : 76-50-31-99

locaux commerciaux

Locations

NEUF 18e
près MAIRIE, 259 m² divisib. (70,76,113 m²) calme s/jard. Aménagés 42-71-23-30

Le Monde
AGENTS IMMOBILIERS
pour passer votre annonce
46-62-75-13

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

4e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 100 m², 3e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Commission	8 000 + 1 581 5 760
4-5 PIÈCES 110 m², 1er étage pos. park.	15, bd Bourdon CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires location	10 200 + 1 900 7 614

10e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
7 PIÈCES 225 m², 3e étage	13, *bis* rue de Paradis CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires location	15 750 + 2 160 11 610

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 63 m², 3e étage cave	29, av. Ledru-Rollin PHENIX GESTION – 44-86-45-45 Commission	5 000 + 960 3 558

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3-4 PIÈCES 96 m², 3e ét. droite park.	27-29, av. Stéphen-Pichon G.C.I. – 40-16-28-70 Frais d'actes	7 200 + 1 840 348

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 65 m² 2e étage cave + park.	47, rue Froidevaux PHENIX GESTION – 44-86-45-45 Commission	6 710 + 1 218 4 775
3 PIÈCES 72 m² 3e étage park.	96, av. du Maine AGIFRANCE – 43-22-23-81 Frais de commission	6 916 + 786 4 922

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 81 m², 5e étage cave + park.	6-8, rue Dulac PHENIX GESTION – 44-86-45-45 Commission	7 000 + 1 574 4 775
3-4 PIÈCES 105 m² + balcon 5e ét., poss. park.	17, rue Bausset CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires location	8 440 + 1 900 6 347

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3-4 PIÈCES 88 m², 3e étage poss. park.	6-10, rue Mirabeau SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Commission	8 000 + 1 803 5 760
3 PIÈCES 151 m², 1er étage	95, rue de Longchamp G.C.I. – 40-16-28-68 Frais d'acte	14 500 + 1 780 620

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO 28 m², 1er étage	9, rue des Dardanelles G.C.I. – 40-16-28-68 Honoraires de rédaction	3 200 + 460 226
3 PIÈCES 83 m², 5e étage	9, rue des Dardanelles G.C.I. – 40-16-28-68 Honoraires de rédaction	7 600 + 1 146 358

78 – YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 74 m², 3e ét. cave + park.	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40 *bis*, rue de la Rochejaquelein PHENIX GESTION – 44-86-45-45 Commission	5 565 + 855 4 006
4 PIÈCES Dble liv. + 2 cbres récent gd standing 90 m², 1er étage 2 park.	VERSAILLES 6, rue du Gal.-Pershing SAGGEL VENDOME 46-08-80-36 Commission d'agence	6 770 + 1 426 4 875

92 – HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES 107 m², park. + cave	ASNIÈRES 40, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME – 46-93-91-46 Commission	6 420 + 605 4 622,40
3 PIÈCES 102 m², 1er étage cave + park.	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquin PHENIX GESTION – 44-86-45-45 Commission	8 700 + 2 400 6 190
SUPERBE STUDIO + terrasse 67 m², 7e ét.	NEUILLY-SUR-SEINE 8, bd Julien-Potin AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	9 991 + 1 149 7 110
3 PIÈCES 100 m², + balcon 2e étage poss. park.	NEUILLY-SUR-SEINE 26-28, rue Jacques Dulud CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires location	9 100 + 1 500 6 822
3 PIÈCES 80 m², 6e étage park.	NEUILLY-SUR-SEINE *20 bis*, bd du Gal.-Leclerc G.C.I. – 40-16-28-68 Frais d'actes	8 000 + 1 030 410
6 PIÈCES 230 m², 4e étage poss. park.	NEUILLY-SUR-SEINE 1 *bis*, bd Richard-Wallace AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	27 156 + 3 766 19 324

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 68 m², rez-de-ch. parking	KREMLIN-BICÊTRE 1, rue René-Cassin AGIFRANCE - 46-72-90-17 Frais de commission	3 750 + 1 080 3 070

La rubrique « Locations des Institutionnels » a été réalisée avec la participation de







PHENIX GESTION

SAGGEL VENDÔME
GROUPE UAP

VIE DES ENTREPRISES

Actionnaire à hauteur de 5,68 % du groupe informatique français

IBM ne désire pas s'engager davantage auprès de Bull

Le groupe informatique américain IBM n'a pas l'intention de suivre une recapitalisation significative du groupe informatique public français Bull, qui pourrait être annoncée ce mois-ci par le gouvernement, a laissé entendre mardi 21 septembre le président du directoire d'IBM France, Claude Andreuzza.

IBM, qui détient 5,68 % du capital de Bull depuis 1992, ne serait pas gêné *«du tout»* de voir sa part diminuer au cas où le gouvernement se déciderait à recapitaliser le constructeur français, submergé par les pertes et les dettes, a indiqué M. Andreuzza. La prise de participation d'IBM, en 1992, correspondait à un accord technologique précis, a-t-il expliqué, qui a permis à IBM de faire adopter par Bull ses nouvelles «puces» Risc, baptisées Power PC.

Vraisemblablement déficitaire en 1993

Pechiney confirme son intérêt pour la Compagnie nationale du Rhône

Pechiney est plus que jamais en quête d'un partenaire. Son président, Jean Gandois, l'a confirmé mardi 21 septembre en rendant publics les résultats du groupe pour le premier semestre 1993. Durement frappé par la crise de l'aluminium, Pechiney, qui affiche sur les six premiers mois de l'année une perte consolidée (part du groupe) de 397 millions de francs, achèvera très vraisemblablement son exercice 1993 dans le rouge. La persistance de graves déséquilibres sur le marché mondial du métal blanc et leurs conséquences sur le niveau actuel de prix *«ne permettent pas de prévoir le retour du groupe à une situation bénéficiaire au second semestre»*, a indiqué M. Gandois.

L'emballage, dont les bénéfices jouaient jusqu'à présent un rôle d'amortisseur, *patine*. Les prix des boîtes-boisson sont en baisse sensible aux Etats-Unis et, tout récemment, en Europe. Voilà pour le contexte qui n'est guère flamboyant et qui rend délicate la privatisation du groupe public pourtant ardemment souhaitée par son président.

Electricité à bon prix

Encore trop sensible aux à-coups de l'aluminium, Pechiney a besoin, à côté de son activité emballage, d'un *«troisième pied»*, a ainsi indiqué M. Gandois. L'adossement du groupe à la Compagnie nationale du Rhône (*le Monde du* 10 septembre), sur lequel travaille le ministère de l'industrie, est une *«idée tout à fait intéressante»*, a estimé M. Gandois, soulignant que cette solution permettrait à Pechiney d'obtenir à bon prix l'électricité indispensable à son activité.

Le patron de Pechiney a laissé entendre qu'il ne croyait plus au rapprochement de son pôle emballage avec des activités du groupe Saint-Gobain. *«Je ne vois pas pourquoi le président de Saint-Gobain échangerait des activités qui marchent bien contre une participation dans Pechiney»*, a-t-il indiqué. Révélée dans nos colonnes (*le Monde du* 12 juin), l'hypothèse d'un tel rapprochement avait suscité de vives réactions de la part de Jean-Louis Beffa.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

□ **Eridania Beghin-Say : pas de cession envisagée.** – Guido Rossi et Enrico Bondi, respectivement président et administrateur délégué de Ferruzzi Finanziaria et de Montedison, holdings de tête du groupe agroalimentaire Eridania Beghin-Say (EBS) ont confirmé, mardi 21 septembre, que le plan de restructuration de Ferruzzi actuellement à l'étude *«ne prévoit en aucun cas la cession de la participation majoritaire détenue dans Eridania Beghin-Say»*. EBS a réalisé au premier semestre un résultat net (part du groupe) en hausse de 7 %, à 614 millions de francs, et l'a jugé *«très satisfaisant dans une conjoncture difficile»*. Eridania Beghin-Say prévoit pour 1993 une performance *«au moins équivalente et probablement supérieure à celle de l'exercice précédent»*, car *«le second semestre se présente favorablement»*. Le groupe a enregistré en 1992 un résultat net de 1,3 milliard de francs (+ 70 %), et un résultat d'exploitation de 3,6 milliards de francs (+ 35 %).

MARCHÉ

□ **L'Office commercial pharmaceutique (OCP) anticipe une baisse de la consommation.** – Après plusieurs mois de bataille boursière autour de l'OCP, et la prise de contrôle par l'allemand Gehe en juillet, le premier grossiste français en médicaments traverse une nouvelle période d'incertitude en attendant les mesures que le gouvernement prépare sur l'industrie du médicament. Le marché de la répartition qui croît de 6,5 % par an devrait voir sa progression s'interrompre et même reculer comme dans d'autres pays européens. Selon Jacques Ambonville, président du directoire de l'OCP, s'il régresse de 6 %, la profession enregistrera des pertes. Pour sa société, le point d'équilibre est plus bas et se situe à – 10 % avant d'avoir un impact négatif sur les comptes. L'OCP étudie de nouvelles mesures pour réduire ses coûts de distribution, notamment en développant des synergies avec son nouvel actionnaire qui lui apporte sa branche de répartition pharmaceutique allemande. *«La vocation de Gehe n'est pas d'avoir 95 % de l'OCP, mais plutôt de revenir à la majorité»*, a précisé le directeur financier, Jacques-Alain Pomorski, précisant que l'entreprise sera transférée ultérieurement du hors-cote à la cote officielle ou au second marché.

COOPÉRATIONS

□ **Elitair s'allie avec la Générale de restauration.** – Le groupe Elitair qui emploie 6 500 personnes pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs, et se place au cinquième rang de la restauration collective en France, s'est associé avec un des deux poids lourds du marché, la Générale de restauration (3,5 milliards de chiffre d'affaires). Ils ont décidé de créer une société commune, baptisée Elior, qui reprend l'ensemble des participations d'Elitair dans la restauration collective. Ils vont mettre en œuvre un partenariat dans l'informatique, les achats, les études prospectives, tout en demeurant concurrents. Elitair, *via* sa filiale Eliance, garde le contrôle de son pôle restauration publique de concessions (restauration d'aéroport, de musée). Robert Zoladz, président d'Elitair, est aussi nommé à la tête d'Elior.

□ **Serete Industries et ABT France s'implantent sur le marché du traitement des déchets urbains.** – Ces deux sociétés, filiales respectives du groupe d'ingénierie Serete et du consortium européen Hölter-ABT, viennent de s'associer afin de mettre en œuvre un procédé exclusif de traitement des ordures ménagères sur le territoire français. L'accord de collaboration s'appuie sur la technologie du lit fluidisé rotatif (dont Hölter-ABT détient l'exclusivité pour l'Europe) et sur l'expérience de Serete dans le domaine de l'énergie et de l'environnement. Ce nouvel intervenant, ensemblier d'unités d'incinération, veut s'implanter sur un marché appelé à se développer avec la disparition progressive des décharges.

□ **Toshiba/Microsoft : alliance pour un futur ordinateur portable.** – La société japonaise Toshiba Corp. et l'américaine Microsoft Corp. vont coopérer pour développer le software et le hardware d'un nouvel ordinateur portable. Les deux compagnies vont travailler en étroite coopération sur le nouvel environnement graphique Windows de Microsoft, qui sera plus particulièrement adapté aux ordinateurs portables, a indiqué Toshiba, la seconde compagnie japonaise d'électronique.

NOMINATION

□ **Delsey (bagages) : Daniel Dewavrin nommé PDG en remplacement de Philipe Danos.** – Daniel Dewavrin, PDG du groupe diversifié Epéda-Bertrand Faure (sièges pour automobiles, construction aéronautique), est nommé à la présidence de Delsey, la filiale bagages du groupe, a indiqué, lundi 20 septembre, EBF dans un communiqué. M. Dewavrin succède à ce poste à Philippe Danos, qui va prendre d'autres fonctions au sein d'EBF. Bien que le groupe cherche à se recentrer sur ses activités de sièges pour automobile, cette nomination ne serait pas, selon la direction, le signe d'une cession imminente de Delsey. Marc Lefebvre, ancien de Thomson Consumer Electronics, a rejoint Delsey le 13 septembre en tant que directeur général.

CRÉDIT

□ **Thomson SA : une ligne de 600 millions de dollars.** – Les banques J.-P. Morgan et BNP Capital Markets Ltd ont annoncé, vendredi 17 septembre, avoir ouvert une ligne de crédit revolving de 600 millions de dollars (3,36 milliards de francs) en faveur de la société française Thomson SA – dont une précédente ligne de crédit de 400 millions de dollars est arrivée à échéance en juillet. Thomson SA disposera de trois types différents de lignes de crédit : la première, d'un montant de 450 millions de dollars, sera disponible pendant cinq ans, mais sera diminuée de moitié au bout de quatre ans. Les deux autres, d'un montant équivalent de 75 millions, seront disponibles pour une durée de six mois l'une, et un an l'autre, mais les deux pourront être prolongées après approbation des banques.

Malgré une lourde perte au premier semestre

Michelin estime avoir touché le fond

Michelin, premier fabricant mondial de pneumatiques avec 19,7 % du marché, devant le japonais Bridgestone (17,1 %) et l'américain Goodyear (15,3 %), a vu ses résultats, publiés mardi 21 septembre, retomber lourdement dans le rouge au premier semestre 1993, après un retour à l'équilibre en 1992. La reprise de l'industrie automobile américaine, avec une progression sur les six premiers mois de 1993 de 11,4 % pour les voitures particulières et 17,9 % pour les véhicules utilitaires, n'a pu compenser les chutes de respectivement 15,4 % et 27,3 % en Europe de l'Ouest. Ce phénomène a surtout touché les ventes de pneumatiques en première monte qui, pour Michelin, ont fléchi de 7,5 % en volume et de 7,9 % en chiffre d'affaires, ramené à 30,5 milliards de francs.

A une perte nette d'exploitation de 817 millions de francs au 30 juin 1993, il faut ajouter 2,63 milliards de francs de provisions exceptionnelles pour financer le sixième plan d'adaptation annoncé en avril, qui doit supprimer 2 950 emplois sur 30 000 en France et réduire les coûts de 3,5 milliards de francs en deux ans. La perte totale atteint donc 3,45 milliards de francs sur six mois.

«Travailler plus vite et moins cher»

Pour le directeur financier, Eric Bourdais de Charbonnière, après un très mauvais second semestre 1992, le point le plus bas de la crise semble avoir été atteint au premier semestre de cette année, mais on ne peut conclure que la fin de cette crise en Europe soit en vue. *«Nous devons être prêts à affronter une crise qui pourrait durer.»* Tout au plus estime-t-il que la deuxième moitié de cette année se présente plus favorablement que la première, essentiellement sur le marché de remplacement (deuxième monte), qui représente 50 % des ventes en Europe. Ce phénomène est en nette augmentation pour les camions et pourrait l'être pour les voitures de particuliers dont les propriétaires remplacent les pneumatiques faute de pouvoir renouveler le véhicule lui-même.

Outre le nouveau plan d'adaptation précédemment évoqué, Michelin veut *«travailler plus vite et moins cher»* avec l'abandon des ateliers manuels, une automatisation poussée et un allongement des séries produites qui permette une réduction des coûts. A cet effet, le nouveau procédé de fabrication «révolutionnaire» annoncé en 1990 par le gérant François Michelin doit démarrer avant la fin de septembre avec une surface au sol et donc une masse des machines inférieure de 90 % à ce qui existait auparavant. Pour la firme de Clermont-Ferrand, le développement ne se pose plus en termes d'investissements qui ne dépasseront pas 3 milliards de francs en 1993 puisque couverts par la capacité d'autofinancement. Quant à la dette financière nette, elle n'a pas changé d'une année sur l'autre : environ 30 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 septembre ↓ En prise avec la Russie

La Bourse de Paris était en baisse mercredi après la crise politique russe déclenchée la veille dans la soirée par le président Boris Eltsine. Toutefois, le marché ne présentait aucun signe de panique. En recul de 1,41 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 enregistrait un recul de 1,35 % vers 14 heures à 2 066,19 points. Ces ventes se déroulaient dans un marché calme compte tenu des événements. Sur le marché à règlement mensuel, le montant des échanges avoisinait le milliard de francs.

Le marché des actions n'était pas le seul à céder du terrain. Le MATIF qui, mardi soir au cours des échanges de gré à gré après la clôture, avait vivement réagi au coup de force du président Eltsine, cède 0,34 %.

Aucun signe de panique n'était donc relevé, estimaient les opérateurs. Le coup de force du président Eltsine n'a pas surpris les milieux financiers, soulignant que ces événements *«ne ressemblent en rien au putsch d'août 1991 à Moscou»*. Il y a deux ans, le 19 août 1991, ce coup avait provoqué à Paris une chute de la Bourse de 7,9 % dans la journée. L'or et le dollar jouaient depuis mardi soir leur rôle de valeur refuge. Le franc français se tenait et le loyer de l'argent au jour le jour restait stable à 7,25 %.

Le marché des actions, qui depuis la fin août est en phase de consolidation, fait l'objet de prises de bénéfices plus importantes que ces derniers jours. Sans plus. Après avoir anticipé en août une baisse des taux d'intérêt et une reprise économique dans un avenir relativement proche, les opérateurs prennent prétexte de tout événement ou nouvelle économique ou financière pour prendre des bénéfices. Si la dégradation de la situation économique semble se stabiliser, la reprise n'est pas encore en vue, estiment des professionnels. Du côté des hausses figuraient le BHV, et les Skis Rossignol. En baisse on notait CCMC, GTM et Legris.

NEW-YORK, 21 septembre ↓ Déprime

Wall Street a connu une séance très active mardi 21 septembre, perdant à un moment plus de 55 points après la décision du président Eltsine de dissoudre le Parlement russe. L'anticipation de résultats trimestriels décevants pour les entreprises américaines a également pesé sur la Bourse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a toutefois réduit ses pertes pour clôturer à 3 537,24 points, en baisse de 38,56 points, soit un recul de 1,08 %. Ce nouveau recul porte à quatre le nombre de séances consécutives de baisse. Les échanges ont porté sur 301 millions d'actions. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse : 1 462 contre 592 alors que 571 titres restaient inchangés.

La décision de Boris Eltsine a contribué à rendre l'activité à Wall Street très volatile et la nervosité des investisseurs a été accentuée par le pessimisme des investisseurs sur les résultats des entreprises américaines.

Ces dernières commenceront à publier leurs résultats trimestriels vers la mi-octobre, mais déjà des compagnies comme Eastman Kodak et Westinghouse ont annoncé qu'elles attendaient des résultats inchangés, voire nettement en baisse.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	66 3/4	66 7/8
ATT	59	58 1/2
Boeing	40	39 7/8
Chase Manhattan Bank	36 1/4	36
Du Pont de Nemours	47 7/8	47 3/8
Eastman Kodak	59 7/8	59 1/8
Exxon	64 3/4	65 1/4
Ford	55	54 3/8
General Electric	97 1/4	98 3/8
General Motors	45 3/4	44 7/8
Goodyear	45 1/2	44
IBM	42 1/4	42 1/8
ITT	90 3/4	90 7/8
Mobil Oil	75 7/8	76 3/8
Pfizer	59	60 7/8
Schlumberger	61 5/8	62
Texaco	64 1/4	64 5/8
UAL Corp. ex-Allegis	141 1/4	138 1/2
Union Carbide	18 7/8	18 7/8
United Tech.	57	56 1/8
Westinghouse	13 1/4	13
Xerox Corp.	71 1/4	70 3/8

LONDRES, 21 septembre ↓ Repli

Les valeurs ont reculé, mardi 21 septembre, au Stock Exchange, affectées par les pertes de Wall Street de la veille et par plusieurs augmentations de capital. Au terme des transactions, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 2,9 points à 3 001,6 points, soit un repli de 0,1 %. La séance a été un peu plus active, avec 536 millions de titres échangés contre 438,8 millions la veille.

Les chiffres du commerce extérieur et du PIB britannique n'ont pas eu grand effet sur la tendance. La hausse du PIB au deuxième trimestre a été révisée à 0,6 % contre 0,5 % annoncé précédemment, et le déficit des paiements courants s'est réduit à 2,6 milliards de livres au deuxième trimestre contre 3 milliards au trimestre précédent.

Les pharmaceutiques ont été réservées à la veille de la présentation de la réforme du système de santé aux Etats-Unis. Glaxo Holdings a abandonné 12 pence à 630, et Zeneca 3 pence à 713.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Allied Lyons	5,80	5,82
B.P.	2,98	3
B.T.R.	3,78	3,67
Cadbury	4,60	4,58
De Beers	11,13	11
Glaxo	6,43	6,30
G.U.S.	38	38
I.C.I.	7,08	7,00
Reuters	15,45	15,17
RTZ	6,85	6,84
Shell	6,49	6,37
Unilever	10,72	10,65

TOKYO, 22 septembre ↓ Net recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte baisse mercredi 22 septembre, mais dans des échanges calmes, la plupart des investisseurs préférant rester à l'écart, rendus inquiets par la crise politique russe. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 292,03 points, soit 1,43 %, à 20 174,62 points, dans un volume de 300 millions d'actions environ contre 350 millions la veille.

Par ailleurs, les intervenants étaient peu enclins à ouvrir des positions à la veille d'un congé. Le marché est clos, jeudi, pour les fêtes de l'équinoxe d'automne. La nouvelle de la crise politique en Russie a fait reculer la Bourse de New-York et a pesé sur les contrats sur le Nikkei à Chicago, entraînant les cours à la baisse dès les premières transactions à Tokyo. Des liquidations de positions d'arbitrage ont également pesé sur la tendance.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Ajinomoto	1 420	1 420
Bridgestone	1 330	1 300
Canon	1 430	1 430
Fuji Bank	2 300	2 280
Honda Motors	1 470	1 480
Matsushita Electric	1 440	1 430
Mitsubishi Heavy	698	690
Sony Corp.	4 400	4 470
Toyota Motors	1 650	1 640

CHANGES

Dollar : 5,6785 F ↑

Mercredi 22 septembre, le dollar, porté par la crise politique en Russie, continuait de grimper à l'ouverture du marché des changes parisien à 5,6785 francs contre 5,6350 francs la veille, tandis que le franc se renforçait contre le deutschemark.

FRANCFORT	21 sept.	22 sept.
Dollar (en DM)	1,6130	1,6329
TOKYO	21 sept.	22 sept.
Dollar (en yens)	105,38	105,98

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 sept.) .... 7 3/16 - 7 5/16 %
New-York (21 sept.) .... 3 1/8 %

BOURSES

	20 sept.	21 sept.
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	582,28	579,42
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 107,36	2 094,39
NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*	20 sept.	21 sept.
Industrielles	3 575,80	3 537,24
LONDRES *(Indice «Financial Times»)*	20 sept.	21 sept.
100 valeurs	3 004,50	3 001,60
30 valeurs	2 328,30	2 324,80
Mines d'or	174,30	174,90
Fonds d'Etat	101,57	101,38
FRANCFORT	20 sept.	21 sept.
Dax	1 912,84	1 925,85
TOKYO	21 sept.	22 sept.
Nikkei Dow Jones	20 466,65	20 174,62
Indice général	1 649,80	1 628,12

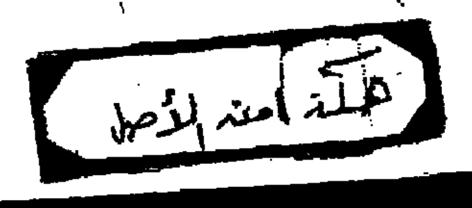
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

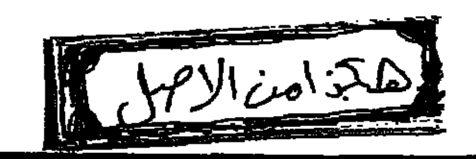
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,6970	5,7000	5,7550	5,7600
Yen (100)	5,3704	5,3759	5,4336	5,4414
Ecu	6,6233	6,6326	6,6144	6,6273
Deutschemark	3,4810	3,4840	3,4845	3,4892
Franc suisse	3,9985	4,0036	4,0236	4,0384
Lire italienne (1000)	3,5934	3,5976	3,5775	3,5837
Livre sterling	8,6262	8,6337	8,6538	8,6656
Peseta (100)	4,3566	4,3623	4,3237	4,3329

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 9/16	2 11/16	2 3/8	2 1/2	2 3/8	2 1/2
Ecu	7 3/4	7 7/8	7 9/16	7 11/16	7 1/4	7 3/8
Deutschemark	6 7/8	8	6 9/16	6 11/16	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	4 11/16	4 13/16	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	8 13/16	9 1/16	8 13/16	9 1/16	8 3/4	9
Livre sterling	5 7/8	6	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16
Peseta (100)	10 1/16	10 7/16	9 13/16	10 1/8	9 9/16	9 7/8
Franc français	7 3/16	7 3/8	7 1/8	7 1/4	6 13/16	7

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 22 SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -1,16 % (2070,12)

Règlement mensuel

Dernier coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% + -
01/08/93	EDF-GDF 3%	5630	5600	-0,53
30/07/93	B.N.P. (T.P)	1030	1026	-0,39
22/10/92	Cr.Lyonnais(T.P.)	1048	1046	—
24/10/92	Renault (T.P.)	2242	2203	-1,74
01/10/92	Rhone Poulenc(T.P)	2341	2335	-0,26
15/07/93	Saint Gobain(T.P.)	1130	1125	-0,44
01/08/93	Thomson S.A (T.P)	1030	1015	-1,46
16/07/93	Accor 1	604	598	-0,99
01/07/93	Air Liquide 1	742	738	-0,54
30/07/93	Alcatel Alsthom 1	724	712	-1,66
01/08/93	Alsac.Super.(Ny) 1	2396	2406	+0,42
25/06/93	Alspi 1	379,90	370,20	-2,55
12/07/93	AGF(Ass.gle.Fce) 1	650	649	-0,15
21/07/93	Axa 1	1535	1515	-1,30
15/06/90	Bail Equipement 1	49,80	49,80	—
12/07/93	Bail Invest. 1	1180	1150	-2,54
26/03/93	Bancaire (Cie) 1	512	498	-2,73
15/06/90	Banque Colbert C2	153	155	+1,31
21/06/93	Bazar Hot. Ville 2	625	635	+1,60
15/09/93	Berger (M) 2	1220	1214	-0,49
21/12/92	Bertrand Faure 2	460	453	-1,52
15/07/93	BIC 1	1320	1312	-0,61
01/07/92	BIS 1	151,50	151,50	—
01/07/93	B.N.P. CI 1	266,50	264,90	-0,60
15/07/92	Bollore Techno.1	458	450	-1,75
17/05/93	Bongrain 1	2836	2780	-1,97
02/07/93	Bon Marche (Au) 1	685	684	-0,15
30/07/93	Bouygues 1	680	670	-1,47
16/08/93	BP France 1	111,10	110,10	-0,90
28/06/93	BSN 1	885	874	-1,24
18/08/93	Canal + 1	1207	1202	-0,41
10/07/92	Cap Gemini Sogeti1	209,50	202,40	-3,39
15/06/93	Carnaudmetalbox 1	197	195	-1,02
30/04/93	Carrefour 1	3283	3294	+0,34
10/08/93	Casino Guichard 1	163	160,60	-1,47
10/08/93	Casino Guich.ADP 1	123,10	121	-1,71
21/06/93	Castorama Dl (Li)1	742	739	-0,40
22/08/93	C.C.F. 1	246,80	243	-1,54
30/06/91	CCMC-Monagix(Ly) 2	34,80	33	-5,17
21/06/93	Cegid (Ly) 1	269	262,50	-2,42
31/07/91	Centrest (Ny) 2	34	33,50	-1,47
01/07/93	CEP Communication1	393,20	392	-0,31
01/07/90	Cerus Europ.Reun 1	114,10	111	-2,72
26/03/93	Cetelem 1	1130	1108	-1,95
15/06/93	CGIP 1	1256	1242	-1,11
25/08/93	Chargeurs 1	1105	1104	-0,09
30/06/93	Christian Dior	350	343,50	-1,86
28/06/93	CICA (M) 2	515	566	+9,90
30/06/93	Ciments Fr.Priv.B	336	329	-2,08
15/07/93	Clarins 1	485	485	—
05/07/93	Club Mediterranee1	386,60	382,10	-1,16
29/06/93	Coles 1	1028	1025	-0,29
21/09/93	CGP (Papiers)(Ly)2	555	—	—
15/07/92	Comptoir Entrep. 1	219	—	—
14/06/93	Comptoir Moder. 1	1435	1420	-1,05
01/07/93	CPR Paris.Reesc. 1	431	422,10	-2,06
28/06/93	Credit.F.France 1	1181	1145	-3,05
15/06/93	Credit Local Fce 1	423,10	419,30	-0,90
01/07/93	Credit Lyonn.CIP 1	670	664	-0,90
01/08/93	Credit National 1	848	840	-1,23
—	CSEE 1	540	531	-1,67
15/07/93	Damart 1	5070	5026	-0,99
17/08/93	Dassault-Aviation1	500	490	-2
08/05/92	Dassault Electro 1	337,50	339	+0,44
18/06/93	De Dietrich 1	1870	1852	-0,96
03/06/93	Degremont 1	505	509	+0,79
18/06/91	Dev.R.N-P De Cal 2	41	41	—
23/08/91	Dev.R.Sud-Est(Ly)2	81,50	77,50	-4,91
25/06/93	DMC (Dollfus Mi)1	319	315	-1,25
25/05/93	Docks France 1	624	617	-1,12
10/07/92	Dynaction 1	136	131,30	-3,46
05/07/93	Eaux (Gle Des) 1	2592	2568	-0,93
04/06/93	EBF (Epeda B.) 1	695	685	-1,44
01/07/93	Ecco 1	531	529	-0,38
30/08/93	Eiffage(ex Foug.)1	1050	1030	-1,90
02/07/93	Elf Aquitaine 1	398,30	395	-0,83
03/06/93	Elf Sanofi 1	1000	980	-2
02/07/93	Erap-Elf CPet 1	355	353	-0,56
12/07/93	Eridania Beghin 1	798	799	+0,13
02/07/93	Essilor Intl 1	549	546	-0,55
02/07/93	Essilor Intl ADP 1	326	320	-1,84
16/06/93	Esso 1	824	810	-1,70
08/12/92	Euralrance 1	1980	1960	-1,01
23/02/93	Euro Disney 1	57,80	56,70	-1,90
03/08/93	Euro RSCG W.W	615	601	-2,28
08/04/93	Europe 1-1	1177	1170	-0,59
—	Eurotunnel 1	43,90	42,95	-2,16
23/08/93	Filipacchi Medias	745	738	-0,94
28/08/93	Finextel 1	155	154	-0,65
—	Fives-Lille 1	402	397	-1,24
29/07/93	Fromageries Bel 1	4939	4920	-0,40
30/06/93	Galeries Lafayet.1	1940	1935	-0,26
05/07/93	GAN 1	501	488	-2,59
15/06/93	Gascogne (B) 1	375,50	365	-2,80
20/07/93	Gaz Eaux(Fin.Ind)1	1890	1825	-3,44
12/07/93	Geophysique 1	638	634	-0,63
12/02/93	Groupe Andre S.A.	642	626	-2,49
25/06/93	Groupe De La Cite1	651	623	-4,30
09/08/93	GTM-Entrepose 1	525	499	-4,95
01/07/93	Guyenne Gascogne 1	1655	1649	-0,36
06/09/93	Havas 1	473,40	471	-0,51
30/09/93	IDIA 1	238	234	-1,68
30/07/93	Imetal 1	458,10	453	-1,11
08/08/92	Immob.Phenix 1	134,20	132,90	-0,97
30/07/93	Ingenico 1	148,10	149	+0,61
01/09/93	Ins.Merieux Int. 1	2342	2350	+0,34
30/08/93	Interbail 1	540	535	-0,93
29/09/92	Intertechnique 1	564	555	-1,60
05/07/93	Jean Lefebvre 1	1191	1200	+0,76
28/03/93	Klepierre 1	680	675	-0,74
07/07/93	Labinal 1	758	750	-1,06
12/08/93	Lafarge Coppee 1	410	403,60	-1,56
13/07/93	Lagardere (MMB) C1	139,50	138,70	-2,01
02/06/93	Lapeyre C1	238,20	237	-0,50
06/07/93	Lebon 2	288	291	+1,04
15/06/93	Legrand 1	4880	4836	-0,94
15/08/93	Legrand ADP 1	3080	2980	-0,67
10/09/92	Legris indust. 1	210	200	-4,76
01/07/93	Locindus 1	930	924	-0,65
18/08/93	LVMH Moet Vuitton1	4133	4081	-1,26
20/07/93	Lyon.Eaux-Dumez 1	538	533	-0,93
30/11/92	Marine Wendel 1	386,50	383,20	-0,85
08/07/93	Matra-Hachette 1	145,20	142,30	-2
04/07/90	Metaleurop 1	76,50	73,55	-3,86
29/06/90	Metrologie Intl 1	16,40	16	-2,44
07/07/93	Michelin 1	174,90	171,30	-2,06
14/09/92	Moulinex 1	182,70	183,50	+0,38
17/08/93	Navigation Mixte 1	1070	1060	-0,93
09/07/93	Nord-Est 1	152,80	150,20	-1,70
—	Nordon (Ny) 1	550	530	-3,64
—	Olipar 1	36	35,40	-1,67
25/06/93	Oreal 1	1126	1120	-0,53
07/06/93	Paribas 1	462,60	453,80	-1,90
08/07/93	Pechiney CIP 1	330	327,20	-0,85
01/07/93	Pechiney Intl 1	195	191,10	-2
17/05/93	Pernod-Ricard 1	409,70	405	-1,15
05/07/93	Peugeot 1	852	846	-0,92
05/07/93	Pinault-Printemps1	780	760	-2,56
09/07/93	Plastic-Omn.(Ly) 1	732	730	-0,27
30/06/93	Poliet	358	363	+1,40
10/08/93	Primagaz 1	847	850	+0,35
10/08/93	Promodes 1	887	882	-0,56
05/06/93	Radiotechnique 1	340	335,10	-1,44
05/07/93	Redoute(S.A.La)1	8130	8140	+0,12
01/10/92	Remy Cointreau 1	209,20	205	-2,01
01/07/93	Rexel(ex.CDME) 1	536	540	+0,75
30/07/93	Rhone Poulenc A 1	158,40	151,90	-3,97
25/08/92	Rochette (La) 1	28,50	28,30	-0,70
01/07/93	Roussel Uclaf 1	631	625	-0,95
08/07/93	Rue Imperiale(Ly)1	3660	3660	—
15/06/93	Sade (Ny) 1	175	173	-1,14
07/07/93	Sagem 1	1884	1885	+0,05
30/07/93	Saint-Gobain 1	585	580	-0,86
07/07/93	Saint-Louis 1	1345	1325	-1,49
01/10/92	Salomon (Ly) 1	1820	1823	+0,16
28/09/92	Salvepar (Ny) 2	449	441	-1,78
07/07/93	Sat 2	2080	2095	+0,72
06/07/92	Saupiquet (Ns) 1	965	955	-1,04
09/07/93	Schneider 1	721	721	—
—	SCOA 1	13,85	13,60	-1,81
20/08/92	SCOR S.A 1	640	619	-3,28
08/06/93	S.E.B.1	499,50	493,40	-1,22
19/07/93	Sefimeg 1	509	503	-1,18
12/07/93	Selectibanque 1	185,90	183,10	-1,51
01/07/91	Sextant Avionique1	300	—	—
09/08/93	SFIM 2	990	985	-0,51
10/08/93	SGE 1	275,90	274	-0,69
05/08/93	Simco 1	568	557	-1,94
12/07/93	S.I.T.A 1	636	632	-0,63
25/09/90	Skis Rossignol 1	1349	1385	+2,67
08/07/93	Sligos 1	540	536	-0,74
07/08/93	Societe Gale A 1	627	620	-1,12
20/08/90	Sodecco (B) 2	44	42,50	-3,41
25/05/92	Sodero (Ns) 2	74,50	—	—
05/08/93	Sodexho 1	962	964	+0,21
05/07/93	Sogenal (Ny) 2	135	132,70	-1,70
25/06/93	Sommer-Allibert 1	1853	1840	-0,70
30/08/93	Sophia 1	511	504	-1,37
13/05/93	Sovac 1	1329	1313	-1,20
21/07/93	SPEP	383,90	380	-1,07
31/07/91	Spie Batignolles 1	372	360	-3,23
15/07/93	Strafor Facom 1	535	531	-0,75
30/07/93	Suez 1	338,90	336,50	-0,71
25/08/93	Synthelabo 1	249	246,20	-1,12
12/07/93	Thomson-CSF 1	164	159	-3,05
14/08/93	Total 1	294,60	293,10	-0,51
05/07/93	UAP 1	593	588	-0,84
30/03/92	UFB Locabail 1	347,30	341,60	-1,64
15/07/91	UGC DA(ex Robur)M1	227,10	223,10	-1,76
05/07/93	UIC 1	539	536	-0,56
30/07/93	UIF 1	624	623	-0,16
08/07/93	UIS 2	998	988	-1
10/08/93	Unibail 1	555	542	-2,34
08/07/93	Valeo 1	1064	1060	-0,38
10/07/92	Vallourec 1	216,50	208	-3,93
09/08/93	Via Banque 1	348	339,50	-2,44
14/06/93	Worms & Cie 1	300,20	296	-1,40
18/02/93	Zodiac 1	1703	1700	-0,18
28/06/93	Elf Gabon	1004	992	-1,20
01/03/93	Amax 1	130	126,10	-3
15/06/93	American Barrick 1	125,40	130	+3,67
10/08/93	American Express 1	192,70	189	-1,92
02/08/93	A.T.T. 1	334,80	330,40	-1,31
03/08/93	Anglo American 1	157,60	159,80	+1,40
08/07/93	Amgold 1	361,50	371,90	+2,88
31/07/93	Banco Santander 1	287	280,60	-2,23
30/04/93	B.A.S.F. 1	890	865	-2,81
29/04/93	Bayer 1	1049	1040	-0,86
25/08/93	Blenheim Exhibit.1	27,20	28,30	+4,04
17/08/93	Buffelsfontein 1	48,15	49,70	+3,22
16/08/93	Chase Manhattan 1	206,80	204,30	-1,21
27/05/93	Daimler Benz 1	2654	2620	-1,28
28/05/93	De Beers 1	95	97,50	+2,63
21/05/93	Deutsche Bank 1	2735	2682	-1,94
17/05/93	Dresdner Bank 1	1443	1410	-2,29
04/08/93	Driefontein 1	58,55	60	+2,48
11/08/93	Du Pont Nemours 1	270	268	-0,74
01/07/93	Eastman Kodak 1	336	338	+0,60
—	East Rand 1	16,45	16,80	+2,13
30/06/93	Echo Bay Mines 1	59	60	+1,69
01/06/93	Electrolux 1	170	179,90	+5,82
24/05/93	Ericsson 1	284	286	+0,70
10/09/93	Exxon Corp. 1	386	388,80	+0,77
01/09/93	Ford Motor 1	311,90	310	-0,61
11/06/93	Freegold 1	59,90	61	+1,84
01/06/93	Gencor Limited 1	12,80	12,55	-1,95
26/07/93	General Electric 1	544	548	+0,74
10/09/93	General Motors 1	258,90	254,10	-1,85
25/05/93	Generale Belgique1	415	420	+1,20
04/10/93	Grd Metropolitan 1	37,75	36,50	-3,31
01/06/93	Guinness Plc 1	40,50	39,85	-1,60
01/07/93	Hanson Plc 1	22,15	21,80	-1,58
28/02/92	Harmony Gold 1	21,50	22,90	+6,51
14/07/93	Hewlett-Packard 1	378	378,20	+0,05
30/06/93	Hitachi 1	43,25	44	+1,73
28/04/93	Hoechst 1	969	940	-2,89
10/09/93	I.B.M 1	239	238,40	-0,25
29/04/93	I.C.I 1	61	61	—
01/07/93	I.T.T. 1	499,50	518	+3,70
—	Ito Yokado 1	278,10	279,50	+0,50
06/07/93	Matsushita 1	75,65	75,55	-0,13
17/09/93	Mc Donald's 1	301	295,70	-1,76
01/07/93	Merck and Co 1	175	178,80	+2,17
12/09/93	Minnesota Mining 1	593	—	—
02/07/93	Mitsubishi Corp. 1	60,90	62,80	+3,12
18/09/93	Mobil Corporat. 1	427	431,60	+1,08
15/07/93	Morgan J.P. 1	422	—	—
01/08/93	Nestle SA Nom.	4288	4252	-0,84
01/07/93	Nippon Meat Packer	89,85	—	—
25/05/93	Norsk Hydro 1	150	148,60	-2,27
11/06/93	Ofsil 1	142,60	147,10	+3,16
25/05/93	Petrofina 1	1455	1441	-0,96
09/07/93	Philip Morris 1	285,10	287,10	+0,75
25/04/90	Philips N.V 1	110,10	108,30	-1,63
28/08/93	Placer Dome Inc 1	197,40	118,60	+2,96
16/08/93	Procter Gamble 1	265	266,10	+0,42
15/07/93	Quilmes 1	207,10	211	+1,88
06/08/93	Randfontein 1	41,70	42	+0,72
31/08/93	Rhone Poul.Rorer 1	262,50	263	+0,19
21/09/93	Royal Dutch 1	550	553	+0,55
08/08/93	R T Z 1	58,70	58	-1,19
—	Saatchi & Saatchi	13,95	13,65	-2,15
30/06/93	Sega Enterprises	572	556	-2,80
17/09/93	Saint-Helena 1	39,65	40,60	+2,40
02/07/93	Schlumberger 1	350	351,90	+0,54
17/05/93	Shell Transport 1	55,50	55,65	+0,27
12/03/93	Siemens 1	2302	2250	-2,26
01/07/93	Sony Corporation 1	231,50	236	+1,94
02/07/93	Sumitomo Bank 1	120,90	118,60	-1,90
06/07/93	T.D.K 1	200,30	—	—
27/07/93	Telefonica 1	67	65,50	-2,24
30/08/93	Toshiba 1	36	36,85	+2,36
21/05/93	Unilever 1	621	617	-0,64
10/09/93	Unit.Technologie 1	318,30	—	—
17/08/93	Vaal Reefs 1	381,10	390	+2,34
04/08/93	Volkswagen A.G 1	1238	1215	-1,86
03/05/93	Volvo (act.B) 1	295	280	-5,08
17/09/93	Western Deep 1	153,50	158	+2,93
01/07/93	Xerox Corp. 1	406,60	405,80	-0,20
30/06/93	Yamanouchi 1	131,90	132	+0,08
—	Zambia Copper 1	6,20	6,10	-1,61

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	117,10	7,949
CEPME 8,5% 88 CB	108,70	1,933
CEPME 9% 89 CA	114,25	0,838
CEPME 9% 92-06 TSR	118	2,244
CFD (CCCE)8,7%90CB	122,65	6,086
CFD ex(CCCE)8,6%92CB	117,17	5,278
CRH 8,5% 92-00 CA	111,20	4,681
CFF 10% 88-98	117	9,178
CFF 9% 88-97 CI	110,67	8,729
CFF 10,25% 90 CI	122,05	5,384
CRH 8,6% 92-93 CB	114,20	2,003
CLF 8,9% 88 CI	114	2,853
CLF 9%88-93/98 CI	111,17	5,745
CNA 9% 4/92 CB	118,80	3,477
EDF 8,6% 88-89	112,60	5,160
EDF 8,6% 92 CI	116,25	3,911
Emp.Etat 10,8%79	105,30	0,533
Em.Etat 13,4%83 CA	101,43	10,898
Em.Etat10,26%86 CA	—	5,453
Emp.Etat 9%7/93-97	101,17	1,118
Finansder 9%91C2/	120,06	7,397
Finansd.8,6%92 /C2	114,01	5,608
Ronal9,75% 90 CI	117,35	1,803
OAT 9,90% 12/97 CA	115,48	7,676
OAT TMB 81/99 CA	98,97	5,964
OAT 10% 5/00 CA	120,86	3,233
OAT 81 TME CA	108,25	4,243
OAT 8,5% 11/02 CA	116,24	7,010
OAT 8,50% 19 CA	121,10	7,732
OAT 8,50% 92-23 CA	121,56	3,493
PTT 11,2% 85 CB/	110,50	8,313
SNCF8,8% 87-93C1	112,16	5,593
Lyon.Eaux 6,5%90CV	941	—

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arbel 2	394	395,40
Bains C.Monaco 2	909	908
B.Hypoth.Europ.	158	—
B.N.P Intercont2.	457	454,50
Benedictine	2980	—
Bidermann Intl	489	—
B T P (la cie) 2	35,70	34,05
Cambodge	876	—
Carbone Lorraine 2	445	433,30
Case Poclain 2	3,50	—
CBC 1	380	333
Centenaire Blanzy	343,60	343,50
Ceragen Holding	30	—
Champex (Ny)	16	—
CIC Un.Euro.CIP 1	265,80	262,30
C.I.T.R.A.M. (B)	2561	—
Cpt Lyon Alem.2	354,90	350
Concorde-Ass Risq2	877	—
Constr.Met.Prov.	12	12
Credit Gen.Ind.	114	114
Darblay	810	—
Didot Bottin	525	525
Eaux Bassin Vichy	2608	—
Ecia 1	394	390
Ent.Mag. Paris	4126	—
Eridania Beghin CI	684	681
Fidei(exImmoFce)2	358,50	358,50
Finalens	370	370
F.I.P.P.	145	—
FNAC 2	2890	—
Fonciere (Cie)	655	—
Foncina	495,10	498
France I.A.R.D	400	395
France S.A 1	2118	2067
From. Paul-Renard	2850	—
Gaumont 2	710	715
Genefim	344	339
Gevelot	475	475
G.F.C. 1	464,10	463,60
Groupe Victoire	1488	1480
G.T.I (Transport)	261	—
Immobail 2	489	480
Immobanque 2	880	880
Im.Marseillaise 2	5800	5800
Invest.(Ste Cle.)	2705	2705
Lille Bonnieres	1178	1178
Locafinanciere	524	525
Louvre 1	2440	2440
Lucia	162	—
Machines Bull 2	24,10	23
Mag.Uniprix	176	—
Metal Deploye	262	262
Mors 2	40,35	39
Navigation (Nle)	160	158,50
Optorg 2	283,50	—
Oreal (CI)	901	—
Origny-Desvroise	918	915
Monoprix	1349	1340
Paluel-Marmont	433	438
Parfinance	192	192
Paris Orleans	205,30	205,50
Piper Heidsieck	750	—
Porcher	231,30	232
Promodes (CI)	670	675
Publicis 2	869	846
Rochefortaise Com.	163	168
Rosario 2	168	168
Rougier	238	—
S.A.F.A.A.	210	—
S.A.F.I.C Alcan	190,20	—
Saga	344	341
Salins du Midi 2	539	539
Savoisienne M.	162	—
Silic 2	792	796
S.I.P.H.	101	100
Sofal	498	—
Soffo	301	315
Sofiman	65	63,10
Sofragi	3600	3510
Soudure Autogene	720	714
Sovabail	430	431
Starni	975	—
Taittinger 1	2250	2211
Tour Eiffel	278	276
Ufiner Cofreth	1546	1550
Vicat 2	449	—
Virax	112,90	—

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G. AG	528	—
Akzo NV	520	518
Alcan Aluminium	105,10	—
American Brands	188	—
Arbed	476,50	—
Asturienne Mines	109,10	109,20
Banco Pop. Espanol	708	—
Banque Regl.Inter.	32220	32800
Chrysler Corp.	258,10	—
C.I.R SPA	4	4,05
Commerzbank AG	1075	—
Dow Chemical Co.1	327	310
Fiat Ord.	20	19
G.B.L.(Brux.Lamb.)	548	540
Gevaert	1125	—
Glaxo Holdings Plc	56,60	55,80
Goodyear T.& R.Cy	251	—
Honeywell Inc.	195	—
Johannesburg Cons.	78,40	—
Kubota Corp.	35,10	—
Noranda Mines	91	87,20
Olivetti Priv.	7,55	7,50
Pfizer Inc.	338	350
Ricoh Cy	38	—
Robeco	346,30	345,40
Rodamco N.V.	184,90	—
Rolinco	348,50	342,70
Saipem SPA	12,25	—
Sema Group Plc	30,50	28,40
SKF Aktiebolaget	66,95	66,05
Tenneco Inc.	258,10	—
Toray Ind.	32,60	—
West Rand Cons.	5,05	5,05

Hors-cote (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	—
Blanzy-Ouest*	998	—
Brasseries Maroc	389,50	—
Calciphos*	80,10	—
Canadien Pacifique	84,10	—
CGH Cogenbor ech.*	7	—
CEGF (Ent.Ga.Fri.)	525	—
Cie Industrielle*	4265	—
Coparex Inter.*	552	—
Cr.Universel (Cie)	290	—
CEAC.*	75,85	—
GFF (Grpe Fon.F) 2	2,92	—
Grace and Co.	203	—
Table France*	339	—
Koninkl. Pakhoed	75,10	—
Lecteurs Monde+ *	181,10	—
Nicolas son	650	—
Ofi.Com.Phars.*	950	—
Paris France	275	—
Partic.Perrier *	192,50	—
Romento	288,50	—
S.A.C.E.R.	631	—
St-Dominique(Fin)2	154	—
St Gobain Emball.*	1850	—
Schlumberger Ind.*	450	—
SEPR *	1200	—
SMCI (M)	59	—
SPR "B" nom.	257	—
Testut-Aequitas	100	—
Viniprix	1780	—
Waterman *	1100	—

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cable 1	800	680
B.A.C.	23,70	—
Boiron (Ly) 2 #	518	516
Boisset (Ly)	225	225,50
CBCAM Paris IDF 1	1013	1000
Calberson	310	310
Cardif SA 1	1007	1007
CEGEP #	162	162
CFPI	173,80	173
C.N.I.M 1	1288	1286
Codetour	329	—
Creeks	145	—
Dauphin OTA	255	251
Devanlay 2	1030	1039
Labor.Dolisos	118	—
Editions Belfond	113,10	—
Europ Propulsion 2	295	285
Finacor	225	222,20
G.I.M. S.A.	700	700
Gravograph	140	—
Guintoli	807	—
I.C.C. 2	263	262
Idianova	70	—
Immob.Hotel. 2 #	1160	1160
Int. Computer	130	—
IPBM	40,85	39,90
Molex	198,20	195
N.S.C Schlum.Ny	819	—
Seribo	168	165
Sopra	300	298
TF1-1	492,30	496,80
Thermador Hold(Ly)	350	350
Unilog	245	243
Viel et Compagnie	208	205

Sicav (sélection) 21 septembre

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	250,47	243,77
Actimonetaire C et D	32077,17	32077,17
Améri-gan	7974,43	7667,72
Amplitude	763,88	741,44
Antigone trésor	734771	734771
Arbitr. Court Terme	8154,12	8154,12
Associa Première	33605,45	33605,45
Associc.	1219,64	1210,64
Atout Amérique	100,18	97,64
Atout Asie	99,60	97,17
Atout Futur	533,96	520,94
Aurecic	1492,45	1449,98
Avenir Alizes	1895,95	1858,77
Axa Capital	218,68	204,54
Axa Court Terme	9005,37	9005,37
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	1114,43	1081,97
Axa.Ep.Fr.Ex Agesparg	920,78	893,94
Axa Europe	141,73	137,60
Axa Investiments	129,07	125,31
Axa NPI	135,22	131,28
Axa Ob.Fr.Extrans	166,08	161,24
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	159,07	154,44
Axa Prem.Ex.Agepre	130,63	126,83
Axa Sél.Ex.Dr.Sele	163,84	159,07
Axa Valeurs PER	146,83	142,55
Cadence 1	1137,88	1115,55
Cadence 2	1122,45	1100,44
Cadence 3	1115,52	1093,65
Capimonetaire	7042,08	7035,02
Caplobliq.	7763,51	7611,28
Capitacic	1614,16	1590,31
Cowics	1554,92	1525,93
Comptavalor	3959,58	3953,63
Credinter	497,56	483,07 ◆
Credit Mutuel Capital	1503,26	1473,78
Cred.Mut.Ep.Cour.T	749,43	749,43
Cred.Mut.Ep.Ind. Cap	118,99	187,93
Cred.Mut.Ep.Ind. Dis	108,98	106,04
Cred.Mut.Ep.J	78253,98	78253,98
Cred.Mut.Ep.long.T	220,46	214,56
Cred.Mut.Ep.Monde	1303,11	1268,23 ◆
Cred.Mut.Ep.Quatre	1173,84	1141,84
Diezo	1639,43	1600,86
Drouot France	1009,29	979,89
Drouot Sécurité	264,25	258,55
Ecocic	1238,27	1200,26
Ecuper	139,84	135,77
Ecur. Capicourt	201,25	200,75
Ecur. Capitalisation	3061,56	3031,25
Ecur. Expansion	544288,35	549473,14
Ecur. Géovaleurs	2642,20	2565,24
Ecur. Investissement	170,01	165,06
Ecur. Monepremière	75696,10	75696,10
Ecur. Monétaire	22163,77	22163,77
Ecur. Trésorerie	2729,72	2729,72
Ecur. Trimestriel	2141,68	2120,48
Elucicl	130,52	126,72
Emergence Poste	103,52	100,50
Energie	351,90	335,94
Eparcic	4073,71	4073,71
Eparcourt-Sicav	4390,38	4379,43
Epargne Associat	26477,68	26176,20
Epargne-Unie	1535,77	1498,31
Esti Cash capi	8960,68	8960,68 ◆
Eurco Solidarité	1231,67	1219,42
Eurocic Leaders	1223,61	1187,97
Eurodyn	1351,37	1318,41
Euro Gan	7426,41	7148,78
Fonsicav	16351,84	16319,20
France-gan	12819,19	12326,14
France Garantie	286,33	285,76
France Obligations	498,59	493,65
Francic	536,97	521,33
Francic Pierre	134,32	130,41
Francic-Regions	1275,37	1238,22
Fructi-Associations	39,42	39,42
Fructi-Capi	49,61	48,88
Fructidor	253,92	250,17 ◆
Fructifrance action C	224,48	218,93
Fructifrance action D	214,74	209,50
GAN Rendement	5739,81	5654,20
Gestilion	17312,52	17312,52
Gest.Associations	203,84	199,35
Horizon	1575,27	1529,39
HLM Monétaire	15752,65	15752,65
Indicia	1204,50	1180,71 ◆
Indust.Fse.Court.T	1666,47	1666,47
Intensys	185,98	180,72
Interepar	114194,79	110868,73
Interobliq	17229,51	16881,68
Intersélection Fce	581,99	570,58
Japacic	195,12	189,44
Jeunepargne	336,53	331,56
Latitude	2528,80	2525,01
Lion Association	12129,49	12129,49
Lion Institution	36491,04	36350,06
Lionplus	1207,21	1183,54
Lion Trésor	2438,39	2414,25
Livret Bourse Inv.	649,12	630,21
Livret Portefeuil.	815,42	791,67
Méditerranée	206,57	200,55
Messoel CIC	10457,86	10354,12
Monecic	77027,12	77027,12
Mone.J	40664,03	40664,03 ◇
Monévalor	46253,66	46253,66
Mutualité dépôts	15610,06	15578,90
Natio Court Terme	107032	106712
Natio Court Terme2	321971	321971
Natio Epargne	20850,19	20445,73
Natio Ep. Capital	13049,56	12920,36
Natio Ep. Croissance	2024,56	1970,37
Natio Ep. Obligations	225,76	219,72
Natio-Ep. Retraite	140,83	137,06
Natio Ep. Trésor	9173,69	9155,38
Natio. Eparg. Valeurs	509,06	495,44
Natio-Fran.Index	1163,38	1132,24
Natio-Immo.	1446,19	1408,51
Natio-Inter	1772,01	1724,58
Natio-Monétaire	28255,48	28255,48
Natio-Opportunités	1351,56	1315,39
Natio-Patrimoine	1568,95	1526,96
Natio-Perspectives	1286,06	1251,66
Natio-Placements	66562,78	66562,78
Natio-Revenus	1123,58	1112,46
Natio Sécurité	12415,99	12415,99
Natio-Valeurs	997,34	970,65
Nippon-Gan	7310,58	7029,40
Nord Sud Dévelop	1902,48	1898,68
Obli-Associations	188,62	183,85
Oblicic-Mondial	3101,61	3055,77
Oblicic-Régions	1138,82	1121,20
Oblifutur	3428,63	3384,70
Oblig. tres caté.	208,90	206,86
Oblilion	1705,58	1688,67
Oblisécurité Sicav	14598,06	14589,06
Oblitys	508,89	508,89
Oraction	1455,21	1419,72
Paribas Capitalisation	1874,49	1837,56
Paribas Opportunités	143,45	139,27
Paribas Patrimoine	669,92	650,41
Patrimoine Retraite	256,91	251,87
Pervalor	669,76	656,63
Planinter	1429,18	1394,32
Plénitude	159,70	155,05
Poste Croissance	6172,07	6166,50
Poste Gestion	74367,18	74367,18
Première Oblig.	11172,34	11161,18
Prévoy. Ecureuil	113,50	112,38
Priv'Associations	33094,25	33094,25
Proficics	1833,23	1813,96
Quartz	153,11	149,38
Rentacic	177,64	175,01
Revenus Trimestr.	5866,82	5809,92
Revenu-Vert	1238,27	1215,18
St Honoré Vie & Santé	1071,67	1022,50
St Honoré Bons du Tr.	12614,48	12551,70
St Honoré Invest	884,77	844,65
St Honoré Pacifique	777,90	742,63
St Honoré Real	16880,79	16813,54
Sécuricic	1948,57	1948,57
Sécuri-Gan	13599,87	13333,21
Sécuritaux	1582,27	1582,27
Sensivalor	30319,09	30319,09
Sicasden	758,58	747,37 ◆
Sicav Associations	2070,44	2070,44
SR-CNP Assur	766,43	744,11
S.G. Fr. opport. C et D	1496,77	1458,84
Sicav 5.000	503,38	489,81
S.I. Est	1579,73	1533,72
Sivafrance	807,62	788
Sivam	462,90	450,51
Sivarente	239,78	235,06
Siviotar	533,07	518,80
S.N.I.	1251,25	1214,81 ◆
Sogenfrance C	1369,45	1342,60
Sogenfrance D	1322,94	1297
Sogépargne	358,65	351,62
Sogiter	1574,35	1543,48
Soleil Investissements	676,50	650,48
Solstice	2313,49	2307,71
State Street Act. Eur	11725,67	11329,15 ◆
State Street Act. Free	12496,44	12132,47
St. Str. Act.Japon	15573,12	15046,49
State Street Emer. Mts	15909,87	15144,97 ◆
St.Street OAT Plus	12918,65	12685,54
Stratégie Actions	974,97	937,47
Stratégie Rendement	1657,89	1605,62
Techno-Gan	6418,88	6171,79
Thesora	783,91	778,15
Trésor Plus	1525,41	1510,31
Trésor Trimestriel	1093	1082,18
Trésoricic	147175,54	147175,54
Trilion	5833,69	5561,39
Uni-Associations	125,94	125,94 ◇
Uni-Foncier	1506,73	1469,96
Unifrance	667,28	651
Uni Régions	1377,79	1344,19
Univar	282,63	282,63 ◇
Univers Actions	1527,16	1489,91
Univers Obligations	2075	2038,31
Valorg	2300,60	2304,30
Valrea	60027	59997
Winterthur St-Honore	258,19	246,48

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 21/09	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,6425	5,5990	5,40	5,90
Ecu	6,6395	6,6405	—	—
Allemagne (100 dm)	349,6500	349,5000	338	361
Belgique (100 F)	16,3300	16,3235	15,75	16,75
Pays-Bas (100 fl)	310,3700	311,0800	300	321
Italie (1000 lires)	3,6095	3,5870	3,37	3,82
Danemark (100 krd)	85,5300	85,2600	80	88
Irlande (1 iep)	8,1320	8,1350	7,75	8,50
Gde-Bretagne (1 L)	8,6360	8,6280	8,25	9,05
Grèce (100 drachmes)	2,4255	2,4310	2,08	3,09
Suisse (100 f)	400,5800	400,3600	388	410
Suède (100 krs)	70,0300	69,4700	66	75
Norvège (100 k)	80,0800	80	75	84
Autriche (100 sch)	49,5430	49,6720	48	51
Espagne (100 pes)	4,3615	4,3685	4,05	4,60
Portugal (100 esc)	3,4150	3,4200	3,05	3,80
Canada (1 $ can)	4,2876	4,2337	4,05	4,60
Japon (100 yens)	5,4047	5,2961	5,20	5,55

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 21/09
Or fin (kilo en barre)	64200	64000
Or fin (en lingot)	64500	64100
Napoléon (20f)	373	374
Pièce Fr (10 f)	395	—
Pièce Suisse (20 f)	379	383
Pièce Latine (20 f)	373	365
Souverain	487	469
Pièce 20 dollars	2420	2410
Pièce 10 dollars	1220	1225
Pièce 5 dollars	750	—
Pièce 50 pesos	2385	2450
Pièce 10 florins	383	390

Matif (Marché à terme international de France)

21 septembre 1993

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 206 140

Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	127	123,76	123,42
Précédent	127,36	124	123,68

CAC 40 A TERME
Volume : 24 390

Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93
Dernier	2105	2120	—
Précédent	2118	2132	2143

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

ÉCHECS

Septième partie du championnat du monde

Kasparov, grand inquisiteur

Invitée de marque mardi 21 septembre, au Savoy Theatre de Londres, à l'occasion de la septième partie du championnat du monde d'échecs, la princesse de Galles, Lady Diana, était venue encourager Nigel Short. Les deux joueurs, qui n'étaient pas au courant, n'en ont donc pas été émus et Kasparov, avec les Blancs, ouvrait en e4, puis reprenait la partie espagnole qui lui a déjà rapporté la victoire à deux reprises. Après huit coups identiques à ceux joués dans la troisième partie, l'Anglais modifiait sa position (9... d6) mais le champion du monde imposait sa stratégie avec 12. axb5 puis 15. b4 : il rentrait ainsi dans une variante familièrement appelée « l'inquisition espagnole ».

Kasparov partait à l'attaque du roque noir au 19e coup (19. h4), sans craindre d'affaiblir la position de son propre roi. Petit à petit, Short cédait sous la torture, lâchait le contrôle de la case f5 (21... g5), puis échangeait son fou des cases blanches contre un cavalier. De son côté, le Russe donnait des pions pour élargir le trou autour du souverain ennemi, appâts que le challenger, soumis à la question, acceptait, notamment au 32e coup (32... exd4, puis 33... Fxd4). Le champion du monde se déchaînait, avec deux sacrifices de pièces assassins (35. Cxh6 puis 36. Fxf7), mettant fin aux dernières résistances noires : Short ne pouvait accepter ni le premier ni le second, sous peine d'être rapidement maté. L'Anglais, à qui il restait moins d'une minute pour jouer cinq coups, demandait alors grâce afin d'abréger ses souffrances.

Lady Diana n'a pas vu la défaite de son protégé : elle avait depuis longtemps quitté sa loge. Kasparov, qui a produit son meilleur jeu depuis le début du match, mène désormais 5,5 points à 1,5 et quatre victoires à zéro. Prochaine rencontre jeudi 23 septembre.

Par ailleurs, Karpov et Timman ont fait nulle dans la neuvième partie du championnat du monde concurrent qui se déroule aux Pays-Bas ; Karpov a toujours un point d'avance au score (5-4).

P. B.

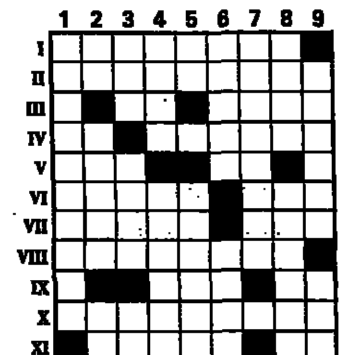
Blancs : KASPAROV
Noirs : SHORT
Septième partie
Partie espagnole

1. e4	e5	19. h4	Fç8
2. Cf3	Cç6	20. h5	Rh8
3. Fb5	a6	21. Cd5 (58)	g5 (59)
4. Fa4	Cf6	22. Ce3	Cf4
5. 0-0	Fe7	23. g3	Cxh5
6. Te1	b5	24. Cf5	Fxf5
7. Fb3	0-0	25. exf5 (76)	Dd7 (91)
8. a4	Fb7	26. Fxg5	h6
9. d3	d6	27. Ch4	Cf6
10. Cbd2	Cd7	28. Fxf6	Fxf6
11. ç3	Cç5	29. Dh5 (102)	Rh7 (100)
12. axb5	axb5	30. Cg2	Ce7
13. Txa8	Fxa8	31. Ce3	Cg8
14. Fç2 (25)	Ff6 (30)	32. d4	exd4
15. b4	Ce6	33. cxd4	Fxd4
16. Cf1	Fb7	34. Cg4	Rg7
17. Ce3	g6	35. Cxh6	Ff6 (119)
18. Fb3	Fg7	36. Fxf7 (112)	Aband.

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6133



HORIZONTALEMENT

I. Un homme avec qui on avait intérêt à être patient. – II. Quand on y est sujet, on ne peut pas espérer mener une vie de pacha. – III. Une base d'accord. Peuvent être suffisants quand ils sont grands. – IV. Des rayons. Peuvent surélever les bustes. – V. Commune, dans l'eau. Ne fait jamais de mouvements brusques. – VI. Dans la Mayenne. Peut « épouser » le vaurien. – VII. Très fatigant. Fait abandonner le tricot. – VIII. Travail en forêt. – IX. Descend d'une montagne. A sa clé. – X. Eut une attitude de cochon. – XI. Dans le Var. Un peu d'espoir.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent nous empoisonner. – 2. Morceau de savon. N'est pas le beau côté des choses. Agrément d'autrefois. – 3. Fond de bouteille. Un animal très mou. Particule. – 4. Un poison. Morceau d'ouverture. – 5. Article. Evoque un dernier coup. – 6. Airelle. Cumin ou fenouil. – 7. Pour des hommes qui ne portent pas toujours la culotte. – 8. Pays. Ce qui reste après la moisson. – 9. Bien exprimé. Lieu de formation.

Solution du problème n° 6132

Horizontalement

I. Ensellée. – II. Moucheron. – III. Bu. Hases. – IV. Repa. Sic. – V. Orense. Na. – VI. Agacées. – VII. Igue. Oc. – VIII. Lu. Grume. – IX. Larron. Ut. – X. ENA. Benêt. – XI. Roi. Arête.

Verticalement

1. Embrouiller. – 2. Nouer. Guano. – 3. Su. Peau. Rai. – 4. Echange. – 5. Lhassa. Goba. – 6. Lés. Ecorner. – 7. Eres. Ecu. Ne. – 8. Eosine. Muet. – 9. Cassette.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Olivier, Marie et Clément

souhaitent la bienvenue à leur petit frère,

Paul,

né le 21 septembre 1993, à Versailles.

Mariages

M. François PROPPER
et
Mme Barbara LYZINSKA

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité.

16, avenue du Président-Wilson,
75116 Paris.

Décès

– Le président de l'université Paris-I-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Claire ANQUETIL,
assistante à l'UFR
de sciences économiques,

survenu le 17 septembre 1993.

– Paris. Oran. Jérusalem.

Jocelyne Askénazi-Gerson,
José et Enrique Seknadjé-Askénazi,
Léon (Manitou) et Daniel Askénazi
Aimée et Evelyne Askénazi,
Yvette Gerson,
Et leurs familles,
Les familles parentes et alliées,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Joël ASKÉNAZI,
philosophe et hébraïsant.

La cérémonie des sept jours aura lieu le jeudi 23 septembre 1993, à 18 h 15, au 220, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8e.

13, rue des Frères-Morane,
75015 Paris.

– Bernard Blistène,
directeur des Musées de Marseille,
Et l'ensemble de l'équipe des Musées de Marseille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARBUCCIA,

survenu le lundi 20 septembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Direction des Musées,
Centre de la Vieille-Charité,
2, rue de la Charité,
13002 Marseille.

– Mme Cheinet,
née Feraud,
M. et Mme Jean-Claude Cheinet
et leurs fils,
M. Marc Cheinet
et son fils,
M. et Mme André Cheinet
et leurs enfants,
M. et Mme Vioujard
et leur fille,
Mme Suzanne Cheinet,
M. et Mme Flandin,
leurs enfants et petits-enfants,
Les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, frère et oncle,

M. Maurice CHEINET,
directeur honoraire de préfecture,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
palmes académiques,

survenu le 19 septembre 1993, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'incinération aura lieu le 23 septembre, à 14 h 30, au centre funéraire d'Orange.

Ni fleurs ni couronnes, plutôt un soutien à l'Association pour la recherche médicale.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Pierre DEVAL,
née Henriette Bergerat,

survenu le 19 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-treizième année.

« Orvès »,
avenue de la Libération,
83160 La Valette-du-Var.

– Bourges. Sancergues.

Denise Chauveau,
son épouse,
Jean et Paule, François et Lynn,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Simone Chauveau,
sa sœur,
Alain Babadzan,
son neveu,
Huguette Hugon,
sa belle-sœur,
Les familles Crampe et Gautier,
font part du décès de

Pierre CHAUVEAU,

survenu le 20 septembre 1993, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu le 22 septembre, à Sancergues.

– Mme Jean-René Guerrand,
née Aline Hermès,

M. et Mme Pierre Siegrist,
leurs filles et gendres
et leurs petits-enfants,
M. et Mme Serge Mussard
et leurs fils, Dimitri, Maxime et Alexandre,
M. et Mme Hervé du Couëdic de Kerérant
et leurs enfants, Charles et Aliona,
Mlles Gaëlle et Herminia Siegrist,

M. et Mme Patrick Guerrand-Hermès,
leur fils et belle-fille
et leur petit-fils,
M. et Mme Olaf Guerrand-Hermès
et leur fils, Oleg,
M. Mathias Guerrand-Hermès,

M. et Mme Hubert Guerrand-Hermès
et leur fille, Olympia,

M. Xavier Guerrand-Hermès,

M. et Mme Jérôme Guerrand-Hermès
et leurs enfants, Julie, Edouard et Blaise,

Ses cinq enfants,
Ses dix petits-enfants,
Et ses six arrière-petits-enfants,

M. et Mme Jean-Réville,
son beau-frère et sa sœur,
leurs enfants et petits-enfants,
ses neveux,

Les familles Guerrand, Beausire, Loos, Magnan, Dumas-Hermès, Puech-Hermès,
Parents et alliés,

M. Joachim Thiemann,
qui l'a fidèlement soigné,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-René GUERRAND,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre
de l'Economie nationale,

survenu le 17 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Saint-Martin-du-Manoir (Seine-Maritime).

Un culte protestant aura lieu à Paris, le lundi 27 septembre, à 12 heures, en l'église réformée de l'Etoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e.

« Celui qui croit en Moi vivra quand même il serait mort. »
(Jean, I, 31.)
« Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir. »
(Actes, XX, 35.)

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons généreux pour des œuvres en faveur d'enfants.

15, rue Royale,
75008 Paris.

– La direction
Et le personnel de la maison Hermès
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-René GUERRAND,
officier de la Légion d'honneur,
entré chez Hermès en 1926,
président-directeur général
d'Hermès Parfums,
directeur général d'Hermès,
vice-président du groupe Hermès
jusqu'en 1991,

rappelé à Dieu, le vendredi 17 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Un service religieux aura lieu le lundi 27 septembre, à 12 heures, en l'église réformée de l'Etoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e.

Hermès,
24, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

– M. Georges Kenkou,
son époux,
Iléma, Ayésan, Ti-Oda et Omosan,
ses enfants,
M. et Mme Jean Drouart,
ses parents,
M. et Mme Marc Drouart,
ses frère et belle-sœur,
Les familles Kenkou et Drouart,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges KENKOU,
née Catherine Drouart,

survenu le 15 septembre 1993, dans sa quarante-sixième année, à Paris.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

124, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris-13e.
Gallia Bella,
36, avenue Isola-Bella,
06400 Cannes.

– M. Joseph Kipnis,
son père,
Pierre et Clara Kipnis,
ses enfants,
Dominique et Dominique Laisney,
son frère et sa belle-sœur,
Michèle Roa,
la mère de ses enfants,
Noémi Bloit,
sa compagne,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude KIPNIS,
professeur à Paris-IX-Dauphine,
professeur à l'Ecole polytechnique,

survenu brutalement le 13 septembre 1993, dans sa quarante-quatrième année.

La cérémonie d'adieu aura lieu vendredi 24 septembre, à 11 heures, au funérarium de Vitry-sur-Seine, 49, quai Jules-Guesde.

L'inhumation se fera à Saint-Jean-Froidmentel (Loir-et-Cher), dans la plus stricte intimité.

– Ses amis et collègues
des universités Paris-VI et Paris-VII
ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Claude KIPNIS,
professeur de mathématiques
à l'université Paris-IX.

– M. et Mme Antoine LABRUSSE,
ses parents,
Benoît et Thomas,
ses frères,
M. et Mme Jean-Jacques Labrusse,
Le docteur Louis Rabourdin,
ses grands-parents,

ont la douleur de faire part du décès de

Anne,

survenu le 21 septembre 1993, à l'âge de seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Orsay, le jeudi 23 septembre, à 14 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue André-Maginot,
91400 Orsay.

– Suzanne Liehrmann,
son épouse,
Simone et Jacky Dreux,
Monique et Jean Boussemart,
Michel et Danielle Liehrmann,
Claude et Nicole Liehrmann,
Dominique et Annie Liehrmann,
Marie-Claire Liehrmann,
François Liehrmann,
ses enfants,
ses petits-enfants,
son arrière-petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

Georges LIEHRMANN,

le 20 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 septembre, à 8 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Blanqui, Paris-13e.

137, boulevard Blanqui,
75013 Paris.

– Mme Honorée Racaud,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger RACAUD,

le 10 septembre 1993, à Paris.

Ses obsèques ont eu lieu le 15 septembre, à Saint-Malo.

– M. Joseph Stiglauer,
son époux,
Sa famille,
Ses amis,
ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Hélène PÉZARD-STIGLAUER,
professeur honoraire au lycée Fénelon,

survenu le 15 août 1993, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

21, avenue Jules-Guesde,
92230 Sceaux.

– Carcassonne.

Le docteur Ramire Puyuelo,
Le docteur et Mme Rémy Puyuelo,
Le docteur et Mme Laurent Puyuelo,
M. et Mme Vincent Puyuelo,
Pierre Nicolas, Olivier et Victoria Puyuelo,
Les familles Hebrard-Faure et Mauhin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Andrée PUYUELO,
née le 30 décembre 1911.

20, rue du 4-Septembre,
11000 Carcassonne.

– Mme Jacques Burstin,
sa sœur,
Sa famille,
Ses amis,
Ses élèves,
ont la douleur de faire part de la mort de

Renée STORA,

survenue le 14 septembre 1993.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, le 17 septembre.

24, rue de Vintimille,
75009 Paris.

Remerciements

– Les familles Bentchikou et Benmati
remercient vivement toutes les personnes qui leur ont exprimé affection et compassion à l'occasion du décès, le 30 août 1993, de leur très cher et très regretté

Abdelkrim BENTCHIKOU,
dit Kim.

Messes anniversaires

– En souvenir de

Anne CELLIER,

une messe sera célébrée le samedi 25 septembre 1993, à 10 heures, en la chapelle de l'Institut de l'Assomption, 4, rue de Lubeck, Paris-16e.

Avis de messes

L'Association française des hémophiles

vous invite à participer à une cérémonie à la mémoire des hémophiles disparus et à vous joindre, par la prière, à ceux qui souffrent et espèrent.

C'est à leur intention que le cardinal Jean-Marie Lustiger célébrera la messe, le samedi 25 septembre 1993, à 18 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

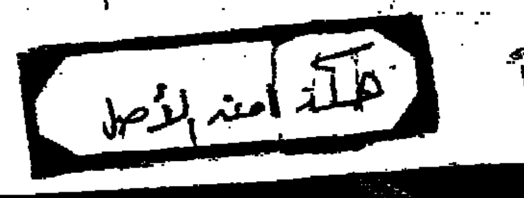
Communications diverses

– Au CBL, 10 rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19, ce jeudi 23 septembre 1993, à 20 h 30, Ilan Greilsammer, politologue, rédacteur de *Repenser Israël*, pour la revue *Autrement*, analysera la nouvelle situation en Israël.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MEME
s'ils nous parviennent avant 9 h par Fax
au siège du journal,
15, rue Falguière,
75501 Paris Cedex 15
Télex : 206 806 F
Télécopieur : 45-66-77-13
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	100 F
Abonnés et actionnaires	90 F
Communications diverses	105 F

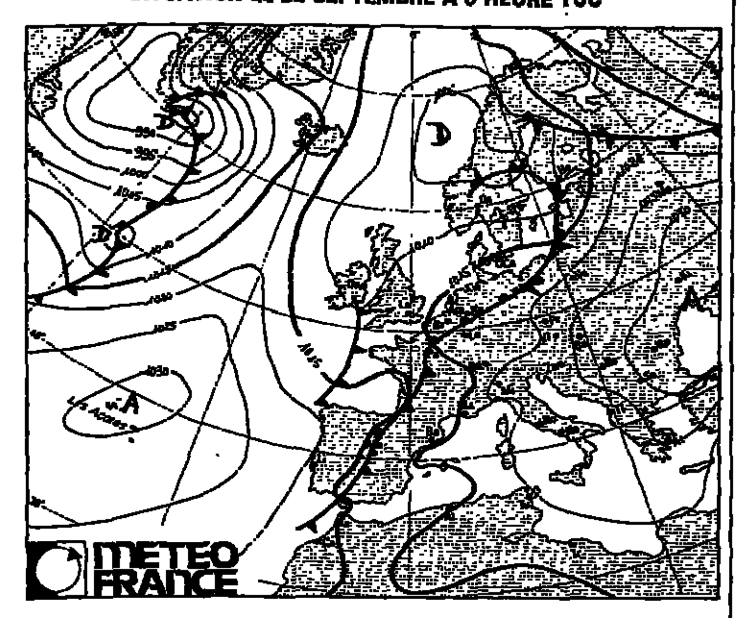
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



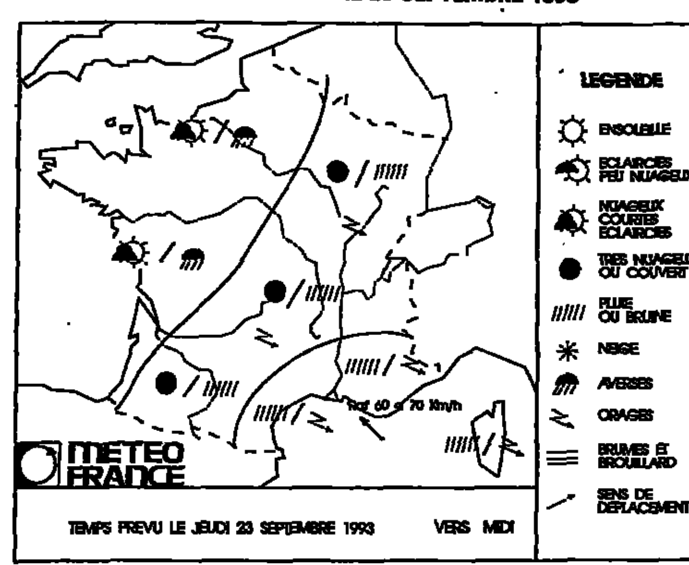


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 23 SEPTEMBRE 1993



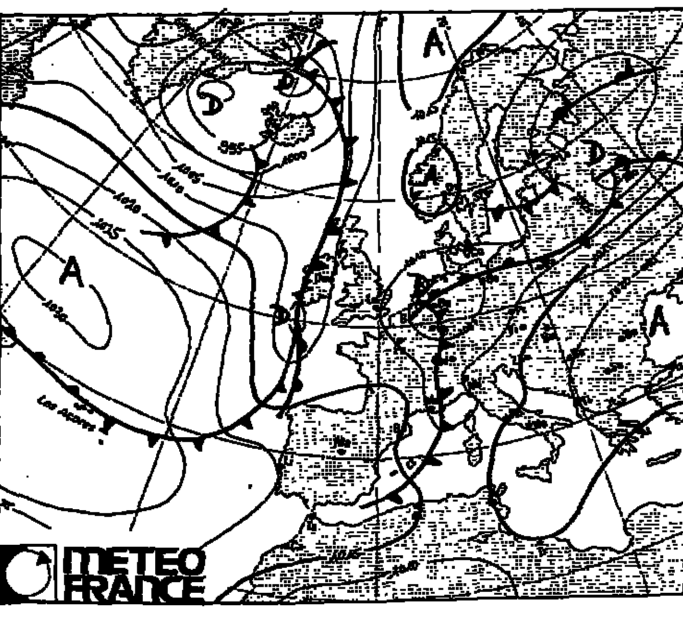
Jeudi : temps très maussade avec de la pluie, des averses ou des orages. – Le matin, à l'ouest d'une ligne Bordeaux-Paris, les nuages seront nombreux et il y aura par endroits des brumes ou des brouillards. A l'est de cet axe, soit du Sud-Ouest au Nord-Est jusqu'au Sud-Est, le temps sera maussade avec de la pluie et des orages sur les régions est. Le vent de sud-est soufflera à 60 km/heure en rafales sur le pourtour méditerranéen.

L'après-midi, de la Bretagne à l'Aquitaine jusqu'au Centre et aux régions nord, les nuages seront abondants, et il y aura de nombreuses averses parfois fortes et localement quelques orages. Des Pyrénées au Massif Central jusqu'au Nord-Est et aux Alpes du Nord le temps sera pluvieux avec parfois des orages. Sur le pourtour méditerranéen, l'arrière-pays et tous les versants sud du relief des Alpes, Cévennes et Massif Central il pleuvra abondamment. Les orages pourront être violents et donner beaucoup de pluies sur les régions sud-est jusqu'en Corse.

Les températures matinales seront assez douces avec 9 à 11 degrés au Nord et 14 à 18 degrés au Sud.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 16 à 18 degrés au Nord et 19 à 23 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 24 SEPTEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-9-1993

Valeurs extrêmes relevées entre le 21-9-1993 à 18 heures TUC et le 22-9-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	27	18	D
BIARRITZ	19	14	P
BORDEAUX	19	13	C
BOURGES	16	13	P
BREST	17	10	B
CAEN	20	10	C
CHERBOURG	19	9	N
CLERMONT-FER.	24	13	O
DIJON	25	15	C
GRENOBLE	25	14	C
LILLE	20	12	C
LIMOGES	16	12	P
LYON-BRON	26	17	N
MARSEILLE	31	22	D
NANCY	21	13	C
NANTES	21	10	B
NICE	29	20	N
PARIS-MONTS.	21	15	P
PAU	17	12	P
PERPIGNAN	25	20	D
POINTE-A-PITRE	33	22	D
RENNES	21	11	B
ST-ETIENNE	25	20	C
STRASBOURG	26	14	N
TOULOUSE	23	15	P
TOURS	21	13	C
ÉTRANGER			
ALGER	29	22	D
AMSTERDAM	19	10	C
ATHÈNES	24	17	D
BANGKOK	31	25	N
BARCELONE	25	19	N
BELGRADE	22	10	D
BERLIN	24	13	B
BRUXELLES	21	13	P
COPENHAGUE	16	9	B
DAKAR	32	25	O
GENÈVE	22	13	B
ISTANBUL	30	12	N
JÉRUSALEM	28	16	D
LE CAIRE	32	22	D
LISBONNE	22	14	D
LONDRES	20	11	C
LOS ANGELES	19	17	D
LUXEMBOURG	20	13	N
MADRID	25	14	P
MARRAKECH	32	19	N
MEXICO	17	13	C
MILAN	26	17	C
MONTRÉAL	16	5	N
MOSCOU	12	6	C
NAIROBI	25	7	N
NEW-DELHI	35	26	D
NEW-YORK	16	12	C
PALMA-DE-MAJ.	28	19	C
PÉKIN	26	18	D
RIO-DE-JANEIRO	26	19	C
ROME	30	19	D
HONGKONG	33	26	N
SÉVILLE	32	17	N
SINGAPOUR	31	24	O
STOCKHOLM	16	11	C
SYDNEY	19	7	D
TOKYO	21	17	P
TUNIS	30	23	D
VARSOVIE	17	10	D
VENISE	25	15	D
VIENNE	25	12	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMANN

Les dés de Moscou

ETAIT-CE une tragédie planétaire qui éclatait à Moscou? Ou bien le énième épisode de la palinodie que disputent mollement des acteurs sans conviction, et dont les rebondissements sont habituellement relégués à la fin du journal télévisé? Tandis que les dés roulaient, on rassemblait en zappant des indices désespérément contradictoires.

Ouvrant son «20 heures» par Moscou, plutôt que par l'interpellation du «témoin» de la disparition de la petite Karine, PPDA livra implicitement son sentiment : l'heure était grave. Pour peser plus lourd que le fait divers et le premier ministre réunis – M. Balladur et le GATT, détrônés, patientaient docilement dans le studio, – il fallait que l'événement fût lourdement menaçant. Qu'en voyait-on? Eltsine figé, Khasboulatov solennel et tortueux, Routskoï s'agitant à la tribune : rien de très nouveau. Le fait que l'intrigue semblât se nouer au Parlement, décor familier des ésotériques évolutions procédurales moscovites, nous rassurait plutôt. Certes, Routskoï s'était auto-proclamé président. Mais l'affaire semblait moins angoissante que le putsch conservateur de 1991.

Avec stupéfaction, on constata sur CNN que Bill Clinton, lui non plus, n'avait pas pris spontanément cette affaire au tragique. Il riait. Révélant à un public invisible que le principal opposant à Eltsine *«s'était déclaré lui-même président»*, le président des Etats-Unis émit un curieux ricanement incrédule. Riait-il de la prétention de Routskoï, ou était-ce l'ensemble de la farce moscovite qui l'égayait? On ne le discernait pas. Mais il riait.

Et les correspondants? Plantés devant le Parlement, ils subissaient comme nous. *«A l'instant, j'apprends que le président du Parlement, devant lequel vous vous trouvez, demande à l'armée de désobéir»*, expliqua PPDA au correspondant Patrick Bourrat. Quelques heures plus tard, Christine Ockrent révéla en direct au correspondant Marcel Trillat que, selon Reuter, le ministre de la défense Gratchev avait exprimé des *«réserves»* à Eltsine. D'ailleurs, elle souriait aussi : Trillat venait de lui raconter que *«quatorze minutes»* étaient nécessaires à la division d'élite Djerzinski pour intervenir au Parlement. Quatorze minutes! Non, décidément, elle n'y croyait pas plus que Clinton.

A ses côtés, en revanche, le soviétologue Alexandre Adler se rembrunit. Ces *«réserves»* le préoccupaient. Du camp des souriants, il glissait sous nos yeux vers celui des angoissés. Tandis que les dés roulaient toujours, on s'endormit préoccupé.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 22 septembre

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
22.45 Magazine : Télé-vision. Présenté par Béatrice Schönberg. Les grandes familles de la télévision, avec Michel et Jean Drucker. Les poils à gratter de la télévision, avec Thierry Ardisson, Laurent Baffie, Arthur, Karl Zéro.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Tout va bien dans le service. De Charlotte Silvera.
22.30 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes (et à 23.45).
22.35 Documentaire : Chroniques de l'hôpital d'Armentières. De Daniel Karlin (2e chronique).
23.25 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes.
20.50 ▶ Marche du siècle. Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Silence, on viole.
22.25 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 21.00

21.00 Cinéma : Ce cher intrus. ■ Film américain de Lasse Hallström (1990).
22.50 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Frères de sang. □ Film australien de Stephen Wallace (1990).
0.40 Cinéma : Opening Night. ■■■ Film américain de John Cassavetes (1978).

ARTE

20.40 Danse : Ubu roi. Ballet de Bernd Schindowski, d'après Alfred Jarry. Musique de Bernd-Alois Zimmermann. Chorégraphie de Bernd Schindowski.
21.25 Musique pour les Soupers du roi Ubu. De Peter Rocholl. Avec l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck et l'Orchestre de danse de la Radio sarroise, dir. Hans Zender.
22.10 Théâtre : Ulrike Meinhof. Pièce chorégraphique de Mario Krebs, mise en scène de Johann Kresnik. Musique de Serge Weber.
23.40 Documentaire : Les Yeux de pierre. De Nilita Vachani.

M 6

20.35 Magazine : Ecolo 6 (et à 0.45).
20.45 Téléfilm : Duplex. De Michel Lang.
22.30 Téléfilm : Rapt à New-York. De Richard Michaels.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Algérie : la violence à deux visages. Avec Rachid Mimouni, Mohamed Kacimi, Georges Grenatier, Georges Morin, Leïla Sebbar.
21.32 Correspondances.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Exil et mouvances d'Acadie (3).
22.40 Les Nuits magnétiques. Mexique (s) de nos rêves (2).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 13 et 14 janvier à Berlin) : Symphonie nº 3, de Ives; Concerto pour piano et orchestre nº 3, de Villa-Lobos; Symphonie nº 5, de Bolcom, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Dennis Russel-Davies; Cristina Ortiz, piano.
21.50 Concert (donné le 31 août 1991 lors du Festival de Francfort) : The Rara Requiem, de Bussotti, par l'Ensemble vocal «Konzertchor» de Darmstadt et l'Ensemble moderne, dir. Arturo Tamayo.
23.09 Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 23 septembre

TF 1

15.30 Série : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous! Invitée : Liane Foly.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.40).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Série : Navarro. Coupable, je présume, de Nicolas Ribowski, avec Roger Hanin, Jacques Martial.
22.20 Magazine : Leçon d'amour. De Bernard Bouthier. Avec la participation de Christian Spitz.
23.30 Feuilleton : La Mafia. De Damiano Damiani, avec Michele Placido, Nicole Jamet (3e épisode).
1.20 TF 1 nuit.

FRANCE 2

15.40 Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Monsieur le maire et sa guitare.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Magazine : Giga.
18.35 Jeu : Un pour tous. Animé par Christian Morin et Cendrine Dominguez.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial. Brèves rencontres, de Mireille Darc et Christian Hirou; Roissy, de Michel Mompontet et Vincent Maillard.
22.25 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes (et à 23.50).
22.30 Divertissement : Juste pour rire. Présenté par Popeck. Thème : les exclus. Avec Popeck, Elie et Dieudonné, Yves Lecoq, Pierre Palmade, Muriel Robin, Michel Leeb, Smaïn, Groupe sanguin.
23.30 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. En direct de Strasbourg (Musica 1993), le festival des musiques d'aujourd'hui.

FRANCE 3

15.20 Série : Capitaine Furillo.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Invitée : Christine Bravo.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct de Versailles. Invité : Jean-Michel Jarre.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *La Médaille*, de Lydie Salvayre.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 Les Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes.
20.50 Cinéma : Il faut vivre dangereusement. ■ Film français de Claude Makovski (1975).
22.30 Journal et Météo.
23.00 Cinéma : Au revoir, à lundi. ■ Film franco-canadien de Maurice Dugowson (1979)
0.45 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.20 Documentaire : L'Arbre et les Fourmis. De Jean-Yves Collet.
16.15 Cinéma : Darkman. ■ Film américain de Sam Raimi (1990).
17.45 Surprises.
18.00 Canaille peluche. Corentin.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Gérard Desarthe.
20.15 Sport : Football. Championnat de France de D1 : PSG-Auxerre, en direct; à 20.30, coup d'envoi.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : La Totale. ■ Film français de Claude Zidi (1991).
0.15 Cinéma : The Commitments. ■ Film américain d'Alan Parker (1991) (v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : Xica da Silva. ■■ Film brésilien de Carlos Diegues (1976) (v.o., rediff.).
19.00 Série : Fast Forward. De Ted Emery, avec Magda Szubanski.
19.30 Documentaire : Dans la crainte du froid. De Rudolf Westenberger.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Afrique du Sud, l'adieu au passé. Soirée conçue par Christoph Jörg.
20.41 Documentaire : L'apartheid, c'est monstrueux. De Jens Monath.
21.15 Documentaire : 7 Up South Africa. D'Angus Gibson.
22.40 Documentaire : Trekking to Utopia. De Michael Hammon.
0.15 Documentaire : Market Theatre, l'apartheid quitte la scène. De Jens Monath.

M 6

14.00 Magazine : La Vie à pleins tubes. Vidéofan : Indochine.
17.10 Variétés : Multitop.
17.40 Série : Croc blanc.
18.10 Série : Le Magicien.
19.00 Série : Deux flics à Miami.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille.
20.35 Météo 6.
20.50 Cinéma : *C'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule.* □ Film français de Jacques Besnard (1975).
22.40 Téléfilm : Les Proies de la femme caméléon. De Fleming B. Fuller.
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Fréquenstar. Smaïn.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 93. Dialogues à perte d'amour, d'Yves Lebeau.
21.30 Profils perdus. Roger Cousinet.
22.40 Les Nuits magnétiques. Mexique (s) de nos rêves (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Olivier Rolin (l'Invention du monde).
0.50 Musique : Coda. Le fado au masculin (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct de Varsovie) : Eclairs sur l'au-delà, de Messiaen, par le Filharmonia Narodowa, orchestre symphonique de la radio national polonaise, dir. Antoni Wit.
23.09 Ainsi la nuit. Sonatine pour violon et piano nº 2 en la mineur D 385, de Schubert; Sonate pour piano en sol majeur, de Benda; Valses pour flûte, clarinette et piano.
0.00 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat. Concert : Eddie Heywood, au Café Society.

Le Monde

La guerre en Abkhazie

Edouard Chevardnadze restera à Soukhoumi « quoi qu'il arrive »

Les séparatistes abkhazes ont encore resserré leur étau autour de Soukhoumi, la capitale de la région. Le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, a confirmé qu'il resterait dans la ville *« quoi qu'il arrive »*. Les pressions diplomatiques se font de plus en plus fermes pour que la Russie accepte de placer une force d'interposition entre les deux camps. Mais à Moscou, avant même l'annonce de la dissolution du Parlement par Boris Eltsine, les divergences entre les « militaires » et les « diplomates » s'étaient accentuées sur l'attitude à suivre en Abkhazie.

TBILISSI

de notre envoyé spécial

« Nous avons dit à l'ambassadeur de Russie que si son pays n'intervenait pas pour faire cesser les massacres alors nous, femmes géorgiennes, nous irions à Soukhoumi, à pied s'il le faut, pour que les combats s'arrêtent. » Réunies, mardi 21 septembre, dans le Palais des sports de la capitale géorgienne, plus de mille femmes de Tbilissi – de la grand mère toute habillée de noir à la jeune étudiante en jean – ont voulu lancer un appel à l'opinion publique internationale *« qui nous a abandonnés »*. Mettront-elles leur avertissement à exécution, iront-elles jusqu'à Soukhoumi, la capitale abkhaze pilonnée jour et nuit depuis le début de la semaine par les indépendantistes et où le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze a établi son quartier général ?

Mais dans ce pays du Caucase où la tragédie est toujours poussée à son paroxysme – on se souvient de ces autres femmes agenouillées devant l'effigie de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, chassé depuis du pouvoir – que faut-il prendre pour argent comptant ? Les rumeurs les plus folles et les plus contradictoires ne cessent de circuler. Celui-là jurera qu'il a vu un avion transportant des renforts ... ukrainiens vers Soukhoumi ; cet autre que les forces géorgiennes ont déjà mené une contre-offensive décisive. Ce troisième, rencontré dans un ministère, ne cesse de faire des réussites sur son ordinateur : *« Si je gagne cela voudra dire que Chevardnadze ne mourra pas là-bas. »*

Terrés dans les caves

Tous ceux qui sont revenus de la capitale abkhaze, les réfugiés géorgiens comme les observateurs internationaux, s'accordent à décrire la situation comme de plus en plus difficile. Terrés dans des caves, les habitants sont maintenant à court de vivres, mais personne ne peut dire combien de temps les combats pourront durer. Pour se rendre réellement maîtres de la ville, les séparatistes abkhazes devront en effet se battre rue après rue, maison après maison, ce qui peut prendre des semaines, voire des mois.

Pour le moment, les Géorgiens continuent de faire venir par avions des renforts comme ils le font depuis le début des troubles en août 1992. Mais, mal armées, mal préparées et mal commandées, ces « troupes » ne cessent de perdre du terrain. L'aéroport de Soukhoumi est, depuis dimanche, sous le feu constant des séparatistes qui, mardi, ont abattu un avion russe arrivant de Sotchi, faisant au moins vingt et un morts *(voir encadré)*. Si l'aéroport tombe aux mains des séparatistes ou s'il est mis hors d'état de servir, alors Soukhoumi sera définitivement isolée du reste de la Géorgie. L'offensive que les forces géorgiennes auraient lancé, mercredi matin, aux alentours de la ville d'Ochamchira, au sud de Soukhoumi, pourrait donc permettre, si elle était couronnée de succès, d'ouvrir un couloir terrestre vers la ville et de ravitailler les militaires géorgiens en armes lourdes.

On voit pourtant mal les Géorgiens prendre réellement l'initiative sur le plan militaire. Après l'échec des différents cessez-le-feu – aussitôt signés, aussitôt rompus – seule l'interposition d'une force extérieure entre les belligérants pourrait permettre un arrêt des violences. Or cette force, à moins de se leurrer, seuls les Russes sont politiquement et militairement capables de la déployer. D'où les appels incessants pour que l'armée russe intervienne. Non plus en aidant les Abkhazes, comme elle l'a fait depuis le début des hostilités, mais en séparant les protagonistes.

Lorsque Bill Clinton envoie un message de soutien à Edouard Chevardnadze, il prend bien soin d'en transmettre le double à Boris Eltsine. Il est clair que les Américains excluent toute action en Abkhazie autre que celle qui pourrait être menée par les Russes. De même, les Allemands, très présents ici – contrairement à la France, qui est quasiment inexistante – font aussi pression pour une intervention russe. Quant aux Géorgiens, ils sont placés dans une situation inextricable : d'un côté, ils ne cessent de dénoncer l'aide des Russes, *« l'ennemi héréditaire »*, aux séparatistes, et de l'autre, ils multiplient les actions pour demander à Moscou de s'interposer.

Que va faire Moscou ?

Tout dépend donc maintenant de l'attitude des responsables russes. Or ceux-ci semblent de plus en plus divisés sur la question abkhaze. Les déclarations, lundi, du ministre de la défense, le général Pavel Gratchev (*le Monde* du 21 septembre) ont été perçues à Tbilissi et dans les chancelleries occidentales comme un appel pur et simple aux Géorgiens de quitter Soukhoumi avec armes et bagages, et de laisser ainsi la place aux séparatistes. Or, pour le moment, la position officielle de la Russie, du moins celle qui était expliquée par le ministère des affaires étrangères, n'avait jamais été de prôner une telle issue, même si une « République abkhaze » indépendante constituerait une base avancée de la Russie sur la mer Noire. Les responsables indépendantistes n'ont-ils pas demandé, à plusieurs reprises, que leur futur État soit intégré à la Fédération de Russie ? Quoi qu'il en soit, l'attitude, ces prochains jours, des militaires russes basés dans la région pourrait fournir des indications précieuses sur le rôle que peut jouer l'armée dans la lutte de pouvoir qui se joue à Moscou. Il est clair que l'opposition à Boris Eltsine, Rouslan Khasboulatov en tête, a toujours prôné une aide plus franche aux séparatistes abkhazes.

En déclarant que la Géorgie devait intégrer la CEI, organisation à laquelle elle n'a jamais voulu participer, le président du Parlement de Tbilissi, Vakhtang Gogoadze, un proche d'Edouard Chevardnadze, a peut-être jeté les bases d'une future négociation. Les Géorgiens, faisant amende honorable, accepteraient ainsi de retourner dans le giron de Moscou, poussant par là même les Russes à mettre de l'ordre en Abkhazie.

Le vide du pouvoir

La production agricole et industrielle a diminué de près de 80 %, et on voit maintenant devant les boulangeries de Tbilissi, considérée « avant » comme la ville de la bonne chair et de la douceur de vivre, des queues se former dès 4 heures du matin. L'effondrement du « coupon », la monnaie provisoire, est tel que même le rouble, ici, fait figure de devise forte. Si 1 dollar vaut 1 000 roubles, il vaut... 10 000 coupons. Les prix ont augmenté dans les mêmes proportions : sur le marché, un poulet vaut cent mille coupons, soit trois fois le salaire mensuel d'un universitaire.

L'état d'urgence, entré en vigueur lundi matin pour une période de deux mois, devait dans l'esprit d'Edouard Chevardnadze, investi désormais de tous les pouvoirs, permettre de remettre un semblant d'ordre dans un pays mis en coupe réglée par les différentes mafias, bandes armées, trafiquants en tout genre. La reprise des combats en Abkhazie ne lui a pas donné cette possibilité. Certes, la popularité du chef de l'Etat a été encore renforcée par son départ « héroïque » à Soukhoumi. Mais le vide du pouvoir, la faiblesse de l'administration, la lutte des ambitions personnelles, sont tels, qu'on pouvait craindre le pire pour la Géorgie en cas de départ d'Edouard Chevardnadze. En faisant la promesse de rester à Soukhoumi *« quoi qu'il arrive »*, le numéro un géorgien a sans doute fait un des paris les plus risqués de sa carrière.

JOSÉ-ALAIN FRALON

□ **Un avion de ligne abattu à Soukhoumi.** – Un avion de ligne a été abattu, mardi 21 septembre, près de l'aéroport de Soukhoumi, a annoncé un porte-parole militaire géorgien. Les vingt-sept passagers et membres d'équipage ont péri. Leur identité n'a pas été révélée. Contrairement à ce qui avait été annoncé, il ne s'agirait pas de la délégation géorgienne à la réunion de la commission tripartite sur le problème de l'Abkhazie. Le Tupolev-134 en provenance de Sotchi (sud de la Russie) préparait son approche à l'atterrissage lorsqu'il a été touché par un missile tiré depuis la mer à environ 5 km de l'aéroport, a déclaré à Tbilissi un porte-parole du ministère de la défense. Il s'est abîmé dans la mer Noire. L'agence *ITAR-TASS* a affirmé de son côté que l'avion a été abattu par un missile tiré à partir d'une des vedettes abkhazes qui assiègent le port de Soukhoumi. – *(AFP, Reuter.)*

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « La leçon de Maastricht » par Dominique Wolton . Somalie : « Rendre l'espoir ? » par Nathalie Duhamel, Les revues par Frédéric Gaussen : « Le désarroi des jeunes des pays de l'Est »........ 2

ÉTRANGER

L'épreuve de force entre M. Eltsine et les conservateurs .... 3 à 5
Ukraine : le Parlement de Kiev accepte la démission du premier ministre........ 5
M. Izetbegovic refuse de souscrire immédiatement au plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine........ 6
Algérie : deux Français ont été assassinés........ 7

ARTS ◆ SPECTACLES

Jeux olympiques de l'an 2000 : la course aux anneaux d'or........ 8

POLITIQUE

Charles Millon veut garantir l'indépendance de l'UDF vis-à-vis du premier ministre........ 9
L'Assemblée nationale prévoit plus de dix jours de débats sur l'emploi 9

SOCIÉTÉ

Le débat sur la politique française de lutte contre la toxicomanie 12 et 13
La rencontre à Castelgandolfo entre Jean-Paul II et le grand rabbin d'Israël........ 14
Le meurtrier présumé de la petite Karine a été arrêté à Montpellier.. 14

EDUCATION ◆ CAMPUS

● Croisade contre le bizutage ● Les Etats-Unis minés par l'illettrisme ● Marseille lâche ses collégiens........ 10 et 11

CULTURE

La mort de Fernand Ledoux...... 15

ÉCONOMIE

GATT : M. Juppé dénonce « les oukases américains » sur l'agriculture........ 16
La France conditionne son aide aux pays de la zone franc à des accords avec le FMI........ 18
Le projet de budget pour 1994 imposera des efforts aux collectivités locales........ 19

COMUNICATION

Un entretien avec M. Carignon . 20

ARTS ◆ SPECTACLES

● La saison 93-94 de la Maison de la culture de Bobigny ● Galeries : c'est la rentrée ● Le nouvel album de Nirvana : la rançon du succès ● Le Théâtre national du Cambodge aux Francophonies de Limoges : la légende plus forte que la guerre .... 27 à 36

Services

Abonnements........ 14
Annonces classées ... 20 et 21
Automobile 20
Marchés financiers .... 22 et 23
Météorologie 25
Carnet........ 24
Mots croisés 24
Radio-télévision 25

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 36

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1993 a été tiré à 466 961 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : la « parole » de Kundera

Milan Kundera, depuis 1985, n'accorde plus d'interviews. Il a cependant répondu, à sa manière, par « de l'écrit », à l'entretien que sollicitait *le Monde*. Kundera s'exprime sur trois questions qui sont au cœur de sa réflexion actuelle : l'évolution de son œuvre ; l'Europe et sa difficulté à penser le roman *« comme une unité historique »* ; la francophobie culturelle qui règne désormais dans le monde. Par ailleurs, Pierre Lepape, dans son feuilleton, analyse le livre de Kundera qui vient de paraître, *les Testaments trahis*.

Economie :

Quatre pages spéciales sur le budget 1994.

Les grèves des transports à Paris, Lyon et Nice

Les usagers des transports en commun à Paris, Lyon et Nice ont connu un mercredi 22 septembre difficile.

● A Paris, un conflit localisé sur la ligne B du RER (Gare du nord-Saint-Rémy-les-Chevreuse) a provoqué un quasi arrêt du trafic sur cette ligne entre 5 et 7 heures le matin. Les mêmes difficultés devaient se reproduire entre 17 et 21 heures. A ce conflit s'est ajoutée le même jour une journée d'action nationale de vingt-quatre heures de la CGT et du SAT (autonome) sur l'ensemble du réseau, impliquant toutes les catégories de personnel. Ces syndicats réclament l'ouverture de négociations salariales. La direction de la RATP a fait savoir qu'elle organiserait une réunion sur ce thème dans la perspective d'une négociation générale en octobre. Elle a aussi saisi l'instance de conciliation, créée en 1992, à propos du litige sur la ligne B du RER.

La RATP prévoyait mercredi dans la matinée qu'une rame sur deux roulerait, sur les treize lignes du métro parisien, et deux trains sur trois sur la ligne A du RER. Les premières perturbations étaient attendues à partir de 11 heures. Des débrayages devraient intervenir à la fin de chaque service, soit entre 11 et 13 heures, entre 17 et 19 heures et après 23 heures. Le trafic des autobus devait être quasi normal.

Par ailleurs, les chauffeurs des cars d'Air France, qui protestent contre les projets de filialisation annoncés par la direction, ont bloqué, mercredi, le siège de la compagnie près de la gare Montparnasse.

● A *Lyon*, le mouvement de grève lancé par une intersyndicale afin de s'opposer à un plan de gestion des temps de repos était fortement suivi. L'ensemble du réseau de transport en commun lyonnais (TCL) était paralysé. Seules une ligne de funiculaire et une ligne de métro (à 50 %) fonctionnaient mercredi matin ; 10 % des bus étaient sortis des dépôts.

● A *Nice*, aucun bus ne circulait en raison d'une grève de vingt-quatre heures organisée pour protester contre la fin de l'augmentation automatique des salaires.

A. B.-M.

Les sanctions de la Fédération française de football

L'OM est déchu provisoirement de son titre de champion de France

Le conseil fédéral de la Fédération française de football (FFF) a décidé de déchoir provisoirement l'OM de son titre de champion de France de la saison 1992-93, mercredi 22 septembre, après avoir entendu, la veille certains des protagonistes de l'affaire de corruption présumée lors du match Valenciennes-OM. Le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, le joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie et les deux joueurs valenciennois, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, sont également suspendus. Ces mesures sont prises à titre conservatoire dans l'attente des décisions de justice.

Sommée de fournir des décisions sur l'affaire Valenciennes-OM aux instances internationales du football avant le 23 septembre, la FFF a choisi de frapper fort tout en restant prudente. Son conseil fédéral a rendu publiques, mercredi 22 septembre, des sanctions spectaculaires mais pas irréversibles. Il a bien précisé ques ces mesures n'étaient prises qu'à titre conservatoire, *« puisque,* précise le communiqué, *la justice poursuit son œuvre afin de définir toutes les responsabilités dans cette grave affaire de corruption »*, qualifiée également de *« grave atteinte à la moralité du sport »*.

Contrairement aux rumeurs qui circulaient ces derniers jours, l'OM pourra poursuivre le championnat de première division en cours sans se voir retirer de points. Le club marseillais est déchu de son cinquième titre de champion de France consécutif depuis que Bernard Tapie est président du club, acquis le saison dernière. L'attribution de ce titre est *« suspendue »*. La participation de Marseille à la Coupe de France, une compétition qui dépend directement de la Fédération et qui ne concerne pas les clubs de première division avant le mois de janvier, est *« réservée »*.

Enfin le match Valenciennes-OM du 20 mai – gagné 1-0 par l'OM – est déclaré perdu pour les deux équipes. Mercredi matin, Jean-Louis Levreau, le vice-président de l'OM, jugeait *« positif »* le fait que le conseil fédéral ait pris ces sanctions à titre conservatoire. Selon lui, *« la sanction la plus dure avait déjà été prise par les instances internationales et l'OM avait déjà été très sévèrement touché par l'UEFA »* qui a décidé d'exclure le club de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Les différents protagonistes de l'affaire de tentative de corruption *« ne pourront obtenir de licence jusqu'à nouvel ordre, la mesure pouvant être reprise par le conseil fédéral à tout moment »*. Ces sanctions concernent trois joueurs ayant reconnu avoir joué un rôle lors de l'appel téléphonique du 19 mai : les Valenciennois Jorge Burruchaga et Christophe Robert et le Marseillais Jean-Jacques Eydelie – Jacques Glassmann, à l'origine du scandale par ses révélations, n'a pas été inquiété. Ces trois footballeurs qui n'étaient pas présents, mardi 21 septembre, lors des nouvelles auditions menées par le conseil fédéral, étaient représentés par leurs avocats. Mᵉ Jean-Luc Galizère, le nouveau défenseur de Jean-Jacques Eydelie avait ainsi lu une brève déclaration du joueur aux membres de la commission. Selon Mᵉ Patrick Lefebvre, qui continue également à défendre Eydelie, le Marseillais y confirmait sa déposition faite devant la justice et impliquant Jean-Pierre Bernès dans la tentative de corruption présumée.

C'est sans doute sur la foi de cette déclaration cruciale, la première devant une instance sportive depuis que Jean-Jacques Eydelie a reconnu les faits devant la justice, que le conseil fédéral a également décidé de ne pas accorder de licence à Jean-Pierre Bernès *« jus qu'à nouvel ordre »*.

Au conseil des ministres

Le gouvernement approuve de nouvelles dispositions sur l'entrée et le séjour des étrangers

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 22 septembre, le projet de loi de finances pour 1994 préparé par Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement *(lire page 19 et voir ci-dessous)*. Il a approuvé aussi un projet de loi présenté par Charles Pasqua, qui modifie la loi sur la maîtrise de l'immigration telle qu'elle est entrée en vigueur après la décision du Conseil constitutionnel censurant partiellement le texte voté par le Parlement.

Si, sur le droit d'asile, le gouvernement estime qu'il ne peut pas atteindre le but fixé sans modifier la Constitution, il a jugé, en revanche, qu'il pouvait simplement corriger sa version initiale sur quatre autres points, en tenant compte des analyses du Conseil constitutionnel, c'est-à-dire en accroissant les garanties pour les étrangers. Ainsi, le projet présenté au conseil des ministres rend aux préfets la possibilité d'assortir une mesure de reconduite à la frontière d'une décision d'interdiction de séjour, mais celle-ci ne sera pas définitive et, surtout, ne sera plus automatique.

De même, le prolongement de trois jours de la rétention administrative est assorti de conditions qui ne figuraient pas dans le texte voté au printemps dernier. Il en va de même de la mise en rétention judiciaire des étrangers expulsés qui ne fourniraient pas leurs documents de voyage : ils bénéficieront des mêmes garanties que les personnes placées en détention provisoire.

Enfin, M. Pasqua souhaite toujours permettre aux procureurs de la République d'empêcher ce qu'il appelle des *« mariages de complaisance »*, mais cette intervention est plus encadrée que dans son premier projet.

M. Sarkozy a aussi expliqué, en rendant compte des travaux du conseil, que celui-ci avait entendu une communication d'Hervé de Charette sur la construction de logements pour les sans-abri, le gouvernement ne voulant pas, a dit son porte-parole, que se reproduise *« la situation de l'hiver dernier »*. Il est prévu, notamment, de construire dix mille logements à leur usage, en Ile-de-France, d'ici à la fin de 1995. Simone Veil a expliqué la part que son ministère prendra dans l'aide aux associations s'occupant de ce problème.

A la fin du traditionnel tour d'horizon du ministre des affaires étrangères, Edouard Balladur est revenu sur les conclusions qu'il tirait de la réunion du conseil des ministres européens, le 20 septembre. Il a demandé à l'ensemble du gouvernement de veiller à ce que cette affaire du GATT *« ne se traduise pas par une campagne anti-européenne »*, car c'est *« grâce à la Communauté que la France peut peser »* sur les négociations du GATT, a souligné M. Sarkozy.

Au cours du conseil de défense qui, tous les mercredis, suit le conseil des ministres, le président de la République et le premier ministre se sont entretenus des événements de Russie.

Le barème des impôts de 1994 applicable aux revenus de 1993 (pour une part)

TRANCHES (en francs)	TAUX (en %)
Jusqu'à 21 900	0
de 21 900 à 47 900	12
de 47 900 à 84 300	25
de 84 300 à 136 500	35
de 136 500 à 222 100	45
de 222 100 à 273 900	50
Au-delà de 273 900	56,8

Le nouveau barème qui s'appliquera en 1994 aux revenus encaissés cette année (pour une part de quotient familial) intègre les minorations de cotisations (de 11 %, 6 %, 3 %) qui étaient jusqu'à présent déduites *in fine* de l'impôt dû. Aucune tranche – sauf la dernière à 56,8 % – n'a conservé les anciens taux (5 %, 9,6 %, 14,4 %, 24 %...).

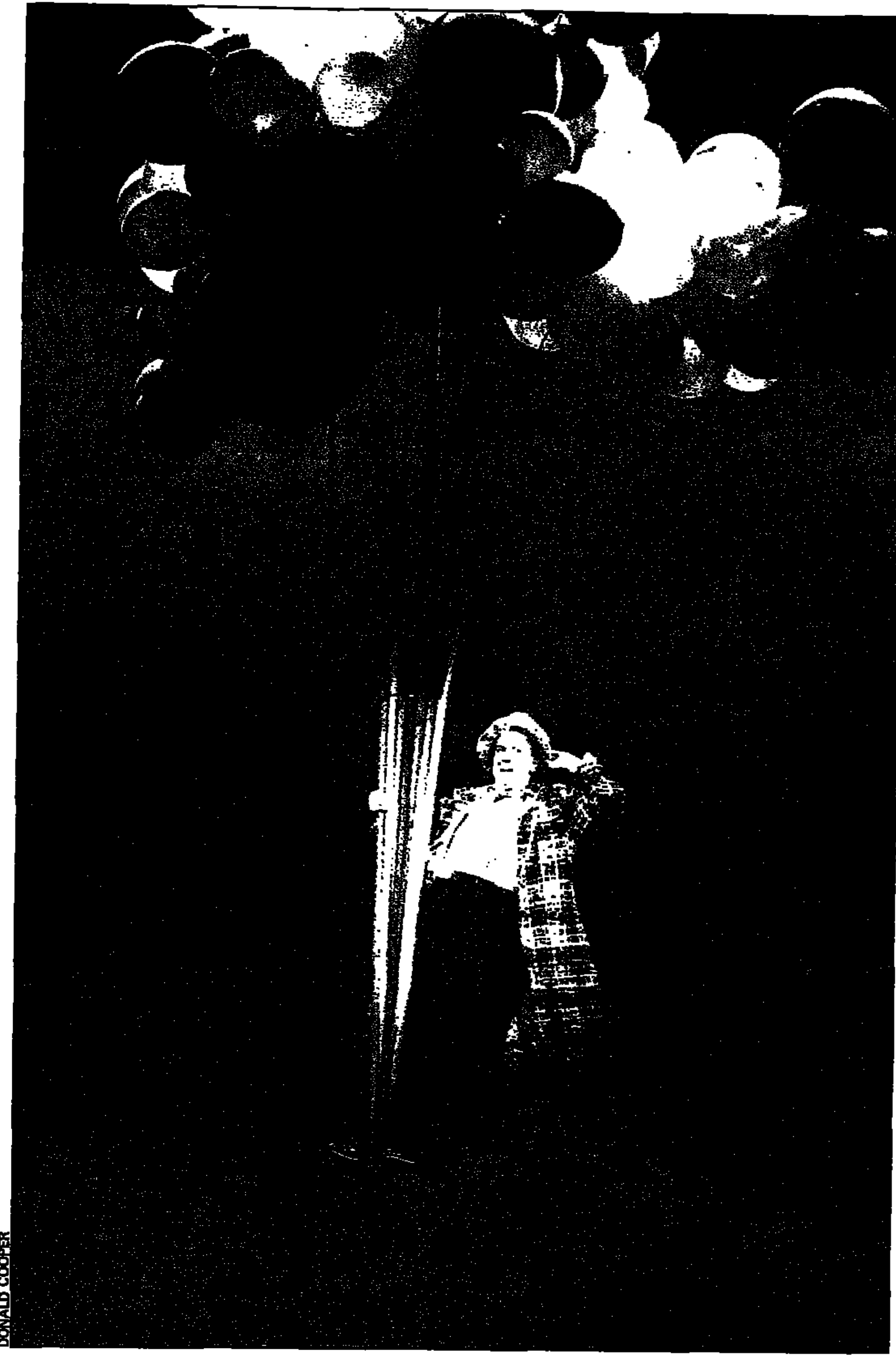
L'OM est déchu provisoirement de son titre de champion de Fr

Le gouvernement approuve de nouvelles dispositions sur l'entrée et le séjour des étran

ARTS • SPECTACLES

Saison 93-94 de la Maison de la culture de Bobigny

D'un côté, la Royal Shakespeare Company, Steve Reich, le Maly de Saint-Pétersbourg, Peter Sellars. De l'autre, Henri Calet par Christian Colin, Boby Lapointe par Jean-Louis Hourdin, Amélie Nothomb par Gérard Desarthe, Kafka par Marcela Bideau. Et enfin les musiques de Banlieues bleues, les danses des Rencontres internationales, dites de Bagnolet : avec et sans le Festival d'automne, la Maison de la culture de Bobigny reste le vaisseau amiral du département de la Seine-Saint-Denis et de son conseil général. Une maison sans frontières. Sinon, reconnaît son directeur Ariel Goldenberg – de nationalité cosmopolite – *« on ne m'aurait pas choisi »*. A Bobigny, les pays, les disciplines artistiques se croisent. Avec des subventions de 20 millions, provenant à parité du ministère de la culture et des collectivités locales – plus 4 millions du Centre international de création et de diffusion artistique – la maison tourne sur un budget qui peut aller de 38 à 50 millions, selon les tournées, selon les années. Et en 1993 encore, la Maison de la culture est un pôle d'attraction dont les effets dépassent Bobigny et Paris. MC 93, son sigle, symbolise la recherche sans hiérarchie des plaisirs du spectacle. *(Lire nos articles pages 28 et 29).*



DONALD COOPER

Richard McCabe (Autolycus) dans « le Conte d'hiver ».

LA ROYAL SHAKESPEARE COMPANY PRÉSENTE « LE CONTE D'HIVER »

COUP DE JEUNE

LONDRES

de notre envoyé spécial

La Maison de la culture de Bobigny crée l'un des événements de la rentrée en recevant, du 28 septembre au 2 octobre, l'une des plus jeunes compagnies européennes, la Royal Shakespeare Company. L'une des plus jeunes car elle a passé le cap des trente ans il y a deux ans seulement. Celle que l'on considère souvent, à tort, comme l'équivalent de notre Comédie-Française n'est encore qu'à l'orée de l'histoire du théâtre. Elle est menée aujourd'hui par un jeune metteur en scène, Adrian Noble, dépositaire d'une tradition qui, elle, remonte à la fin du XIXe siècle.

ADRIAN NOBLE est un homme occupé, très occupé. Il est depuis mars 1991 le directeur artistique de la Royal Shakespeare Company, communément appelée RSC. Ce quadragénaire, nommé metteur en scène associé de la troupe en 1980, a bien failli pourtant disposer de tout son temps pour exercer loin d'elle son délicat métier. Après dix années de compagnonnage, il a ressenti une réelle lassitude, ne sachant plus très bien ce qu'allait devenir la Maison de Shakespeare. Crise artistique, crise financière, le thatchérisme était passé par là, et la vie des arts s'en remettait difficilement.

Alors Adrian Noble, reconnu comme l'un des artistes les plus convaincants de la scène anglaise, est parti ; on l'a vu à Aix-en-Provence, où sa vision de *The Fairy Queen* a enthousiasmé critique et public ; on l'a vu à New-York mettre en scène *The Art of Success* (sic) ; on l'a retrouvé à Londres, dirigeant *les Trois Sœurs* au Royal Court, à dix petites minutes en taxi de l'imposant Barbican Center, dans la City, siège investi par la RSC en 1982. La fâcherie ne pouvait pas durer très longtemps. Le conseil d'administration de la troupe a donc rappelé son fils prodigue, l'élisant au poste de directeur artistique de l'ensemble de la compagnie ; cette fois, il a les pleins pouvoirs.

Son empire est immense, bâti pierre à pierre depuis qu'en 1875 un riche brasseur a décidé de construire dans la ville où Shakespeare est né, Stratford-upon-Avon, à 40 kilomètres de Birmingham, un théâtre dédié au culte exclusif du poète. Il lança une souscription nationale, qui reçut un écho très favorable de la gentry comme du peuple. Quatre ans plus tard, un bâtiment victorien de style gothique s'élevait sur les rives de l'Avon et fut baptisé Shakespeare Memorial Theatre. Huit cents spectateurs assistèrent à la re-création de *Beaucoup de bruit pour rien*, dans le cadre de ce qui n'était alors qu'un festival d'été d'une semaine.

La semaine est vite devenue « saison », puis l'été a commencé dès le printemps, et Stratford est devenu le rendez-vous semestriel des grands acteurs britanniques du tournant du siècle. Depuis, les fondations de la maison Shakespeare ont été fortifiées. En 1925, l'excellence de l'entreprise est gratifiée d'une charte royale qui la pérennise. Malheureusement, l'année d'après, un incendie détruit entièrement le Memorial. Il faut attendre 1932, après une nouvelle souscription publique, pour que le théâtre que l'on connaît aujourd'hui ouvre ses portes. En 1946, un nouveau directeur artistique, Barry Jackson, instille un souffle radical qu'une formule résume tout entier : *« La production plutôt que le profit. »* Metteurs en scène et décorateurs changent, un soin particulier est apporté à la découverte de nouveaux talents. Une révolution commence qui portera loin des rives de l'Avon. Peter Brook fait alors ses premiers pas à Stratford. Sous la direction d'Anthony Quayle, la réputation du Memorial ne cesse de grandir. Durant les années 50, les jeunes acteurs comme les stars font le chemin vers le nord : Michael Redgrave, Richard Richardson, John Gielgud, Peggy Ashcroft, Vivien Leigh et Laurence Olivier, Richard Burton... L'Europe occidentale et orientale, l'Union soviétique et les Etats-Unis reçoivent triomphalement les spectacles du Memorial, qui ne craint plus de s'ouvrir à des étrangers prestigieux, comme Paul Robertson et Charles Laugthon. Les années 60 sont celles de la reconnaissance unanime et d'une nouvelle organisation. La Royal Shakespeare Company est créée en 1961 par et pour les acteurs du noyau dur de Stratford. Depuis un an, elle dispose d'un théâtre à Londres, l'Aldwych.

Sous la direction de Peter Hall, elle élargit son répertoire aux auteurs classiques et contemporains. Un second théâtre est ouvert à Stratford en 1974, The Other Place, puis une petite salle à Londres en 1977, The Warehouse. Là, le public découvre Howard Barker, Edward Bond et Willy Russel. En 1982, la RSC s'installe dans les murs neufs – et glacés – du Barbican Center, dans la City.

OLIVIER SCHMITT

Lire la suite page 28

SIX SPECTACLES DE LEV DODINE

PAGE 28

La troupe du Théâtre Maly de Saint-Pétersbourg revient à Paris pour présenter deux spectacles à Bobigny et quatre à l'Odéon Théâtre de l'Europe. Son directeur, le metteur en scène Lev Dodine, a reçu Nicole Zand tandis qu'il répétait *Claustrophobie*, un spectacle inspiré par les malaises de la nouvelle Russie.

RETROUVER HENRI CALET

PAGE 29

En novembre prochain, le metteur en scène Christian Colin, s'inspirant de l'œuvre du poète disparu en 1956, présentera à Bobigny *Peau d'ours*, d'Henri Calet. Michel Cournot a relu les pages d'un correcteur d'imprimerie devenu écrivain, l'un des meilleurs témoins du Paris populaire.

GALERIES C'EST LA RENTRÉE

PAGE 30

Les galeries parisiennes, du moins celles qui survivent à la crise, ouvrent leur portes toutes ensemble. A l'affiche : des peintres (Shirley Jaffe, Fariba Hajamadi), des photographes (Cindy Sherman, Hervé Guibert) et des sculpteurs (Carl Andre, Sol LeWitt, Horst Münch) *(lire les articles de Geneviève Breerette, Michel Guerrin, Philippe Dagen et Harry Bellet).*

LE NOUVEL ALBUM DE NIRVANA

PAGE 35

Avec *In Utero*, son nouvel album, Nirvana chronique les bouleversements du succès. En trois ans, le groupe de Seattle est passé de la marginalité à la célébrité planétaire. *In Utero* chante l'exaltation et la peur de trois hommes embarqués sur les montagnes russes de la médiatisation *(lire la critique de Thomas Sotinel).*

BOBIGNY / SAISON 93-94

NOUVELLES PRODUCTIONS DU THÉATRE MALY DE SAINT-PÉTERSBOURG

DODINE PAR LES VILLAGES

AU Festival d'automne 1988, avec une grande saga paysanne de huit heures, Frères et sœurs, *le public français découvrait, émerveillé, la troupe du Maly Framaticheski Teatr de Leningrad (le « petit théâtre de drame »), venue pour trois représentations. En 1992, il y eut le succès à Bobigny de* Gaudeamus, *satire joyeuse et féroce de la société soviétique, sur le thème de la vie militaire. En 1994, le Maly de Saint-Pétersbourg reviendra en France avec une série de spectacles qui permettront de mieux connaître l'étendue du répertoire de ce théâtre de la rue Rubinstein que dirige, depuis 1983, Lev Dodine, dans la grande tradition russe fondée sur le travail de l'acteur. Cet homme se veut à la fois metteur en scène et professeur, car, pour lui, il n'y a pas de rupture entre école et théâtre.*

A Pétersbourg, partant d'improvisations, la troupe répète actuellement Claustrophobie *: curieux thème pour un pays qui ouvre ses frontières et en même temps se découvre un autre enfermement... Dans son bureau, orné des seules photos d'Abramov et de Sakharov, Dodine nous a parlé de ce spectacle en train de naître :*

« Ce sont des réflexions à propos de notre vie, de notre histoire. Des impressions sur ce que ces jeunes gens ont vu chez eux et au cours de leurs tournées autour du monde. Sur ce qui se passe autour d'eux, et se passait dans leur enfance. Sur ce qu'ils lisent. Ils ont beaucoup appris pendant ces voyages quand ils rencontraient des cultures nouvelles et s'y confrontaient. D'autre part, vu de loin, ce qui se passe chez soi se perçoit d'une façon plus aiguë et plus douloureuse.

» Peu à peu, pendant les improvisations, nous avons commencé à utiliser des sujets de la littérature russe contemporaine, par exemple Davlatov, que je trouve à la fois drôle et horrible, Veniamine Erofeiev, l'auteur de *Moscou sur Vodka*, Olitskaia, une nouvelle romancière de grand talent. Cela ne veut pas dire que nous adaptons leurs textes, mais que tout simplement nous en utilisons plusieurs thèmes. Ou parfois même des extraits. En fait, le spectacle est composé avec une grande liberté théâtrale. A partir de leurs observations personnelles à propos de la vie, les comédiens s'expriment avec les mots, la danse, le chant.

– Chaque acteur a donc sa clautrophobie ?

– Le théâtre offre le moyen d'exprimer tous les sentiments que l'on est susceptible d'éprouver. Oui, chaque acteur a sa propre claustrophobie. Chacun de nous a la sienne. Je pense aussi que c'est une maladie très russe. On dit toujours que le pays est énorme ; oui, il est énorme et il y a tant d'espace. Le problème a toujours été là : tout cet espace provoque ma claustrophobie. On peut marcher, marcher dans n'importe quelle direction, c'est toujours la Russie, toujours les mêmes façons de vivre. Je suis enfermé entre les quatre murs de ce mode de vie.

» Avant, en revenant dans son pays, heureux de retrouver ses amis et sa famille, heureux de rentrer à Pétersbourg, chacun était poursuivi par l'idée qu'il ne pourrait plus jamais sortir. Psychologiquement, nous avons été marqués. Et cette énorme quantité d'énergie ainsi accumulée en nous, dans notre peuple, a souvent pris une tournure négative. Elle ne diminuait jamais, mais se manifestait par des actes complètement absurdes.

» Le titre, *Claustrophobie*, nous est venu pendant nos improvisations. Au début, nous pensions avoir trouvé celui qui correspondait exactement à notre propos. Ensuite, nous nous sommes dit qu'il fallait l'expliquer. Mais si le spectacle est bien reçu, et compris, ce n'est pas nécessaire. Échappe-t-on à la claustrophobie ? Pour nous, l'art apporte le salut. La foi en l'art demeure, malgré les désastres de l'existence. Selon moi, le monde entier est malade, souffre de claustrophobie. Sinon, pourquoi les peuples deviendraient-ils fous quand ils ont peur d'être enfermés à l'intérieur de leurs petites frontières ? La peur d'être enfermé dans un espace imaginaire est une véritable psychose.

– Le nationalisme, c'est une forme de claustrophobie ?

– Naturellement. Les maladies sont les mêmes partout, elles se manifestent seulement d'une façon différente. Un futur acteur, ou un futur metteur en scène doit savoir une vérité primordiale : le théâtre, c'est d'abord lui-même, sa relation avec le monde vivant. Par la suite peut-être va-t-il apprendre à s'exprimer à travers Tchekhov ou Shakespeare. Mais, d'abord, il doit comprendre que le théâtre, ce ne sont pas les mots d'un autre. Ce spectacle, je veux le préciser, est aussi un enseignement. Même si le résultat est décevant, je serais heureux de l'avoir mené jusqu'au bout.

– Comment travaillez-vous ?

– Tout commence toujours par l'improvisation. Maintenant, pour *la Cerisaie*, nous allons d'abord travailler sur Tchekhov, autour des sujets tchékhoviens que l'on retrouve dans notre société contemporaine. Puisque tout part de nous-mêmes, nous devons refaire le chemin de l'auteur. L'important n'est pas de le trahir, mais de le comprendre si bien que l'on va découvrir ce que nous sommes. Voilà sans doute pourquoi nous répétons plus longtemps que d'autres troupes.

» Fin septembre, nous partirons pour Kostroma, la Russie profonde au Nord, où ont été préservés des chants anciens, de vieilles demeures. Nous y resterons vingt jours. Nous allons nous plonger dans cette vie, essayer de nous éloigner de la quotidienneté, nous allons marcher dans des endroits beaux, respirer l'air, nous souvenir de celui que l'on respirait avant, celui que respiraient les héros de Tchekhov ; nous allons reconnaître le sol sur lequel ils marchaient, par quelles fenêtres ils regardaient le monde... Nous allons habiter en pleine nature russe. Comme notre spectacle ne comportera ni fenêtre, ni terre, nous devons les porter en nous-mêmes.

– Dès vos débuts de metteur en scène, vous aviez travaillé de la même façon pour *Frères et sœurs* quand vous vous étiez installés à Verkola, dans le village d'Abramov ?

– Oui. La vie change à une telle vitesse que nous essayons de changer le moins possible, de ne pas nous plier à la réalité. C'est la réalité qui doit se plier à nous. Vouloir changer est une maladie contemporaine. Pourtant, aujourd'hui est la continuation d'hier. Nous ne pouvons rien oublier, rien rejeter ni du passé, ni de nous-mêmes. Réunir les temps est la fonction de l'art : l'être humain ne s'arrête pas, ne connaît pas de rupture de temps. Je crois que l'art est une mission à accomplir, même si tout le monde aujourd'hui affirme que c'est un amusement.

– La formation des futures générations d'acteurs vous importe avant tout, et, comme dans *Gaudeamus*, vous mélangez les élèves et les acteurs confirmés. Vous continuez à enseigner ?

– Oui. L'école est le prolongement naturel du théâtre. Elle ne fournit pas seulement des comédiens, elle oblige à se rappeler que toujours quelque chose de nouveau s'annonce. Elle empêche les professionnels de s'endormir. Grâce à elle, on garde un peu de jeunesse.

– Pourquoi *la Cerisaie* ?

– J'ai le projet de deux spectacles : une *Cerisaie* avec des artistes éprouvés et *Platonov* avec des élèves, après *Claustrophobie*. Ainsi nous aurons dans notre répertoire la première et la dernière pièce de Tchekhov, qui comportent beaucoup de thèmes communs, ressentis différemment. Les comparer est intéressant. Nous vivons encore au temps de *la Cerisaie*, le monde n'a rien découvert d'autre : une époque disparaît, quelque chose de nouveau arrive. Mais, à présent, ce sont les Iacha, les parvenus, qui prolifèrent.

» Nous avons toujours eu un public jeune qui a suivi passionnément notre théâtre. Puis est arrivée une relève. Une nouvelle génération qui n'a pas le même sens de l'histoire et regarde autrement. C'est pour ce public tout neuf que nous jouons comme si chaque fois, c'était une première. J'ai lu dans un journal une enquête sur ce que lisent les jeunes : en premier lieu, *le Maître et Marguerite* de Boulgakov, puis *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne et, en troisième lieu, *Guerre et paix* de Tolstoï. Contrairement aux idées reçues, ils s'intéressent à l'histoire, celle du soviétisme, des camps. Ils viennent chercher au théâtre ce qu'ils ne connaissent pas. »

Propos recueillis par
NICOLE ZAND

★ *Claustrophobie*, du 18 janvier au 6 février. *Gaudeamus*, du 15 au 23 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 h 30 (grande salle).

Le Maly Framaticheski Teatr (le « petit théâtre de drame »), dirigé par Lev Dodine, présentera cette saison une reprise de « Gaudeamus » (du 15 au 23 février), précédée, du 18 janvier au 6 février, d'une création, « Claustrophobie ». Ensuite, du 8 mars au 10 avril, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, quatre spectacles permettront de constater l'évolution de son travail : « Frères et sœurs », d'après Fedor Abramov ; « la Cerisaie », de Tchekhov ; « les Etoiles du ciel matinal », d'Alexandre Galine, et « Roberto Zucco », de Koltès (dans la mise en scène de Lluis Pasqual). Ce sera ensuite l'Angleterre (Londres, Glasgow, Newcastle, Londonderry), puis l'Allemagne.



D.R.

« Claustrophobie », les malaises de la nouvelle Russie.

COUP DE JEUNE

Suite de la page 27

Deux salles sont mises à sa disposition, le Barbican Theater (1 160 places) – et ses portes latérales en bout de rang qui se ferment automatiquement au début de chaque spectacle – et le Pit (deux cents sièges). En 1986, Stratford dispose d'une troisième salle, construite sur les ruines du Memorial, le Swan Theater. Là sont présentés les auteurs contemporains de Shakespeare, souvent oubliés. Trois salles à Stratford, deux salles à Londres, des tournées dans le monde entier : la RSC est une institution unique au monde. Chiffre d'affaires 1991/1992 : 23,13 millions de livres (environ 200 millions de francs). Nombre de représentations : 1 801. Nombre de productions : 28, présentées dans 47 lieux au Royaume-Uni. Nombre de spectateurs : 1 117 046 (à l'exclusion des tournées à l'étranger et des reprises dans les théâtres privés du West End). 41 % du budget proviennent des fonds publics et donc 59 % de ses fonds propres (billetterie, films, télévision et sponsorat). A titre de comparaison, le budget de la Comédie-Française était pour la saison 1992/1993 de 126,2 millions de francs ; la Maison de Molière a donné 535 représentations (tournées comprises) de 18 productions (9 créations en alternance avec 9 reprises) devant 286 528 spectateurs.

Adrian Noble, élevé dans le sérail, ne paraît pas impressionné par l'ampleur de sa tâche. Entre mille et une réunions et les répétitions de son prochain spectacle, il s'est rapidement – *« vingt minutes, c'est tout le temps dont je dispose »* – prêté au jeu de l'entretien dans un minuscule bureau situé à l'aplomb d'une salle de répétitions perdue dans la banlieue sud de Londres. A charge de revanche. On lui arrachera seulement une sorte de mot d'ordre : *« Il nous faut être pragmatiques. »* Mais encore ? *« Alors que les problèmes financiers de la compagnie sont en passe d'être surmontés, clarifions nos rapports internes et notre lien avec le public. Il faut réaffirmer un principe artistique de base : l'Angleterre est restée trop longtemps fâchée avec son passé théâtral et son répertoire classique. Notre modernité passe par un retour aux sources, à la langue. Est-ce du conservatisme ? J'y vois plutôt un réel radicalisme. La maîtrise du vers classique me paraît plus révolutionnaire qu'une « déconstruction » mal digérée. La RSC est le meilleur théâtre de répertoire subventionné par le gouvernement, créé pour et par des artistes, à la différence du National Theater, voulu par l'establishment. Les artistes ont le devoir de réfléchir à leur vision de l'humanité, et Shakespeare peut les aider à inventer un monde nouveau qui tienne compte de ses racines grecques et latines. Cet effort doit être constant et cohérent : plutôt que de créer des comédies musicales, explorons, avec les artistes, les plasticiens, les musiciens contemporains, les richesses de la tradition anglaise. »* Si cette exploration doit se traduire par des spectacles de la qualité, de l'engagement, de la vivacité du *Conte d'hiver*, présenté trop peu de jours à Paris, la Royal Shakespeare Company devrait susciter longtemps encore un engouement qui ne devra rien à ses devanciers du Memorial Theater.

OLIVIER SCHMITT

Sortilège

QUAND nos confrères britanniques y vont unanimement de leurs superlatifs – *« proche de la perfection » ; « il y a de la magie et du miracle dans cette production »*... – on est forcément tenté d'aller vérifier la validité de telles assertions. C'est donc en confiance, confiance renforcée par le talent du metteur en scène Adrian Noble *(lire l'article ci-contre)*, que l'on prend le chemin du *Conte d'hiver*. Créée lors de la saison 1992 de la Royal Shakespeare Company à Stratford, cette nouvelle production entame cet automne une tournée qui la mènera en Suisse, en France, en Irlande, en Hongrie et en Nouvelle-Zélande.

Production aussi inattendue que réjouissante : là où beaucoup de metteurs en scène se sont récemment attaqués à la pièce par l'ubac, versant sombre et mortifère, Adrian Noble a choisi l'adret, le soleil éblouissant d'un hymne à la vie. Certes, la pièce dit toujours le drame de la jalousie paranoïaque du roi de Sicile, Léontès, qui croit déceler dans l'amitié de sa femme Hermione pour Polixénès, roi de Bohême et son ami, les signes de la trahison. Certes, la reine sera emprisonnée, certes son enfant (Perdita, la bien nommée) sera abandonnée loin d'elle et de la vie qu'elle méritait ; certes Léontès perdra son fils et l'espoir d'une descendance... Mais Shakespeare avait décidé de rendre Hermione à la vie et à son mari, de leur rendre leur fille aussi, revenue au bras du fils de Bohême, dessinant les contours de l'une de ses pièces les plus souriantes.

D'autant qu'il ne s'acharne pas sur la « folie » de Léontès, préférant vagabonder au rythme de

« PEAU D'OURS » MIS EN SCÈNE PAR CHRISTIAN COLIN

CALET ET SON DOUBLE

Du 23 novembre au 22 décembre, le metteur en scène Christian Colin donnera sa vision de l'œuvre d'Henri Calet, écrivain disparu en 1956, dont le dernier ouvrage, « Peau d'ours », inachevé, a donné son titre au spectacle. Portrait d'un homme simple, à l'écart des gesticulations littéraires.

« J'*AIME ça, la vie, j'en suis fou. Et d'autant plus que nous n'avons rien d'autre : c'est unique, une occasion exceptionnelle, à profiter, comme disent les camelots, je voudrais bien rester ici une vingtaine d'années encore* », écrivait Henri Calet en 1948, à la dernière page de *le Tout sur le tout*. « *Vendre la peau de l'ours : se flatter trop tôt d'un succès incertain* », dit le dictionnaire de Bescherelle. Il restait alors à Calet huit ans à vivre, et non pas vingt. Il est mort en 1956, à Vence, où seule la morphine atténuait un peu ses douleurs, sans avoir pu mener à terme son dernier livre, *Peau d'ours*.

Sous ce titre, Gallimard a donné une édition posthume des fragments et notes que Calet avait préparés. Avec un sous-titre : *Notes pour un roman*. Ce sont en fait des pages, dépareillées semble-t-il, d'un journal intime des dernières années. Impressions brèves, réflexions, axées surtout sur l'inconfort qu'éprouve Calet à se faufiler entre les « demandes » de plusieurs femmes : une répartition on ne peut plus difficile. Naissance et enfance du fils de l'une d'elles, Luc, dont Calet a la garde, de temps en temps. Un manque effrayant de minimum vital. La mort de la mère de Calet. Puis la maladie de cœur, aux douleurs aiguës. Un Calet qui serre les dents, pour rester sortable, mais si érodé par l'inquiétude, les souffrances, qu'au cours d'une promenade le petit Luc lui demandera : « *Est-ce que tu as été petit ?* »

Simple, sincère, ce recueil, *Peau d'ours*, fait penser à une liasse incomplète de feuilles qui auraient été brûlées, dans une cascade d'accidents. C'est comme si Henri Calet, pris de court par les agressions de chaque jour, presque de chaque heure, n'avait le temps de rendre coup sur coup que par des gestes égarés. Au point que la lecture de ces feuilles, la conscience du lecteur, sont elles-mêmes disloquées. Un propos un peu suivi, de la part du lecteur, est inenvisageable. Tout au plus peut-il réagir, intimement, à telle ou telle brisure du texte. Essayons.

« *La vie est un mur de prison sur lequel on écrit avec ses ongles.* » Ce n'est donc plus « *j'aime ça, la vie, j'en suis fou* », de *le Tout sur le tout*. Mais les ongles, oui, Calet sans doute ne se trompe pas. Quand il écrit cela, les murs des cellules de la prison de la Santé, par exemple, étaient gravés d'écritures qui se détachaient en blanc sur le fond de crasse ou de reste de peinture marron. Il faut tout de même que Calet se soit trouvé dans une heure exceptionnellement noire pour associer la « surface » d'écriture au mur de la prison. Ailleurs, dans *Peau d'ours*, il nous dit : « *Je n'ai plus que le papier pour confident, pour ami, où je me retrouve* » – observation qu'il complète, ailleurs, par ceci, qui est plus intéressant : « *Je me vois partout dans mes livres. Il se peut bien que ce ne soit que dans cette seule mesure que j'existe. En réalité, il s'agirait plutôt d'une vie à deux, avec tout ce que cela comporte de désagréments.* »

Entrée en scène de Narcisse. La page de papier étant moins un miroir qu'un écran, sur lequel Calet mijote un Calet aussi peu flatté que possible. Il se voit comme une « *poule mouillée* », un velléitaire, un raté. Une comédie des « deux timides ». Un cercle on ne peut plus vicieux. Le Calet « couché » sur papier et le Calet qui tient la plume s'exhortant à se morfondre, à s'éponger des larmes amères, à s'exagérer leurs désastres jumeaux, à se tendre l'un à l'autre les pilules ou l'arme du suicide, à s'insulter aussi, à se tendre des pièges très vilains : et en route vers la folie, Calet blanc et blanc Calet la main dans la main, d'une seule foulée d'un seul cœur, pour le repos bien gagné du couple : « *Folie : quelle tranquillité ! On est là, en sûreté, rien à craindre des gens méchants qui sont dehors.* » Mais nos deux compères étouffent quand même un peu, là-dedans, et blanc Calet, celui des deux qui tient la plume, de se permettre un petit sourire, un petit coup de talon pour remonter à l'air libre : il conduit Calet blanc chez l'infirmière du dispensaire (avenue d'Orléans), afin de se faire administrer une piqûre réconfortante, dans la fesse ; la bonne sœur brise trois aiguilles et demande à ce superman : « *Vous avez fait du sport ?* » C'est cela, *Peau d'ours*.

« *Traiter des affaires avec des chaussures trouées.* » Calet a raison : les trous des semelles « fragilisent » (dit-on aujourd'hui) la tête du quidam. Il ne suffit pas, comme il écrit, d'observer « *une certaine façon de croiser les jambes* ». En tenant bien droit son attaché-case, dans lequel il détient non pas des dossiers top-secret mais « *des chaussettes à repriser* [qu'il] *transporte d'un foyer à l'autre* ». Quant aux chaussures : « *unique paire* ». Calet attend, debout, chez le cordonnier, pendant le ressemelage : « *Au mur, photos de deux jeunes gens fusillés à la gare de l'Est.* » Il ne dit pas si ces deux hommes ont été tués pendant l'Occupation, par des Allemands, ou en août 1944, par des Français. Quoique, à la Libération, on disait « abattus », et pas « fusillés ». Mais c'est bien lui, cette scène : l'attente, le passage à vide, la pluie peut-être, l'autobus qui passe, et le gris, le flou, de la photo, prise sans doute à la va-vite par un amateur. La mort qui imprègne toute chose, comme une humidité. Le mot « humilité » en écho. Gare de l'Est : souvenir des vers incroyable de Rostand dans sa pièce *la Marseillaise* : « *Et le chant formidable,* alea jacta est*/Sort de tous les wagons de la gare de l'Est.* »

« *Le mot* « songe-creux » : *idée d'esquif, de pirogue, de bois creusé, évidé... Aller au fil de l'eau.* » Belle phrase de Calet, presque un autoportrait. « Songe-creux », c'est sa façon de dire, mais la vérité, c'est qu'il est tout entier aux autres, il les regarde, il les écoute, aussi bien sa mère dont les yeux n'en peuvent plus *(« avant, je lui montrais mes devoirs »)* que les garçons aux genoux nus, échappés des « maisons » de Savigny-sur-Orge ou d'ailleurs, qui essaient de gagner un kilo de sucre à la foire de la place Denfert-Rochereau. Et cette âme attentive, ce sont des mots qu'il envoie, « *esquif, pirogue* », l'eau vive, le ciel, le vent, les bouteilles à la mer, brisées.

Peau d'ours : choses de rien, choses de tout. Avant de repasser la frontière. Comme lorsqu'il est allé en Italie, une virée de trois heures, il n'avait pas de sous pour faire plus, il revient, à la douane il se fait demander s'il n'a rien à déclarer. « *Non, rien. – Pas même des souvenirs ?* » (Le douanier pensait : une bouteille de campari, un paquet de cigarettes Nazionale). « Des souvenirs ? », se dit Calet, oh oui, trois heures d'Italie, j'en ai déjà plein partout, mais les déclarer, comme déjà ? Comment si vite ?

MICHEL COURNOT

★ *Peau d'ours*. Du 23 novembre au 22 décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures (petite salle).

Desarthe là et ailleurs

C'était un jeune homme fiévreux et taciturne. Tellement étranger au monde clos du théâtre qu'il ne pouvait être qu'exceptionnel. Dans le bon, dans le mauvais sens, heureusement c'était le bon. Il jouait indifféremment Musset et Arrabal. Parce que depuis il a beaucoup lu, beaucoup appris, il raconte sans état d'âme son ignorance de gamin semi-loubard.

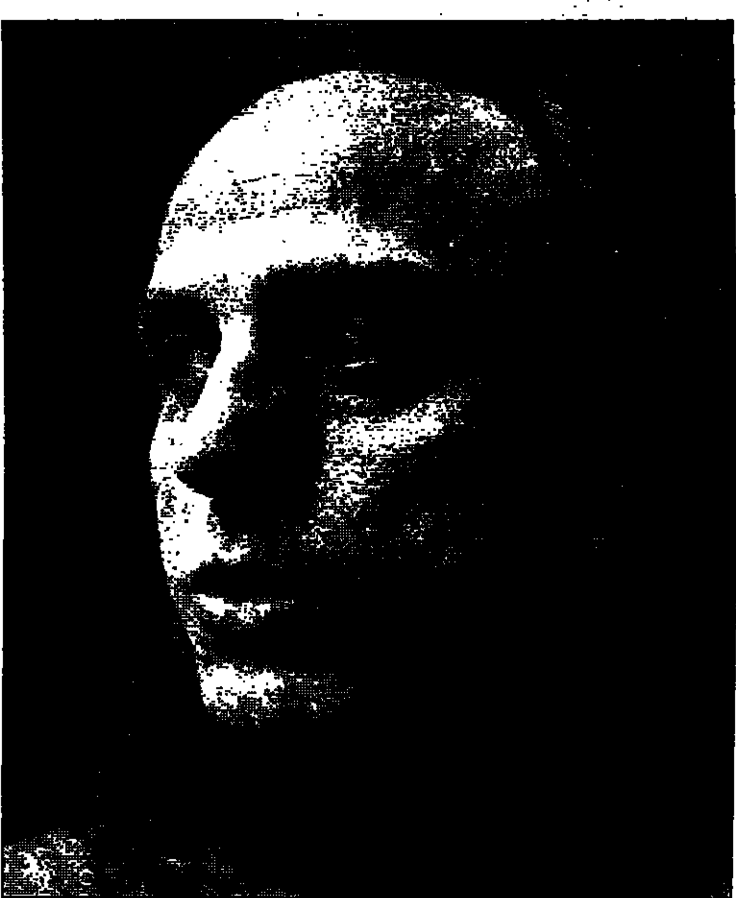
Ensuite, il y a eu Shakespeare et Patrice Chéreau, qui mettait en scène *Richard II*. Desarthe interprétait le rôle-titre. Il était Bolingbroke. Pour lui, il a encore été le fou dans *Lear*, d'Edward Bond, et Peer Gynt, et Hamlet. Le semi-loubard des débuts était devenu un prince, intellectuel anxieux dévoré de doutes.

Entre-temps, la profession – Vincent, Planchon, Strehler, Karge et Langhoff, Engel entre autres – l'avait reconnu comme valeur sûre, et, même, quelques-uns montaient des classiques pour lui, en fonction de sa personnalité. « *Un peintre me passionne,* disait-il : *Francis Bacon. Ses visages, ses corps qui sont là, et tirés ailleurs par on ne sait quoi.* »

Naturellement, la mise en scène l'attire. Professeur au Conservatoire, il s'habitue à diriger des comédiens. Pour ses élèves, il ne choisit pas des textes « faciles » : par exemple, la *Marianne* de Tristan L'Hermite. En 1988, à Bobigny déjà, il se lance, avec *le Cid*. Un autre genre de difficulté, celle d'un texte trop connu, trop rabâché dans les écoles, les lycées, les matinées classiques. Gérard Desarthe y découvre les rudes relations fils-père. Et comme il n'est jamais là où on l'attend, pour sa seconde mise en scène, lui le maigre, le fiévreux, a choisi le roman d'Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin*, s'est penché sur le cas de son héros, auteur célèbre qui a cessé d'écrire pour se transformer en gourmet obèse.

C. G.

★ Du 15 mars au 10 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 (grande salle).



JEAN BERVENGUERAND

son imagination et des chemins d'Europe, de fête paysanne en magie pure.

Adrian Noble a choisi de se mettre tout entier, et quelques-uns des meilleurs interprètes de la Royal Shakespeare Company, au service de ce joyeux vagabondage. Les décors, les musiques, les costumes, traversent les époques en se moquant d'eux-mêmes et de toute chronologie. A un coûteux déploiement de forces, Adrian Noble a préféré l'invention, le tour de passe-*passe à base de matériaux de grande simplicité* : des tulles translucides, quelques meubles facilement escamotables, des ballons multicolores, fil rouge d'une mise en scène festive qui n'hésite pas à se transfomer à l'acte IV en comédie musicale, plus munichoise qu'élisabéthaine... Sous sa direction, dans les rôles principaux, le public français pourra juger une fois encore des qualités du « jeu anglais » et de l'esprit de corps de la troupe. Shakespeare avait imaginé deux trios, l'un masculin – Léontès (John Nettles), Autolycus (Richard McCabe) et Polixénès (Paul Jesson), – l'autre féminin – Hermione (Samantha Bond), Emilia (Angela Vale) et Paulina (Gemma Jones). Samantha Bond, l'une des actrices les plus populaires en Grande-Bretagne, devrait séduire le public. Sa force, son engagement, sa beauté sont du domaine du sortilège, en parfait accord avec le personnage surgi de la *brutale fantaisie du poète*.

O. S.

★ Du 28 septembre au 2 octobre à 20 h 30. Représentation supplémentaire le samedi 2 à 15 heures (grande salle), spectacle en anglais surtitré en français.

Agenda

Le Conte d'hiver, de Shakespeare. Par la Royal Shakespeare Company *(lire les articles ci-contre)*.

The Cave, de Steve Reich et Beryl Korot. Par le Steve Reich Ensemble. Mise en scène de Carey Peyrloff. Du 21 au 24 octobre. Du jeudi 21 octobre au samedi 23 octobre à 20 h 30, dimanche 24 à 15 h 30 (grande salle).

Les Perses, d'après Eschyle. Mise en scène de Peter Sellars. Du 9 au 28 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 (grande salle).

Peau d'ours, adapté de l'œuvre d'Henri Calet. Mise en scène de Vincent Colin *(lire l'article ci-dessus)*.

Boby, spectacle autour de Boby Lapointe. Chef de troupe Jean-Louis Hourdin. Avec Isabelle Caubère, Stéphane Delbasse et Gérard Guillaumat et la Fanfare du loup. Du 5 au 30 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures (petite salle).

Claustrophobie, création de Lev Dodine *(lire l'article page précédente)*.

Gaudeamus, création de Lev Dodine *(lire l'article ci-dessus)*.

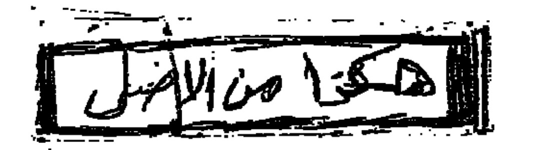
Hygiène de l'assassin, d'Amélie Nothomb *(lire l'article ci-dessus)*.

La Métamorphose, de Franz Kafka. Mise en scène de Marcela Salivarova Bideau. Avec Jean-Luc Bideau. Du 8 mars au 3 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures *(petite salle)*.

Festival Banlieues bleues. Le 5 mars à 20 h 30 *(programme à préciser)*.

Rencontres chorégraphiques de Bagnolet. Mai/Juin *(programme à préciser)*.

★ Maison de la culture de Bobigny. 1, boulevard Lénine, 93000 Bobigny. BP 71, 93002 Bobigny Cedex. Tél. : 48-31-11-45.



GALERIES
NOUVEAUX

Toutes les galeries parisiennes n'ont pas ouvert leurs portes en septembre. Certaines ne les ouvriront plus, victimes de la dépression persistante d'un marché dont il est trop tôt pour dire s'il est convalescent. Pourtant, qu'il s'agisse de peinture, de sculpture et de photographie, les rendez-vous abondent. Sélection.

CARL ANDRE et SOL LEWITT
chez Yvon Lambert

Depuis plus d'un quart de siècle, depuis 1965, date de leurs premières expositions à New-York, Carl Andre et Sol LeWitt incarnent le minimalisme, l'art réduit à sa géométrie, épuré à l'extrême de la simplicité. Les exposer ensemble aujourd'hui pourrait ainsi n'être qu'une manifestation de fidélité ou de nostalgie, hommage rendu à une esthétique qui a cessé depuis longtemps d'être l'avant-garde.

Yvon Lambert a déjoué le danger. Autant le dire : quoi que l'on puisse penser, par ailleurs, du minimalisme comme théorie, de ses exégètes et de ses académiques, l'exposition actuelle est remarquable de force et de singularité. Elle réunit une sculpture horizontale d'Andre et une pièce murale de LeWitt. Sur le sol, des parallélépipèdes de granit poli construisent une sorte de herse régulière d'un gris froid, architecture hostile dont la monumentalité accentue l'expression. Sur deux murs en angle, LeWitt a fait coller des plaques de polystyrène, les unes blanches sur un mur noir, les autres noires sur un mur blanc. Elles ont été déchirées, fragmentées au hasard, puis disposées de manière à couvrir presque entièrement la paroi. La mise en scène – car c'est à l'évidence de théâtre plus que de sculpture ou de peinture qu'il s'agit – suggère un bâtiment en train de s'effondrer, l'éboulement des pierres, l'effritement d'un crépis que le temps et l'eau ont brisé.

Pris entre ces murs immenses et menaçants et les blocs anguleux de la sculpture, le visiteur ne saurait échapper à l'inquiétude et la mélancolie. Que ces artistes aient jadis professé qu'ils ne cherchaient ni à s'exprimer ni à émouvoir n'a plus guère d'importance. Ils se hasardent désormais de plus en plus loin de leurs premiers principes, vers une poétique des ruines que l'on ne s'attendait guère à voir ressusciter. Ils font, en somme, du Hubert Robert contemporain, avec d'autres matériaux et d'autres moyens, à une autre échelle. Et c'est beau.

PHILIPPE DAGEN

★ Galerie Yvon Lambert. 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris. Tél. : 42-71-09-33. Jusqu'au 30 octobre.



Vivienne Westwood vue par Cindy Sherman.

La femme et ses mannequins

La petite fille aimait se déguiser et probablement grimacer devant sa glace. L'adolescente devait guetter ses points noirs. L'artiste qui a émergé à New-York à la fin des années 70 a pu utiliser la photographie pour changer de peau. Après, c'est une autre histoire, et la même probablement. Le succès aidant, Cindy, petite starlette incarnant tour à tour les rôles de mariée rougissante, de bombe sexuelle ou de femme violée que Sherman lui distribuait avec un humour méchant, est devenue une base neutre, n'ayant d'intérêt que sa plasticité d'actrice professionnelle face à une Sherman maîtrisant avec toujours plus de brio l'art du maquillage, de l'habillage, du drapé, des éclairages, en des mises en scène de plus en plus sophistiquées, empruntant partout, au cinéma, au théâtre (de Brecht au kabuki), à la peinture... Elle guette aussi l'effet de surprise sur le spectateur de ses tableaux aussi vivants que morts, désopilants, par exemple quand elle tire son portrait de la *Fornarina* ; dérangeants, par exemple quand elle affuble sa créature de postiches sexuels ; dans tous les cas, elle réagit au climat ambiant, partie prenante dans l'escalade, à l'américaine, des artistes, qui, depuis l'affaire Mapplethorpe, donne le corps, mieux, le sexe en pâture, contre le puritanisme et la censure.

Dans ses deux séries récentes exposées à Paris, l'une au Centre Pompidou (1), l'autre à la galerie Hussenot (2), Cindy Sherman y va fort, si fort qu'on se demande jusqu'où elle peut encore aller trop loin pour frapper, faire image d'images de la femme conditionnée en tout lieu, de tout temps.

La série de Beaubourg met en jeu une poupée mannequin articulée, désarticulée, presque l'ordinaire des enfants, mais largement dotée d'attributs sexuels exhibés en gros plans et raccourcis terribles, rappelant aussi bien les leçons d'anatomie de la grande peinture que le dernier des films pornos programmé sur quelque chaîne câblée. Rappelant surtout Bellmer, ses *Jeux de la poupée* et son surréalisme versant noir, à la Bataille.

L'autre série, la toute dernière, semble plus frivole. Elle a trait à la mode. Ce sont des « portraits » de couturiers que lui avait demandés le *Harpers's*, dont les couturiers n'ont pas voulu ! Dior, Gaultier (une belle image avec tissus aux tons subtils, où l'on pourrait croire que Cindy Sherman a craqué, s'il n'y avait sous la robe ce ventre gonflé, non conforme), Westwood (toute en blanc, avec une petite culotte sur la tête et des chaussettes sales) ... Avec toutes les armes de la séduction, Cindy Sherman exerce son talent de critique des jeux de séduction factice, avec une férocité à la Diane Arbus.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) « L'envers des choses » (avec Annette Messager et George Kuchar), Galeries contemporaines Studio, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 11 octobre.

(2) Galerie Ghislaine Hussenot. 5 bis, rue des Haudriettes, 75003 Paris. Tél. : 48-87-60-81. Jusqu'au 23 octobre.

HERVÉ GUIBERT
chez Agathe Gaillard

Fonds de tiroirs ou réelles découvertes ? Choix abrupt s'il en est, mais inévitable chaque fois qu'un artiste ou un écrivain, récemment disparu, est exhumé sous la forme d'« inédits ». C'est le cas d'Hervé Guibert, le photographe, dont Agathe Gaillard, la galeriste qui l'a toujours soutenu et dont les cimaises sont en harmonie avec cette œuvre intime, présente des images jamais montrées de l'écrivain.

Impression étrange. N'a-t-on pas déjà vu ces autoportraits dans la glace, machine à écrire sur la table de travail, corps nu et parfait, lumière du soleil qui dessine les objets, ombres sur le mur, feuillets noircis, intérieurs clos, canapé recouvert d'un drap blanc ? On les a vus, « lus », seuls les détails viennent enrichir cette autobiographie visuelle : la lumière tombait-elle exactement sur ce livre ? Ses cheveux blonds étaient-ils pareillement coiffés ?

Même Guibert se perd quand il essaie de reconstituer le fil de ses jours, avec des mots écrits sur le tirage : *« Autoportrait à Rome, en 198 ? Sans doute 9. Ou bien 8 »*. Parfois, la mémoire revient : *« Quand nous allions au Molino, à Barcelone »*. Certains fragments viennent compléter la biographie, comme les premières images tirées sommairement. Dans un coin, un tirage surprend : un film « porno homo » à la télé.

L'exposition complète les cent vingt-trois « meilleures » photos d'Hervé Guibert qui sont rassemblées dans un livre définitif. On y retrouve ses portraits (Chéreau, Faucon, Cartier-Bresson, Barcelo, Baby) et ses autoportraits, ses vues d'intérieurs et ses objets intimes. Avec un texte inédit qui rappelle son obsession du corps et de la manipulation. Et comment ce grand manipulateur des vies (la sienne comme celle d'autrui) découvre la manipulation du tirage photographique.

MICHEL GUERRIN

★ Galerie Agathe Gaillard. 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Paris. Tél. : 42-77-38-24. Jusqu'au 23 octobre. *Photographies*. Gallimard, 123 photos, 280 F.

ACCROCHAGES

FARIBA HAJAMADI
chez Laage-Salomon

Américaine d'origine iranienne, Fariba Hajamadi a la passion des musées. Elle emprunte à leurs collections des formes et des images, célèbres ou pas, qui sont les éléments de base de son travail actuel. Art de citation donc, qui s'exprime à travers quatre thèmes (l'érotisme, la chasse, la violence, le viol) et deux techniques (la photographie et le papier peint mural). Le papier peint – sérigraphié en fait – restitue *ad nauseam* la cruauté des *Désastres* de Goya, la mécanique sexuelle hiératique et glacée des miniatures indiennes, ou l'apparente banalité d'une scène de chasse anonyme du dix-huitième siècle français. Sur ces motifs répétés, les émulsions photographiques fixées sur toile ou sur panneau de bois se détachent peu : on s'approche donc, pour distinguer les choix effectués par Fariba Hajamadi dans l'aimable bric-à-brac des musées du monde. Un saurien suspendu, une chambre à coucher, des robes anciennes, un bronze bondissant : les images s'entrechoquent et les musées se mêlent, du Metropolitan de New-York, au Fragonard de l'Ecole vétérinaire de Maison-Alfort. Les thèmes prennent alors, chez le spectateur saturé d'images, toute leur intensité, et l'on se surprend à apprécier l'ampleur de cette longue traque.

Ha. B.

★ Galerie Laage-Salomon. 57, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-78-11-71. Jusqu'au 22 octobre.

SHIRLEY JAFFE
chez Jean Fournier

Les toiles de Shirley Jaffe donnent envie de jouer aux devinettes. Cette forme est-elle une demi-palette de peintre, une palme, l'empreinte de trois doigts écartés ? Cette autre : un vase, une hache néolithique ou une silhouette féminine très stylisée ? Pourquoi ces citrons, qui pourraient n'être que des ovales ? Pourquoi ces flèches, ces chiffres, ces cercles – on dirait les balles qu'un jongleur maladroit aurait dispersées aux quatre coins d'une chambre, – ces quadrillages, ces polygones ? On ne sait pas. Il est aisé de savoir, à l'inverse, ce qu'une telle peinture n'est pas : ni narrative, ni symbolique, ni vraiment abstraite, ni véritablement figurative, ni géométrique, ni théorique, ni codée. Elle donne à voir des compositions frontales denses, complexes, précisément calculées et proportionnées. Les couleurs obéissent à un art de la répartition et du dosage qui ne fait, non plus, aucun doute. Chacune occupe la totalité de la forme qui lui a été accordée, sans s'autoriser le moindre effet de touche ou d'épaisseur. Des assonances, des répétitions, le rapport des dominantes et des complémentaires assurent la cohérence de la construction. Les tons s'équilibrent exactement, sans « trous », sans violence ni excès.

Tout cela est irréprochable. Shirley Jaffe cultive à la perfection le découpage chromatique imaginé par le Matisse de *Jazz*. Mais c'est cette perfection elle-même qui inquiète, celle d'une peinture savante, très savante – et cependant muette.

Ph. D.

★ Galerie Jean Fournier. 44, rue Quincampoix, 75004 Paris. Tél. : 42-77-32-31. Jusqu'au 13 octobre.

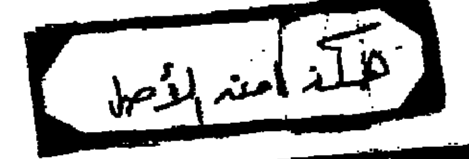
HORST MÜNCH
chez Philippe Casini et au Carré des arts

Il existe, parmi les 26 paysages exposés par Degas à la galerie Durand-Ruel il y a maintenant un siècle, une étrange marine aux falaises très improbables. Selon le prince André Poniatowski, le paysage recouvre en réalité l'étude préalable d'un nu allongé, dont Degas avait transformé les cuisses et le sein en collines. La lande prenait ainsi des courbes très organiques, qui ajoutaient au mystère du tableau. Même métamorphose chez Horst Münch, particulièrement dans ses sculptures : baptisées *Montagne*, elles présentent des galbes si doux qu'on se prend à songer à tout autre chose. Münch poursuit l'instant où, durant son ébauche, une forme se cristallise. Posés sur des socles de bois sales, laissant émerger les tasseaux de bois mal équarris qui les soutiennent, les plâtres de l'Allemand ont la force du brut ; ses dessins, s'ils sont plus directement anthropomorphes, jouent également de ce caractère apparemment inachevé que l'on retrouve aussi dans les toiles exposées à Vincennes. A une époque où l'art est souvent trop poli, fini avant d'avoir été commencé, cette indécision de surface pourrait bien être salutaire.

HARRY BELLET

★ Galerie Philippe Casini. 13, rue Chapon, 75003. Tél. : 48-04-00-34. Jusqu'au 30 octobre. Rétrospective des peintures, dessins et sculptures, Carré des arts, Parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes, 75012 Paris. Tél. : 43-65-73-92. Jusqu'au 21 novembre.





LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Fausto

de Rémy Duchemin,
avec Ken Higelin, Jean Yanne, François Hautesserre, Florence Darel, Maurice Bénichou, Bruce Myers.
Français (1 h 21).

Un conte de fées contemporain, dans lequel un adolescent orphelin se tire de situations scabreuses grâce à son esprit, avec le renfort des belles histoires de l'oncle Yanne.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

La Frontera

de Ricardo Larrain,
avec Patricio Contreras, Gloria Laso, Alonso Venegas, Hector Noguera, Aldo Bernales, Sergio Schmied.
Chilien (2 h).

Sous la dictature, un professeur exilé dans un village du bout du monde et toujours menacé d'inondation découvre un univers où la réalité et les songes se mêlent comme la mer et la terre.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia, 5e (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, handicapés, 14e (45-43-41-63).

La Naissance de l'amour

de Philippe Garrel,
avec Lou Castel, Jean-Pierre Léaud, Johanna Ter Steege, Dominique Reymond, Marie-Paule Laval, Aurélia Alcaïs.
Français, noir et blanc (1 h 34).

Au-delà des rencontres et des coups de foudre, Garrel enregistre la douleur et la beauté du véritable amour, celui qui dure et qui s'use. C'est marrant, et bouleversant.

Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

Poisson-Lune

de Bertrand Van Effenterre,
avec Anémone, Robin Renucci, Aurélie Berrier, Nozha Khouadra, Fatiha Chériguene, Nathalie Dorval.
Français (1 h 42).

Dans une base de loisirs du midi de la France et sur fond de secret de famille, un conflit de générations et un conflit « culturel » entre communautés française et immigrée s'enchevêtrent.

Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

Le Temps de l'innocence

de Martin Scorsese,
avec Daniel Day-Lewis, Michelle Pfeiffer, Winona Ryder, Géraldine Chaplin, Michael Gough, Richard E. Grant.
Américain (2 h 15).

Adapté d'Edith Wharton, une romance contrariée par les conventions sociales, dans le décorum méticuleux de la haute bourgeoisie new-yorkaise de la fin du 19e siècle.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, handicapés, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

Reprises

La Comtesse aux pieds nus

de Joseph L. Mankiewicz,
avec Humphrey Bogart, Ava Gardner, Edmond O'Brian, Marius Goring, Valentina Cortese, Rossano Brazzi.
Américain, 1954 (2 h 08).

La Comtesse aux pieds nus...

VO : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

Wênd Kûuni

de Gaston Kabore,
avec Serge Yanogo, Rosine Yanogo, Joseph Nikiema, Colette Kabore, Simone Tapsoba, Jean Ouedraogo.
Burkinabé, 1982 (1 h 15).

En même temps qu'arrive sur nos écrans le nouveau et très beau film de Gaston Kabore, *Rabi*, on pourra découvrir le premier essai, et la première réussite du cinéaste burkinabé, histoire à la fois magique et quotidienne d'un enfant muet trouvé un jour dans la brousse.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Paris

Hélas pour moi

de Jean-Luc Godard,
avec Gérard Depardieu, Laurence Masliah, Bernard Verley, Jean-Louis Loca.
Helvético-français (1 h 24).

Sur le motif d'*Amphitryon*, Godard brode une méditation polyphonique et omnivoyante. L'évidence de la beauté et le trouble de l'intelligence passionnent et intriguent qui se laisse aller à ce film aux bras grands ouverts.

Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).



COLL. KUBAL

Portrait d'Ava Gardner par Ray Jones.

Métisse

de Mathieu Kassovitz,
avec Julie Mauduech, Hubert Kounde, Mathieu Kassovitz, Vincent Cassel, Tadek Lokcinski, Jany Holt.
Français (1 h 35).

Lola la belle métisse est enceinte, est-ce de Jamal le grand noir ou de Felix le petit juif ? A défaut de répondre vraiment à la question, la comédie file avec entrain sur un rythme rap, et révèle un étonnant acteur en la personne de son jeune réalisateur.

Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).

Rabi

de Gaston Kabore,
avec Yacouba Kabore, Tinfissi Yerbanga, Joséphine Kabore, Joseph Nikiema, Colette Kabore, Chantal Nikiema.
Français (1 h 02).

Quand la simplicité d'un conte pour enfants devient le plus court chemin vers une beauté sereine et enchantée. Au même programme, le court métrage *Denko* de Mohamed Camara est, d'une toute autre manière, une splendide légende mythologique.

VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Reflet République, 11e (48-05-51-33).

Si loin, si proche

de Wim Wenders,
avec Otto Sander, Peter Falk, Horst Buchholz, Nastassja Kinski, Bruno Ganz, Solveig Dommartin.
Allemand, noir et blanc et couleurs (2 h 15).

Wenders retrouve le deuxième ange des *Ailes du désir*, pour un film-retour sur terre, au risque d'un monde en lambeaux où le regard et les mots, la bonne volonté et la lucidité tentent de tracer un nouveau chemin.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55) ; L'Arlequin, dolby, 6e (45-44-28-80) ; Saint-André-des-Arts I, dolby, 6e (43-26-48-18) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

Tout ça... pour ça !

de Claude Lelouch,
avec Marie-Sophie L., Vincent Lindon, Gérard Darmon, Francis Huster, Alessandra Martines, Fabrice Luchini.
Français (2 h).

La double hélice des récits croisés d'un trio de pieds nickelés et d'un quatuor de bourgeois en plein marivaudage propulse le nouveau Lelouch vers des sommets de bonne humeur.

Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

Trois couleurs : Bleu

de Krzysztof Kieslowski,
avec Juliette Binoche, Benoît Régent, Florence Pernel, Charlotte Very, Hélène Vincent, Philippe Volteré.
Franco-helvético-polonais (1 h 40).

Premier volet de la trilogie de Kieslowski, centré autour d'une jeune femme confrontée à la solitude après une tragédie personnelle, avec une extraordinaire Juliette Binoche

Gaumont Les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts II, dolby, 6e (43-26-80-25) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, dolby, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

Trois filles

de Satyajit Ray,
avec Anil Chatterjee, Chandana Bannerjee, Kali Bannerjee, Kanika Mazumdar, Soumitra Chatterjee, Aparna Das Gupta.
Indien, noir et blanc (2 h 51).

Trois portraits de femmes, trois amours malheureuses, trois nouvelles de Tagore mises en images par Ray au début des années 60, avec une cruauté aux franges du fantastiques et une élégance souveraine.

VO : Action Christine, handicapés, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

Val Abraham

de Manoel de Oliveira,
avec Leonor Silveira, Luis Miguel Cintra, Cecile Sanz de Alba, Rui de Carvalho, Luis Lima Barreto, Micheline Larpin.
Portugais (3 h 07).

Avec *Madame Bovary* en arrière-plan, l'un des plus beaux portraits de femme jamais créé au cinéma, où la force, la douleur et la beauté de l'héroïne donnent naissance à un monde complexe et fascinant.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

Festivals

Les Anglais à Dinard

Le quatrième Festival du film britannique présente sept productions récentes concourant pour un prix à la distribution en France. Seront présentés un hommage à l'acteur-producteur-réalisateur Richard Attenborough, récemment promu Lord par Sa Majesté la reine d'Angleterre, ainsi que plusieurs avant-premières avec trois films britanniques qui ont fortement marqué le Festival de Cannes cette année : *Naked*, de Mile Leigh, *Raining Stones*, de Ken Loach, *The Snapper*, de Stephen Frears, et une rétrospective consacrée au prolifique cinéaste Roy Ward Baker, connu surtout pour ses films fantastiques.

Jusqu'au 26 septembre. Mairie de Dinard, 47, boulevard Féart. Tél. : 99-46-12-65.

Les écrans de l'aventure

Le premier Festival international du cinéma d'aventure est né il y a quinze ans grâce à la Guilde européenne du raid qui a initié de multiples odyssées aux quatre coins du monde. Les salles dijonnaises donneront une rétrospective de films de fiction sur le thème des chercheurs d'or.

Jusqu'au 26 septembre. Guilde européenne du raid, 11, rue de Vaugirard. (6e). Tél. : 43-26-97-52.

Documentaires sur grand écran

Les « Dimanches du documentaire » reprennent au cinéma l'Entrepôt avec un cycle sur le « cinéma direct », expression de l'identité culturelle québécoise en marge de l'industrie hollywoodienne. A côté de cette sélection des meilleurs documentaires québécois, l'Entrepôt programme six films de Jean Rouch en sa présence, avec *Du général au particulier* et *Chronique d'un été*, le 26 septembre.

Jusqu'au 10 octobre. Cinéma l'Entrepot, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, 75014 Paris. Tél. : 45-40-78-38.

Séance spéciale

Flamenco à l'Opéra

A l'occasion du 21e Congrès d'art flamenco qui se tient pour la première fois à Paris, la Cinémathèque de la danse présente au Trianon le film *Duende y Misterio del Flamenco*, d'Edgar Neville, et une évocation en images de Carmen Amaya *(lire également en sélection musique)*.

Jusqu'au 25 septembre au Théâtre Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart (18e). Tél. : 46-06-63-66.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

Les entrées à Paris

Avec 600 000 entrées dans les salles parisiennes, la semaine qui s'achève revient au niveau des chiffres de 1992. L'embellie marque une pause, malgré la sortie d'une autre grande machine hollywoodienne, *la Firme*, qui a attiré 110 000 clients sur 50 salles. Le film de Sydney Pollack fait jeu égal avec *le Fugitif*, sorti depuis trois semaines, et passera déjà le cap des 500 000 entrées.

Justinien Trouvé reste à découvrir pour une forte majorité de spectateurs avec un score, honorable seulement, de 40 000 entrées en 31 salles. Les deux autres nouveautés de la semaine restent dans la confidentialité, avec 1 000 spectateurs pour *les Arpenteurs de Montmartre* et 2 000 pour *Rabi*.

On pourra nourrir très largement les conversations économico-cinéphiles en comparant les destins respectifs d'*Hélas pour moi*, 9 000 spectateurs en deuxième semaine dans sept salles, et celui de *Si loin si proche*, plus proche des 8 000 en troisième semaine sur sept écrans.

En haut du classement, on trouve bien sûr *Clint Eastwood* et le fantôme de John Fitzgerald Kennedy *(Dans la ligne de mire)* avec 60 000 entrées le film de Wolfgang Petersen n'atteindra sans doute pas les sommets du *Fugitif* puisqu'il ne passera pas cette semaine la barre des 200 000. En revanche, la constance de *Bleu*, qui reste quasiment stable d'une semaine sur l'autre avec environ 55 000 spectateurs, fait plaisir à voir.

T. S.

★ Chiffres : *le Film français*.

« VIES D'ARTISTES » AU LOUVRE

Œuvre peint, œuvre filmé

LA vie et l'œuvre. Mises en perspective de ces deux pôles, les biographies d'artistes créent un espace aux contours fluctuants, où l'on donne à voir pour faire mieux comprendre et aimer davantage. Les « vies d'artistes », présentées à l'auditorium du Louvre jusqu'au 3 octobre, ont en commun cette volonté. Mais entre le documentaire pédagogique et la biographie hollywoodienne, il existe autant de différences, sans doute, qu'entre Michel Ange et Andy Warhol, les deux extrêmes de cette rétrospective. Dans le documentaire, les œuvres, les tableaux surtout, deviennent images de film. Mais si le film invite à la visite de l'œuvre, on reste loin du musée. Question de cadrages, de lumière, de sensibilité de pellicule. Question de choix, ceux que le réalisateur impose au spectateur. Il revient à la voix off, commentaire d'historien, citations de l'artiste, extraits de sa correspondance, d'assurer la relation entre l'œuvre, présente à l'écran, et la vie.

Parmi les documentaires présentés, le film de David Kenton sur John Constable, qui repose essentiellement sur le journal et les lettres du peintre, relève de cette approche traditionnelle. *Michelogniolo : Autoportrait*, de Robert Snyder, évocation de la vie de Michel Ange à travers ses lettres et poèmes, épouse au plus près la forme de la biographie littéraire, en empruntant aux deux principaux biographes de l'artiste, Condivi et Vasari, leur conception de l'homme et de l'œuvre. Avec toujours, en arrière-plan, le tableau d'une époque. Dans *le Temps de Cosimo de Médicis*, la trilogie qu'il réalisa en 1972 pour la télévision, Roberto Rossellini renverse l'équilibre entre l'artiste et son temps, pour évoquer la Renaissance florentine à travers la personnalité de *Cosimo de Médicis, qui* en fut le grand financier, et de l'architecte, ingénieur et écrivain Leon Battista Alberti. Ce n'est plus un documentaire, ce n'est pas encore de la fiction, c'est une reconstitution historique, avec décors et acteurs.

La fiction, elle, s'intéresse souvent moins à l'œuvre qu'à l'homme, plus aux péripéties d'une vie qu'au mystère de la création. Même lorsqu'elle n'est pas américaine, son inspiration demeure essentiellement hollywoodienne. Les hommages rendus par les cinéastes italiens à leurs grands maîtres en témoignent. Les biographies de l'orfèvre et sculpteur Benvenuto Cellini, dont les Mémoires inspirèrent à Ricardo Freda *l'Aigle de Florence* (1963), du peintre, graveur et poète Salvatore Rosa (*Une aventure de Salvatore Rosa*, d'Alessandro Blasetti – 1940) ou du Caravage (*Caravage, peintre maudit*, de Goffredo Alessandrini – 1941) sont pleines de bruits et de fureur, et les coups d'épée y sont plus nombreux que les coups de pinceau ou de burin.

Et si la vision que donne le cinéma de l'artiste renseignait d'abord sur le cinéma ? En 1958, Jean-Luc Godard écrivait à propos de *Montparnasse 19*, de Jacques Becker, avec Gérard Philipe dans le rôle de Modigliani : *« Après tout, si un roman moderne est la peur de la page blanche, un tableau moderne, la peur de la toile vide, une sculpture moderne, la peur de la pierre, un film moderne a bien le droit d'être la peur de la caméra, la peur des acteurs, la peur des dialogues, la peur du montage. »* Dès lors qu'il prend l'artiste pour modèle, le cinéma en vient très vite à s'interroger sur lui-même. Lorsqu'en 1936 le producteur et réalisateur Alexandre Korda filme dans les studios anglais les dernières années de la vie de Rembrandt, il ne dispose pas de la couleur. Pour restituer l'univers du maître, il s'applique à reconstituer avec le plus de précision possible les décors et les costumes tels que l'artiste les a peints et confie au chef opérateur Georges Périnal le soin de retrouver la *« lumière du Nord »* qui éclaire les toiles de l'artiste. Le film n'est pas en noir et blanc, mais en clair-obscur. C'est l'une des raretés à découvrir au Louvre.

La Vie passionnée de Vincent Van Gogh, de Vincente Minnelli (1956), est en couleurs. Le metteur en scène insista pour tourner avec la pellicule Anscocolor, qui n'était plus utilisée et qu'il pensait seule capable de restituer la palette du peintre, les verts profonds des paysages hollandais, les rouges et les bleus de la période parisienne, les jaunes, les rouges et les bleus plus denses d'Arles et de Saint-Rémy. Aujourd'hui, les couleurs du film ont passé. Dans le film de Kenji Mizoguchi *Cinq femmes autour d'Utamaro* (1946), il est question de la polychromie des estampes de Kitagawa Utamaro. On n'y entrevoit que quelques rares dessins en noir et blanc. Après qu'une de ses œuvres eut déplu, Utamaro fut condamné à porter des menottes pendant cinquante jours. A la fin de la peine, ses amis célébrèrent l'événement, tandis que le peintre, les laissant boire et s'amuser, retrouvait ses pinceaux. Quand l'artiste travaille, le film s'arrête.

PASCAL MÉRIGEAU

★ Auditorium du Louvre, 34-36, quai du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 40-20-51-86. Minitel 3615 Louvre. 25 F la séance ou 150 F l'abonnement pour 10 séances, Programme quotidien sur audiphone : 40-20-52-99.

LA SÉLECTION

MUSIQUE

Classique

Mercredi 22 septembre

Kagel

Variété
Verena Berios,
Les Bubb,
Oliver Groszer,
Kenya Black Scorpions,
Les Mandragores,
Navas père et fils,
Jeff Sheridan,
Omar Pasha,
Ensemble Modern Frankfurt,
Maurizio Kagel (direction),
Werner Herzog (mise en scène).

Ouverture du Festival d'automne. Un spectacle singulier s'installe à l'Opéra-Comique. Sur une musique en demi-teintes de Mauricio Kagel, la réunion d'une dizaine de numéros (tous formidables) de music-hall à l'ancienne : équilibristes, femmes-serpents, magiciens, illusionnistes, ombres chinoises. Le cirque, genre en voie de disparition, salué par un compositeur d'origine argentine. L'Allemand Werner Herzog, dans le rôle du metteur en scène, y a ajouté un sacré zeste de poésie.

Opéra-Comique. Salle Favart (les 22 et 23, 21 heures ; le 24, 19 heures et 21 heures ; le 25, 16 heures et 19 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 50 F à 130 F.

R. Strauss

Don Juan
Vier letzte Lieder
Ainsi parlait Zarathoustra

Margaret Price (soprano),
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).

Deuxième concert Strauss de la rentrée pour l'Orchestre de Paris. Et maintien tenace sur les sommets. Les *Quatre derniers lieder* n'ont d'intérêt que s'ils consacrent les noces d'un chef et d'une voix, tels Della-Casa avec Bœhm ou Schwarzkopf avec Szell. *Quid* de Magaret Price avec Bychkov ?

Salle Pleyel (les 22 et 23, 20 h 30 ; le 25, 16 h 30). Tél. : 45-63-88-73. De 85 F à 280 F.

Goldoni et ses musiciens

Elèves de l'Ecole d'art lyrique,
Claire Vergnory-Mion (clarinette),
Patrick Cohen-Akenine (violon),
Christophe Combes (violoncelle),
Catherine Verhelst (piano),
Olivier Opdebeeck (direction),
Alain Garichot (mise en scène).

Fixé à des dates où les lyricomanes traditionnels se consacreront aux premières de Bastille et de Châtelet, un montage d'apparence plutôt réjouissante réunit, au service des jeunes chanteurs de l'Ecole de chant de l'Opéra de Paris, des musiciens extérieurs aux formations maison. Le prétexte : la célébration du bicentenaire de la mort de Goldoni. Le vrai mobile : prouver que cette école d'art lyrique existe et qu'elle promet. Galuppi, Paisiello, Cimarosa, Salieri, Haydn et tant d'autres signent la bande-son.

Opéra-Bastille (les 22 et 24, 20 heures ; le 25, 14 h 30). Tél. : 44-73-13-00. 50 F.

Jendi 23

Wagner

Le Vaisseau fantôme

Simon Estes,
Victor Braun (le Hollandais),
Sabine Hass,
Elisabeth Meyer-Topsoe (Senta),
Aage Haugland (Daland),
Peter Straka,
Alan Woodrow (Erik),
Sandra Walker (Mary),
Luca Lombardo (le pilote),
Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction),
Werner Herzog (mise en scène).

Entrée de Wagner à l'Opéra-Bastille. Remplaçant Falk Struckmann, Simon Estes incarne lors des premières représentations le Hollandais volant. Chacun attend Chung sur ce terrain accidenté. Mais garde-t-on encore quelque espoir d'entrer ? Il reste, toutes catégories confondues, un quota de 500 places disponibles avant chaque représentation.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ les 25 et 27). Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 570 F.

Vendredi 24

R. Strauss

Le Chevalier à la rose

Felicity Lott (la maréchale),
Randi Stene (Octavian),
Kurt Rydl (le baron Ochs),
Gottfried Hornik (Faninal),
Cyndia Sieden (Sophie),
Maîtrise des Hauts-de-Seine,
Chœur du Théâtre du Châtelet,
Philharmonia Orchestra,
Armin Jordan (direction),
Adolf Dresen (mise en scène).

Adolf Dresen est ce metteur en scène allemand qui s'était attaqué à la *Lulu* de Berg pour le Théâtre du Châtelet. Direction d'acteurs exemplaire, même si la production restait marquée par le théâtre bourgeois. Dresen revient pour *le Chevalier à la rose*, archétype de la pièce de Boulevard sublimée par des références explicites au Mozart et au Da Ponte des *Noces* et par l'émotion suscitée par le rôle de la femme sur la ligne de crête de sa beauté, soudain mise par les hommes en face d'une vieillesse annoncée. Il reste quelques places, à tous les prix, pour aller apprécier la Maréchale de Felicity Lott.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (+ le 27). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 495 F.

Dimanche 26

R. Strauss

Till Eulenspiegels lustige Streiche

Mahler

Lieder

Schubert

Symphonie n° 9 « la Grande »

Jard Van Nes (mezzo-soprano),
Philharmonia Orchestra,
Mikhail Pletnev (direction).

Au fil de leurs visites répétées, les musiciens du Philharmonia doivent commencer à bien parler le français ! Une politique d'accueil en résidence en a fait les hôtes réguliers du Châtelet et on s'en félicite. Jard Van Nes est une vraie mezzo, néerlandaise, voix magnifique. C'est Erich Leinsdorf qui devait diriger cette soirée mais le chef américain a définitivement quitté la scène le 11 septembre.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 17 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Lundi 27

Caccini, Scarlatti
Caldara, Cesti
Pergolèse, Paisiello
Vivaldi, Schubert
Bellini

Mélodies italiennes

Cecilia Bartoli (mezzo-soprano),
Gyorgy Fisher (piano).

Quelques disques d'airs de Mozart, de Rossini, une apparition unanimement saluée dans *la Cenerentola*, et Cecilia Bartoli vend à peu près autant de disques que Pavarotti. C'est une vraie star, et la force est en elle.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 550 F.

Mardi 28

Cage

103
One 11, film sans thème

Orchestre de la Radio de Cologne.

Parce que *103* pour orchestre avait exactement la même durée que son film *One 11*, John Cage, toujours confiant dans le hasard, avait décidé de les associer. Le résultat fut créé à Cologne. Puis John Cage, disparu lors de l'été 1992, regagnait définivement ce silence qu'il avait tant aimé et que sa musique n'a jamais cessé de célébrer. Le Festival d'automne, reprenant l'ultime opus, salue d'ici bas l'ami américain.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Caplet

Conte fantastique
Divertissements pour harpe
Sonnets de Ronsard
Septuor pour cordes vocales et instrumentales

Liszt

Sur la tombe de Richard Wagner

Isabelle Moretti (harpe),
Quatuor Parisii,
Solistes du Nouvel Ensemble vocal,
Henri Farge (direction).

Alors que l'on commémore à Paris la grande Lily Laskine, la saison musicale du Musée d'Orsay s'ouvre sur un bouquet d'œuvres d'André Caplet, contemporain de Debussy surtout connu par son usage insolite de la harpe, dans *le Masque de la mort rouge*. Toutes les œuvres de Caplet réunies ici sont à découvrir, et même, pour beaucoup, la pièce de Liszt pour piano, très caractéristique de la dernière période du musicien.

Musée d'Orsay, 12 h 30. Tél. : 40-49-47-17. 60 F.

Régions

Ambronay

Haydn

La Création

Nancy Argenta (soprano),
Christoph Prégardien (ténor),
Hubert Claessens (basse),
Chœur de chambre de Namur,
La Petite Bande,
Sigiswald Kuijken (direction).

Chœurs monumentaux. Figurations instrumentales naturalistes. Solos géniaux. Cet oratorio est sans doute le chef-d'œuvre religieux de Haydn. L'exécution des Belges devrait être à la hauteur.

Les 25 et 26. Abbaye, 20 h 30. Tél. : 74-35-08-70. 100 F.

Reims

Bach

L'Art de la fugue

Andreï Vieru (piano).

Fils du compositeur et théoricien roumain Anatol Vieru, le jeune pianiste ne monte sur scène, depuis qu'il a choisi de se fixer en France, que pour parcourir de grands cycles. *Variations Goldberg*, pour son premier récital à la radio. Et maintenant *l'Art de la fugue*. Un peu Gould, un peu Lulu, un peu Thelonius Monk, Vieru ne joue, en fait, comme personne.

Le 26. Palais du Tau, 18 heures. Tél. : 26-47-03-94. 50 F.

Jazz

Steve Wilson Quartet

Un musicien ouvert, encore en passe de, à tête chercheuse, intelligent et bon technicien (saxophone alto), c'est trop rare. Au piano, le plus prometteur et le plus réalisé de la garde montante, Laurent de Wilde. Au total : la semaine à ne pas manquer dans un club à l'accueil très british (élégance, finesse).

Du 22 au 28. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Jean-Louis Chautemps

Les occasions sont trops rares, la mariée trop belle, la vie trop courte : Chautemps en club, inattendu, imprévu, avec toute son histoire faussement effacée derrière lui et son talent à déplacer le monde de la musique et celui des événements mathématiques, c'est l'événement. Une semaine de la vie peut en changer de couleur.

Les 24 et 25. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-26-46-60.

Taj Mahal

Bluesman post-moderne, grande figure des seventies, on regrette que Taj Mahal ne se présente pas avec le groupe *Gravity* (six tubas difficiles à déplacer par avion) de Howard Johnson. Restent un timbre très particulier, un sens de la scène et une évocation des voyages. L'époque redevient celle de Taj Mahal. Bonne nouvelle.

Le 28. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Festival de Perpignan

Cinquième festival en terre catalane. Le ton est donné par le générique, il s'agit des musiques sans concept, sans calcul, sans intérêt (au sens boursicoteur) : la queue magnifique de toutes les comètes inspirées, l'autre façon de supposer le festival, la rencontre et la scène. Lol Coxhill, Elton Dean, Louis Sclavis, l'ONJ, l'académicien Jan Garbarek, le truculent patenté Hermeto Pascoal, les duettistes les plus involontairement comiques de la planète (Maria Joao et Aki Takase) avec des éclats déchirants, comme d'un vieux fado fané (Monsieur Joao) et l'Orfeu Negro de Michel Marre.

Du 25 septembre au 16 octobre. Association Strass, tél. : 68-35-37-46.

Rock

Madonna

Madonna succède à France Gall sous la grosse motte de gazon. Madonna est une travailleuse de force, qui surmonte ses handicaps comme d'autres escaladent les falaises à mains nues. Jusqu'à aujourd'hui, elle a toujours beaucoup donné sur scène.

Le 28. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-02. De 190 F à 350 F.

Tournées

Calvin Russell

A Austin, Texas, dont il est originaire, personne ne connaît Calvin Russell. En revanche, à Perros-Guirrec ou à Saint-Maixent, il déplace les foules grâce à ses chroniques de la vie sur la route, à sa version sincère des mythes américains. L'histoire et la géographie ont de ces caprices !

Le 23 septembre, Saint-Maixent, salle Denfert. Le 25, Perros-Guirec, salle des fêtes. Le 27, Paris, à l'Elysée-Montmartre. Le 29, Rouen, l'Exo 7. Le 30, Orléans, le Zig-Zag.

Fishbone
1re partie : Tool

Athlètes complets, les musiciens de Fishbone ne sont peut-être plus aussi inventifs qu'ils l'ont été, leur fougue a un peu viré à l'indiscipline, à la complaisance. Il n'empêche qu'ils sont encore capables de beaux moments, entre jazz et funk. Quant à Tool, ils seraient capable de déprimer un animateur de jeux télévisés, ce n'est pas le moindre de leurs mérites.

Le 23 septembre, Toulouse, le New-Bikini. Le 25, La Rochelle, salle des congrès. Le 27, Bordeaux, Théâtre Barbey. Le 28, Nantes, l'Escall. Le 29, Rennes, salle de la cité. Le 30, Caen, le Zénith.

Chanson

France Gall

Service minimum à Bercy. France Gall chante une petite vingtaine de chansons, accompagnée par quatre musiciens. On se demande si ce parti pris de sobriété ne cache pas un peu de radinerie.

Du 22 au 25. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 40-02-60-02. De 135 F à 255 F.

Régine

Régine dans ses nouveaux habits : Fréhel, Damia, et autres stars revenues à la mode aujourd'hui.

Du 22 au 25. Bouffes du Nord, 20 h 30. Tél. : 46-07-34-50. De 120 F à 150 F.

Jeanne Mas

Jeanne Mas est de retour : la voix pointue, les effets attendus, les chansons alignées sur un mode *dance* avant la lettre.

Les 23, 24 et 25. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 150 F à 180 F.

Tournée

Jérôme Dahan

L'album *Sexe faible* (chez Phonogram) paru au printemps laisse présager du meilleur : souplesse, inspiration, style. Petites salles et show-cases en magasin pour les premiers pas d'un jeune artiste.

Le 29 septembre, à Marseille, à la Fnac. Le 30, Lyon, à la Fnac.

Musiques du monde

Quatuor Sanacore

Un quatuor feminin issu de la tres riche mouvance suscitée par Giovana Marini. Racines au plus profond de la culture italienne avec charme et voix eclatantes.

Du 22 au 25. Tourtour, 19 heures. Tél. : 48-87-82-48. 80 F.

L'Orchestra Ballam

Les neufs chanteurs de cette Squadra génoise explorent les moindres recoins du répertoire de tralalareri, ces polyphonies à mi-chemin entre les paysans et les marins, mais aussi les chansons écrites et populaires (albums chez Buda Music distribué par Adès).

Le 23, 22 heures ; les 24 et 25, 20 h 30. Espace Hérault. Tél. : 43-29-86-51.

Djamel Allam

La musique et la chanson kabyles ont cultivé un espace de liberté dans l'univers arabophone du Maghreb. Raffinée, tout en souplesse mélodique, la musique berbère de Djamel Allam fait son entrée au Centre culturel algérien.

Les 23, 24 et 25. Centre culturel algérien, 20 h 30. Tél. : 46-54-95-31. 50 F.

Mônica Passos

Mônica Passos chante à merveille dans un style qui s'apparente au baroque urbain des cités brésiliennes, elle joue la comédie, aime l'humour grinçant. Dans la grande tradition du music-hall, avec la fraicheur et l'énergie de la bossa des années 90.

Les 24, 25 et 26. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Sá e Guarabira

La chanson brésilienne, vue sous l'angle de la bonne variété. Sa e Guarabira ont déjà derrière eux un long passé de succès populaires et calmes.

Le 25. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Harry Belafonte

On peut voir en lui un pionnier du métissage, parce qu'il a chanté le calypso aux Etats-Unis en un temps où Bob Marley était encore un gamin au crâne rasé. On peut aussi voir en lui un chanteur de variétés, rompu aux ficelles de Las Vegas. On peut enfin considérer Harry Belafonte comme un grand séducteur. Les trois seront à l'Olympia.

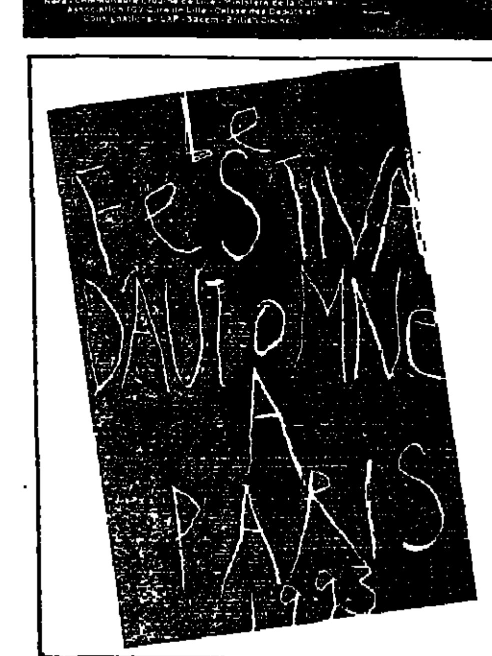
Le 27. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 200 F à 400 F.

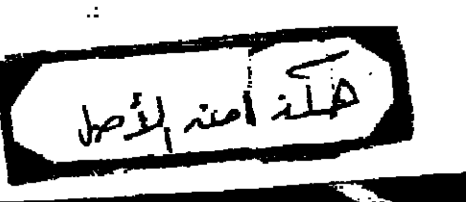
Talila et Benzimet

A deux, une nouvelle manière de réinventer la chanson yiddish, avec un enthousiasme jamais entamé.

Le 28. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.





DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Amant

de Harold Pinter,
mise en scène de Patrick Schoenstein,
avec Jean-Paul Frise et Nathalie Goutin.

Quand le mari et l'amant sont une seule et même personne. Les jeux pervers de Pinter.

Dunois, 108, rue du Chevaleret, 13e. Les 22 et 23 septembre, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 100 F et 130 F.

Anna Magnani, le temps d'une messe

d'Armand Meffre,
mise en scène de Gérard Gélas,
avec Bernadette Rollin et Maryline Destor.

Evocation d'une forte, très forte personnalité.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e. A partir du 22 septembre. Du lundi au samedi à 20 heures. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Chair amour

de Victor Haïm,
mise en scène de José Valverde,
avec Dominique Arden, Alida Latessa et Jean Guerrin.

Un vieux beau, sa sixième femme, sa fille, un sombre manoir et, au bout, la mort.

Essaïon de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 4e. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-78-46-42. De 50 F à 150 F.

Le Conte d'hiver

de William Shakespeare,
mise en scène d'Adrian Noble,
avec Samantha Bond, John Bott, Alan Cox, Jeffery Dench, Roger Frost, Don Gallagher, Phyllida Hancock, John Hodgkinson, Stéphanie Jacob, Andrew Jarvis, Paul Jesson, Gemma Jones, Barnaby Kay, Richard McCabe, Catherine Mears, John Nettles, Jenna Russell et Ian Taylor.

(Lire nos articles pages 28 et 29.)
Spectacle en anglais surtitré en français.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 28 septembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Les Figures

d'Olivier Tomazyk,
mise en scène de l'auteur,
avec Sichal Angeli, Cédric Annen, Emmanuel Dabbous, Sabine Destemes, Xavier de Mazancourt, Clémence de La Roche, Raphaël Filloux, Elodie Marquet et Christine Mignan.

Un étrange quatuor d'amnésiques, de surcroît mythomanes, à la recherche de leur vérité.

Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche, face 3, quai Malaquais, 6e. Le 26 septembre, 14 h 30. Tél. : 40-46-90-72. 70 F et 100 F.

L'Inquisitoire

de Robert Pinget,
mise en scène de Joël Jouanneau,
avec David Warrilow et Michael Kraft.

L'intendant du château a disparu, un ancien domestique est interrogé. Voir et revoir David Warrilow.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gaîté, 14e. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 heure. De 80 F à 120 F.

Les Marrons du feu

d'Alfred de Musset
et Michel Vinaver,
mise en scène de Michel Didym,
avec Pascal Bardet, Brigitte Catillon, Marc Citti, Philippe Fretun, Catherine Kocher-Matisse, David Gabison et Yves Thouvenel.

Musset et Vinaver réunis pour un spectacle qui dit les fureurs attachées à la perte des biens de ce monde.

Arc-en-Ciel théâtre, 1, place du Général-de-Gaulle, 94000 Rungis. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-60-79-00. Durée : 1 h 30. 90 F et 110 F.



MICHEL SARTI/ENGUERAND

« L'Inquisitoire », mise en scène de Joël Jouanneau au Petit Montparnasse.

La Nuit juste avant les forêts

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène d'Yves Adler,
avec Laurent Bénichou.

Tragique et sarcastique, un homme seul dans la jungle des villes. C'était le premier texte de Bernard-Marie Koltès.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2e. A partir du 23 septembre. Le lundi à 19 heures, du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 44-78-13-15. Durée : 1 h 15. 50 F et 60 F.

Pouchkine

d'après Alexandre Pouchkine,
mise en scène de Sophie Loucachevsky,
avec Jean-Marc Bory, Jany Gastaldi, Michèle Gleizer, Hammou Graïa, Simona Maicanescu et Laurent Manzoni.

Sophie Loucachevsky a réuni six courtes pièces de Pouchkine dont les héros sont des figures légendaires, et chacune se passe dans un pays d'Europe.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 30 F.

La Vie au-dessus et au-dessous des mille mètres

de Giovanna Marini,
avec Patrizia Bovi, Lucilla Galeazzi, Giovanna Marini et Patrizia Nasini.

Nouvelle cantate sur l'Italie. La beauté, la mort, la mer empoisonnée, la montagne, l'énorme envie de vivre.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 23 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 30 F et 50 F.

Paris

Les Désarrois de Gilda Rumeur

de Maria Pacôme,
mise en scène de Jean-Luc Moreau,
avec Maria Pacôme, Michel Creton, Michel Bonnet, François Pacôme, Nathalie Mazeas, Claude Brécourt, Laurent Montagner et Marie-France Mignal.

Maria Pacôme la survoltée de charme parle de théâtre.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-63-47. De 100 F à 235 F.

Le Fils naturel

de Denis Diderot,
mise en scène d'Alain Bézu,
avec Didier Mahieu, Frédéric Constant, Serge Gaborieau, Luce Mouchel, Samir Siad, Christine Leroy, Sophie Caritté, Jean-François Levistre, Emmanuel Billy, Michel Evrard et Mathylde Demarez.

Fragments d'un discours sur la vertu, par le plus ambigu des philosophes des Lumières.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 85 F et 140 F.

Fous des folies

d'Alfredo Arias
avec la collaboration de Roberto Plate, Françoise Tournafond, Freddy Vaccarezza, Ana Yepes, Jacques Rouveyrollis, Laurent Castaingt, Emmanuel de Dietrich.

On ne parle que de ça : des chansons, du tango, du grand escalier, du cavalier sopraniste, de la Dalida baryton, du meneur de jeu à lunettes, des claquettes, de l'éblouissement d'une nouvelle jeunesse sous les ors des Folies.

Folies-Bergère, 32, rue Richer, 9e, métro Montmartre. Du mardi au dimanche à 21 h 15. Dîner à 19 heures (670F). De 152 à 295F. Revue champagne : 465F. Tél. : 42-46-77-11.

Le mal court

de Jacques Audiberti,
mise en scène de Pierre Franck,
avec Odette Laure, Claude Evrard, Isabelle Carré, Robert Rimbaud, Ronny Coutteure, Henri Labussière, Bruno Wolkowitch et Jeupeu.

Une fable percutante en forme de féerie drolatique.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. De 250 F à 40 F.

Munich-Athènes

de Lars Noren,
mise en scène de Claudia Stavisky,
avec Aurélien Recoing, Laurence Roy, Roméo Escala et Arlette Balkis.

Un couple d'intellectuels en plein désarroi dans le no man's land de leurs fantasmes. Un couple d'acteurs prodigieux.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. 80 F et 110 F.

Orlando

d'après Virginia Woolf,
mise en scène de Robert Wilson,
avec Isabelle Huppert.

Les voyages fantastiques d'un gentilhomme élisabéthain qui parcourt le monde, les siècles, les sexes. Isabelle Huppert et Bob Wilson ouvrent le Festival d'automne.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 150 F à 50 F.

Passions secrètes

de Jacques-Pierre Amette,
mise en scène de Patrice Kerbrat,
avec Pierre Vaneck, Stéphane Freiss, Clothilde de Bayser, Catherine Frot, Jean-Yves Berteloot et Alex Descas.

Une famille bien tranquille, bien à l'aise dans son milieu intelligent et aisé. La fuite des apparences.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 h 30 et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 230 F à 90 F.

Le Roman d'un tricheur

de Sacha Guitry,
mise en scène d'Henri Lazarini,
avec Jean-Laurent Cochet, Liliane Sorval, Stéphane Guillemin et Paul Leavitt.

Guitry a souvent porté ses pièces au théâtre, voilà l'un de ses films les plus fameux porté sur scène.

Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche, face 3, quai Malaquais, 6e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-46-90-72. 70 F et 100 F.

Threepenny Lear

de William Shakespeare,
mise en scène de Bernard Sobel,
avec Maria Casarès, Xavier Guittet, Denis Léger-Milhau, Nicolas Rossier, Jean Badin, Jean-Pierre Bagot, Alain Mac Moy, Claude Duparfait, Frédéric Pellegeay, Michel Bompoil, Claude Guyonnet, Agnès Sourdillon, Stéphanie Schwartzbrod et Cécile Garcia-Fogel.

Roi et père, bafoué et grandiose, Lear est une figure qui hante les comédiens, les comédiennes. Ainsi la Casarès, grandiose, effectivement.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 110 F et 130 F.

La Tranche

de Jean-Daniel Magnin,
mise en scène de Philippe Adrien,
avec Nicolas Delpeyrat, Jean-Marie Galey, Victor Garrivier, Annie Mercier et Fabienne Tricottet.

Aventures et mésaventures d'un mauvais fils, et de sa famille qui ne vaut guère mieux.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Un couple ordinaire

d'après Gitta Sereny,
mise en scène de Robert Kuperberg,
avec Aurore Clément, Guy Tréjan, Pierre-François Martin-Laval et Maïa Simon.

D'après les interviews, authentiques, d'un gardien de camp de la mort, et de sa femme.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F.

Le Visiteur

d'Eric-Emmanuel Schmitt,
mise en scène de Gérard Vergez,
avec Maurice Garrel, Thierry Fortineau, Josiane Stoleru et Joël Barbouth.

On ne sait rien de la pièce, mais la distribution est prometteuse.

Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 21 h 15. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-80-01-81. De 120 F à 180 F.

La Volupté de l'honneur

de Luigi Pirandello,
mise en scène de Jean-Luc Boutté,
avec Gérard Desarthe, Clothilde Mollet, Lucienne Hamon, Patrice Kerbrat, Eric Prat et Michel Peyrelon.

Variations autour des réalités tangibles et intangibles, des glissements d'identité, des façons de voir et de se faire entendre. Pirandellissime.

Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 250 F à 100 F.

Strasbourg

Les Suppliantes

d'Eschyle,
mise en scène de Miloud Khetib,
avec Claudine Movsessian, François Bedel et Miloud Khetib.

Les filles de Danaos fuient l'Egypte et se réfugient à Argos, où elles demandent asile.

Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67000 Strasbourg. Le 27 septembre, 20 heures ; le 28, 20 h 30 (et les 29, 30 septembre, 1er et 2 octobre). Tél. : 88-27-61-81. 50 F et 70 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Défilé, Concerto en ré, Etudes
In the Middle, Somewhat Elevated

Réouverture en fanfare du Palais Garnier, avec l'irrésistible grand Défilé de la troupe et de l'école, un ballet réglé par Claude Bessy pour ses élèves, et les caracolants chefs-d'œuvre de Lander et de Forsythe, qu'on ne se lasse pas de revoir.

Palais Garnier, les 29 et 30 septembre, les 1er, 2, 4, 5, 6, 7 et 8 octobre, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

Compagnie Jean Gaudin

Les Paupières rebelles (1)
Ecarlate (2)

Deux pièces inspirées à Jean Gaudin l'une par le roman et le film *On achève bien les chevaux*, l'autre par les *Fragments d'un discours amoureux* de Roland Barthes.

Théâtre de la Ville, (1) les 28 et 29 septembre, (2) les 1er et 2 octobre, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F.

Companhia de dança de Lisboa

Cenas de caça

Début d'un cycle de danse contemporaine portugaise, avec ces *Scènes de chasse* d'Olga Roriz, spectacle sur la séduction, la lutte, les jeux de pouvoir, la peur, la solitude...

Centre Pompidou, les 29 et 30 septembre, à 20 h 30. Tél. : 44-78-13-15. 90 F.

Biarritz

Ballet de Francfort/ William Forsythe

Steptext, The Vile Parody of Address, In the Middle, Somewhat Elevated

A l'exception d'Avignon, le diabolique Ballet de Francfort ne s'est jamais produit en France hors du Châtelet, à Paris. Un événement à ne manquer sous aucum pretexte.

Palais des festivals, les 25 et 26 septembre, à 21 heures. Tél. : 59-22-12-21. 140 F et 200 F.

Festival de Lille

Siobhan Davies Dance Company

Different Trains, Wanting to Tell Stories

Une jeune chorégraphe anglaise des plus estimées outre-Manche.

Opéra de Lille, le 27 septembre, à 20 h 30. Tél. : 20-15-58-59. De 60 F à 120 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard

La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nussac

ARTS

Nouvelles expositions

Fabergé, orfèvre des tsars

Les orfèvres de Saint-Pétersbourg avaient une grande spécialité : les œufs à secret, qu'ils ont concoctés pour les tsars, jusqu'à la révolution de 1917, et toute une aristocratie cosmopolite, qui ne manquait pas d'emmener en villégiature, par valises entières, sur la Côte d'Azur ou ailleurs, étuis à cigarettes, nécessaires de toilette et autres objets superflus signés Fabergé.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Visites guidées : *inscription par tél. au 42-86-98-18.* De 14 heures à 18 heures. Du 24 septembre au 2 janvier 1994. 30 F.

L'œuvre sculpté d'André Derain

L'exposition réunit l'intégralité de l'œuvre sculpté édité d'André Derain, soit 74 bronzes, petits personnages, masques et visages, dans lequel l'artiste a retrouvé la veine des primitifs.

Maison d'André Derain, 64, Grande-Rue, Chambourcy, 78240. Tél. : 30-74-70-04. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Du 25 septembre au 10 octobre. 40 F.

Manifeste, une histoire parallèle 1960-1990

L'exposition « Manifeste » de l'été 1992 présentait les collections du Musée national d'art moderne en mettant l'accent sur les avant-gardes de ces trente dernières années. Beaucoup d'artistes toujours actifs, mais n'entrant pas dans l'optique internationale du parcours, n'y étaient pas représentés. Les voici : Balthus, Hélion, Manessier, Bazaine, Tàpies, Soulages, Rebeyrolle, Degottex, Martin Barré... Pour réparer?

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 23 septembre au 13 décembre.

Nabis

Japonisme, primitivisme, symbolisme, occultisme, cloisonnisme, intimisme, éventails et paravents... Les nabis, une bande de jeunes trublions que l'exemple de Gauguin stimulait, avaient un pied « ailleurs », par exemple en Bretagne, et l'autre à Paris, du côté de *la Revue blanche*, où ils ont inventé de belles formes courbes, synthétiques annonçant l'art nouveau.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 25 septembre 1993 au 3 janvier 1994. 45 F, lun. 31 F.

Paris sonore

Voulant « rendre le son à l'image » de la ville, le Pavillon de l'Arsenal poursuit sa politique originale d'expositions destinées à rendre la question urbaine, trop longtemps confisquée par les experts, aux habitants de Paris. On explore donc une vingtaine de lieux ou de situations typiques de la capitale, un casque sur les oreilles.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Du 24 septembre 1993 au 2 janvier 1994.

Gerhard Richter

« La peinture n'a jamais peint qu'elle-même. » C'est ainsi que l'artiste allemand Gerhard Richter justifie une vaste entreprise picturale dont la tournure polymorphe a souvent étonné. Du photoréalisme à l'abstraction gestuelle, de la figuration au monochrome, du paysage au portrait... son itinéraire est retracé en une centaine de tableaux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. A partir du 2 novembre tlj *sauf lundi et fêtes de 10 heures à* 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 23 septembre au 21 novembre. 35 F.

Nice

Marie Raymond

On connaît mieux le fils, Yves Klein, que la mère, peintre abstrait fort délicat, pour qui la couleur, par ses accords, doit *« constituer l'image d'un tout auquel s'accroche la pensée ».* Le critique Charles Estienne l'a défendue. En 1949, elle a *obtenu le prix Kandinsky. Plusieurs gale*ries l'ont exposée à Paris, en particulier au début des années 50.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés, de 11 heures à 18 heures. *Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures.* Du 24 septembre au 28 novembre.

Paris

Chefs-d'œuvre du Musée des beaux-arts de Leipzig

Le très vieux Musée des beaux-arts de Leipzig – il a été fondé en 1837 – peut *s'enorgueillir de solides collections portant* sur la Renaissance allemande, le dix-septième siècle hollandais, le romantisme allemand. Elles sont montrées pour la première fois à Paris, en 65 peintures de Cranach à Caspar David Friedrich, et 104 dessins ouvrant aussi sur l'Italie du Primatice et du Bernin.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre. 35 F.

Cirva : le verre

Le Centre international de recherche sur le verre et les arts plastiques (Cirva) accueille depuis 1986, à Marseille, des plasticiens, designers et architectes tâtant des propriétés du verre. Un bilan. Avec 35 artistes : Larry Bell, James Lee Byars, Giuseppe Penone, Judith Bartolani, Elisabeth Garouste-Mattia Bonetti, Tom Shannon, Piotr Kowalski, etc.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6e. Tél. : 42-34-25-95. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 novembre. 30 F.

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

Aucune des quelque 2 000 œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa fondation, n'étaient, jusqu'au printemps dernier, sortis de Merion, près de Philadelphie. En voici soixante-douze (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, un Seurat...) qui, au Musée d'Orsay sont présentées, mêlées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-65. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Conférences les 6, 13, 20 et 27 novembre. Jusqu'au 2 janvier 1994. 50 F.

Etienne Hajdu

Une trentaine de sculptures, bas-reliefs et rondes-bosses, des dessins, des porcelaines, pour retracer, depuis les années 30, le cheminement singulier de ce Roumain devenu parisien, capable tout à la fois de donner dans le primitivisme et de faire dans la dentelle.

Fondation de Coubertin, Domaine de Coubertin, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, 78470. Tél. : 30-85-69-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 novembre. 20 F.

Les arts à Paris chez Paul Guillaume

Paul Guillaume, marchand d'art moderne dans les années 20, est surtout connu pour sa promotion de l'art nègre. Albert Barnes était l'un de ses clients. L'exposition qui retrace ses activités vient donc à point.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 42-97-48-16. Tous les jours *sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15.* Jusqu'au 3 janvier 1994. 33 F, dim. : 24 F.

Gordon Matta-Clark

Gordon Matta-Clark était architecte de formation, comme son père, le peintre. Et comme lui, il avait une certaine tendance à se faire visionnaire, usant de toutes sortes de moyens d'expression pour intervenir dans le milieu urbain ou le paysage. Ses films et ses vidéos tournés dans les années 70 rendent compte de ses travaux de « sculpture » sur des maisons ou usines désaffectées; et de son grain de folie.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-60-69-69. Mercredi à 15 h 45, 16 heures, 17 heures, jeudi, vendredi à 14 h 45, 16 heures, 17 heures, 18 heures, samedi, dimanche à 11 h 15, 12 h 15, 15 h 15, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, mardi à 15 h 45, 16 heures, 17 heures. Jusqu'au 17 octobre. 35 F.

Noir dessin

Le noir de la pierre noire, du graphite, du fusain, de l'encre, à voir comme une couleur, qui attire des images secrètes, parfois des noirceurs, mais aussi de brillantes lumières, depuis le dix-neuvième siècle. L'exposition, la première d'une nouvelle série du département des arts graphiques, accueille, c'est inhabituel à Beaubourg, des œuvres venues du Louvre et de la *Bibliothèque nationale*.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 septembre.

Gerrit Thomas Rietveld

Une rétrospective, la première en France, de cette éminente figure (hollandaise) de l'histoire de l'architecture et du meuble. Il est notamment l'auteur d'une chaise rouge et bleu, pour s'asseoir comme dans un tableau de Mondrian, et d'une maison à Utrecht qui, avec tous ses plans de couleurs et ses fenêtres d'angle (une nouveauté), est une petite merveille du mouvement De Stijl.

Centre Georges-Pompidou, petit foyer, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à *18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures.* Jusqu'au 27 septembre.

Syrie, mémoire et civilisation

De la Préhistoire à la Syrie des Ottomans, d'Ebla à Mari, de la basilique de Saint-Syméon au krak des Chevaliers, d'Alep à Damas, en passant par Palmyre, la « perle du désert »... Les civilisations se sont enchaînées, détruites, fécondées, entre l'Euphrate et la Méditerranée. Tablettes, *vases, statuettes, bas-reliefs, objets, bijoux* des musées syriens et du Louvre en évoquent la richesse.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février 1994.

Takis

Grec fixé à Paris en 1954, Takis s'est d'abord fait remarquer par des *Signaux*, points de lumière sur des longues tiges mobiles. La lumière, le son et le mouvement sont les matériaux de sa sculpture, enrichie par l'exploitation des propriétés du magnétisme. Et qui n'est pas une sculpture à froid. Une rétrospective, la première.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 17 octobre. 35 F.

Calder : « Trois personnages », 1963.
Exposition : « Manifeste, une histoire parallèle » au Centre Georges-Pompidou.
MNAM/CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Régions

Chartres

Marino Marini

On connaît plus ou moins Marini sculpteur, rendu célèbre par ses cavaliers intemporels, à mi-chemin entre l'antiquité classique et l'art primitif, mais on ignore très largement son œuvre peinte. Une centaine de tableaux comblent cette lacune.

Musée des Beaux-Arts de Chartres, 29, *cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-*41-39. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Grenoble

Susana Solano

Solano, qui vit à Barcelone, a abandonné la peinture en 1979 pour se consacrer exclusivement à la sculpture. Bien lui en a pris : en moins de dix ans, elle s'est imposée en ce domaine, avec force. Cette dame du fer expose à Grenoble 19 œuvres réalisées depuis 1984, et 5 balançoires créées à cette occasion.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre. 15 F.

Joinville

André Masson

110 dessins surréalistes réalisés entre 1925 et 1965, dont 22 sur le thème du désir, d'après Sartre : il y a là de quoi se familiariser avec les *mondes d'André Masson et les métamor*phoses de son trait. On peut aussi aller au château de Joinville pour y visiter le Jardin du seizième siècle, qui vient d'être restauré.

Château du Grand Jardin, 52300. Tél. : 25-94-17-54. Tous les jours sauf samedi et dimanche matin, de 10 heures à *12 heures et de 14 heures à 18 heures,* dimanche de 15 heures à 16 h 30. Jusqu'au 31 octobre. 15 F.

Lyon

IIe Biennale *d'art contemporain*

De Malevitch, Schwitters et Duchamp à aujourd'hui, un parcours pour montrer que tout n'est peut-être pas perdu en matière d'avant-garde. Que Dada a fait des petits. Que les mots peuvent faire du bruit et des images, et les sons du silence. Qu'il faut aller *chercher les enfants de l'art brut du côté des graffitistes...*

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tél. : 72-40-26-26. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi, vendredi et samedi 18 septembre jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F, gratuit le 18 septembre.

Yves Rozet

Usant de la superposition, de la couleur fabriquée et d'autres artifices savants, jouant sur le flou, la surface et la profondeur, Yves Rozet réfléchit aux notions d'*« échos d'images et images-fantômes »*. Résultat étrange et magique.

Galerie le réverbère, 38, rue Burdeau, 69001. Tél. : 72-00-06-72. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Meymac

Reflet ou restitution

Comment, il y a vingt ans, les artistes approchaient-ils le corps? Certainement pas *comme aujourd'hui. Plus volontiers à travers* le miroir, ou ce qu'on a appelé l'hyperréalisme. Un parcours en une cinquantaine d'œuvres, de John de Andrea à Tom Wesselmann, en passant par Jim Dine, Raymond Hains, Pistoletto et George Segal.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 septembre. 15 F.

Oiron

Collection du château d'Oiron

« Curiosités et merveilles » au château d'Oiron, ouvert aux cinq sens et aux quatre éléments qui régissaient autrefois l'ordonnancement des cabinets de curiosités. Boltansky *photographie* les enfants des écoles, une salle est réservée à la « peinture ultime », un salon est consacré aux belles-lettres rabelaisiennes, un autre à la lune, un autre à la Belle au bois dormant... Une face ludique, érudite et réjouissante de l'art actuel.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures, du 1er juin au 15 septembre de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. 27 F.

Sète

Le milieu du monde

Une exposition originale, qui rassemble des artistes nomades, ayant opté pour des modes d'expression différents, mais ayant chacun des racines dans un pays du Bassin méditerranéen. Ont-ils des préoccupations *communes? Quid de ce qui fut le centre du* monde? L'optimisme n'est pas de rigueur. Ne pas manquer les petites *Ardoises* de Mangelos (1921-1987), un peintre-poète yougoslave pratiquement inconnu en France, qui est parvenu tôt à une sorte de degré zéro de la peinture.

Sur le quai, 25, quai Aspirant-Herber, 34200. Tél. : 67-46-20-90. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 16 heures à 20 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Villeurbanne

Lawrence Weiner

Lawrence Weiner (né en 1940) a abandonné la peinture en 1968 pour se consacrer à des projets qu'il a formulés dans de nombreux cahiers. De cet artiste conceptuel pur et dur, qui se sert des mots pour amorcer des images que le spectateur est chargé de fabriquer, le Nouveau Musée propose la première rétrospective en France.

Le Nouveau Musée-Institut, 11, rue Docteur-Dolard 69100. Tél. : 78-03-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994. 20 F.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breerette. « Photo » : Michel Guerrin.

DISQUES

RENAUD MONFOURNY

Krist Novoselic, Kurt Cobain, Dave Grohl.

« IN UTERO », NOUVEL ALBUM DE NIRVANA

La rançon du succès

ENTRE la sortie de *Nevermind* et celle d'*In Utero*, Nirvana n'a rien fait, mais tout est arrivé au groupe. Si l'on met à part une tournée mondiale souvent décevante, l'ascension prodigieuse du trio de Seattle n'a pas été le fait des musiciens, mais une accumulation de phénomènes extérieurs qui relèvent du marketing, de l'engouement médiatique, de la mode. Une sorte d'avalanche planétaire, déclenchée par une poignée de chansons, vite ensevelies sous cette avalanche. Lorsque le très chic magazine à scandales *Vanity Fair* déclencha l'indignation générale autour des habitudes malsaines du couple que forment Kurt Cobain et Courtney Love, accusant cette dernière de s'être injecté de l'héroïne alors qu'elle était enceinte des œuvres du guitariste de Nirvana, il y avait belle lurette que *Nevermind* s'était enfoncé dans les profondeurs des charts.

On objectera que, depuis longtemps, ces mécanismes aident le rock à tourner (en rond, souvent). Ce qui singularise l'époque, et donc Nirvana, à qui incombe la charge de l'incarner, c'est l'inversion des rythmes : pendant le temps qu'il a fallu à Nirvana pour réaliser et vendre un album, tout en déclenchant les polémiques et en imposant un phénomène de mode (le grunge), les Beatles, les Stones, ou plus près de nous Jam ou Clash, réalisaient trois, quatre, voire six albums, changeaient de musique, grandissaient, s'étiolaient.

In Utero était donc un disque menacé avant même que la première note en soit enregistrée. Quoique troisième album du groupe (mais *Bleach*, le premier disque de Nirvana, était passé assez inaperçu), il était en plus guetté par le syndrome du *« raise them, shoot them »* (élevez-les pour mieux les abattre) qui veut que les critiques de rock soient deux fois plus sévères avec les seconds albums.

Plus que malins, Kurt Cobain, Krist Novoselic et Dave Grohl triomphent haut la main de l'épreuve. Ils ont fait d'*In Utero* une espèce de chronique expressionniste de leurs tribulations médiatiques, du culte qui leur a été rendu. On trouve d'ailleurs dans *Serve The Servants*, la première chanson, des échos de l'album blanc des Beatles, autre grand disque de dépression profonde face à un succès qui a perdu toute mesure. Ces petites explosions de guitare parfaitement contrôlées, cette rythmique lourde et oppressante, on s'y croirait presque, n'était la voix de Kurt Cobain. Le chanteur a gardé un peu de la geignardise adolescente qui faisait le charme de *Nevermind*, mais son registre émotionnel s'est étendu, dans une seule direction : la peur, la confusion, la douleur.

Mis à part *Heart Shaped Box*, qui sonne un peu trop comme une dîme payée à la maison de disques (voilà la chanson qui sonne comme *Smells Like Teen Spirit*), *In Utero* maintient un équilibre remarquable entre des provocations soniques comme *Scentless Apprentice*, des moments d'introspection douloureuse *(Dumb)* et du vrai rock, tranchant, net comme un couteau. L'avenir de Nirvana n'est sûrement pas assuré, l'alchimie du groupe reste instable, les pressions énormes, mais avec *In Utero* le groupe a déjà transformé le bel accident de *Nevermind* en une vraie histoire.

THOMAS SOTINEL

★ 1 CD GED 24536 distribution BMG.

Classique

Schubert

Neuvième symphonie
Orchestre du XVIIIe siècle,
Frans Brüggen (direction)

Perplexité devant ce Schubert brumeux quand Brüggen a si triomphalement fait la preuve de son acuité dans Mozart ou Beethoven. On a beau compter, au générique, moins de dix-huit violons et le reste des troupes à l'avenant, on ne ressent pas les effets de ce retour aux instruments d'époque et aux effectifs originaux. L'Orchestre du XVIIIe siècle sonne lourd, opaque, peu incisif dans ces notes répétées en fusée qui doivent être si jouissives à jouer quand on est, comme c'est le cas, une équipe virtuose. Seule la prise de son terriblement « désengagée » serait-elle en cause ? C'est probable, et c'est déplorable. Muti, au pupitre des Wiener Philharmoniker, obtient des instruments « modernes » plus de légèreté, de phrasé, de précision d'accentuation dans une *Deuxième* de Schubert au bout du compte tout aussi dénuée d'inspiration (avec l'ouverture et les deux ballets de *Rosamonde* 1 CD EMI 754873 2). Préférer, et de loin, toujours de Schubert, les *Huitième* et *Neuvième symphonies* magnifiées par des micros scrupuleux et la magnificence sonore de la Staatskapelle de Dresde. Sinopoli, qui en est désormais le chef titulaire, a trouvé les musiciens saxons au diapason parfait de ses idéaux de grandeur, de lyrisme, de spiritualité (1 CD Deutsche Grammophon 437 689-2. *Lire également ci-dessous).*

1 CD Philips 438 006-2.

Bruckner

Septième symphonie
Orchestre de la Staatskapelle de Dresde.
Giuseppe Sinopoli (direction)

La plus surhumaine des symphonies romantiques dans une interprétation titanesque. Sans doute l'enregistrement brucknérien qui marquera l'histoire du disque compact. L'un des plus beaux sons d'orchestre jamais sortis de haut-parleurs, toutes dimensions respectées, la fugacité du piccolo, la profondeur des contrebasses, la densité des tutti, la profondeur de champ obtenue par l'étagement des pupitres, la lisibilité des voix secondaires. Une merveille, tout simplement. Sinopoli, qui a entamé une carrière de chef après s'être fait connaître comme compositeur, affronte le chef-d'œuvre avec une concentration farouche qui laisse passer toute l'émotion et la flamme de ce monument funèbre et triomphal. Sans sacrifier aux tempos lents d'un Jochum, le chef italien atteint dans l'adagio les sommets de la solennité. Le temps est suspendu, plutôt qu'étiré. Ceux que le talent singulier de Sinopoli laissaient sceptiques devront probablement s'incliner.

1 CD Deutsche Grammophon 435 786-2.

Stravinsky

Concerto pour violon
Chantal Juillet (violon),
Viktoria Mullova (violon)

Szymanowski

Les deux Concertos pour violon

Violoniste canadienne à la carrière époustouflante, Chantal Juillet, qui jouera avec l'Orchestre national en avril 1994, a fait plusieurs tournées avec Charles Dutoit et son autre orchestre, celui de Montréal. Tout ce petit monde file ici – sans passion excessive – une bonne entente dans trois œuvres judicieusement associées pour flatter sous toutes ses facettes le très solide talent de la soliste : une Mullova à l'archet léger. L'intonation est étonnamment juste pour un phrasé si souple, si peu appuyé, toujours au fil du rasoir et d'une élégance à la limite de la fragilité. Ecrit la même année (1917) et pour le même dédicataire que le *Premier concerto* de Prokofiev, le *Premier* du Polonais Szymanowski lui ressemble à s'y méprendre. Œuvre splendide, au demeurant.

1 CD Decca 436 837-2.

A. Ry

Jazz

Marcus Miller

The Sun Don't Lie

Prototype du « musicien moderne » – bassiste, clarinettiste, ingénieur, informaticien, producteur, sage, psychiquement précieux, mais en même temps instrumentiste hors pair, compositeur habile, chercheur de sons, responsable des manières et des modes de l'époque, – Marcus Miller construit et habite les disques des autres, d'un peu tous. Il est cher. Ce disque est signé Marcus Miller. Titre : *The Sun Don't Lie* (Le soleil ne ment pas). On aura tort de le prendre pour un axiome orgueilleux. Comme tous les grands musiciens, Marcus Miller sait exactement où il en est, c'est à cela qu'on les identifie.

Au programme, les maîtres du moment, avec précautions d'usage (Wayne Shorter, David Sanborn, Hiram Bullock, Philippe Saisse, Joe Sample, Paulinho Da Costa, etc. Sans oublier le célèbre anarchiste chinois, Miles Davis, un inédit). A noter, le solo « slappé » de *Panther* (tous les bassistes nous bassinent en voulant en pomper le style), et un portrait grandeur nature de *Mr. Pastorius*, Jaco Pastorius, l'« autre » de la basse électrique, sauvage contre savant, dilapidateur contre économe, santé en folie contre folie de la « bonne » santé. A noter aussi une belle partie de clarinette basse (*The King Is Gone*).

Devant ce soleil véridique, trois postures sont possibles : 1/ n'entendre dans cet opus qu'une soupe électronique et informatisée (posture néo-poujadiste sans grande portée ; 2/ décréter que ce n'est plus du jazz, ou plus du vrai jazz (attitude souffreteuse qui n'est pas sans avantages puisqu'elle est « vraie », mais présente l'inconvénient d'entretenir une rancœur sans issue) ; 3/ aimer, ou quelque chose comme ça (et alors, se demander ce qu'on aime au juste – cette méditation devrait permettre de passer l'automne en mangeant des châtaignes).

1 CD FDM CB 801, Dreyfus Jazz, distribué par Sony.

Charles Gayle Quartet

***More Live at the Knitting Factory* (février 1993)**

On a beau s'y attendre, le résultat, pochette comprise (peinture acrylique réalisée pendant l'enregistrement à Knitting Factory, 47 E Houston St., New York, New York, haut lieu de l'avant-garde revivaliste), le choc est rude. C'est du brutal. Sans complexes, Charles Gayle, qui est venu aux Instants chavirés de Montreuil il n'y a pas si longtemps, retrouve au premier degré sons et violences d'Ayler, Ornette Coleman ou Frank Wright. La curiosité, c'est que, contrairement aux prévisions qu'on s'était faites, cette mixture de sons éraillés, de hurlements lyriques soutenus à l'archet (Vattel Cherry et William Parker, basse, violoncelle, violon), ce déferlement de ponctuations et de dérives rythmiques (Michael Wimberly ou Marc Edwards à la batterie), n'ont rien d'épuisé et de pompier. Comme s'il restait à faire, encore, dans le domaine de la free music. Comme si l'on pouvait voir venir. Ce double disque est l'antithèse même de Marcus Miller. Donc, il convient d'y entendre de plus près, de très près.

2 CD KFW 137.

F. M.

Rock

Iggy Pop

American Caesar

Sur la couverture du livret, Iggy semble sortir de la morgue, le corps bleuâtre, musclé et abîmé, une icône que l'on a laissée trop longtemps au réfrigérateur. James Osterberg, le premier d'entre les épigones (héritier à la fois du Velvet et des Doors, et ce dès 1969), est devenu un grand ancien. Mais, s'il aime à faire valoir son ancienneté, il se refuse à y mettre le sérieux un peu pompier de Lou Reed ou la bonhomie bruyante de Neil Young. Iggy Pop est un grand gamin qui continue de faire des disques de grand gamin.

American Caesar, réalisé sans les béquilles habituelles (invités prestigieux, producteur influent ou mentor omniprésent comme au temps où Iggy Pop travaillait avec David Bowie), impressionne d'abord par sa longueur : une heure et quart. Largement de quoi faire tout et n'importe quoi. Des chansons crétines *(Boogie Boy* peut se prévaloir d'un quotient intellectuel négatif), de vaines tentatives d'émulation *(Beside you*, exactement le genre de chansons que U2 a décidé d'arrêter de faire il y a trois ans), quelques gags *(Louie Louie* avec un texte amélioré qui évoque Dostoïevski) et puis beaucoup de bruit, parfois magnifique, comme *Wild America* et quelques autres parmi les dix-sept chansons du plus vieux des sales gosses d'Amérique.

Virgin CDVUS64.

T. S.

The Divine Comedy

Liberation

Le rock, heureusement, enfante encore de vrais excentriques. Neil Hannon, Nord-Irlandais d'à peine vingt-deux ans, présente tous les symptômes du savant fou obsédé par sa quête : la chanson pop parfaite. Il a passé des mois enfermé dans sa chambre, entouré de ses instruments, face à son magnétophone quatre pistes, tel un alchimiste manipulant ses éprouvettes et ses cornues. Dans cet isolement, il aurait pu étouffer, confiné dans les références et l'égocentrisme. Mais ce dandy sorcier a trouvé sa pierre philosophale, celle qui transforme les chansons en pépites. Une musique pop intime mais sans austérité, comme un jardin secret parsemé de fleurs luxuriantes aux parfums et aux noms singuliers *(Death of a Supernaturalist, Bernie Bobs her Hair, The Pop Singers Fear of the Pollen Count)*. Neil Hannon travaille l'ornement de chaque titre – frise de clavecin, guirlande de mandoline, entrelacs de violoncelle – avec un raffinement hérité de ses héros, artisans géniaux des années 60 : Brian Wilson, les Beatles, Left Banke ou Scott Walker. Stimulantes ou mélancoliques, ses mélodies possèdent, elles, une fluidité intemporelle, une grâce pleine d'avenir.

1 CD Setanta 72438 3902422, distribué par Virgin.

S. D.

Chanson

Nina Morato

Je suis la mieux

Clin d'œil et casquette à carreaux : Nina Morato a du chien. L'affirmation de base – *Je suis la mieux* – l'installe d'emblée dans la catégorie des jeunes filles culottées. La mode étant à l'acidulé (voix haute, propos un peu décousus, musiques minimalistes), elle aurait pu y sacrifier. Elle se contente d'une promenade assez musclée à la frontière de l'enfance et de la maturité. Ainsi *Winnie m'ennuie*, titre inaugural, aurait sombré dans l'imagerie BD si Nina Morato et ses complices (Antonin Maurel, auteur des musiques, et maître d'ouvrage de l'ensemble, mais aussi Mathieu Chédid à la guitare et à la basse) ne l'avaient rehaussé d'une rythmique implacable et d'un grain de sérieux. Nina Morato conduit vite : elle prend des risques. Après un sauvetage *in extremis* de *Je suis la mieux* grâce à un tapis de percussions et de *slide guitar*, après le naufrage d'un *Amant d'un soir* plutôt fade, elle sort indemne d'une embardée furieuse et têtue contre *Tes ex*, avant un surfing intelligent sur *Maman* (*« Maman, maman empêche-moi de sortir le soir comme avant »*), au mixage sophistiqué. La voix de Nina Morato est suffisamment chaude pour donner du relief aux belles mélodies. Ainsi, *le Bal des parfums* est très joliment fait, orchestré à la harpe, au violon, tendre, un peu sauvage comme l'album dans son entier.

1 CD Polydor 517713.

V. Mo.

Musiques du monde

Alceu Valença

7 Desejos

Nouveau venu dans le giron de FNAC Music, le Brésilien Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les *violeiros*, ancêtres tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du *sertao*. *7 Desejos*, enregistré l'an passé à Rio de Janeiro, parle des rues d'Olinda, de la plage de Boa Viagem, des flamboyants en fleur, de la pollution, des pluies du mois de juin, du désir. *Cöco* (un rythme très particulier au Nordeste), hommage dansant au compositeur Luis Gonzaga, duo amoureux avec la chanteuse Zizi Possi : Alceu Valença a réalisé un album à la tonalité folk, version brésilienne, c'est-à-dire dansant, savoureux.

1 CD FNAC Music 592225.

I Muvrini

Noi

Les mouflons (I Muvrini) ont été portés par la vague polyphonique qui a rapproché la Corse du grand public. Ils étaient déjà le groupe phare de l'île, où ils autoproduisaient leurs albums. Les voici aujourd'hui artistes de multinationale (le groupe Sony) et c'est tant mieux, puisque *Noi*, enregistré à Copenhague au printemps 1993, est sans doute leur album le plus abouti musicalement. Le chant des frères Bernardini s'appuie sur une nouvelle palette d'instruments (vielle à roue, cornemuses). De la douce et frissonnante complainte avec guitare et accordéon (*Tu mi dai a manu*) à la rengaine aux allures de rock irlandais (*Vole Campà*, *Lode di u Sepolcru*), I Muvrini a élargi son champ musical avec un bonheur certain. A tout cela, il ne manque juste qu'un peu de gaieté légère. Sur le fond, il s'agit toujours de la Corse, des hommes que l'on tue, d'exil et de mer...

1 CD Columbia 474419.

V. Mo.

FESTIVAL

LE THÉATRE NATIONAL DU CAMBODGE AUX FRANCOPHONIES DE LIMOGES

LA LÉGENDE PLUS FORTE QUE LA GUERRE

Dans un pays ravagé par de longues années de guerre, la politique culturelle n'est pas la priorité, on le comprend, des nouvelles autorités. Pourtant, invité par le X[e] Festival des francophonies de Limoges, qui fête ses dix ans, le Théâtre national du Cambodge témoigne d'une réelle renaissance passant par la défense scrupuleuse de traditions que les Khmers rouges ont voulu faire disparaître, comme ils ont liquidé artistes et intellectuels. Mais la légende du Ramayana, parmi les plus belles de la civilisation indienne, revisitée par les Cambodgiens sous le nom de «Reamker», est indestructible.


D.R.

Retour à Phnom-Penh

Né à Phnom-Penh, Leng Sentha a été emmené en France à l'âge de trois ans par un ami de ses parents, qui avaient des «ennuis politiques». Ce devait être provisoire, mais il est resté, et a obtenu la nationalité française. Il obtient également une licence de droit international, tâte en même temps du théâtre et de la danse. Classique d'abord, puis contemporaine : chez Renate Pook, Alwyn Nikolais, Hideyuki Yano (qui lui fait danser *Salomé* avec Karine Saporta), Mark Tompkins. Il crée sa première chorégraphie, *Lapsus*, un trio qui remporte le 3[e] prix au Concours de Bagnolet en 1982. Mais c'est grâce au cinéma qu'il gagne sa vie : *«Il y a peu d'acteurs asiatiques à Paris»*, dit-il. Et c'est avec *les Saigneurs*, d'Yvan Butler (il y tient le rôle d'un Khmer rouge), qu'il revient au Cambodge pour la première fois en décembre dernier. Il assiste, très ému, aux cours de danse traditionnelle khmère à l'Université des beaux-arts, prend des contacts dans le milieu culturel. L'idée germe d'un projet pédagogique de danse contemporaine occidentale, qui se concrétise : avec l'aide de l'AFAA, Leng Sentha vient d'accomplir, pendant un mois à Phnom-Penh, une *«mission-pilote d'enseignement et de recherche chorégraphique»* : enseignement de danse classique, mais aussi folklorique khmère à des professeurs et des élèves, à des acteurs, des gens du cirque, projections vidéo, etc. *«Évidemment, il ne s'agit pas de leur faire faire du Gallotta ou du Bagouet, mais de leur montrer la manière dont on construit le mouvement en Occident ; il s'agit d'ouvrir au maximum la disponibilité, les possibilités du corps. A partir de là, peut-être pourront-ils inventer, créer, ce qu'ils ne font jamais, leur danse reproduisent les modèles séculaires. Elle s'est d'ailleurs appauvrie. On voit sur les bas-reliefs d'Angkor des mouvements qui n'existent plus. Les corps évoluent, toute danse doit évoluer.»*

PHNOM-PENH

de notre envoyée spéciale

IL était une fois... On a trop rarement, dans un journal, l'occasion d'utiliser cette formule magique pour ne pas s'en saisir goulûment. Il était une fois, donc, dans l'Inde ancienne, un jeune prince, Rama, qui réussit à bander l'arc de Shiva et conquit ainsi la main de la belle Sita. Rama devait succéder à son père sur le trône, mais une de ses belles-mères intrigua pour y placer son propre fils. Rama et Sita s'exilèrent dans la forêt, accompagnés du jeune frère de Rama, Lakshmana, qui ne pouvait se résoudre à les quitter. Ils y couleraient des jours heureux si l'horrible roi des démons, Ravana, épris de la beauté de Sita, ne parvenait à l'enlever par ruse et à la transporter dans son île de Lanka. Commence alors une guerre longue et terrible entre Ravana et Rama, l'un aidé de ses Raksasas (démons), l'autre de l'armée des singes conduite par Hanuman, le singe blanc, doué d'une force prodigieuse et capable de non moins prodigieuses métamorphoses. Rama reprendra Sita, mais l'histoire ne s'arrête pas là...

Telle est, on ne peut plus résumée, la trame du Ramayana, immense épopée indienne dont la célébrité et la popularité, inconcevables en Occident, dépassent peut-être celles du Mahabarata, dont Peter Brook tira en 1985 un spectacle mémorable. L'origine du Ramayana se perd dans la nuit des temps. Des bardes la colportent de village en village ; la première rédaction semble être, au troisième siècle de notre ère, le poème de vingt-quatre mille vers, en sanskrit, attribué au sage Valmiki. Bientôt le Ramayana se répand dans toute l'Asie du Sud-Est ; d'innombrables versions apparaissent dans une infinité de langues et de dialectes ; elles sont représentées sous diverses formes : théâtre dansé, masqué, marionnettes, ombres, etc. Chaque pays y introduit ses particularismes culturels et religieux ; les noms des personnages changent, des épisodes très développés ici sont réduits ailleurs, et vice-versa. Au Festival d'Avignon 1990, on a pu voir des Ramayanas venus de Bali, de Thaïlande, de Java, de Malaisie et d'Inde. Mais pas du Cambodge, dont le Théâtre national va présenter sa version, le *Reamker* (gloire de Rama), à l'ouverture du Festival des francophonies de Limoges.

Les danseuses cambodgiennes vinrent pour la première fois en France en 1906. Auguste Rodin et Pierre Loti, entre autres, en furent tourneboulés, le premier suivant même leur tournée jusqu'à Marseille pour croquer ces adorables créatures... Une autre tournée eut lieu dans les années 30, et ce fut tout. Même en Asie, le Ramayana n'est plus représenté dans son intégralité. Pour avoir une idée du temps qu'il y faudrait, sachez qu'en 1969 François Bizot, de l'Ecole française d'Extrême-Orient, put enregistrer dans un petit village cambodgien le Reamker récité par un vieillard, Mi Chak, qui l'avait appris par cœur dans sa jeunesse, lorsqu'il était bonze à la pagode sud du temple d'Angkor Vat. A raison de quatre à cinq heures par jour, le récit dura douze jours... Le spectacle présenté à Limoges (et dans la tournée en France qui suivra) dure à peine plus d'une heure ; il est permis de le déplorer, car il est assez beau pour nous avoir laissé, à Phnom-Penh, sur notre faim.

Il ne donne, évidemment, que quelques épisodes du Reamker, et encore fort concentrés. L'exil dans la forêt : pas de décor, une simple table basse, qui servira de litière à Rama et Sita, Lakshmana s'asseyant à leurs pieds. La ruse de Ravana : il ordonne à l'un de ses démons de se transformer en biche d'or, Sita supplie son époux de la poursuivre et de la lui ramener ; par un autre méchant tour, Ravana réussit ensuite à éloigner Lakshmana et vient, déguisé en ermite, faire sa cour à la belle. Econduit, il reprend sa forme et l'enlève. Douleur de Rama et de son frère à leur retour ; apparition d'Hanuman, qui propose son aide ; Rama lui confie un anneau pour se faire reconnaître de Sita s'il parvient à la retrouver, ce qu'il fera très vite. Ici se place un épisode que nous n'avions jamais vu en Indonésie ni à Avignon : pour parvenir jusqu'à Lanka, les singes construisent sur l'océan un pont (symbolisé par trois pierres noires) ; Ravana envoie des poissons le détruire, et les singes n'ont d'autre moyen que séduire ces poissons (trois ravissantes jeunes filles) pour les empêcher de nuire. La bataille des démons et des singes se déroule à grands cliquetis de bâtons et de glaives. Enfin Sita, toujours éplorée sur son banc, voit les singes lui amener son Rama...

Nul besoin de connaître la signification des quatre mille cinq cents gestes qui composent le vocabulaire de la danse classique khmère pour comprendre l'action, très claire... si on en a lu au moins un bref résumé. Car les transformations magiques, par exemple, ne se font pas à vue : l'interprète rentre en coulisses, un autre en sort aussitôt sous la nouvelle apparence. Comparée à d'autres styles asiatiques, la truculence des Balinais, par exemple, la danse classique khmère se caractérise par son extrême raffinement et sa pudeur. Un personnage veut-il exprimer la douleur ? Il incline simplement la tête, place sa main en visière au-dessus de ses yeux, puis essuie d'un doigt furtif une larme, une seule, sur chaque joue. La danse des personnages humains ou divins est relativement lente ; seuls les démons et les singes cabriolent, font la roue, sautent comme des grenouilles. Très virtuose physiquement et exigeant des dons de comédien, le rôle d'Hanuman est, pour les danseurs de l'Asie ramayanamane, «le» rôle entre tous, quelque chose comme Hamlet, plus le roi Lear, plus Don Juan pour un acteur occidental... La danse féminine privilégie la grâce et la souplesse, celle des doigts et des poignets retroussés comme les toits des pagodes, celle des bras et du cou, plutôt que la technique des jambes, limitée à des «pliés» plus ou moins profonds, genoux écartés (ce que notre danse classique appelle «seconde position»), à une démarche précieuse et à quelques coups discrets du talon, orteils redressés. Le petit orchestre d'accompagnement, appelé *pinpeat*, se compose de deux xylophones, d'un jeu de gongs, d'un *skorthom* (tambour frappé avec des baguettes), d'un *sampho* (tambour à deux faces frappées avec les doigts) et d'un hautbois. S'y joint un petit groupe de chanteuses, qui psalmodient le récit.

Douze danseuses et cinq danseurs seulement interpréteront en France le Reamker. Ce relatif dénuement peut étonner : il faut savoir que monter ce spectacle est déjà un exploit. Les Khmers rouges ont massacré environ quatre-vingt pour cent des artistes et intellectuels cambodgiens : comment, aujourd'hui, reconstituer une culture de transmission principalement orale ? Directeur du Théâtre national du Cambodge, metteur en scène du Reamker qui vient en France, Pitch Kum Kravel se souvient de l'époque où le ballet dépendait directement du roi et de la reine, qui offraient largement, pour les costumes, fils d'or et véritables pierres précieuses (aujourd'hui remplacés par des paillettes, et néanmoins somptueux). *«Après le départ des Khmers rouges,* dit-il, *nous avons retrouvé dans des rizières, très abîmés, quelques cartons de costumes qu'ils avaient oubliés. Et, dans des champs de bananiers, des caisses de résonance de xylophones qui servaient d'auges à cochons...»*

Pitch Kum Kravel décrit l'enseignement de la danse classique khmère, confié à une poignée de survivantes, aujourd'hui d'âge mûr : il faut neuf ans pour former une danseuse, à raison de quatre heures d'entraînement chaque matin (l'après-midi étant réservé à la scolarité). Les efforts de sauvegarde ont commencé. Lors de notre passage à Phnom-Penh se déroulaient deux «journées culturelles» organisées un peu précipitamment, avant la promulgation de la nouvelle Constitution, par le gouvernement provisoire. *«Il s'agissait,* dit le ministre de la culture, M. Nuth Narang, *de sensibiliser notre peuple à ses traditions culturelles, de faire une sorte d'état des lieux de ce qui nous reste après la coupure. Le bilan est plutôt positif : le public est venu assez nombreux aux différents spectacles, des gens nous ont écrit de province qu'ils étaient en possession (peu importe comment) d'objets d'art et se proposaient de les rendre... Mais le travail est immense : il faut rééduquer, enseigner malgré l'absence de cadres, retrouver notre identité nationale, gérer notre situation sans perdre notre âme. Lutter contre l'invasion des désastreuses vidéo-cassettes thaïs, qui tendent à devenir ici l'unique distraction...»* M. Seung Kong, chef de cabinet de M. Nuth Narang, parle de l'ambitieux programme d'éducation culturelle dans les écoles, prévu dès la rentrée prochaine en liaison avec le ministère de l'éducation nationale. Malgré le budget le plus pauvre : *«Il y a d'autres priorités»*, ajoute-t-il sobrement.

SYLVIE DE NUSSAC

Agenda

THÉATRE

Mille hourras pour une gueuse, de Mohammed Dib (Algérie). Par Ziani Chérif Ayad et le Théâtre de la Citadelle-Masrah El Kalaa. Théâtre de la Limousine, Limoges. Le 24 septembre à 20 h 30. Le 25 à 17 heures. Le 26 à 14 h 30 et 20 heures.

Alices en Afrique, de et par Gilles Zaepfel, par le Théâtre écarlate et une distribution franco-africaine. Centre culturel Jean-Moulin, Limoges. Le 24 septembre à 21 heures. Le 26 à 15 heures. Le 28 à 20 h 30. Le 30 à 18 h 30.

La Malaventure, de Yoshua Kossi Efoui (Togo) par Max Eyrolle (France) assisté de Marie-Josée Lapratte (Québec). Théâtre Expression 7, Limoges. Le 25 septembre à 16 heures, le 26 à 16 h 30, le 27 à 20 h 30.

Fragments du Théâtre Chéo par le Théâtre Chéo de Hanoï (Vietnam). Espace Noriac le 24 septembre à 18 h 30, le 25 à 15 h 30. Le 26 à 18 heures. Le 28 à 15 heures. A Guéret le 29 à 20 h 30. Ussel le 30 à 20 h 30. Tulle, le 1[er] octobre à 21 heures. Aix le 2 à 20 h 30. Ceyroux le 3 à 20 h 30.

Et les chiens se taisaient, d'Aimé Césaire par la Compagnie Hervé Denis (Haïti). Centre culturel John-Lennon, Limoges. Le 25 septembre à 20 h 30. Le 26 à 16 h 30. Le 27 à 18 h 30.

Reamker, par le Théâtre national du Cambodge. Grand Théâtre, Limoges. Le 23 septembre à 18 h 30. Le 25 à 20 heures. Le 26 à 17 heures. Le 28 à 18 h 30. A Saint-Junien, le 3 à 17 heures.

Songo-la-Rencontre, de et par Richard Demarcy (France) et Vincent Mambachka (Centrafrique) par l'Atelier Linga-Tere de Centrafrique. Centre culturel Jean-Gagnant le 25 septembre à 22 heures. Le 26 à 17 heures. Le 27 à 14 heures et 18 h 30. A Saint-Junien le 2 octobre à 20 h 30. **Contes, rythmes et musiques** à Les Vaseix/Verneuil le 30 septembre à 20 h 30. Isle, le 1[er] octobre à 10 heures et 14 heures.

Joie, de et par Pol Pelletier (Canada), mise en scène de Gisèle Sallin (Suisse). Centre culturel Jean-Gagnant, Limoges. Le 23 septembre à 21 heures. Le 24 à 21 h 15. Le 29 à 20 h 30, le 30 à 20 heures.

CONTES

Le Grain magique, conte berbère de Kabylie par Jacqueline Payelle (Suisse). Salle CAS-EDF, Limoges. Le 24 septembre, le 25, le 27 à 14 heures. Le 29 à 14 h 30. A Nieul, le 30 à 14 heures et 20 h 30.

Akiyo (Guadeloupe-Dom) Grand Théâtre, Limoges le 27 septembre à 21 h. Bessines le 28 à 20 h 30 et Parades le 25 de 15 heures à 17 heures.

François-Régis Gizavo (Madagascar), Chapiteau des francophonies, Limoges (les 23, 24 et 25 septembre à partir de 21 heures).

★ Renseignements, réservations : Bureau du Festival, 11, avenue du Général-de-Gaulle. 87000 Limoges. Tél. : 55-10-90-10. Chapiteau des Francophonies, place Saint-Etienne, cathédrale.

